LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



BENYAMIN NETANYAHOU
INTERVIEW EXCLUSIVE : « C'EST UNE GUERRE DE CIVILISATION ! » PAGE 8



ROGER FEDERER
« QUAND LE TENNIS S'EST ARRÊTÉ » PAGE 18

LE FIGARO PLUS VIN



La Loire, un temps d'avance
NOTRE CAHIER SPÉCIAL

ÉLECTIONS
- Bayrou, la possibilité du recours PAGE 4
- Lisnard : « On ne sort pas d'une impasse avec des alliances de circonstance » PAGE 5

CORÉE DU NORD
Kim Jong-un accueille Poutine en « meilleur ami » PAGE 9

ÉCONOMIE
La stagnation des salaires s'invite dans la campagne PAGE 20

CHAMPS LIBRES
- Comment a évolué l'électorat du Rassemblement national ?
- La tribune de Xavier Fontanet
- La chronique de Bertille Bayart
- L'analyse d'Arthur Berdah
- La tribune de François Fillon



PAGES 15 À 17

FIGARO **OUI** FIGARO **NON**

Réponses à la question de mardi :
Législatives : êtes-vous favorable à un rapprochement entre les macronistes et les LR ?

OUI	NON
48 %	52 %

VOTANTS : 208 145

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr
Jordan Bardella a-t-il raison de dire qu'il n'ira pas à Matignon s'il n'a pas la majorité absolue ?

JACK GUEZ/AFP-CHINASPORTS/VCG VIA REUTERS CONNECT-DPA/DPA/ABACA

Anouk Aimée, le grand amour du cinéma



ERIC FOUGERE - CORBIS/CORBIS VIA GETTY IMAGES

L'inoubliable interprète d'*Un homme et une femme* est décédée hier à l'âge de 92 ans à Montmartre. Révélée par Jacques Demy, qui lui a offert le beau rôle-titre de *Lola*, l'actrice fut courtisée par les plus grands réalisateurs, de Fellini à Sidney Lumet en passant par Jacques Becker. Au théâtre, elle connut le succès avec *Love Letters*, donnant la réplique à Trintignant comme à Noiret. PAGE 36

Législatives : le scénario d'une France ingouvernable

Si aucune majorité nette ne se dégage à l'Assemblée en faveur de l'un des trois blocs politiques, le pays pourrait plonger dans une crise institutionnelle majeure.

C'est une hypothèse possible, mais dont personne ne veut parler tant ses conséquences relèvent encore de l'inconnu. Que se passerait-il si aucune majorité absolue ne se dégageait dans les urnes, au soir du 7 juillet ? Le gouvernement et sa majorité relative seraient alors soumis au feu roulant des motions de censure, provoquant une forte instabilité et une possible situation de blocage institutionnel. « *Une crise de régime* », selon le ministre Bruno Le Maire. Anticipant ce scénario, le Rassemblement national assure qu'il ne gouvernerait qu'à la condition de disposer d'une majorité absolue. De leur côté, les macronistes cherchent à élargir leur socle pour consolider leur assise au Palais Bourbon. PAGES 2 ET 3

→ AU RN, LA MAJORITÉ ABSOLUE POUR SEULE OPTION → THOMAS EHRHARD : « IL EXISTE UNE FORTE PROBABILITÉ D'INSTABILITÉ GOUVERNEMENTALE » → MAJORITÉ ABSOLUE : OBJECTIF NÉCESSAIRE, MISSION IMPOSSIBLE ? → JUSQU'AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL, LES SECOUSSES DE LA DISSOLUTION SE FERONT SENTIR PAGES 2 ET 3



La dissolution déroute et inquiète les Européens

Dix jours après l'annonce de la dissolution, l'Allemagne et la plupart des partenaires européens de la France ne comprennent toujours pas la décision d'Emmanuel Macron. Si certains, en Italie ou en Hongrie, misent sur la victoire du RN aux législatives, la majorité redoute une instabilité qui nuirait aux intérêts européens. Même les États-Unis, en campagne électorale, se seraient passés d'une crise politique chez leur allié français. PAGES 6, 7 ET L'ÉDITORIAL

ÉDITORIAL par Philippe Gélie

Mer agitée

Le temps n'est pas loin où Emmanuel Macron bénéficiait d'une des cotes de popularité les plus enviables en Europe, derrière l'intouchable Ukrainien Volodymyr Zelensky. Nos voisins le créditaient d'une ambition manifeste pour la construction européenne, d'un allant qu'ils ne trouvaient pas toujours chez leurs propres dirigeants. Il arrivait qu'on lui reprochât de faire cavalier seul, mais rarement d'avoir cherché à faire bouger les lignes. Ses deux discours de la Sorbonne, à sept ans d'intervalle, aspiraient à briller comme des balises sur une mer agitée.

Et voilà que l'audace tourne au « *diagnostic d'irresponsabilité* », selon la formule impitoyable d'un observateur allemand. Depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, les Vingt-Sept assistent, médusés et inquiets, à la dissolution chimique de la politique française, préoccupés de ses conséquences au-delà des frontières. À en croire les conseillers du prince à l'Élysée, le monde serait épaté par le « *courage* » de ce jeune président qui a choisi la « *clarification* ». Mais que restera-t-il de leur admiration au soir des résultats ?

La France, poids lourds du club européen – et l'un des plus endettés –, n'est pas perçue comme le laboratoire idéal pour tenter une expérience démocratique aléatoire, simplement parce qu'elle pourrait entraîner le reste du continent dans ses échecs. Nul ne conteste aux Français le choix de leur destin, mais chacun surveille ses intérêts. L'Allemagne, lassée de payer pour les faillites des autres ; l'Italie, qui parie déjà sur un accroissement de son influence ; les Européens de l'Est, qui redoutent la remise en question de l'aide occidentale à Kiev…

Élection française, impact européen

Comme Emmanuel Macron a nationalisé les élections européennes, nos législatives auront nécessairement un impact à l'échelle européenne. Sur l'évolution de l'Union, la solidité de l'Otan, la relation avec Poutine, la guerre russe en Ukraine et celle d'Israël à Gaza, le président retranché dans son « domaine réservé » ne prémunit pas contre des changements de cap. La France doit une bonne part de son influence à la stabilité que lui confère la Ve République. Après l'Amérique confrontée aux assauts trumpistes, à son tour de montrer qu'une vieille démocratie peut affronter la houle. ■




M 00108 - 619 - F: 3,60 €

AND : 4,50 € – BEL : 3,70 € – CH : 4,60 CHF – D : 4,20 € – ESP : 4,30 € – GR : 3,70 € – LUX : 3,70 € – MAR : 37 DH – MTQ/GLP : 4,30 € – REU : 4,70 € – TUN : 11,00 TND ISSN 0182.5852

Législatives : le scénario à haut risque d'une As

Célestine Gentilhomme et Clara Hidalgo

Si aucune majorité absolue ne se dégage au soir du second tour des élections, le 7 juillet prochain, le pays pourrait plonger dans une crise politique majeure.

C'est un scénario dont personne ne veut vraiment parler tant ses conséquences relèvent encore de l'inconnu. Que se passerait-il si aucune majorité absolue ne se dégageait dans les urnes, au soir du 7 juillet prochain ? *« Ce serait un beau bordel… La séquence politique ne se dénouera pas dans l'année »*, souffle une cadre socialiste. Les premiers sondages n'écartent pas totalement la possibilité d'une Assemblée nationale « ingouvernable », où aucune force politique ne parviendrait à décrocher les 289 sièges sur 577 indispensables pour détenir une majorité absolue.

Le premier ministre doit, en pratique, émaner du camp majoritaire pour permettre à son gouvernement de faire passer ses textes de loi à l'Assemblée nationale. Sans cela, il est exposé à la menace permanente de la motion de censure qui, si elle est adoptée par les oppositions, conduit à sa démission. *« Le nouveau gouvernement pourrait donc tomber au bout d'une semaine »*, prédit Benjamin Morel, maître de conférences en droit public à Paris Panthéon-Assas. Une configuration incertaine qui plongerait le pays dans une *« crise de régime »*, a mis en garde le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire.

Promis à Matignon en cas de victoire de son camp, Jordan Bardella a déjà prévenu qu'il déclinerait ce cadeau empoisonné. *« Pour gouverner, j'ai besoin d'une majorité absolue »*, a-t-il balayé ce lundi dans un entretien au *Parisien*. Sans laquelle Marine Le Pen et son dauphin refuseraient de former un gouvernement, obligeant le chef de l'État à bâtir une majorité ailleurs. La gauche unie sous la bannière du Nouveau Front populaire, pas écartée de la course, évite de se poser la question, préférant se concentrer sur une campagne *« difficile »*. *« En politique, il faut savoir avaler les plats les uns après les autres »*, professe Patrick Kanner, patron des sénateurs socialistes.

Pour anticiper les blocages, une majorité relative peut toujours faire l'appoint avec des élus d'opposition. C'est ce qu'a tenté le camp présidentiel, fragilisé par une majorité relative à partir de 2022, en négociant des alliances de circonstance. Mais les troupes d'Emmanuel Macron n'ont jamais réussi à constituer une coalition durable, au-delà de la stratégie du *« texte par texte »*. Faute de solides alliés, l'exécutif a dû passer en force à vingt-trois reprises avec l'article 49.3, lui permettant de faire adopter un texte sans vote. Et s'exposant en retour à autant de motions de censure, dont l'une d'entre elles a manqué de le renverser, en mars dernier, à neuf voix près.

L'exercice d'équilibriste risque d'être encore plus complexe pour le RN ou le Nouveau Front populaire, s'ils détiennent une courte majorité. Le premier ne pourrait compter que sur d'éventuels députés issus de son « alliance » avec LR, décrétée par le patron contesté du parti, Éric Ciotti. Le second ne pourrait trouver le potentiel soutien que d'une poignée de macronistes de gauche, rescapés des urnes. Même si le parti présidentiel conservait sa majorité relative, Emmanuel Macron aurait lui aussi du mal à conjuguer avec ces deux blocs irréconciliables. Il y a quelques jours, le chef de l'État a tendu la main aux sociaux-démocrates, écologistes ou démocrates-chrétiens pour construire une *« fédération de projets »* au lendemain du scrutin. *« Il n'arrivera pas à débaucher des socialistes. L'aile droite du PS ne cédera pas parce que la présidentielle est trop proche »*, tranche une élue socialiste.

Surtout, le nouveau gouvernement devra affronter un premier obstacle : le vote à haut risque du projet de loi de finances 2025, prévu à l'automne. Le contexte économique est particulièrement inflammable, alors que les comptes publics plongent dans le rouge. *« Le gros danger, c'est qu'en cas de pression des marchés, le budget devrait être relativement contraint »*, avertit Benjamin Morel. Ce qui contraindrait le Nouveau Front populaire comme le RN, critiqués pour leurs programmes économiques, à faire machine arrière sur plusieurs mesures jugées trop coûteuses.

Dans un scénario de majorité relative, l'exécutif tout juste formé échapperait difficilement à l'option de l'article 49.3, au risque d'être aussitôt renversé par une motion de censure.

L'Assemblée nationale, le 12 décembre, lors d'une séance de questions au gouvernement sur le projet de loi sur l'immigration.
FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO



Au RN, la majorité absolue pour seule option

Paul Laubacher

C'est tout ou rien. Jordan Bardella a prévenu les électeurs. Ceux qui votent déjà pour le Rassemblement national, et ceux qui hésitent encore à le faire. *« Pour gouverner, (j'ai) besoin d'une majorité absolue »*, tranche-t-il dans *Le Parisien*. Voilà posé l'enjeu du parti nationaliste pour les législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet prochains. Car le jeune président du RN assure qu'il ne compte être *« ni dans l'impuissance, ni le collaborateur du président de la République »*. Comprendre : s'ils échouent à envoyer au moins 289 élus à l'Assemblée nationale, Marine Le Pen et son héritier refuseront de prendre le pouvoir dans deux semaines. L'objectif est-il atteignable ? *« Selon mes décomptes, avec les récents sondages, on peut avoir entre 300 et 310 députés le soir du second tour »*, assure un député branché à ses tableurs Excel.

Sur le terrain, les lieutenants du parti à la flamme guettent, eux, les signes qui leur donneraient raison. En Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Franck Allisio a par exemple remarqué l'effondrement du bloc central. Pour preuve, le ralliement au RN d'Olivier Rioult, collaborateur de la présidente de la métropole Aix-Marseille et du département des Bouches-du-Rhône Martine Vassal. La droite méditerranéenne ne *« sait pas quelle alliance rejoindre »*, dit un député nationaliste du Sud-Est. Dans la Somme, Jean-Philippe Tanguy, proche de Marine Le Pen, s'amuse de voir Renaissance se contenter de faire de la figuration. *« C'est un stagiaire du cabinet d'Attal »*, se marre-t-il, au sujet de son adversaire macroniste. La preuve, selon lui, que les troupes présidentielles ne sont pas préparées à ce scrutin dans lequel le chef de l'État les a précipitées. Et que leur défaite n'est donc pas loin.

Cette vision, largement partagée au RN, réjouit les lepénistes. *« Cela veut dire qu'il y aura encore plus de duels avec le Nouveau Front populaire »*, prophétise un stratège. *« En 2022, un tiers de nos députés ont été élus après des face-à-face avec la Nupes »*, rappelle un autre. Marine Le Pen et Jordan Bardella l'ont bien noté, eux aussi. Depuis quelques jours, ils mettent donc en place le récit d'un affrontement avec le *« bloc islamo-gauchiste »*, qualifié d'*« abomination »*. *« Ils sont fous d'avoir fait alliance avec le NPA »*, s'étonne encore un conseiller de Marine Le Pen, alors que le porte-drapeau du Nouveau parti anticapitaliste, Philippe Poutou, a été investi dans l'Aude.

Un premier test politique

Parmi les angles d'attaque, l'un porte sur le programme. *« Voter Nupes II, c'est voter FMI »*, dit Marine Le Pen au *Figaro*, pour se positionner à l'inverse comme une force politique rassurante, pragmatique et sérieuse. Mais si le RN avait anticipé qu'une dissolution deviendrait inévitable, et s'était en conséquence préparé à investir en urgence des candidats, un sujet n'avait en revanche pas été anticipé : l'élaboration du programme législatif, censé prouver que le parti nationaliste est *« prêt au pouvoir »*.

Résultat, les mesures et le calendrier sont arbitrés au jour le jour, pour s'inscrire dans le séquençage de l'exercice du pouvoir en *« deux temps »* tel que l'ont défini Marine Le Pen et Jordan Bardella : parer à l'urgence dès l'été, d'abord ; puis aborder les réformes de l'automne, ensuite, moment du premier budget. Un *« audit »* des comptes publics déterminera en parallèle les autres priorités. D'où le délai avant d'établir une liste de mesures, que Jordan Bardella doit présenter en début de semaine prochaine lors d'une conférence de presse. *« Un premier discours de politique générale »*, dit un proche de Marine Le Pen, qui y voit un premier test politique pour Jordan Bardella.

Reste une question : en cas de succès dans les urnes, la majorité absolue sera-t-elle celle du RN seulement, ou dépendra-t-elle d'Éric Ciotti, avec qui le parti a noué une *« alliance »* ? L'état-major du Rassemblement national ne cache pas sa préférence : n'avoir idéalement besoin de personne pour atteindre la barre fatidique des 289 députés. Mais les 62 candidats investis par le président contesté des Républicains, dans le cadre de l'accord entre les deux camps, n'inquiètent pas vraiment les stratèges marinistes pour autant. *« Le seul enjeu, c'est qu'ils respectent la ligne »*, dit l'un. C'est d'ailleurs la pierre angulaire du pacte avec Éric Ciotti : ce dernier s'est engagé à voter le premier budget d'un gouvernement RN. *« C'est à ce moment-là qu'un groupe parlementaire prouve son appartenance à la majorité »*, observe un cacique nationaliste.

Sans attendre, Marine Le Pen a évidemment déjà jeté un œil sur les investitures de son nouvel allié. Elle a eu quelques mauvaises surprises, comme des repêchés chez les zemmouristes de Reconquête ; mais quelques bonnes nouvelles aussi, comme la candidature du chroniqueur de CNews Guillaume Bigot, qu'elle aurait très bien pu investir. *« Ce groupe d'élus ciottistes, ils seront vraisemblablement plus conservateurs, plus identitaires, plus raides que nous »*, résume toutefois une source nationaliste.

Marine Le Pen, qui a confirmé qu'elle resterait à la tête du groupe RN plutôt que de se laisser tenter par Matignon, anticipe déjà ce qu'il pourrait se passer si les urnes ne désignaient aucune majorité claire. *« Dans ce cas, la Constitution ne laisse plus qu'un seul choix : la démission »* du président a-t-elle jugé dans *Le Figaro*. Elle se présenterait alors et, si elle était élue, n'hésiterait à pas enchaîner les référendums. Comme autant de coups de poker. Là encore, tout ou rien. ■

Thomas Ehrhard : « Il existe d'instabilité gouvernementale »

Propos recueillis par Emmanuel Galiero

Thomas Ehrhard est maître de conférences en science politique à l'université Paris II Panthéon Assas et chargé de séminaire à l'École Polytechnique.

LE FIGARO. - Quelle sera la situation parlementaire en France au lendemain de ces élections ?

THOMAS EHRHARD. - Le premier point central figure dans l'article 12 de la Constitution. Il précise qu'après une dissolution *« il ne peut être procédé à une nouvelle dissolution dans l'année qui suit ces élections »*. Et cette impossibilité s'imposera dans un contexte particulier car, sauf scénario réellement imprévisible, on sait déjà qu'aucun parti n'aura de majorité absolue à l'Assemblée. D'une part, le RN n'atteindra pas une majorité de 289 députés malgré une augmentation du nombre de sièges, d'autre part, nous devrions constater une relative égalisation des trois blocs extrême gauche, extrême droite et centre. Il faut noter que cette dissolution est la première depuis la mise en œuvre du quinquennat et l'inversion du calendrier électoral en 2002.

Quelles sont les conséquences d'une impossibilité de dissoudre durant un an ?

Si la menace de dissoudre l'Assemblée disparaît, cela peut encourager les velléités parlementaires menaçantes pour le gouvernement. La seule conséquence d'une motion de censure adoptée sera la démission du gouvernement et cela pourrait se reproduire plusieurs fois de suite, comme ce fut le cas sous la IIIe et la IVe République. Un nouveau premier ministre nommé, qu'il soit RN, Nupes ou Renaissance, ne disposerait que d'une minorité de sièges et quel que soit le gouvernement constitué, il ne résisterait pas longtemps à une motion de censure. Il existe donc une forte probabilité d'instabilité gouvernementale, d'autant plus prévisible que depuis 2022, la situation à l'Assemblée a montré les faiblesses d'un gouvernement en situation de minorité : 27 motions de censure contre Élisabeth Borne, 10 engagements de la responsabilité du gouvernement (article 49.3) entre octobre et décembre 2023… Il est difficile d'imaginer qu'une situation plus apai-


UNIV PARISII

« Même si un gouvernement parvenait à passer l'été, il serait rattrapé par la période budgétaire à l'automne



semblée ingouvernable

Comme les textes financiers doivent impérativement être appliqués dès le 1er janvier 2025, la Constitution offre une ultime porte de sortie, rarement empruntée : celle de l'article 47, qui prévoit une adoption du budget par ordonnance en cas de blocage parlementaire. *« Cela peut permettre de renvoyer le vote très loin, on peut traîner pendant des mois »*, décrypte Benjamin Morel. Même avec ce délai supplémentaire, les deux Chambres devront tôt ou tard s'exprimer sur le projet de loi. Là encore, resurgit le spectre d'une censure du gouvernement.

Même l'hypothèse d'une démission d'Emmanuel Macron – écartée par l'intéressé – ne débloquerait pas cette paralysie institutionnelle. *« Ce n'est pas vraiment une sortie de crise,* balaie Benjamin Morel. *Le problème, ce n'est pas lui, mais l'absence de majorité dans la Chambre. »* Un nouveau président ne peut dissoudre l'Assemblée nationale, et donc convoquer de nouvelles élections législatives, deux fois dans la même année, comme l'impose l'article 12. Dans un entretien au *Figaro*, Marine Le Pen a pourtant jugé que la Constitution ne laisserait à Emmanuel Macron que le *« seul choix »* de démissionner en cas de *« blocage total »* de la machine démocratique.



Une seule solution semble envisageable aux yeux des constitutionnalistes pour contourner l'absence de majorité absolue. Celle de la nomination d'un gouvernement de « techniciens », inspiré du modèle italien

En attendant, une seule solution semble envisageable aux yeux des constitutionnalistes pour contourner l'absence de majorité absolue. Celle de la nomination d'un gouvernement de *« techniciens »*, inspiré du modèle italien. *« Le principe est de nommer un vieux sage comme premier ministre. Un homme ou une femme politique qui ne déplaît à personne, capable de créer une alliance allant de l'extrême droite à l'extrême gauche. Sa mission serait de diriger le gouvernement jusqu'aux nouvelles élections législatives »*, avance Benjamin Morel. En 2012, l'Italie, alors enlisée dans une crise politique, confie les rênes à Mario Monti, ancien commissaire européen à la Concurrence, chargé uniquement de gérer les affaires courantes. *« En France, on pourrait s'attendre à voir le centriste* Charles de Courson *à ce poste »*, évoque le politologue, citant le nom du député le plus expérimenté de l'Assemblée nationale, respecté de tous les bords pour sa connaissance fine des finances publiques. Interrogé par *Le Figaro*, l'intéressé, en campagne pour son huitième mandat, ne ferme pas la porte : *« On verra après… À chaque jour suffit sa peine. »* ■



CONTRE-POINT
PAR **GUILLAUME TABARD**

Majorité absolue : objectif nécessaire, mission impossible ?

Prétention excessive ou « refus d'obstacle », comme le prétend Gabriel Attal ? En faisant de l'obtention d'une majorité absolue la condition de son arrivée à Matignon, Jordan Bardella reprend en fait l'argument classique de tous les favoris aux législatives. Pas de demi-victoire, c'est avant tout le meilleur moyen de mobiliser son camp. De Mitterrand en 1981 à Macron en 2017, tous les présidents élus ont demandé aux électeurs de ne pas faire les choses à moitié. Ils en ont à chaque fois été récompensés.

La seule fois où un président n'a pas vraiment fait campagne pour s'assurer d'une concordance parfaite entre l'exécutif et l'Assemblée, c'est Emmanuel Macron en 2022. Là encore, il a été servi avec cette majorité relative dont il affirme aujourd'hui qu'elle conduisait au blocage après avoir martelé pendant deux ans qu'elle ne l'avait pas empêché de gouverner. L'enjeu au lendemain du 7 juillet, n'est cependant pas uniquement de connaître l'ampleur de l'avance du camp qui sortira vainqueur.

Hormis l'hypothèse, à ce jour la moins probable, d'une majorité macroniste reconduite ou recomposée, la marque de la 18e législature sera la cohabitation. Les trois expériences vécues (Chirac 1986, Balladur 1993, Jospin 1997) ont prouvé que si un premier ministre de cohabitation ne pouvait pas faire tout ce qu'il voulait, notamment en politique étrangère et européenne, un président de cohabitation ne pouvait pas empêcher une majorité législative de mettre en œuvre l'essentiel de son programme. Mais les trois fois, face au président, le gouvernement disposait d'une majorité absolue à l'Assemblée.

Or que ce soit avec le Rassemblement national ou avec une gauche à dominante Insoumise, une cohabitation à venir serait nettement plus tendue que le furent celles du passé. Et les gouvernements RN ou NFP auront d'autant plus besoin d'une majorité absolue qu'ils seront exposés plus encore que les gouvernements Borne et Attal au risque d'une motion de censure. L'appel de Bardella à une large victoire n'est donc pas qu'une injonction de campagne, il est une précaution pour la suite.

Et comme la Ve République n'est pas la IVe, c'est dans les urnes, les 30 juin et 7 juillet, et non dans l'Hémicycle, au lendemain du scrutin que peut se trouver cette nécessaire majorité absolue. Et à cet égard, les trois blocs en compétition ne sont pas dans la même situation. Le Rassemblement national mise tout sur la dynamique de son offre, même si l'appoint de députés LR ciottistes pourra être précieux. D'où l'importance pour lui d'un score de premier tour le plus élevé possible. Au regard des résultats des européennes et des premiers sondages, c'est lui qui a le plus de chance de franchir cette marche. Le Nouveau Front Populaire mise de son côté sur l'effet râteau d'une alliance de partis différents. Pour la gauche, la marche est plus haute mais pas totalement impossible à atteindre.

Mais c'est pour Renaissance que le défi est le plus difficile. La dissolution a eu pour effet de ressouder la gauche et de déchirer plus encore la droite. Les futurs députés de gauche seront élus dans le cadre d'un pacte électoral et programmatique ; on voit mal s'en émanciper dès le 8 juillet un groupe social-démocrate préférant in fine soutenir Macron. Quant à LR, un groupe « Macron-compatible » pourra-t-il même exister ? La « clarification » voulue par le chef de l'État appelle donc une majorité absolue. L'ennui pour lui est que c'est un Bardella qu'il veut éviter qui semble le mieux placé pour l'obtenir. ■

une forte probabilité

sée, avec une nouvelle méthode de gouvernement, annoncée depuis 2017 mais introuvable, résulte du second tour de ces législatives. Même si un gouvernement parvenait à passer l'été, il serait rattrapé par la période budgétaire à l'automne.

Une autre hypothèse est-elle envisageable ?
Oui, celle d'un gouvernement d'affaires courantes. C'est d'ailleurs le scénario le plus probable, comme on l'observe dans la plupart des pays européens qui connaissent la situation d'une chambre des députés très divisée, avec des extrêmes forts mais minoritaires, et des partis de gouvernement affaiblis et minoritaires. Ce gouvernement d'affaires courantes, que l'on a vu notamment en Allemagne, aux Pays-Bas, en Espagne et en Belgique, continue d'exercer le pouvoir avec des compétences assez limitées, en vue d'assurer la continuité de l'État. Dans tous ces pays, les causes étaient les mêmes : baisse électorale des partis de gouvernement et progression des partis des extrêmes. La durée d'un gouvernement affaires courantes dépend du temps nécessaire aux acteurs politiques pour trouver une majorité de soutien au futur gouvernement à l'Assemblée nationale.

Comment cela fonctionne-t-il concrètement ?
Le président charge le chef du parti arrivé en tête aux élections législatives de former un gouvernement dans un délai donné, sachant que ce délai n'est pas précisé dans la Constitution. Les partis politiques et les députés élus doivent alors trouver un accord sur la formation d'une équipe gouvernementale et d'un programme de réformes. On parle alors de « contrat de gouvernement » mais si un seul point d'accord n'est pas respecté, la coalition peut se défaire facilement. Dans ce scénario, la formation du gouvernement pourrait prendre plusieurs semaines, voire plusieurs mois.

Que se passe-t-il en cas de gouvernement des « affaires courantes » pour le budget ?
La Direction du budget reprend les données budgétaires de la précédente loi de finances et les modifie très marginalement. Un budget est donc voté.

Quelles pourraient être les conséquences d'une telle gouvernance ?
On sait que cela a souvent divisé la Chambre des députés, entraîné une absence de majorité et une difficulté à former des coalitions. En revanche, il n'y a pas d'inquiétude à avoir car tous les pays passés par là ne se sont pas effondrés économiquement. Cela peut même se révéler positif dans la mesure où cela stabilise la législation, stoppe l'inflation normative et évite les polémiques sur les réformes.

Quel serait l'impact d'une éventuelle démission du président de la République ?
Cela ne changerait strictement rien à l'impossibilité de dissoudre pendant un an. Cette démission n'aurait aucune conséquence sur la nouvelle Assemblée nationale. De facto, le président du Sénat, Gérard Larcher, deviendrait président de l'intérim et une nouvelle élection présidentielle devrait être organisée dans un délai de 20 à 50 jours. ■

Les secousses de la dissolution se feront sentir jusqu'au Conseil constitutionnel

Tristan Quinault-Maupoil

Les répliques de la dissolution n'ont pas fini de se faire sentir. Jusqu'à la rue de Montpensier, siège du Conseil constitutionnel, on retient son souffle. Attendues en février 2025, les trois prochaines nominations de Sages – dont le successeur du président, Laurent Fabius –, en porteront la trace. D'abord parce que le prochain président de l'Assemblée nationale devra lui-même nommer un juge constitutionnel. Si le perchoir échappait en juillet aux macronistes au profit du Rassemblement national ou de La France Insoumise, un parti installé aux franges de l'Hémicycle aurait pour la première fois l'opportunité de proposer une nomination. *« C'est le cadet des soucis des électeurs en ce moment »*, constate un ancien membre de l'institution. Mais pour les mélenchonistes, qui veulent précipiter l'installation de la VIe République, comme pour les lepénistes, qui souhaitent inscrire la *« priorité nationale »* dans la Constitution, le symbole serait très fort. D'autant que les Sages ont récemment été placés sous le feu de l'actualité par ces mêmes partis après leurs décisions relatives à la réforme des retraites et à la loi immigration. Les critiques avaient été si fortes que Laurent Fabius s'était senti obligé d'intervenir dans le débat public pour appeler au *« respect de l'État de droit »*. *« Le Conseil constitutionnel est la cible du RN »*, avait-il chargé sur LCI.

En avril dernier, à l'occasion de l'examen de la demande de référendum d'initiative partagée (RIP) des Républicains sur l'immigration, les Sages ont par la même occasion déclaré anticonstitutionnelles des dispositions limitant l'accès des étrangers aux prestations sociales. Une décision qui fait jurisprudence, mettant ainsi à mal certaines propositions du RN. Et laissant présager une féroce opposition entre l'exécutif et le Palais Royal si d'aventure Jordan Bardella accédait à Matignon cet été.

Pour l'heure, l'exécutif en campagne se garde bien d'agiter le spectre d'une entrée d'un Sage proche du RN ou de LFI au Conseil constitutionnel, alors que les récentes nominations des anciens ministres macronistes Jacqueline Gourault et Jacques Mézard ont été durement accueillies par les juristes. Et puis, *« à la différence des États-Unis, où les nominations à vie à la Cour suprême sont un enjeu de campagne, en France ça ne fait pas la une des journaux »*, fait remarquer Benjamin Morel, maître de conférences en droit public. Lequel relativise : *« On pourrait éventuellement faire des commentaires à une nomination, mais le devoir de réserve des membres fait que l'intéressé restera coi pendant neuf ans »*.

« Le président ne sera pas aussi libre »

Au-delà du Sage propulsé par les députés, les futurs parlementaires pèseront lourd sur le choix qu'aura lui-même à faire le président de la République. Car, s'il était tenté d'installer un proche à la tête du Palais Royal pour les neuf prochaines années, Emmanuel Macron pourrait être contraint de revoir sa copie : depuis la réforme constitutionnelle de 2008, ses propositions de nomination doivent être entérinées par le Sénat et l'Assemblée nationale. *« Le président de la République ne peut procéder à une nomination lorsque l'addition des votes négatifs dans chaque commission représente au moins trois cinquièmes des suffrages exprimés au sein des deux commissions »* (en l'occurrence les Commissions des Lois), dispose l'article 13 de la Constitution. *« Les membres de la commission des lois du Sénat ne se prononcent pas sur le choix du président de l'Assemblée nationale et réciproquement les députés ne se prononcent pas sur les nominations du président du Sénat au Conseil constitutionnel »*, précise également le sénateur LR Philippe Bas.

« Le président devra tenir compte de la nouvelle configuration de l'Assemblée nationale pour proposer une personne qui ne suscite pas une large opposition (des parlementaires) », anticipe le professeur de droit public Jean-Philippe Derosier, alors que la droite domine déjà le Sénat. Et le spécialiste du droit constitutionnel de noter que, dans l'hypothèse d'une Chambre basse qui serait elle aussi ancrée dans l'opposition, *« on peut suggérer que le président ne sera pas aussi libre »* que ses prédécesseurs, qui avaient pris l'habitude d'installer des personnalités très politiques au sommet de la plus haute juridiction du pays. *« Même si le président du Conseil ne décide pas de tout, il incarne l'institution et a une voix prépondérante en cas d'égalité des votes »*, observe la constitutionnaliste Anne Levade.

Or, avant la présidentielle de 2027, et dans l'hypothèse d'une conquête de l'Élysée par Marine Le Pen, les macronistes phosphorent déjà depuis plusieurs mois sur le bon profil à installer Rue de Montpensier s'il fallait croiser le fer. De Richard Ferrand à Élisabeth Borne, des noms surgissent dans les discussions évoquant la succession de Laurent Fabius. *« Il est compliqué de faire barrage à une nomination présidentielle, mais celle-ci risque d'être moins discrétionnaire qu'avec une majorité disciplinée »*, prédit Benjamin Morel. Illustration d'une dissolution qui, déjà, grignote les marges de manœuvre de son auteur. ■

François Bayrou, la possibilité du recours

Loris Boichot Envoyé spécial en Gironde et dans les Landes

Dans la crise, l'allié de Macron se veut un «fédérateur» et revient à l'un de ses vieux desseins : un gouvernement d'union nationale.



François Bayrou, le 13 juin, sortant d'une réunion au siège du parti Renaissance, à Paris. RAPHAEL AFARGUE /ABACA

François Bayrou pose son MacBook sur ses genoux. De retour d'une visite dans les Landes, ce lundi 17 juin, sous le regard de quelques passagers du train régional qui part de Mont-de-Marsan, il entre son mot de passe. Un immense tableur s'affiche sur Google Sheets. À gauche, la liste des circonscriptions. À droite, la tendance passée et les estimations attendues. Depuis qu'Emmanuel Macron a dissous l'Assemblée nationale et provoqué de très incertaines élections législatives, les 30 juin et 7 juillet, son allié centriste dissèque les statistiques.

Son logiciel mis au point avec des polytechniciens, qui mélange résultats et coefficients complexes, est connu de tous ses proches, chef de l'État compris. Sans que tous les mystères en soient encore révélés. « *Ce logiciel est dans le secret de sa complicité avec moi. Il ne se rend pas public* », s'amuse François Bayrou. En 1997, après la dissolution décidée par Chirac, comme au dernier scrutin de 2022, il se targue d'avoir prédit les résultats à deux sièges près. Cette année, les chiffres ne sont pas bons.

Alors, ce lundi, dans les Landes, le

> **« Je parle avec tous, sans vouloir les embarquer, ni les utiliser. Je crois à cette prise de conscience de républicains de volonté »**
>
> **François Bayrou**

haut-commissaire au Plan a fait comme la plupart des soutiens d'Emmanuel Macron : il retourne en campagne pour tenter de conjurer un échec. En retrait relatif des salles de réunions publiques avant les européennes, le président du MoDem, 73 ans, a choisi de multiplier les déplacements. Il envisage de se rendre dans une cinquantaine de circonscriptions d'ici au premier tour. Pas de meetings somptuaires – « *je déteste ça* » –, mais des rencontres en petit comité.

Ce lundi, à l'ombre d'un platane du village de Lahosse, devant une trentaine d'habitants, il alerte sur les « *risques invraisemblables* » d'une victoire du Nouveau Front populaire. Ou du Rassemblement national (RN) allié au chef contesté des Républicains (LR), Éric Ciotti. « *Vous pensez que si on ferme les frontières pour les autres, les autres vont laisser les frontières ouvertes* », interroge-t-il, les mots couverts par le passage d'un tracteur. Il reconnaît qu'« *on n'a pas tout bien fait* » depuis sept ans, sous Emmanuel Macron. « *Mais ce n'est pas la question. Si on se trompe, il faudra des années pour s'en remettre et ceux qui paieront les pots cassés, ce sera nous.* »

Béret sur la tête, Jean-Yves Haurat, maire du village proche d'Arsague, l'interpelle sur la percée du RN, qui a ravi 30,6 % des suffrages dans le département. « *C'est dur, quand même, sur le terrain* », dit-il. « *Il y a une étiquette pour tous ceux qui sont au centre, et ça va s'élargir pendant les deux tours* », lui répond François Bayrou. En se quittant, les deux hommes se disent au revoir d'un « *adishatz* », comme on dit ici.

Dans ces temps troublés, le maire de Pau (Pyrénées-Atlantiques) veut sauver un maximum de ses 50 députés dans le futur Hémicycle. Mais il revient aussi à l'un de ses grands desseins : un gouvernement d'union nationale. « *Il manque des fédérateurs. À ma place, je serai du côté des fédérateurs* », déclare-t-il au *Figaro*. Tant pis si certains de ses opposants ou de ses compagnons y voient une antienne répétée sans cesse, en plus de quarante ans de vie politique. Ou une façon de se projeter à Matignon, en recours.

Lundi midi, sur une terrasse de Mont-de-Marsan, il insiste devant des élus : « *Ce qu'il faut faire entrer dans la tête des gens, c'est qu'il y a trois choix. Deux accidents terribles, et un choix central de responsabilité – pas seulement de raison, mais aussi de passion –, de ceux qui ne veulent pas diviser les Français mais les rassembler.* » À ses côtés, Geneviève Darrieussecq, ex-ministre et candidate à sa succession ici, le décrit en « *force d'équilibre* », dans un moment où « *on risque le déséquilibre* ».

« *Force d'équilibre* » : enjoliveuse, l'expression trahit l'ambition de François Bayrou, le regard tourné vers l'après. En particulier vers un scénario redouté : un pays ingouvernable, en cas d'Assemblée fragmentée en trois blocs. « *Si personne n'a la majorité, alors on peut se retrouver en situation de blocage général*, explique-t-il. *Alors, ce serait un autre temps. Ce ne sera pas facile, mais il y a des situations évidentes. Difficiles, mais évidentes.* » Il veut encore croire que le « dépassement » droite-gauche, le projet de sa vie, reste possible. « *Indépassable* », appuie-t-il.

La semaine dernière, il s'est entretenu avec les ex-socialistes Manuel Valls, Bernard Cazeneuve et François Rebsamen, tout comme avec le président (LR) des Hauts-de-France, Xavier Bertrand. « *Je parle avec tous, sans vouloir les embarquer, ni les utiliser*, jure-t-il. *Je crois à cette prise de conscience de républicains de volonté.* » C'est pour cela qu'il a proposé ce nom pour la bannière commune du camp présidentiel, « *Ensemble pour la République* ». « *Ensemble, ça ne suffisait pas. Je voulais un signe d'élargissement* », raconte-t-il. Il regrette toutefois que son allié Édouard Philippe ait pris quelques distances, en faisant partir ses candidats sous leurs propres couleurs.

François Bayrou n'en est pas à ses premières élections législatives anticipées. Quand Jacques Chirac envisage de dissoudre l'Assemblée, en 1997, le Béarnais, alors ministre de l'Éducation nationale, tente de l'en dissuader. Il pointe le risque que l'opération se retourne contre le chef de l'État : « *Chez nous, quand il y a de l'orage, la foudre tombe sur le point le plus haut.* » Il se souvient d'une campagne « *très difficile* » : « *Les gens ne comprenaient pas, c'était inexplicable.* » Après la débâcle de la droite, la gauche revient au pouvoir derrière Lionel Jospin et il doit quitter le gouvernement. « *J'ai essayé de prévenir Chirac et Juppé, ils ne m'ont pas écouté. Ça arrive, quelques fois…* », glisse-t-il aujourd'hui.

Dans cette crise, François Bayrou a été secoué. Emmanuel Macron l'a appelé dimanche 9 juin vers 18 heures pour l'informer de sa décision, au vu des remontées. Il était trop tard. En bon partenaire, il a ensuite défendu son choix sur France 2, en appelant à une « *refondation de la vie politique* ». Même si, admet-il en aparté, « *le côté abrupt de la décision est bien sûr un risque* ».

Cette année, le centriste avait un autre plan. D'abord, un référendum pour élire les députés à la proportionnelle, seul moyen d'éviter d'« *amplifier les vagues* » du scrutin majoritaire. Ensuite, une dissolution à l'automne, en cas de blocage sur le budget. Il n'en a rien été. En privé, il tance les conseillers d'Emmanuel Macron qui « *enferment le président de la République dans une impasse* ». Comprendre : l'ancien journaliste Bruno Roger-Petit et l'ex-sénateur (LR) Pierre Charon, qu'il a vu prendre du poids à l'Élysée, au point d'avoir poussé le chef de l'État à dissoudre l'Assemblée.

Dans ses échanges avec les élus et les Français, il est peu question du chef de l'État. Devant le président en personne, au lendemain de sa dissolution, il l'a encouragé sans ambages à se mettre en retrait. « *L'enjeu, c'est de démacroniser la campagne* », lui a-t-il soufflé à l'Élysée, quitte à blesser le président. Il s'en justifie : « *La majorité, le gouvernement, Gabriel Attal, Emmanuel Macron, ce n'est pas le sujet de cette élection. Le sujet de cette élection, c'est : est-ce que la France s'abandonne à cette dérive ?* »

Aujourd'hui, François Bayrou garantit se préparer à toutes les options, même les plus pessimistes. Si le RN se hisse à Matignon, « *j'aurai fait tout pour l'empêcher et je ne céderai rien sur le fond* », assure-t-il. « *Les temps peuvent être durs, ça ne fait rien, on traversera les temps durs. S'il faut être dans l'opposition, on sera dans l'opposition. Je n'ai pas peur de ça.* » Il a « *déjà traversé le désert* », se souvient-il. De son soutien à François Hollande face à Nicolas Sarkozy, en 2012, jusqu'à son alliance victorieuse avec Emmanuel Macron en 2017, il s'est replié sur sa ville de Pau, isolé. « *Il n'y a pas de fatalité*, se rassure-t-il. *Ceux qui baissent les bras sont les vaincus à coup sûr. Notre chance, c'est que nous pouvons traverser les temps, sans renier ni notre histoire ni nos valeurs.* »

> **« Ceux qui baissent les bras sont les vaincus à coup sûr. Notre chance, c'est que nous pouvons traverser les temps, sans renier ni notre histoire ni nos valeurs »**
>
> **François Bayrou**

Auprès de ses proches et de son vice-président, le ministre de l'Agriculture Marc Fesneau, le centriste se targue de disposer d'un corpus idéologique vieux de cent ans, la démocratie chrétienne, d'un réseau d'élus, de financements publics et d'un siège dont il est propriétaire, dans la cossue rue de l'Université, à Paris. « *Bayrou, c'est notre magistère moral. C'est le phare, le cap* », fait valoir Maud Gatel, la secrétaire générale du MoDem, l'une de ses plus fidèles.

Son refus de participer au gouvernement de Gabriel Attal, en février dernier, malgré sa relaxe dans l'affaire des assistants parlementaires européens – un procès en appel est attendu –, a stupéfié une partie de ses troupes. Quatre mois plus tard, ce coup d'éclat est comme pardonné dans ses rangs. Avec le recul, François Bayrou n'exprime aucun regret. N'aurait-il pas été entraîné dans le fracas de la dissolution, en même temps que la trentaine de ministres plongés dans l'incertitude ?

En fin de semaine dernière, son ami, l'économiste Jean-Claude Casanova, l'a appelé : « *Pourquoi tu ne te présentes pas à l'Assemblée ? On a besoin de toi !* » « *Je suis maire de Pau, je ne vais pas redevenir leader parlementaire* », répond François Bayrou, certain que « *le forum n'est plus à l'Assemblée nationale, il est sur le terrain, dans les collectivités où les gens vivent et aussi dans les médias* ». Sur les plateaux de télévision comme dans sa ville pyrénéenne, l'ancien candidat à la présidentielle ne montre aucun signe de résignation. « *Il peut m'arriver d'être nostalgique, mélancolique, l'âme béarnaise est comme ça. Mais la lassitude, jamais* », glisse-t-il. Une pause, puis il ajoute, amusé : « *Je n'ai pas dit que je n'étais pas bizarre. Mais ça réussit plutôt, hein ? Regardez tous les autres…* » ■

Appel du 18 Juin : Macron honore ceux qui ont su «résister à la défaite»

Louis Hausalter
Envoyé spécial sur l'île de Sein

Météorologiquement, Emmanuel Macron a toujours eu plus de chance que François Hollande. Quand ce dernier s'était rendu sur l'île de Sein, en août 2014, les images du président détrempé, la pluie ruisselant sur ses lunettes – il avait refusé le parapluie – avaient marqué les esprits. D'autant que le socialiste affrontait aussi, à l'époque, une véritable tempête politique : son gouvernement avait volé en éclats après l'épisode de la « *cuvée du redressement* » d'Arnaud Montebourg, le tout après deux cuisantes défaites électorales, aux municipales puis aux européennes.

Dix ans plus tard, après le lourd désaveu des européennes et une dissolution qui a plongé son camp dans le désarroi, Emmanuel Macron traverse à peu près les mêmes affres que son prédécesseur. Mais il peut au moins compter sur le soleil breton quand il atterrit en hélicoptère, ce mardi, sur la petite île située au large de la pointe du Raz (Finistère), pour saluer à son tour cette terre de Résistance, à l'occasion du 84e anniversaire de l'appel du 18 Juin. À l'époque, 128 marins de l'île avaient gagné l'Angleterre pour rejoindre le général de Gaulle. Ils ont su « *résister à la défaite comme on résiste aux tempêtes* », a rappelé le chef de l'État dans son discours, avant de saluer les habitants présents dans cette île, au nombre de 270. « *C'est une fierté pour les iliens, que le président vienne* », souligne un couple qui passe ses étés ici. Tout en s'étonnant de la débauche de moyens et de personnel pour un si court déplacement.

Vertus des cérémonies

Le matin, Emmanuel Macron a participé à la cérémonie annuelle du 18 Juin au Mont-Valérien (Hauts-de-Seine), cette forteresse où les Allemands fusillaient otages et résistants pendant l'Occupation. L'occasion d'échanges sur la complexe situation politique. Comme ses explications à cet élève qui lui demande pourquoi il a « *dissolu* » l'Assemblée nationale. Ou ce dialogue avec un autre qui l'interpelle : « *Est-ce que Gabriel Attal c'est votre frère ?* » « *Ça pourrait être mon petit frère, je le vis un peu comme ça* », répond le chef de l'État. Tout en précisant : « *C'est mon premier ministre. C'est quelqu'un qui est avec moi depuis le début.* » Gabriel Attal, sacrifié par le président sur l'autel de la dissolution, mais remonté sur son cheval pour faire campagne – c'est son visage que la majorité met en avant, et non celui d'Emmanuel Macron – découvre les propos un instant plus tard, quand les enfants les lui rapportent.

« *J'ai confiance dans les Français* », glisse aussi le président à un élu qui le salue, dans une formule en forme d'autopersuasion. Emmanuel Macron, qui a finalement acté qu'il ne s'impliquerait pas dans la campagne autant qu'il l'esquissait le soir où il a annoncé la dissolution, croit-il toujours aux vertus des cérémonies pour adopter une posture au-dessus de la mêlée ? Il sait désormais, s'il l'ignorait, qu'une frénésie de commémorations ne saurait influer une élection. L'anniversaire XXL du débarquement de Normandie, quelques jours avant les européennes, n'a pas fait de miracle. Et les étapes de son intense parcours mémoriel pour les 80 ans de la Libération n'ont eu aucun effet électoral localement, y compris dans les terres de l'Ouest longtemps imperméables au RN.

À l'image de son bond au niveau national depuis les précédentes européennes, en 2019, la liste Bardella a progressé de sept points à Saint-Lô, à Cherbourg (Manche) et à Bayeux (Calvados), où le président était allé commémorer les 80 ans du Débarquement juste avant les européennes. Elle a pris huit points à Plumelec (Morbihan) où il avait présidé une cérémonie le 5 juin. Ou encore dix points à Vassieux-en-Vercors (Drôme), village martyr ayant, comme l'île de Sein, la distinction de compagnon de la Libération, où il s'était rendu mi-avril. Emmanuel Macron pourra se raccrocher à la formule qui orne le monument en granit aux Bretons de la France libre, sur le rivage de l'île de Sein, et qu'il a reprise dans son discours : « *Le soldat qui ne se reconnaît pas vaincu a toujours raison.* » ■

David Lisnard : « On ne sort pas d'une impasse avec des alliances de circonstance »

Propos recueillis par **Emmanuel Galiero**

Le maire LR de Cannes explique au « Figaro » l'ambition des 70 candidats Nouvelle Énergie engagés aux législatives.

LE FIGARO. - Laurent Wauquiez s'engage dans ces élections législatives en se portant candidat en Haute-Loire. Pourquoi pas vous ?
Mais je suis candidat avec Alexandra Martin à Cannes au poste de suppléant ! En soutenant tous ceux qui se réclament de la liberté, de l'ordre et de la responsabilité.

Vous lancez 70 candidats, mais comment vont-ils se démarquer au milieu de l'offre éclatée de la droite, entre les LR pro-Ciotti et les LR anti-Ciotti ?
Tous les candidats Nouvelle Énergie engagés dans un temps extrêmement contraint, sont soit NE et LR (Les Républicains), soit NE et NC (Nouveau Centre), soit NE tout court. Je ne veux pas être sur des étiquettes, j'essaye de porter des convictions et des principes forts, quand le président de la République joue l'avenir de la France sur un coup de dés. Je vois bien que la situation chaotique actuelle confirme que l'on ne sort pas d'une impasse politique en passant par des alliances de circonstance, mais en changeant de direction. Tous ceux qui partagent nos valeurs peuvent nous rejoindre. Notre mouvement est celui d'une droite ferme et réaliste.

« La droite est archipellisée depuis très longtemps mais la reconstruction est en cours. Elle ne se fera pas par du bricolage. C'est tout le contraire du "en même temps" provoqué par ceux qui sont à la fois les ingénieurs, les bricoleurs et les détonateurs du chaos »

Côté logos et slogans, quelle est l'identité politique de vos candidats ?
On ne m'a jamais rien imposé et je n'impose rien. C'est toujours le candidat qui sent sa campagne et sa circonscription. En revanche, ils ont tous reçu le credo de Nouvelle Énergie et je leur ai demandé de le valider.

Chez LR, deux camps s'accusent d'avoir vendu leur âme, soit au RN soit à la macronie. Comment observez-vous cette rupture ?
Nous, nous essayons de contribuer à l'émergence d'une droite indépendante qui veut ouvrir une voie entre, d'un côté, certaines manœuvres occultes avec la macronie, qui a conduit notre pays au bord du précipice, et, de l'autre, ceux qui nous poussent dedans. La droite est archipellisée depuis très longtemps, mais la reconstruction est en cours. Elle ne se fera pas par du bricolage. C'est tout le contraire du « en même temps » provoqué par ceux qui sont à la fois les ingénieurs, les bricoleurs et les détonateurs du chaos, comme l'est le président de la République. En face, l'extrême gauche a basculé dans le pire, telle une force destructrice.

Certains de vos amis déplorent la présence de candidats NE face à des candidats LR…
Ce n'est pas le cas, sauf pour deux ou trois qui ont déposé au dernier moment. Nous allons regarder les choses de près. Le but et que chacun s'y retrouve.

Avez-vous participé à des négociations avec Les Républicains ?
Il n'y a pas eu de négociations. Si j'avais voulu personnaliser ces élections, j'aurais pu lancer 577 candidats. C'était possible. Mais moi, ce qui m'intéresse, c'est de construire l'avenir, pas de me laisser entraîner par ceux qui ont une vision clanique et qui nous emmènent d'échec en échec depuis quinze ans. Le plus important aujourd'hui est de ne pas ajouter de désordre. Il faut parfois accepter d'être minoritaire, mais pas opportuniste. C'est toujours au milieu du désordre que naissent les forces du renouveau. Ceux qui veulent porter nos couleurs sont des personnalités en rupture avec la doxa interventionniste et étatique. Pour être majoritaire, il faudra bien élargir et convaincre. C'est mathématique. Mais nous voulons être une force d'attraction par la force de nos propositions et sans se jeter sur des alliances contre-nature qui décrédibiliseraient notre projet.

Parfois, à droite, certains vous jugent déloyal à l'égard des LR et vous soupçonnent de rouler surtout pour vous-même. Que leur répondez-vous ?
Il faudra que ceux qui peuvent penser cela me le disent en direct. Nouvelle Énergie s'inscrit dans une démarche collective. Nous sommes dans le droit chemin et sommes irréprochables. Je l'ai démontré à la présidentielle, aux européennes et toutes ces dernières années. Dans ces moments-là, moi, j'ai toujours été devant et pas derrière. Le plus important est de rassembler, sinon nous deviendrons un clan. Ou un vague souvenir.

Les électeurs de droite ne risquent-ils pas de s'y perdre ?
Je ne le crois pas du tout, car, dans la majorité des cas, les choses seront simples : il y aura toujours un candidat du front de gauche, un macroniste, un LR ou un centriste et une extrême droite. Je ne vois pas ce que cela change. Surtout, il faut comprendre que ces élections sont une étape pour Nouvelle Énergie dans un mouvement de reconstruction de la droite.



David Lisnard, maire LR de Cannes : *« J'essaye de porter des convictions et des principes forts, quand le président de la République joue l'avenir de la France sur un coup de dés. »* FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Que dites-vous à ceux qui vous soupçonnent d'avoir tenté une captation des financements LR et de vouloir prospérer sur les ruines de ce mouvement fragilisé ?
Tout cela n'est que le fruit d'attaques malveillantes qui ne m'intéressent pas. Les faits les contredisent, car mon approche ajoute sans chercher à se superposer. Hélas, même dans ce désordre, ceux qui ont déjà réduit LR cherchent encore à l'affaiblir. Attention à la spirale infernale des accusations gratuites. Il faut en finir avec cela aussi. Mais je ne me laisse pas décourager et je veux rappeler l'enjeu de ces élections : répondre au chaos politique du pays. Nouvelle Énergie est un mouvement neuf et constructif. Nous croyons à ce que nous faisons et nous voulons recréer une espérance, dans la solidité et la constance.

Mais quid des rattachements financiers une fois vos candidats élus à l'Assemblée ?
Nous verrons demain quels seront les rapports de force. L'important est de créer un mouvement de droite le plus fort et le plus cohérent possible.

Souhaitez-vous avoir un groupe à l'Assemblée ?
Ce n'est pas l'optique, ni mon ambition dans la vie. L'enjeu est que nous puissions redevenir majoritaires en France pour redresser le pays. Ce qui compte, c'est un projet commun. Le reste n'est que circonstances.

« Une chose est sûre : nous avons besoin d'un parti héritier du gaullisme, du libéralisme et de la démocratie chrétienne, ancré dans son époque »

Craignez-vous une disparition des LR ?
Pour l'instant, il faut se battre pour nos candidats. À cette heure, on ne sait pas qui est le président, ni quelles en sont les instances légitimes. Il ne s'agit pas de spéculer mais de sortir d'une impasse. Une chose est sûre : nous avons besoin d'un parti héritier du gaullisme, du libéralisme et de la démocratie chrétienne, ancré dans son époque.

Éric Ciotti est conscient du trouble provoqué à droite par son alliance, mais il veut croire que les résultats permettront le rassemblement. A-t-il raison ?
Il y a eu une rupture indéniable, sur la forme et sur le fond. Je ne peux pas promouvoir ce que je combattais il y a dix jours. Mais tout cela révèle l'exaspération des gens et des politiques face à l'impuissance publique.

Dans le cas où vos candidats ne seraient pas qualifiés pour le second tour, quelle sera l'attitude de Nouvelle Énergie ?
On fera barrage à l'extrême gauche.

Que craignez-vous en cas de gouvernement des affaires courantes qui impliquerait un État très administré durant un an ?
Ce serait une étape de plus qui nous conduirait dans un précipice, un nouveau bâton de dynamite dans le moteur à explosion dans lequel nous sommes. Emmanuel Macron a réussi à nous mettre dans un étau écrasant, entre lui et les extrêmes. Ce qu'il a fait est impensable et dangereux. D'autres solutions existaient. Mais quand tout est dans l'incertitude, la seule solution est de se concentrer sur ce que l'on maîtrise. C'est ce que je veux faire avec Nouvelle Énergie. ■

Pourquoi les partis jouent leur survie financière avec les législatives

Martin Lagrave

En prononçant la dissolution de l'Assemblée nationale, Emmanuel Macron a provoqué deux séismes. Le premier, politique, les équilibres de la Chambre basse risquant d'être profondément changés à l'issue des législatives. Le second, financier, puisque des résultats de ce scrutin dépendent l'état des finances des partis le temps de la prochaine législature.

Au premier tour, dès lors qu'un parti récolte au moins 1 % des suffrages dans 50 circonscriptions, chaque voix lui rapporte 1,64 euros, et ce, de manière fixe chaque année. Puis, une fois le second tour passé, chaque parlementaire élu - députés et sénateurs confondus - débloque l'autre volet d'un montant de plus de 37 000 euros par élu et par an jusqu'au renouvellement suivant. Une manne financière qui s'élève aujourd'hui à 66 millions d'euros par an selon la CNCCFP (Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques).

La dissolution de l'Assemblée chamboule les prévisions des partis politiques. *« Ce que les gens ignorent, c'est que la dissolution peut faire perdre beaucoup d'argent à certains »*, explique la cheville ouvrière d'un groupe au Palais Bourbon. *« Depuis 2022, on avait un plan de financement sur cinq ans qui ne tient donc plus »*, poursuit-il. Si chaque député sortant espère retrouver son siège dans l'Hémicycle, les états-majors des partis doivent aussi surveiller les caisses. Renaissance et ses alliés, qui se partageaient 19,5 millions d'euros par an, au titre des suffrages rassemblés en 2022, risquent gros. Le camp Macron pourrait perdre de nombreux députés, et donc beaucoup d'argent. Cette menace justifie d'autant plus de maximiser sa représentation dans l'ensemble des circonscriptions afin de capter au moins le premier volet de la dotation publique. Un enjeu important lors de la constitution, ou non, de coalition électorale.

« Même s'ils ne sont pas élus, plus vous avez de candidats, plus, pendant cinq ans, votre subvention sera élevée »
Jean-Jacques Urvoas
Ancien député et ministre socialiste

« Même s'ils ne sont pas élus, plus vous avez de candidats, plus, pendant cinq ans, votre subvention sera élevée », expose Jean-Jacques Urvoas, ancien député et ministre socialiste. *« D'où l'intérêt pour les partis, même dans les circonscriptions ingagnables, de présenter des candidats »*, abonde le professeur de droit. Les partis de gauche du Nouveau Front populaire présentant un candidat unique par circonscription s'amputent nécessairement de ces revenus. À l'inverse, la volonté de Reconquête de présenter des candidats dans 330 circonscriptions, sans nouer d'accord de désistement avec le RN, peut être lue comme une volonté de maximiser les rentrées financières du mouvement.

À droite, la bataille fait rage entre les LR anticiottistes, emmenés par Laurent Wauquiez, Annie Genevard et François-Xavier Bellamy, qui ont investi environ 400 candidats, et les LR/RN, qui disposent d'une soixantaine de prétendants. Sans compter, donc, les 70 candidats soutenus par le mouvement Nouvelle Énergie de David Lisnard *(lire ci-dessus)*. La clarification aura lieu lors du rattachement financier des députés élus à un parti, au lendemain du scrutin.

Une fois les législatives enjambées, les grandes manœuvres vers 2027 pourront débuter. *« Évidemment que les partis vont provisionner dans leur budget de l'argent qu'ils auront tiré de cette législative pour aborder la présidentielle »*, remarque un député sortant macroniste. *« C'est peut-être un peu pour ça qu'Horizons part sous ses propres couleurs cette fois-ci »*, remarque-t-il.

Contrairement à 2022, les candidats estampillés *« majorité présidentielle »* n'afficheront pas la bannière de la coalition Ensemble, qui regroupait Renaissance, le MoDem et Horizons. Un choix qui relève *« strictement »* d'une stratégie de *« différenciation politique »*, jure François Goulard, trésorier du parti philippiste. Mais, dans les faits, la dotation sera reversée directement dans les caisses d'Horizons et ne transitera plus par le holding Ensemble. *« Loyal, mais libre »*, disait le maire du Havre. ■

L'Allemagne redoute une victoire du Rassemble

Avril Pierre Correspondant à Berlin

La droite juge l'initiative d'Éric Ciotti contraire aux valeurs démocrates-chrétiennes et dénonce le RN comme « parti antialle

En Allemagne, comme en France, la stupeur a rapidement fait place aux doutes, puis à l'inquiétude. La décision d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale et le chaos politique hexagonal qui s'est ensuivi, prend de court le principal partenaire de Paris au sein de l'Union européenne. Même si Berlin ne fait aucun commentaire sur la situation politique de l'autre côté du Rhin, l'image positive laissée par Emmanuel Macron de sa visite d'État, fin mai, ressort brouillée de sa décision du 9 juin.

« L'audace qu'on prêtait au président français sur la scène européenne est en train de virer au diagnostic d'irresponsabilité, et ceci au moment où on assistait à un léger redémarrage des relations franco-allemandes », commente Jacob Ross, analyste à la Société allemande pour la politique étrangère. Traumatisé par le souvenir de la république de Weimar, ce pays conservateur goûte naturellement peu les embardées de son voisin. L'hebdomadaire de gauche *Spiegel* fustige un *« président kamikaze »*, tandis que le quotidien conservateur *FAZ* préfère évoquer un *« cavalier seul téméraire »*.

Ce flottement s'est particulièrement manifesté lors d'une réunion organisée le 14 juin par le ministère des Affaires étrangères et consacrée au cas français. Désormais, selon un participant, Berlin se prépare *« au pire »* : la nomination à Matignon de Jordan Bardella ou de tout autre premier ministre issu du Rassemblement national. Une fois passé l'état de stupeur, Berlin tente de comprendre à quoi ressemblerait un gouvernement français dirigé par un parti qui, jusqu'à tout récemment, était allié au Parlement européen avec l'ennemi numéro un de la démocratie allemande : l'AfD.

Les relations entre les deux principaux vainqueurs, en France et en Allemagne, du scrutin du 9 juin, sont au plus bas, et l'Alternative für Deutschland se garde bien de spéculer sur les conséquences qu'entraînerait une éventuelle victoire du RN. *« Nous avons remporté un énorme succès et nous suivrons notre propre voie, sans nous rendre dépendants et en affirmant avec sérénité nos exigences programmatiques »*, avait commenté sa coprésidente, Alice Weidel.

« Marine Le Pen veut affaiblir l'Union européenne et marginaliser le partenariat traditionnel avec la France. Son parti est antieuropéen, proche de Poutine, antiallemand et protectionniste »

Andreas Jung
Vice-président du CDU

Vus d'Allemagne, le recentrage opéré par la formation de Marine Le Pen et son intention affichée de ne plus siéger à Strasbourg avec l'AfD pèsent peu au regard de l'histoire du RN, qui plonge ses racines dans l'extrême droite. *« Marine Le Pen veut affaiblir l'Union européenne et marginaliser le partenariat traditionnel avec la France. Son parti est antieuropéen, proche de Poutine, antiallemand et protectionniste »*, dénonce au *Figaro*, Andreas Jung, vice-président du groupe démocrate-chrétien au Bundestag (CDU), et membre du comité parlementaire franco-allemand.

Le RN continue à faire peur, en particulier sur le plan économique, sujet d'échange principal du long huis clos convoqué par les fonctionnaires de « l'Auswärtiges Amt », actuellement dirigée par la ministre écologiste Annalena Baerbock. Les principaux dossiers de la coopération franco-allemande, risquant d'être compromis par un gouvernement RN aux tentations protectionnistes, ont été passés en revue : l'union des marchés de capitaux, la politique commerciale et environnementale, l'agriculture… Mais sans idées très claires. *« Les gens se réveillent brusquement, tout le monde est perdu et on a beaucoup de mal à se projeter »*, a constaté un participant à la réunion du ministère.

Les secousses sur les marchés financiers qui ont suivi l'annonce de la dissolution, également perceptibles à Francfort, persuadent désormais Berlin que la menace d'un gouvernement d'extrême droite, telle que perçue en Allemagne, est tangible. Le DAX a connu sa plus grosse semaine de perte, sur fonds de craintes plus globales d'un tour de vis protectionniste sur le continent européen.

« On peut s'attendre à un dérapage complet des finances publiques en France », soupèse Christophe Braouet, un ancien banquier actif durant vingt-cinq ans sur la place de Francfort et président, dans la capitale financière, de la Société franco-allemande. *« Désormais, le risque est devenu concret et il est difficile d'apercevoir quelque chose de positif dans la situation. Il faut se préparer à cette nouvelle situation »*, abonde Daniela Schwarzer, membre du directoire de la Fondation Bertelsmann, et spécialiste des questions européennes.

Pour autant, l'après-7 juillet s'apparente à un *« saut dans l'inconnu »*. Les



De gauche à droite : **la présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni ; le président du Conseil européen, Charles Michel ; le premier**
le chancelier allemand, Olaf Scholz ; le premier ministre canadien, Justin Trudeau ; la présidente de la Commission européenne,

L'Italie s'inquiète d'une France ingouvernable

Valerie Segond
Rome

Même l'Italie s'est retrouvée sous les feux de la crise politique française. À peine arrivé au G7 de Borgo Egnazia dans les Pouilles, jeudi, Emmanuel Macron affirme tout de go qu'il regrette le retrait, à la demande de l'Italie, de la référence à *« l'importance de préserver et de garantir un accès effectif à l'interruption légale et sûre de grossesse »* dans le communiqué final du G7. Une heure plus tard, il revendique d'avoir, lui, *« une vision de l'égalité entre les hommes et les femmes qui n'est pas partagée par l'ensemble du spectre politique »* du pays.

Devant cette attaque en règle, Giorgia Meloni qui ne lui a pas accordé un sourire, réagit immédiatement : *« Il est profondément erroné de faire campagne en utilisant un forum aussi précieux que le G7 »*, dit-elle. Car cette provocation du président français est lue, au mieux comme une manière maladroite de faire campagne, au pire comme une nouvelle tentative de saboter le sommet lui-même qui consacre le travail de Giorgia Meloni. *« C'est la première fois qu'un invité attaque aussi publiquement la présidence du G7 »*, commente un habitué de ces sommets, Adalberto Signore, du *Giornale*. Même si Emmanuel Macron jure qu'*« il n'y a eu chez moi aucune volonté de polémique »*, la rencontre en tête à tête prévue n'a pas eu lieu. Et l'attaque ne sera in fine qu'un avant-goût de celle que socialistes et libéraux réservent à Giorgia Meloni à Bruxelles pour le choix du nouveau président de la Commission.

La dissolution de l'assemblée suscite encore une grande perplexité en Italie : *« Mais pourquoi donc l'a-t-il fait ? »*, entend-on partout. *« Je n'ai pas compris*, confie Sofia Ventura, politologue de l'université de Bologne. *Était-ce une décision mûrie, avec l'intention de brûler le RN à l'épreuve du pouvoir avant 2027 ? Ou un coup de tête émotif après s'être senti humilié par d'aussi mauvais résultats ? Il a voulu mettre les électeurs au défi, en jouant le tout pour le tout. Mais c'est un pari très risqué qui projette la France dans l'inconnu. »*

L'ancien président de la Commission européenne, Romano Prodi, confie à *La Repubblica* : *« Macron est imprudent. Car on vote avec le ventre et non la tête, et actuellement il est perçu comme antipathique. »* Federico Fubini, éditorialiste économique du *Corriere della Sera*, ajoute : *« Comme Barack Obama, Matteo Renzi, et même David Cameron, Emmanuel Macron est un leader doué, mais incapable de lire les humeurs profondes de son pays. »*

« Plus que l'avènement du RN au pouvoir, je redoute la paralysie du gouvernement. Dans ce cas, la colère continuera de s'étendre, et Le Pen sera élue dans trois ans. Après beaucoup de dégâts entre-temps »

Roberto D'Alimonte
Politologue de l'université de la Luiss

La crainte des Italiens est *« que le pays ne devienne ingouvernable, car il ne sera pas facile pour le RN d'obtenir une majorité »*, estime le politologue de l'université de la Luiss, Roberto D'Alimonte. *« Plus que l'avènement du RN au pouvoir, je redoute la paralysie du gouvernement. Dans ce cas, la colère continuera de s'étendre, et Le Pen sera élue dans trois ans. Après beaucoup de dégâts entre-temps. »*

Les Italiens ne croient pas à la possibilité d'unir les droites en France. Pour Riccardo Brizzi, professeur à Bologne, le destin des droites en France ne saurait être assimilé à celui des droites italiennes : *« Quand la droite de Meloni conserve un rapport ambigu avec le fascisme, et refuse de reconnaître l'antifascisme qui a fondé la République, la droite gaulliste est dans son ADN même antifasciste, et ne peut s'allier avec un RN héritier du régime de Vichy. »* Roberto d'Alimonte confirme : *« Je ne crois pas que les droites françaises puissent s'allier comme les droites italiennes. Il y a trop de divergences de vues comme sur la politique étrangère, la politique économique, et l'Europe. Elles n'ont pas grand-chose en commun. »*

Sur l'économie, Federico Fubini estime que, si Jordan Bardella devenait premier ministre en juillet, *« il pourrait bien faire comme Giorgia Meloni en 2022 : oublier ou reporter la plupart des promesses électorales intenables, en se lamentant sur l'état des comptes qu'il trouvera, et en se cantonnant à quelques actes symboliques pour affirmer son identité, mais en évitant de trop fortes tensions sur les marchés »*.

Mais comment fonctionnera la cohabitation, bâtie sur un « gentlemen's agreement » entre le président et le premier ministre ? *« Est-ce seulement possible avec le RN ?*, se demande Roberto d'Alimonte. *En particulier*, remarque Sofia Venturi, *le président pourra-t-il conserver les relations extérieures en un "domaine réservé" qui relève de la pratique plus que de la Constitution elle-même ? Si le premier ministre bataille pour ralentir l'intégration européenne et se rapprocher de Poutine, Macron pourra-t-il l'empêcher ? »* Romano Prodi, à la Luiss, conclut que c'est un *« problème sérieux pour toute l'Europe : le risque est que la France prenne des positions différentes de l'Allemagne sur la politique extérieure. Ce serait bien la première fois. »* ■

Les États-Unis craignent de per

Adrien Jaulmes

Les États-Unis se seraient bien passés d'une crise politique en France. L'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron a pris par surprise l'Administration américaine. Si la montée des partis populistes aux élections européennes était prévue à Washington, la perspective de voir un parti d'extrême droite au pouvoir chez l'un de ses principaux alliés ne l'était pas.

« La décision de Macron a pris au dépourvu l'Administration Biden, explique Bill Drozdiak, analyste et auteur d'un livre consacré à Emmanuel Macron, intitulé *Le Dernier Président de l'Europe*. *Washington s'interroge notamment sur le calendrier de cette élection, quelques jours avant l'ouverture de Jeux olympiques. La visite d'État de Biden, après les commémorations du débarquement de Normandie, s'était très bien passée, et la France était considérée comme l'un des plus solides alliés des États-Unis en Europe dans le soutien à l'Ukraine : tout risque à présent d'être remis en question à cause du pari de Macron. »*

Les Américains se retrouvent à présent face à la possibilité de voir le prochain gouvernement français dominé par un parti qui continue de prôner un rapprochement avec la Russie, et une cohabitation qui risquerait aussi de paralyser la politique étrangère française.

« Un choc géopolitique »

« Les Américains ont été surpris de voir Macron dissoudre l'Assemblée nationale après une élection européenne, et alors que son parti est en position très défavorable, explique Tara Varma, analyste au centre de réflexion Brookings Institution. *Mais leurs principaux sujets de préoccupation sont avant tout diplomatiques et stratégiques : pour Washington, l'accession du RN au gouvernement constituerait un choc géopolitique comparable à celui qui avait accompagné l'entrée de ministres communistes au gouvernement français après l'élection de François Mitterrand en 1981, qui avait à l'époque inquiété l'Administration Reagan. Un gouvernement RN en France et le chaos créé par une cohabitation entre Macron et un parti d'extrême droite qui n'a jamais exercé le pouvoir représenteraient un bouleversement stratégique considérable. »*

La prochaine visite d'Emmanuel Macron à Washington lors du sommet

ment national

mand ».

diplomates allemands spéculent sur l'attitude de leurs homologues français, en cas d'arrivée au pouvoir d'un gouvernement RN. Certains s'interrogent sur la poursuite de leur comportement légitimiste à l'égard du nouvel exécutif, poursuit cette source associée aux délibérations. La réaction de la rue française ou le sort de la candidature d'Ursula von der Leyen (CDU) à la présidence de la Commission européenne constituent également des sources d'anxiété.

La droite allemande, en particulier, s'inquiète des tourments traversés par son homologue hexagonale, et du virage qu'a tenté de faire prendre Éric Ciotti à sa famille politique. Avant même les derniers rebondissements, les élections européennes, les relations entre LR et la CDU au sein du groupe PPE à Strasbourg étaient parfois tendues. *« Nous sommes très soulagés que les principales forces du LR se soient rebellées contre une alliance avec Marine Le Pen »*, déclare Andreas Jung. Une telle alliance, poursuit-il, *« serait fondamentalement contraire à nos valeurs démocrates-chrétiennes »*. ■



YARA NARDI/REUTERS

ministre britannique, Rishi Sunak ; le président français, Emmanuel Macron ; Ursula von der Leyen ; et le président américain Joe Biden au sommet du G7, le 13 juin.

dre un allié en Europe

de l'Otan du 9 au 11 juillet prochain risque d'être celle d'un président français affaibli. Même s'il est peu probable qu'un nouveau gouvernement soit formé à cette date, la possibilité de voir un ministre des Affaires étrangères RN en fonction sera dans tous les esprits.

« Même si la défense et la politique étrangère restent le domaine réservé de l'Élysée, le RN serait en mesure de peser sur le budget et sur la diplomatie, dit Tara Varma. *Il aura aussi accès à des informations confidentielles sur la guerre en Ukraine et sera en charge des intérêts stratégiques de la France, pays contre lequel la Russie manœuvre quotidiennement. Or, le RN est un parti dont le programme continue à mentionner sa volonté de forger une alliance avec Moscou. On peut se retrouver dans une situation où Macron se verra contredire par son ministre des Affaires étrangères, ou bien un gouvernement RN remettre en question l'aide française à l'Ukraine au nom de priorités nationales. »*

Les États-Unis, qui ont vu les difficultés créées par la Hongrie au sein de l'Union européenne vis-à-vis de l'aide à l'Ukraine, envisagent avec inquiétude la possibilité que ces divergences émanent cette fois de la France, qui exercerait une influence bien supérieure à celle de la Hongrie si elle décidait de freiner le rapprochement de l'Ukraine avec l'Otan ou avec l'Union européenne. *« Un retournement français sur l'Ukraine risquerait d'avoir un effet domino en Europe*, dit Tara Varma. *La France est l'un des alliés sur lesquels les États-Unis comptent beaucoup en Ukraine. Un changement de politique serait un bouleversement géopolitique considérable. »*

La perspective de voir le RN remporter les élections législatives en France préoccupe aussi les États-Unis sur ce qu'elle pourrait signifier pour leur propre scrutin. *« La France est au bord de quelque chose de terrifiant »*, titrait la semaine dernière une tribune du *New York Times*, décrivant Macron comme le fourrier imprudent de l'extrême droite.

Dans le média Politico, le journaliste Matthew Kaminski fait le parallèle entre Emmanuel Macron et Barack Obama, deux personnages charismatiques mais inexpérimentés, qui bouleversent tous les deux la politique de leur pays et qui *« ont changé leur nation de manière involontaire. Notamment en ouvrant la porte à des forces et des personnalités que tous deux détestent »* : Trump dans le cas d'Obama, Le Pen avec Macron. ■

Moscou espère un succès du RN, mais doute d'un revirement français sur l'Ukraine

Alain Barluet
Correspondant à Moscou

Moscou n'a pas été épargné par la vague de sidération qui a suivi la décision d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale, au soir du 9 juin. Mais sans omettre les affinités prorusses du Rassemblement national (RN) mais aussi de La France insoumise (LFI), et notamment de leurs têtes d'affiche respectives Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, politiques et analystes doutent en Russie d'un véritable changement de cap français sur la question cruciale du soutien à l'Ukraine.

La fille du fondateur du Front national, qui avait été reçue par Vladimir Poutine en 2017, a longtemps entretenu des relations étroites avec Moscou, qui a fourni des financements au parti, notamment sous la forme d'un prêt en 2014. Jordan Bardella, s'il affirme vouloir poursuivre le soutien à Kiev, insiste surtout sur des *« lignes rouges »* pour éviter toute escalade avec Moscou. Le tropisme prorusse reste un fondamental du RN.

Au Kremlin, on affirme suivre de très près la *« dynamique des partis de droite qui gagnent en popularité »*, en Europe et en France, et qui *« avec le temps seront sur les talons des partis proeuropéens »*, comme l'a souligné Dmitri Peskov, le porte-parole de la présidence russe. Aux yeux des autorités, Emmanuel Macron, perçu désormais comme le fer de lance antirusse au sein du club européen, a encore brouillé son image avec la dissolution et focalise toutes les critiques. À cette réserve près, tout de même, que les turbulences politiques en France passent sous les radars pour une large partie de la population russe.

Un scénario décliniste

« L'égocentrisme est évident dans toutes les décisions de M. Macron », tacle Natalia Lapina, spécialiste de la politique française à l'Institut d'information scientifique en sciences sociales. La présidente du Conseil de la Fédération, Valentina Matvienko, va, elle, jusqu'à relever un *« dangereux virus d'illégitimité (qui) commence à se répandre sur le continent européen… »*, des propos qui ciblent le président français tout comme le chancelier Olaf Scholz, autre victime du scrutin du 9 juin. Dans l'optique des zélotes du « Z-patriotisme », la tourmente politique traversée par l'Hexagone ne fait que confirmer un scénario décliniste sans cesse rabâché lorsqu'il s'agit d'évoquer l'avenir de l'Europe et de ses élites.

Néanmoins, *« les événements en France sont une bonne nouvelle pour Moscou »*, affirme Maxim Yusin, chroniqueur de Kommersant FM. Selon lui, *« dans l'avenir proche, le président français ne pourra plus se consacrer ni à l'Ukraine ni à la mise en place d'une coalition antirusse, comme il s'y est activement employé ces derniers mois »*.

La stupéfaction de la dissolution à peine passée, c'est l'hypothèse d'une arrivée du Rassemblement national à la tête du gouvernement à Paris qui stimule la réflexion des analystes russes. *« La ligne politique (du RN) est que le conflit (en Ukraine) doit être résolu d'une manière ou d'une autre. Les Français se demandent pourquoi continuer à allouer des milliards d'euros à Kiev, alors que rien ne se passe, que la guerre continue, que des gens meurent et que l'argent des contribuables est gaspillé »*, avance le politologue Nikolaï Topornin, directeur du centre d'information européenne et professeur associé à l'Institut des relations internationales (Mgimo), proche du Kremlin.

Le spécialiste se félicite que *« la ligne politique (du RN) est très éloignée de celle de Macron qui envisage même d'envoyer un contingent en Ukraine (…) Le Pen et Bardella ont l'idée d'amener les deux parties à des pourparlers de paix ; pas de fournir à l'Ukraine les moyens d'une guerre perpétuelle. » « En un sens, l'échec de Macron est celui de la figure politique qui a été à l'avant-garde de la ligne antirusse en Europe, et ce cas de figure pourrait inciter d'autres hommes politiques en Europe à être plus prudents sur cette question »*, veut croire Sergueï Bespalov, chercheur à l'Institut des sciences sociales de l'Académie présidentielle.

Pour autant, on ne s'attend pas, à Moscou, à des infléchissements majeurs. Tout du moins à court terme. *« Les sanctions à l'encontre de la Russie sont très sévères, de la part des États-Unis et de l'Europe. L'émergence seule d'un gouvernement plus favorable à la Russie ne changerait rien à cette situation »*, analyse Nikolaï Topornin. De plus, poursuit-il, *« Emmanuel Macron restera président et la politique étrangère est du ressort du chef de l'État selon la Constitution française. Il est peu probable que le ton entre la Russie et la France s'améliore dans l'immédiat. Tout juste peut-on espérer que la relation n'empire pas. »*

Le politologue Alexeï Chikhachev n'exclut pas toutefois que, s'il arrive au pouvoir, le jeune dirigeant RN soit tenté *« pour se blanchir (…) de faire des déclarations belliqueuses à l'égard de Moscou »*. ■

Vu de Londres, Emmanuel Macron est un Jupiter devenu Saturne

Arnaud de La Grange
Correspondant à Londres

Le royaume n'est pas en reste de coups de poker politiques se transformant en désastre. Par pur calcul politicien, alors que rien de l'y forçait, David Cameron avait joué la place de son pays en Europe en 2016. Contrairement au « plan » prévu, le référendum avait adoubé le Brexit et le premier ministre avait dû jeter l'éponge. Un choix géopolitique majeur s'est joué sur une manœuvre ratée.

Depuis, la vie politique britannique est passablement chaotique, avec la saga Johnson, un Parlement chahuté et une valse de locataires à Downing Street. Mais devant la folle crise politique française, les commentateurs sont unanimes : sur l'échelle du chaos, Paris surclasse largement Londres… *« La décision d'Emmanuel Macron de convoquer des élections qu'il est presque certain de perdre a fait voler en éclats son propre parti, sa présidence et peut-être le système politique de son pays, »* écrit Daniel Johnson dans le *Telegraph*. *« La France sombre dans le chaos et Macron n'est pas un de Gaulle de la dernière heure prêt à la sauver »*, ajoute-t-il. Avant de paraphraser l'observation du général Bosquet devant la charge de la Brigade légère : *« C'est magnifique, mais ce n'est pas la politique. »*

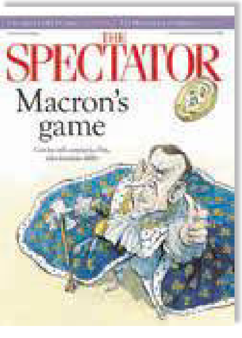
Depuis Londres, la référence gaullienne est inévitablement fréquente. Dans le *Times*, Charles Bremner estime qu'en déclenchant une élection surprise pour mettre fin à une « fièvre » extrémiste, Emmanuel Macron *« s'est fait l'écho du célèbre appel lancé par le général aux électeurs pour qu'ils mettent un terme à la "chienlit" de la révolte de la gauche dans les rues en mai 1968 »*. Tout en doutant que les Français *« reviendront à la raison »*, comme le président l'espère. La plupart des commentateurs soulignent *« l'énorme pari »* du président français, qui leur rappelle la « dissolution kamikaze » de Jacques Chirac en 1997.

> **« Tout le monde ici est heureux que l'attention se tourne vers la France. Les conservateurs britanniques sont divisés et pleins de haines mutuelles, mais les LR font encore pire »**
>
> **Denis MacShane**
> Ancien ministre de l'Europe de Tony Blair

The Spectator fait sa une avec un dessin du président français en monarque furieux. Dans le magazine conservateur, Gavin Mortimer estime qu'il est difficile d'imaginer voir la France *« sortir pacifiée des élections du mois prochain »*. *« La République s'est enflammée et c'est Emmanuel Macron qui a mis le feu aux poudres »*, dit-il. Notant que la conférence de presse du président était tout sauf… présidentielle, Emmanuel Macron s'en prenant à ses ennemis sans expliquer vraiment la logique de sa décision. Dans le même magazine, Jonathan Miller estime que la dissolution donne à la France l'occasion de revenir sur sept années de « macronisme » et sur la *« façon dont il a laissé le pays au bord du chaos politique, le seul parti de masse restant étant le Rassemblement national »*. *« Macron est entré en fonction en se présentant comme Jupiter. Il est devenu Saturne, dévorant ses enfants, »* assène-t-il.

Le *Financial Times* s'attarde sur le parallèle que certains font entre le programme du RN et la débâcle financière express provoquée par le budget irresponsable de l'éphémère première ministre Liz Truss en 2022. Correspondant à Paris de la BBC, Hugh Schofield estime qu'Emmanuel Macron avait la possibilité de *« réagir différemment »*. *« Il aurait pu continuer sur sa lancée, expliquant la victoire massive de l'extrême droite comme une aberration européenne qui serait corrigée lors d'élections plus importantes »*, écrit-il. Le président français aurait aussi pu compter sur le championnat d'Europe de football en Allemagne et surtout sur les Jeux olympiques de Paris pour détourner l'attention des citoyens de la politique pendant quelques mois.

« Tout le monde ici est heureux que l'attention se tourne vers la France, commente Denis MacShane, ancien ministre de l'Europe de Tony Blair, *les conservateurs britanniques sont divisés et pleins de haines mutuelles, mais les LR font encore pire… »* Si le trublion de la droite dure anglaise, Nigel Farage, revient sur le devant de la scène, il n'a aucune chance d'entrer à Downing Street. Surtout l'ancien ministre travailliste constate que, de ce côté-ci de la Manche, le Labour est sur le point de former un gouvernement stable de gauche réformiste *« après avoir expulsé du parti toute trace de bêtise ultragauchiste à la Mélenchon, ligne rejetée par les électeurs »*. À Londres, on ne comprend pas comment Jean-Luc Mélenchon peut dominer le Nouveau Front populaire alors qu'un Keir Starmer a réussi à mettre hors-jeu Jeremy Corbyn. Denis MacShane avance une explication amusée : *« La France a peut-être plus de respect pour les vieux politiciens d'occasion passée leur date de péremption »*… ■



La une de *The Spectator* du 15 juin. THE SPECTATOR



Le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, le 14 février, à Jérusalem. PICTURE ALLIANCE/DPA/ PICTURE ALLIANCE VIA GETTY IMAGES

Benyamin Netanyahou : « C'est une guerre de civilisation ! »

Propos recueillis par **Renaud Girard** Envoyé spécial à Tel-Aviv

Pour le premier ministre israélien, « il n'existe pas d'État palestinien » et Israël gardera le contrôle de la sécurité « du Jourdain à la mer ».

C'est dans son bureau situé au centre de la Kyria, le complexe de l'état-major de Tsahal à Tel-Aviv, que nous a reçu, devant une carte du Moyen-Orient, celui qui, à 74 ans, vient de dépasser le record de longévité de Ben Gourion à la tête de la nation israélienne.

LE FIGARO. - Que pensez-vous du plan de Joe Biden pour un cessez-le-feu à Gaza, qui a été repris dans une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU ?
BENYAMIN NETANYAHOU. - Nous avons accepté un cessez-le-feu provisoire, afin de libérer les otages. Le Hamas refuse de les relâcher, car il exige un cessez-le-feu permanent, qui laissera ces terroristes maîtres de Gaza et prêts à réitérer des massacres du type de celui du 7 octobre 2023 - brûler des bébés, violer des femmes, kidnapper des survivants de l'Holocauste. Aucun gouvernement responsable ne l'accepterait. Tout le monde reconnaît aujourd'hui que c'est Sinwar *(le chef militaire, NDLR)* et les dirigeants du Hamas qui font obstacle à un accord. La guerre peut s'arrêter demain s'ils capitulent sans conditions et relâchent les otages.

Faut-il qu'ils quittent Gaza et partent à Alger ou ailleurs ?
C'est quelque chose qui peut s'envisager, le jour venu.

Le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) a requis l'émission d'un mandat d'arrêt contre vous et votre ministre de la Défense, vous accusant d'affamer la population palestinienne. Quelle est votre réaction ?
Ma réaction est la même que celles de nombreux dirigeants, notamment le président des États-Unis, qui ont dit que c'était scandaleux. La requête du procureur est doublement erronée. Premièrement, elle repose sur une fausse symétrie entre les dirigeants d'Israël démocratiquement élus, livrant une guerre juste, avec des moyens légitimes, et l'organisation terroriste et génocidaire qu'est le Hamas. C'est comme si la CPI avait mis sur le même banc des accusés Churchill, de Gaulle et les dignitaires nazis ; ou encore George W. Bush et Ben Laden. Deuxièmement, la requête du procureur accuse Israël de cibler délibérément des civils. La réalité est qu'Israël fait juste le contraire. Tsahal a pris des mesures qu'aucune armée contemporaine n'a prises dans le combat urbain pour limiter les victimes collatérales : en envoyant des SMS, en lâchant des tracts aux civils des zones qui vont être investies pour leur demander de les quitter, notre armée abandonne volontairement l'effet de surprise. C'est pour cela que le ratio de tués civils/combattants - environ un pour un - est le plus bas des guerres contemporaines, alors que le Hamas utilise les civils comme autant de boucliers humains.

Et l'accusation d'affamer délibérément la population de Gaza ?
C'est de la calomnie. Nous avons permis à 25 500 camions d'entrer dans la bande de Gaza depuis le début de la guerre, qui ont apporté plus d'un demi-million de tonnes de nourriture et de médicaments. Nous avons bitumé de nouvelles routes et ouvert de nouveaux points de passage pour ces camions. Nous avons permis des parachutages et des accès maritimes à l'aide humanitaire. À cause de notre politique, le prix des denrées alimentaires à Gaza a baissé de 80 %.

Mais le procureur n'a pas pris en compte cela ?
S'il avait fait son travail de recherche des faits en effectuant une visite en Israël, il aurait vu tout cela. Mais il a annulé son voyage sans explication pour, le lendemain, publier cette requête calomnieuse. Il n'a même pas proposé à Israël de mener sa propre enquête, alors qu'il sait parfaitement bien que notre pays a une justice particulièrement indépendante. Le principe de la complémentarité fait obstacle à la compétence de la CPI, quand il s'agit d'un pays doté d'une justice indépendante. De surcroît, Israël, qui n'a pas signé le Statut de Rome, conteste la compétence de la CPI. La CPI n'a pas non plus la compétence sur les territoires de Judée-Samarie *(la Cisjordanie)* et Gaza, car l'État palestinien n'existe pas.
Si les juges de la CPI suivaient le procureur et accusaient Israël de pratiquer une politique volontaire de famine et d'assassinat de civils, une telle calomnie alimenterait gravement le feu de l'antisémitisme dans le monde, et détruirait le crédit international de la CPI. Ce serait un dangereux précédent judiciaire, s'opposant au droit des démocraties à se défendre. La France a elle-même souffert du terrorisme et doit bientôt accueillir sur son sol les Jeux olympiques. Si vous permettez au terrorisme de réussir en un lieu, il se répandra ensuite partout. Il faut que vous compreniez bien, vous, les Occidentaux, que c'est une guerre de civilisation ! Israël est aux avant-postes, sa victoire contre le terrorisme sera aussi votre victoire.

« Si nous abandonnions notre contrôle sur la Judée et la Samarie, l'Iran s'en emparerait immédiatement, via le Hamas ou d'autres groupes islamistes »

En Israël, en Cisjordanie et à Gaza vivent aujourd'hui sept millions de Juifs et sept millions d'Arabes. Comment voyez-vous la cohabitation dans les cinquante prochaines années de ces deux communautés qui ne semblent pas partager les mêmes valeurs ?
Les Israéliens veulent vivre en paix avec leurs voisins palestiniens. Mais malheureusement, au cours des cent dernières années, les Palestiniens ont été pris en otages par leurs dirigeants nationalistes, dont le seul objectif a toujours été la disparition de l'État juif, avant comme après sa création, en 1948. Le grand reporter Albert Londres, qui vint ici dans les années 1930, l'avait déjà remarqué. Il a écrit que la devise biblique affichée à la municipalité de Tel-Aviv était : *« Nous construirons et reconstruirons »*, alors que les Arabes palestiniens étaient *« en permanence incités à détruire et redétruire »*. Malheureusement, c'est ce qui est arrivé au mouvement palestinien depuis cette époque. Il refuse de reconnaître au peuple juif le droit à un État, quelles qu'en soient les frontières.

Quelle est votre position sur la création d'un État palestinien ?
L'État juif d'Israël, avec ses citoyens non juifs dotés des mêmes droits, va continuer à survivre et à prospérer. En ce qui concerne les Palestiniens vivant dans les territoires contrôlés par eux, ils devront avoir tous les pouvoirs pour se gouverner eux-mêmes, mais aucun pour nous menacer. Cela signifie que, dans un avenir prévisible, Israël devra garder le contrôle de la sécurité, du Jourdain à la mer. Si nous abandonnions notre contrôle sur la Judée et la Samarie, l'Iran s'en emparerait immédiatement, via le Hamas ou d'autres groupes islamistes. Nous avons vu cela à maintes reprises, à Gaza comme au Liban.

Avez-vous l'intention de faire la guerre au nord, en territoire libanais ?
Ce qui arrive dans le nord d'Israël ne peut pas continuer. Aucune nation au monde n'accepterait le bombardement de ses villages. Pourtant, le Hezbollah bombarde quotidiennement nos villages. Cette crise peut se résoudre de deux manières : par la diplomatie ou par la guerre. Je n'en dirai pas plus.

Durant le G7, le président français a proposé une initiative trilatérale (USA, France, Israël) sur le Liban. Qu'en pensez-vous ?
Trop de chefs en cuisine gâtent la soupe. J'ai toujours pensé que la France, qui a des liens historiques avec le Liban, devrait placer ses efforts sous le leadership des États-Unis. Je dois ajouter que le crédit accordé à la France par les Israéliens a été récemment entamé par l'exclusion des exposants israéliens d'Eurosatory. Cela m'a beaucoup déçu, car cela n'envoie pas le bon message à nos ennemis communs.

Dans votre autobiographie, vous écrivez que l'un de vos premiers objectifs a toujours été de débarrasser Israël du risque nucléaire iranien. Eu égard à l'histoire des Perses et des Juifs, vous croyez vraiment que l'Iran veut la destruction de l'État juif ?
Le leader suprême iranien, l'ayatollah Khamenei, ne cesse de le répéter dans ses tweets. L'endiguement de l'expansionnisme iranien commence par une victoire à Gaza. Nous devons tout faire pour empêcher les Iraniens d'acquérir l'arme nucléaire. S'ils l'obtenaient, ils bouleverseraient l'ensemble du Moyen-Orient, puis menaceraient l'Europe. Ils développent en effet des missiles balistiques à longue portée, aux fins de cibler un jour les capitales occidentales, y compris Washington. Ils possèdent déjà des missiles capables de frapper Israël.

Que veut au juste l'Iran, selon vous ?
Le régime des mollahs ne cherche pas qu'à survivre. Il a une idéologie, qui est celle de soumettre le monde à leur islam chiite extrémiste. Ses premières victimes sont les Iraniens et les Iraniennes, gens très doués, nourris par une très ancienne culture. Kissinger m'a dit un jour que l'Iran devrait décider une fois pour toutes s'il veut être un pays ou seulement une cause. Les mollahs ont choisi la deuxième option. Ils défient notre civilisation : regardez ce qu'ils font aux femmes, aux homosexuels, aux droits de l'homme. J'ai vu, dans des manifestations à Paris, des pancartes *« Gays avec Gaza »* ou *« Les femmes pour Gaza »*. Cela est absurde car les homosexuels sont pendus à Gaza, et les femmes y sont considérées par le Hamas, mouvement armé par l'Iran, comme des biens mobiliers. Cela dit, la plupart des citoyens en Occident n'adhèrent pas à ces protestations anti-israéliennes, car ils comprennent que l'enjeu en est notre civilisation, construite sur la liberté et la tolérance.

« Les accords d'Abraham cherchent à faire entrer de plain-pied le Moyen-Orient dans le XXIe siècle, l'Iran veut le ramener au Moyen Âge »

L'Espagne, l'Irlande et la Norvège ont reconnu l'État de Palestine. Quelle est votre réaction face à cette reconnaissance ?
Il n'existe pas d'État palestinien. En faisant cela, ces trois pays ont, à grande échelle, récompensé le Hamas pour ses massacres terroristes du 7 octobre 2023. Tuez les Juifs ! Décapitez des femmes après les avoir violées ! Brûlez des bébés vivants ! Kidnappez des civils !…. et vous serez récompensés par l'obtention d'un État ! Cela signifie la banqueroute morale et intellectuelle des gouvernements de ces trois pays européens.

L'Arabie saoudite s'est placée plus ou moins du côté d'Israël pour contrecarrer le raid aérien iranien du 13 avril 2024 contre l'État hébreu. Quelle est votre vision des relations d'Israël avec l'Arabie saoudite dans les prochaines années ?
Il existe une alliance naturelle entre Israël et de nombreux pays du Moyen-Orient pour bloquer les menaces venant d'Iran. Nous combattons actuellement le Hamas, qui n'est qu'un tentacule de la pieuvre iranienne, comme l'est aussi le Hezbollah libanais. Si vous démontez l'échafaudage de l'ingérence iranienne au Moyen-Orient, le Hamas et le Hezbollah s'effondreront immédiatement. En Iran, on crie *« Mort à Israël »* et *« Mort à l'Amérique »*, mais les mollahs veulent aussi mettre sous leur joug tous les autres infidèles. Les États arabes modérés comprennent cela. Ils saisissent qu'ils sont, comme Israël, les objets de l'expansionnisme iranien.

Est-ce le pilier central des accords d'Abraham, que vous avez signés à Washington en septembre 2020 avec les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Maroc ?
Oui. Mais ce qui nous unit est aussi la volonté d'améliorer la vie quotidienne de nos populations, en faisant progresser ensemble nos économies. Avec ces États arabes modérés, Israël envisage par exemple l'établissement d'un pont commercial entre l'Asie et l'Europe, passant par la péninsule arabique, puis par nos ports, pour fournir l'Europe en matières premières et en biens manufacturés. La technologie israélienne peut changer le visage du Moyen-Orient. Notre avance dans les domaines de l'irrigation, de l'agriculture, de la médecine, de l'intelligence artificielle peut transformer pour le mieux la vie des Israéliens et de leurs voisins arabes. Les accords d'Abraham cherchent à faire entrer le Moyen-Orient de plain-pied dans le XXIe siècle ; l'Iran souhaite le ramener au Moyen Âge.

En tant que premier ministre, vous ne supervisez pas que la sécurité. Vous vous occupez aussi beaucoup d'économie…
Oui, j'ai une vision à cet égard. L'économie israélienne est devenue forte grâce à nos avancées technologiques. La technologie ne progresse pas toute seule. Elle progresse grâce à une économie de marché libre. J'ai passé une grande partie de ma vie politique à faire passer Israël d'une économie à moitié socialiste et étatisée vers une économie libre de marché. D'où tous ces gratte-ciel que vous voyez à Tel-Aviv et la floraison de milliers de PME technologiques sur l'ensemble du territoire d'Israël. Notre pays va devenir un leader dans l'intelligence artificielle. Cela va bénéficier aux peuples du Moyen-Orient et du monde entier. ■

Sébastien Falletti
Correspondant en Asie

Le président russe effectue une visite en Corée du Nord, à la fin de laquelle un partenariat stratégique pourrait être signé.



Vladimir Poutine et Kim Jong-Un, le 13 septembre 2023 lors d'une première rencontre entre le leader nord-coréen et le président russe au cosmodrome de Vostochny (Sibérie). SPUTNIK/VIA REUTERS

Kim Jong-un accueille Vladimir Poutine en « meilleur ami »

Kim Jong-un déroule le tapis rouge au *« meilleur ami du peuple coréen »*. Le leader suprême nord-coréen a accueilli mardi en fanfare Vladimir Poutine, avec pour ambition d'approfondir le partenariat avec la Russie, en plein développement depuis la guerre en Ukraine, sous le regard inquiet de Washington. Cette première visite du maître du Kremlin à Pyongyang depuis près d'un quart de siècle souligne le rapprochement spectaculaire entre les deux anciens alliés de l'ère soviétique, à l'heure d'une seconde guerre froide assumée face à l'Occident.

Quelques heures avant l'atterrissage du « tsar », à 200 km au sud de la capitale, l'Armée populaire de Corée a montré ses muscles sur la ligne de front face à *« l'ennemi »* sud-coréen. *« Des dizaines de soldats nord-coréens ont franchi la ligne de démarcation militaire »* au cœur de la DMZ, selon l'état-major de Séoul, déclenchant en retour des tirs de sommation dans cette zone tampon barbelée de 4 km de large qui déchire la péninsule depuis 1953. Les intrus ont rebroussé chemin, mais l'incident, répétant une incursion similaire le 9 juin, témoigne de la reprise des tensions le long du 38e parallèle, sous le regard d'un Kim décomplexé. Par ailleurs, plusieurs soldats nord-coréens ont sauté sur des mines ces derniers jours, alors qu'ils travaillent à des fortifications dans la DMZ, a révélé l'armée du « Sud », mardi.

Pyongyang prépare un accueil en grande pompe pour le président russe, hôte de marque sans précédent dans la capitale depuis la venue du président chinois, Xi Jinping, en 2019. Sur l'imposante place Kim-Il-sung, une intense activité augurait d'une grande parade spectaculaire dont le régime a le secret. Poutine devrait être accueilli à la résidence Kumsusan, gigantesque complexe aux toits ourlés traditionnels, et même avoir droit à une visite de la seule église orthodoxe du pays, spécule la presse sud-coréenne, toujours fascinée par son frère ennemi du « Nord ». *« La venue de Poutine est un cadeau à Kim »*, juge Cheong Seong-chang, chercheur au Sejong Institute.

Cette visite d'État *« intensive »* de deux jours devrait accoucher de la signature d'un nouveau *« partenariat stratégique complet »* entre les deux voisins, selon la présidence russe, propulsant leur relation bilatérale à un niveau sans précédent depuis la chute de l'URSS. Ce texte *« important »* définira les *« perspectives de futures coopérations »* en tirant les leçons du nouvel environnement géopolitique, a déclaré Iouri Ouchakov, conseiller du Kremlin, sans offrir de précisions.

Cette rencontre attise les craintes américaines d'un approfondissement de la coopération en matière de défense entre les deux régimes, pour mieux alimenter la machine de guerre sur le front ukrainien, avec en retour un transfert de technologie sensible au profit de Kim. La Maison-Blanche a fait part de *« sa profonde inquiétude »*, pointant l'impact des missiles balistiques nord-coréens qui s'abattent déjà sur la population ukrainienne, et redoute *« une forme de réciprocité »* qui pourrait *« affecter la sécurité de la péninsule coréenne »*, selon John Kirby, porte-parole en charge de la sécurité nationale. Avec, en ligne de mire, un possible coup de pouce russe aux programmes spatial, balistique, voire nucléaire du maître de Pyongyang, engagé dans une fuite en avant militariste.

« Cette visite est une grande victoire diplomatique pour Kim »
Jenny Town Chercheuse au Stimson Center et directrice de 38 North, un site spécialisé sur la Corée du Nord

À tout juste quarante ans, Kim peut savourer le fait d'avoir brisé son isolement, en vigueur depuis la pandémie, en narguant les sanctions diplomatiques. En 2000, c'était son père Kim Jong-il qui avait reçu le jeune président Poutine, alors que l'héritier adolescent de la seule dynastie « communiste » de la planète était maintenu caché. Après s'être rendu à la rencontre de Poutine en septembre dernier en Sibérie, à bord de son train blindé, le dictateur élevé en Suisse poursuit sa lune de miel russe, soignant sa stature internationale écornée, depuis l'échec du sommet de Hanoï, avec Donald Trump, en 2019. *« Cette visite est une grande victoire diplomatique pour Kim. Elle lui permet de projeter une image de puissance sur le front intérieur, et de tourner la page du Covid, dans un contexte de tensions accrues avec la Corée du Sud »*, estime Jenny Town, chercheuse au Stimson Center et directrice de 38 North, un site spécialisé sur la Corée du Nord. Alors que la fermeture hermétique des frontières durant la pandémie a aggravé les conditions de vie dans l'ancien « royaume ermite » appauvri, le rapprochement avec Poutine offre un bol d'air inespéré au régime assiégé.

« La guerre en Ukraine est une bénédiction pour Kim Jong-un. La Russie n'a plus de raison de modérer ses ardeurs », poursuit Cheong. Le dirigeant peut désormais accélérer le développement de ses programmes sensibles sans risque de nouvelles sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU, où Moscou a placé son veto aux projets de résolution occidentaux le condamnant. Mieux, la diplomatie russe a bloqué en mars le renouvellement du panel d'experts onusiens chargés de vérifier l'application des sanctions en vigueur, offrant un blanc-seing à Pyongyang.

Grâce à ses immenses stocks datant de la guerre froide, la Corée du Nord a livré jusqu'à 5 millions d'obus à l'armée russe, et de nombreux missiles balistiques depuis 2022, selon le Center for Strategic and International Studies (CSIS), think-tank américain. Du matériel ancien, souvent défectueux, mais dont la qualité s'améliore ces derniers mois selon les observateurs, et permet à Moscou de maintenir sa stratégie de bombardement massif dans la durée, appuyant sa contre-offensive contre Kiev. Cette visite montre à quel point *« la Russie est désormais dépendante des régimes autoritaires du monde entier »*, a fustigé Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Otan, pointant également la Chine et l'Iran.

La nature et l'ampleur des contreparties russes restent nimbées d'incertitude, maintenues sous le boisseau par deux régimes adeptes du secret. La rencontre à Vladivostok fut avare de détails tangibles et celle de Pyongyang devrait maintenir une opacité protectrice, jugent les experts. *« Kim gagne énormément de sa relation avec la Russie. Mais je doute que le sommet accouche d'annonces précises pour des raisons évidentes de sécurité, car nombre de ces coopérations sont susceptibles d'être visées par des sanctions »*, analyse Jenny Town. Des paiements sous forme alimentaire, agricole et énergétique semblent avérés et offrent un précieux appui au dictateur, à l'heure où ses 26 millions de sujets se serrent la ceinture. Moscou a partagé son savoir-faire spatial avec les ingénieurs nord-coréens, pour assurer le lancement réussi d'un satellite de reconnaissance en novembre dernier, après deux échecs, affirment les services de renseignements de Séoul.

Kim est engagé dans un développement tous azimuts de ses programmes stratégiques, promettant même un développement *« exponentiel »* de son arsenal nucléaire en 2020, avec pour objectif de se doter de l'ensemble de la panoplie d'une grande puissance. Outre les multiples tests de missiles balistiques et hypersoniques, ou de croisière, l'Armée populaire de Corée développe un ambitieux projet de sous-marin nucléaire lanceur d'engin (SNLE), essentiel pour se doter d'une capacité de « seconde frappe ». *« Les Nord-Coréens auront du mal à développer un SNLE seuls. Ils souhaitent obtenir l'aide de la Russie dans ce domaine »*, juge Cheong.

La plupart des experts doutent néanmoins que Moscou partage des secrets militaires significatifs, voire franchisse la ligne rouge de la prolifération au profit d'un voisin aussi turbulent qu'insaisissable. *« L'idée que la Russie offre des savoir-faire en matière de design des missiles ou de sous-marins laisse sceptique »*, juge Mason Richey, chercheur à Hankuk University of Foreign Studies, à Séoul. D'autant que la Chine surveille de près ce pas de deux et s'inquiète de la montée en puissance nucléaire de son voisin, dont les derniers tests atomiques ont été ressentis jusque sur son territoire en 2017. Pékin possède des leviers puissants à Moscou, comme à Pyongyang, pour modérer les ardeurs de ses *« partenaires »*, juge Jenny Town. ■

L'Ukraine inspire les industriels de la défense

Nicolas Barotte

Les drones aériens, terrestres et de surface employés par l'armée ukrainienne sont exposés au salon d'armement d'Eurosatory.

Le petit pavillon est accolé à celui du Gicat, le groupement des industries de défense de l'armée de terre. Parmi les nombreux exposants du salon d'armement Eurosatory, qui se tient cette semaine près de Paris, le pavillon de l'Ukraine paraît bien modeste en comparaison des grands industriels et des principales puissances militaires qui s'exposent et se mettent en scène. Mais elle offre un panorama des armes employées sur le champ de bataille face à la Russie.

« Après la guerre, ce seront eux nos concurrents », souffle un industriel. *« Aujourd'hui, ils cherchent à optimiser leurs matériels »*, indique Patrice Caine, le patron de Thales. Pour faciliter les opérations de maintenance, l'industriel, qui a déjà fourni des radars et des moyens de guerre électronique, va transférer des bans de maintenance en Ukraine. *« Leur sujet, demain, sera de produire en Ukraine. Ils veulent redevenir autonomes »*, observe le PDG, en recevant quelques journalistes. *« Chaque conflit permet de tirer des leçons et même au sein du conflit ukrainien, le "retour d'expérience" évolue au fil du temps »*, ajoute-t-il. Les industriels occidentaux ont eux aussi beaucoup à apprendre de la guerre en cours.

« Une capacité à produire vite »

À Eurosatory, les armes se montrent. En Ukraine, elles servent. *« Beaucoup de délégations sont venues nous voir »*, commente un responsable ukrainien. *« L'Ukraine a des cycles de développement très rapides. Ils ont une capacité à produire vite »*, souligne, avec intérêt, le directeur général pour l'armement Emmanuel Chiva. *« Les Ukrainiens sont prêts à prendre plus de risques que nous pour leurs opérateurs*, nuance le DGA lors d'une rencontre avec quelques journalistes de l'Association des journalistes de défense. *Les innovations de l'Ukraine sont avant tout logicielles. »*

Les drones ont la part belle sur le pavillon ukrainien. Un imposant drone de surface Magura V5 de 5 mètres de long trône à l'entrée comme un symbole de victoire. Grâce à ce bâtiment autonome qui revendique une portée d'action de 960 km et un emport de charge utile de 320 kg, l'armée ukrainienne a pu détruire plusieurs navires russes en mer Noire, dont l'Ivanovets, fin janvier. La corvette avait été attaquée par plusieurs drones en même temps. L'Ukraine revendique aussi l'attaque du port de Sébastopol, de l'*Ivan Khurs*, du *Sergueï Koto*, du *Caesar Kunikov*, de l'*Akula* et du *Serna* par des drones Magura. Le drone de surface est censé pouvoir opérer en environnement de guerre électronique, de jour comme de nuit, avec une capacité à suivre une cible automatiquement.

À côté du Magura, la panoplie des drones aériens impressionne. Avec ses cinq mètres d'envergure, le drone à hélice Lord de la start-up Destinus occupe le centre du stand. D'une portée de plus de 500 km, il peut servir aussi bien pour des frappes de longue portée que pour du ciblage. Il est capable de voler « à très basse altitude » y compris sans GPS. Plus discret, présenté sous forme de maquette, le drone « mono-aile » El 8.6 est quant à lui capable de voler sur 1800 km en emportant une charge de 100 kg à 170 km/h. Le drone a été développé par l'armée ukrainienne pour des missions de reconnaissance ou de frappes. Son aile unique réduit la surface radar et la signature acoustique. À côté de ces drones de longue portée, le Rex et le Punisher permettent de frapper sur le front, à une portée de 45 km.

Les drones aériens ne sont pas les seuls exposés. Les robots terrestres ont aussi fait leur entrée sur le champ de bataille ukrainien. Chenillés ou sur roues, l'IMP1 Ravlyk et le Murakha offrent des capacités similaires d'appui feu dans des environnements contestés. Plus simple, le module Wolly permet d'équiper un fusil-mitrailleur d'une capacité d'opérer à distance. Le système est doté d'une capacité d'intelligence artificielle pour identifier une cible jusqu'à 1 000 mètres. Sur le pavillon ukrainien d'Eurosatory, personne ne va plus loin dans le détail des performances. Elles font partie du secret des opérations. ■

Les policiers vent debout contre la réforme de la garde à vue

Jean-Marc Leclerc

Pour les enquêteurs, ce renforcement du pouvoir des avocats leur permettra de bloquer les auditions, au détriment du droit des victimes.

Le syndicat de police Synergie-officiers monte au créneau contre la réforme de la garde à vue, tout juste publiée au *Journal officiel*. Dans son dernier bulletin mensuel, il regrette que cette loi du 22 avril 2024, qui accorde *«des droits supplémentaires pour les mis en cause»*, complique un peu plus la tâche des enquêteurs. *«Rien d'étonnant finalement, puisqu'il s'agit d'une transposition dans le droit national de dispositions européennes, dont le but affiché est d'augmenter les droits de la défense»*, affirme un officier de police parisien.

Jean-Paul Megret, le numéro deux du Syndicat indépendant des commissaires de police (SICP), s'inquiète également des conséquences possibles de ce texte qui, selon lui, n'aurait pas été assez *«anticipé»*. Il entrera en vigueur, il est vrai, dans quinze jours à peine, à la veille des Jeux olympiques, et les praticiens de l'enquête, chez les magistrats ou dans les rangs des forces de l'ordre, attendent des précisions, via une circulaire du garde des Sceaux au moins, pour les guider.

D'abord, le texte met en place un *«droit d'information élargi»*, explique Synergie-officiers. Le gardé à vue pourra désormais prévenir la personne de son choix de la mesure dont il fait l'objet et non plus seulement *«une personne avec laquelle (il) vit habituellement ou l'un de ses parents en ligne directe ou l'un de ses frères et sœurs»*. Cette personne pourra également demander un examen médical pour le gardé à vue.

Concrètement, *«il faut alors imaginer l'enquêteur, dans le délai de trois heures qui suit la demande du mis en cause, faire des vérifications sur l'identité réelle de ce tiers et devoir éviter toute fragilisation de la procédure : risque de complicité, de pression sur les témoins ou victimes, de déperdition de preuves…»*.

Autre innovation : la mention of l'avocat *«dès le début de la garde à vue»* signe la fin du délai de carence et *«l'impossibilité de commencer les auditions et confrontations sans avocat lorsque le gardé à vue en a choisi un»*. L'avocat devra se présenter sans *«retard indu»*, *«notion qui devra être définie par la jurisprudence vu son contour pour le moins flou»*, commente Synergie-officiers.

Le commissaire Mégret, pour sa part, redoute *«le côté bloquant des nouvelles dispositions»*. Selon lui, *«pour tout ce qui relève de la délinquance de masse, si l'avocat ne se déplace pas, les policiers ne pourront plus rien faire. L'avocat aura la capacité de bloquer le système de la garde à vue.»* Seules les enquêtes sur les faits les plus graves, de grande criminalité ou de terrorisme, sont, pour l'heure, protégées par des dispositions dérogatoires à la règle commune, pour faciliter le travail des enquêteurs.

«Jusqu'à présent, dans les affaires ordinaires, si au bout de deux heures l'avocat ne se présentait pas, il était possible de démarrer les auditions, selon le principe du délai de carence, qui va sauter», déplore le commissaire syndicaliste.

Les nouvelles dispositions de droit commun seront donc applicables aux mesures de garde à vue prises *«à compter du 1er juillet 2024»*, rappelle Synergie-officiers. Selon ce syndicat, *«elles élargissent encore le rôle de l'avocat, lui donnant une place prédominante dans la maîtrise du temps, court, il faut le rappeler, pour gérer des procédures de plus en plus lourdes et complexes»*.

Synergie-officiers le précise toutefois : *«Ce n'est pas tant la participation de l'avocat aux mesures de garde à vue qui pose difficulté à un enquêteur, qui s'y est habitué, c'est le sentiment que les droits formels prennent un temps croissant, au détriment de la recherche des preuves, de la recherche de l'aveu, de la nécessaire réponse à apporter à la victime.»* Et d'interroger : *«Sans allègement procédural, encore une fois, quel sera le rôle futur de ce moment clé de la procédure pénale ? Une simple caisse d'enregistrement avant une convocation ou un déferement devant le juge ?»*

Depuis la loi Guigou du 15 juin 2000, le mouvement législatif renforçant la présomption d'innocence est allé grandissant, malgré les annonces des gouvernements successifs visant à rassurer les policiers et les gendarmes sur la *«simplification»* de la procédure. *«Le droit s'est, bien au contraire, complexifié au fil des réformes, toujours au détriment de la dynamique de la garde à vue, qui est devenue un parcours d'obstacle pour les enquêteurs. C'est un vrai travail de sape depuis la loi Guigou»*, estime un commissaire chevronné de la PJ parisienne.

Le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, fait savoir qu'il s'est *«toujours prononcé fermement contre cette réforme de la garde à vue»*. À ses yeux, *«notre défi est plus que jamais d'alléger les procédures pour plus de sécurité»*, comme il l'a fait au ministère de l'Intérieur, pas l'inverse. Reste que la réforme est passée et que le gouvernement ne s'y est pas publiquement opposé. La logique du droit européen reste la plus forte.

Au Syndicat des commissaires de la police nationale (SCPN), le secrétaire général, Frédéric Lauze, est vent debout contre ce texte. Il assure avoir alerté les autorités *«il y a des mois»*, sans grand succès. Aujourd'hui, il l'affirme avec force : *«Au moment où l'on peine à arrêter les délinquants et à élucider les infractions, en raison de la complexité croissante et néfaste de la procédure pénale,*

> **« Pour tout ce qui relève de la délinquance de masse, si l'avocat ne se déplace pas, les policiers ne pourront plus rien faire »**
>
> **Jean-Paul Mégret**
> Commissaire et numéro deux du SICP

au moment où le sentiment d'impunité est de plus en plus répandu chez les délinquants, au moment où de plus en plus de policiers renoncent à devenir enquêteurs à cause du formalisme étouffant de la procédure, au moment où, dans le débat public, les victimes demandent que l'on s'intéresse à elles en priorité et pas aux délinquants, l'Union européenne et le Parlement français choisissent le contraire : favoriser les délinquants. Mettre en place des mesures de suspicion à nouveau à l'égard des enquêteurs.»

Sa colère n'est pas feinte. Il ajoute : *«C'est désespérant. Aucune leçon n'a été retenue. L'OPJ, qui travaille dans l'urgence du délai des 24 heures de garde à vue, cherche à élucider une infraction et travaille à charge et à décharge. Il va être de plus en plus dépendant d'un avocat, qui viendra ou qui ne viendra pas, pour démarrer une audition ou la faire valider, alors que l'avocat ne travaille pas pour l'intérêt général ; il travaille, et c'est normal, au bénéfice de son client, mis en cause par la police.»*

Et le commissaire Lauze de conclure : *«Il n'y a rien dans cette loi sur la lutte contre les multiréitérants, rien sur ce qui favorise la dissuasion judiciaire, rien sur l'indemnisation des victimes, rien pour favoriser l'élucidation des affaires, pour simplifier le travail des enquêteurs et la procédure. Dans la période que nous vivons, le code pénal et la procédure pénale sont devenus inopérants pour lutter contre la criminalité. Quel message on envoie aux victimes et au peuple français ?»* L'affaire vaut mieux que le silence gêné du gouvernement. ■



Selon le syndicat de police Synergie-officiers, la réforme entraînera *«l'impossibilité de commencer les auditions et confrontations sans avocat lorsque le gardé à vue en a choisi un»*. J.-F. FREY/PHOTOPQR/L'ALSACE/MAXPPP

L'autonomie de la Corse victime de la dissolution de l'Assemblée

Antoine Giannini Bastia

La décision d'Emmanuel Macron a fait voler en éclats la perspective de ce processus, entériné par un accord avec le gouvernement en février.

Conférence de presse d'Emmanuel Macron, dans la foulée de la dissolution de l'Assemblée nationale. Un journaliste interroge le président de la République sur le devenir des sujets chauds, dont le processus d'autonomie de la Corse. Le pensionnaire de l'Élysée répond sur tout, sauf sur la question politique insulaire. Une scène qui en dit long sur l'état de ce dossier, à présent très éloigné des priorités du gouvernement. D'aucuns n'hésitent pas à parler d'un *«processus enterré vivant»*. Si la dissolution décidée par le président de la République a fait l'effet d'une bombe dans le pays, elle a aussi mis KO les élus nationalistes en Corse.

Gérald Darmanin, le ministre de l'Intérieur, s'était engagé en mars 2022 à discuter de l'avenir de l'île, jusqu'à une potentielle autonomie, quatre mois après l'agression mortelle en prison du militant indépendantiste corse Yvan Colonna, condamné à perpétuité pour l'assassinat du préfet Claude Érignac. De violentes manifestations avaient alors éclaté dans l'île. Emmanuel Macron avait aussi acté cette réforme constitutionnelle, en septembre 2023, devant l'Assemblée de Corse.

Plus de deux ans après ces discussions «historiques» et laborieuses, les élus nationalistes espéraient conclure les échanges, après un accord avec le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, en février 2024, sur «un statut d'autonomie au sein de la République». Le texte, qui prévoyait notamment un statut pour l'île, devait tenir compte de *«ses intérêts propres liés à son insularité méditerranéenne, à sa communauté historique, linguistique, culturelle, ayant développé un lien singulier à sa terre»*. Mais aussi de la disposition selon laquelle la collectivité de Corse *«peut être habilitée à fixer les normes dans les matières où s'exercent ses compétences»*.

Plusieurs obstacles, et non des moindres, restaient à franchir. Un vote au Sénat, à l'Assemblée nationale et un passage au Congrès en fin d'année, sur fond d'hostilités de nombreux élus de droite. *«Nous avions réussi à aller très loin dans les discussions et la dissolution a tout mis par terre»*, constate, amer, Paul-André Colombani, député nationaliste (Parti de la nation corse) de Corse du Sud. *Personne ne peut dire ce qu'il va advenir. Je suis très inquiet si le Rassemblement national arrive en tête lors des législatives.»*

«Rendez-vous manqué»

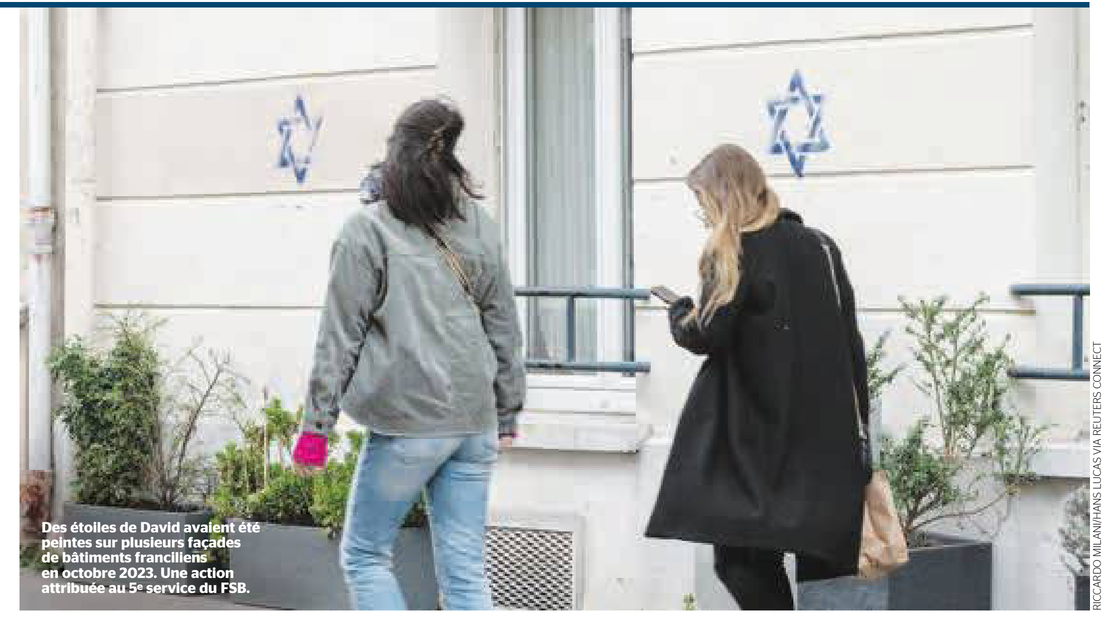
Et pour cause. Le parti de Marine Le Pen, qui a remporté les élections européennes, est fortement opposé à l'autonomie de la Corse. Dans les colonnes de *Corse-Matin*, le 5 juin, Jordan Bardella redoutait que cette réforme constitutionnelle constitue le *«marchepied de l'indépendance»*.

Dans l'île, le parti à la flamme a réalisé carton plein, bien au-dessus de son score au niveau national, soit 10 points de plus. La liste soutenue par Emmanuel Macron (13,2 %) est arrivée loin derrière alors que l'abstention a été importante (57 %). Un résultat qui fait tâche par rapport aux discussions sur l'autonomie. D'autant plus que l'attitude de Gilles Simeoni, à l'occasion de ce scrutin, n'a pas été vue d'un bon œil à Paris. Le président de la région a fait le choix de ne passer aucune consigne de vote : *«L'attitude de Gilles Simeoni suffit à enterrer ce processus*, confie François-Xavier Ceccoli, président de la fédération Les Républicains de Haute-Corse. *Il ne s'agissait pas d'appeler à voter pour Macron mais d'appeler à ne pas voter pour les partis opposés au processus.»*

Celui qui est candidat à un poste de député se montre très pessimiste sur l'avenir de l'autonomie : *«Vu les difficultés et les obstacles rencontrés par le processus, je suis très pessimiste pour la suite. C'est un rendez-vous manqué dont les Corses vont souffrir. En particulier sur le plan financier. Il y avait la possibilité d'avoir des moyens économiques supplémentaires pour l'île. Quel que soit le résultat des élections législatives au niveau national, je ne vois pas ce qui pourrait relancer les discussions. Avant la fin du mandat, il n'y aura rien. Le problème corse passera à la fin du livre.»*

Alors que ces échanges avaient mis fin aux violences qui avaient touché l'île après la mort d'Yvan Colonna, d'autres s'inquiètent d'une reprise des tensions en Corse. *«Ce processus avait ramené le calme dans l'île*, analyse Paul-André Colombani. *La société corse peut très vite se remettre en tension. Il y a cette crainte. Nous allons reprendre notre bâton de pèlerin mais la fenêtre de tir au niveau du calendrier est de plus en plus petite.»*

Les législatives pourraient aussi définitivement mettre un coup d'arrêt aux discussions, en cas de défaite des nationalistes, qui comptent trois députés. *«Cette étape est un sondage politique qu'on n'a pas eu tout au long de ce processus»*, reconnaît l'autonomiste. François-Xavier Ceccoli, lui, est plus tranché : *«Personne ne me parle d'autonomie sur le terrain. Cette question intéresse les politiciens mais les simples citoyens sont loin de tout ça.»* ■


Des étoiles de David avaient été peintes sur plusieurs façades de bâtiments franciliens en octobre 2023. Une action attribuée au 5e service du FSB. RICCARDO MILANI/HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

Désinformation, sabotages... Le retour des vieilles méthodes du KGB

Jean Chichizola

Rien n'a vraiment changé depuis 1991 pour les services moscovites, qui ont su faire de la révolution numérique un avantage supplémentaire pour déstabiliser «l'Occident collectif».

«Ces services ont toujours fait la guerre avec ces moyens-là, et ils n'ont pas de limites.» Le constat est celui d'un des experts du contre-espionnage français pendant la guerre froide. Et il s'applique aujourd'hui à la cascade de campagnes de désinformation et de tentatives de sabotages attribués à la Russie.

Des mains rouges aux cercueils sous la tour Eiffel, des incendies criminels à l'artificier de Roissy, des mensonges éhontés aux manipulations plus ou moins grossières, l'analyse de ceux qui ont lutté contre le KGB et ses services «frères» est plus qu'utile tant on a parfois l'impression d'un retour aux temps soviétiques. Elle permet de prendre la pleine mesure de la menace, déjà présente depuis plusieurs années, de services secrets s'étant adaptés à la révolution numérique mais dans la continuité soviétique. Et met en lumière l'impératif pour les démocraties de garder leur calme devant des attaques qui ont toutes les chances de se prolonger, voire de s'intensifier.

Comment expliquer cette constance par-delà l'effondrement de la patrie du socialisme? À la persistance de quelques fondamentaux. Le premier est le nationalisme grand-russe qui, comme l'a pressenti l'écrivain dissident Vassili Axionov dans son ouvrage *L'Île de Crimée*, a établi un pont entre la Sainte-Trinité soviétique «communisme, pouvoir soviétique, esprit national» et celle de la Russie traditionnelle «orthodoxie, autocratie, esprit national». La seconde constante tient aux objectifs. Hier comme aujourd'hui, le Kremlin joue sur l'anti-américanisme, l'hostilité à l'Otan et aux démocraties libérales. Dans les archives glanées par le transfuge du KGB Vassili Mitrokhine (1), il est indiqué qu'en 1984 l'une des priorités des «mesures actives», terme englobant les opérations de désinformation et déstabilisation, était d'«*aggraver les désaccords au sein de l'Otan*». C'est l'objectif de Vladimir Poutine et, en février, l'ancien président Dmitri Medvedev, vice-président du conseil de sécurité, assurait que Moscou soutiendrait «*ouvertement et secrètement*» tous les «*partis antisystèmes*» européens avec l'espoir affiché d'affaiblir la coalition soutenant l'Ukraine.

«Le but premier de la désinformation est de semer la pagaille et la division. Les Soviétiques, comme les Russes aujourd'hui, ont toujours été très pragmatiques, prenant tout ce qui passe»

Un ancien policier

Mais au-delà de ces parallèles historiques, le principal élément expliquant la persistance des méthodes soviétiques tient bien sûr aux services de renseignements russes. Au KGB ont succédé le SVR (renseignement extérieur) et le FSB. Deux services assumant leur filiation avec les glorieux anciens ayant servi un État totalitaire, ceux de la Tcheka de Lénine, du NKVD de Staline et du KGB de Brejnev, persécutant des Ukrainiens comme Leonid Pliouchtch ou Vassyl Stous, mort au goulag en 1985.

Sans négliger l'action du SVR, un ancien policier souligne que «*pour Poutine, l'essentiel, c'est le FSB pour contrôler des oppositions internes, y compris au Kremlin*». Mais le «cinquième service» du FSB peut aussi agir à l'étranger, dans l'ex-Union soviétique et dans «l'Occident collectif». «*Outre le FSB*, poursuit le spécialiste du contre-espionnage, *un deuxième service a le vent en poupe : le GRU, le renseignement militaire, notamment chargé des éliminations physiques.*»

Les SVR, FSB, GRU ont bien la même nature aujourd'hui que le KGB ou le renseignement militaire soviétique hier. «*Les choses ont bien sûr fondamentalement changé avec le cyber*, constate un ancien contre-espion, *mais sur le fond, c'est la continuité dans le changement.*» Avec les mêmes difficultés car, comme le note un expert, «*il faut en finir avec l'angélisme et la paranoïa qui empêchent l'analyse de la situation et de ses évolutions*». En clair, il convient de ne pas nier la menace sans voir partout la main de Moscou et sans oublier que ces pratiques ne sont pas une exclusivité russe.

Même si force est de reconnaître que le Kremlin en fait un art, un vaste jeu d'échecs venu tout droit de «l'agit-prop» communiste et des «mesures actives» peaufinées par le KGB. Comme le démontre l'offensive tous azimuts qu'on observe aujourd'hui. La désinformation fut ainsi une spécialité soviétique et elle est reprise aujourd'hui par Moscou à usage externe (semer la confusion chez l'adversaire) et à usage interne (convaincre le Russe de la rue qu'il vit dans le meilleur des mondes stable et orthodoxe, comme hier le Soviétique de la rue vivait au paradis des travailleurs).

Du temps de l'URSS, les anecdotes grotesques ne manquaient pas : dénonciation des pénuries occidentales avec une photo de file d'attente devant une boulangerie de luxe parisienne, reporter soviétique dénonçant les ravages de l'inflation en assurant que le prix des fraises avait augmenté sur les Champs Élysées. «*C'était risible*, se souvient un ancien contre-espion, *la presse soviétique publiait des photos de voitures immobilisées dans les rues de Paris en soutenant qu'on vendait des voitures mais que l'essence manquait. On affirmait que les grands magasins étaient gérés par les syndicats communistes...*»

Époque révolue? En novembre 2022, l'agence d'État RIA Novosti publiait un article intitulé «L'Europe manque de nourriture», avec la photo d'une «*file d'attente devant une boulangerie toulousaine*»... Les présumés ravages en France des punaises de lit, problème récurrent dans la Russie tsariste et en URSS, ont fait l'objet de moult recensions avec une fausse vidéo imitant une chaîne d'information hexagonale et dénonçant des sanctions imaginaires contre des journalistes français pour un reportage sur les punaises de lit...

Au-delà de ces mensonges grossiers, les services russes peuvent aussi recourir, directement ou indirectement, à des manipulations plus «actives». Depuis octobre, on a ainsi relevé à Paris les étoiles de David bleues, attribuées au 5e service du FSB, mais aussi les mains rouges taguées en mai sur le mémorial de la Shoah, les cercueils déposés au pied de la tour Eiffel et, en juin, les tags reprenant cette image. Les suspects, moldaves, bulgares ou ukrainiens, ont un profil de petites mains manipulables. À noter que, dans les années 1970, les services roumains ont payé des voyous pour agresser des opposants en Europe...

Le parallèle avec des opérations du KGB est troublant. Ainsi de la campagne de 1959-1960 des services secrets est-allemands et du service A (désinformation) du KGB avec, en Allemagne de l'Ouest puis en Europe et ailleurs dans le monde, une éclosion de slogans antisémites, de croix gammées sur des synagogues, de cimetières juifs saccagés, de menaces téléphoniques contre les communautés juives. Un grand classique soviétique, bien avant les «Ukronazis» accusés de contrôler Kiev. En 1968, Moscou ne brandissait-elle pas la menace «revancharde» ouest-allemande pour justifier l'écrasement du printemps de Prague? Récemment, pour protester contre l'envoi éventuel de soldats français en Ukraine, des affiches moscovites faisaient allusion à la légion des volontaires français contre le bolchevisme, combattant aux côtés des nazis...

«*Le but premier de la désinformation*, commente un ancien policier, *est de semer la pagaille et la division. Les Soviétiques, comme les Russes aujourd'hui, ont toujours été très pragmatiques, prenant tout ce qui passe.*» En 1971, dans le but de créer des «*désordres de masse à New York*» le patron du KGB, Iouri Andropov, approuvait l'envoi à des militants noirs de faux pamphlets, supposés venir des extrémistes de la Ligue de défense juive, contre «*les bâtards noirs*» accusés d'attaquer passants et commerces juifs...

Internet a naturellement bouleversé ces méthodes, en augmentant leur impact et en diminuant leurs coûts. Mais l'analyse de jeunes experts de ces cyberpratiques rejoint celles des anciens des services français. Chercheur à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire, Maxime Audinet (2) note : «*La revendication d'une forme de continuité et des modes opératoires visant à profiter d'un événement, jeter de l'huile sur le feu et créer la confusion. Mais avec l'énorme différence de l'utilisation d'internet.*»

Constat partagé par Cyril Gelibter (3), doctorant en relations internationales, qui dit «*avoir été frappé dès le début par les similarités entre les actions passées et présentes*» mais qui souligne aussi «*d'importantes différences comme internet et la persistance d'un modèle économique libéral*».

«Ils veulent nous faire peur et cela va aller crescendo. Ce sera tous azimuts, dans un mélange d'opérations grossières et sophistiquées, et ils ne feront pas de cadeau»

Un expert

La révolution numérique s'accompagne ainsi d'une mutation avec l'implication d'entreprises privées de marketing numérique et de relations publiques dans des opérations du type Doppelgänger (usurpation de sites de médias occidentaux en 2022-2023) ou encore dans la création d'une fausse plateforme de recrutement de soldats français pour l'Ukraine. Les méthodes peuvent être grossières (diffusion d'une vidéo de «capture» d'un présumé soldat français à l'accent slave très prononcé) ou plus sophistiquées (piratage du fil de l'agence polonaise PAP et diffusion d'une fausse dépêche annonçant la mobilisation de 200 000 hommes). Le tout est relayé tant par le réseau diplomatique russe que par les médias officiels et les réseaux sociaux acquis à la cause.

On voit bien ce qu'internet peut changer pour semer la confusion sur des événements comme les Jeux Olympiques. En 1984, visant les JO de Los Angeles, le KGB avait laborieusement envoyé des fausses lettres du Ku Klux Klan à des comités olympiques africains prônant «*les JO pour les Blancs seulement*» et promettant d'abattre et de brûler «*les singes africains*»...

Quarante ans plus tard, Microsoft, accusé de «russophobie» par Moscou, a détaillé dans un rapport l'impressionnante campagne numérique visant les Jeux de Paris (fausses vidéos de Tom Cruise, faux reportages et faux communiqués de presse alertant sur un déferlement de violence, etc.). Le 10 juin, Viginum, créé par l'État français en 2021 et «*chargé de la vigilance et de la protection contre les ingérences numériques étrangères*», a publié un rapport sur «Matriochka», une campagne prorusse ciblant les médias et la communauté des «fact-checkers» avec de faux contenus visant, entre autres cibles, les JO de Paris. En février, Viginum dévoilait déjà «Portal Kombat», un ensemble de sites internet diffusant des contenus pro-russes «*afin d'influencer les opinions publiques notamment françaises*».

Dans ce contexte, comment analyser l'étrange affaire de l'artificier russo-ukrainien qui préparait des engins explosifs à Roissy? Les spécialistes s'interrogent sur son cas, un ancien contre-espion évoquant une hypothèse : «*Un idiot utile qui passe un message : ne vous croyez pas à l'abri.*» Une chose est certaine : les attentats et les sabotages n'ont jamais rebuté les services du bloc de l'Est. En 1957 (4), l'épouse du préfet du Bas-Rhin était tuée par un colis piégé qui aurait dû exploser pendant une réunion européenne, une opération tchécoslovaque approuvée par Moscou. Avec un autre objectif, en 1971, le KGB voulait faire exploser une bombe près d'un site new-yorkais de la communauté noire et revendiquer l'attentat au nom d'extrémistes juifs. Dans l'hypothèse d'un sabotage raté, l'affaire de Roissy peut aussi être rapprochée des alertes se succédant ces derniers mois avec des incendies criminels en Pologne, au Royaume-Uni, en Lituanie, en République tchèque...

Devant ces effets de miroir à répétition entre passé soviétique et réalité russe, un expert avertit : «*Il est dangereux de jouer avec ces gens-là, ils ont fait cela toute leur vie. Depuis le début, ils parlent d'un conflit global, d'un désir de retour à la puissance. Ils veulent nous faire peur et cela va aller crescendo. Ce sera tous azimuts, dans un mélange d'opérations grossières et sophistiquées, et ils ne feront pas de cadeau.*»

Pour compliquer encore les choses, il faut ajouter que les services moscovites ont toujours pratiqué le principe «œil pour œil». Dans les années 1980, un de leurs agents avait ainsi été renversé par une voiture dans la région parisienne, le KGB accusant les Français qui niaient. Quelque temps plus tard, un soldat français trouvait la mort dans un accident de la route pendant une patrouille officielle de routine en RDA. La petite histoire veut qu'un camion militaire est-allemand ait foncé volontairement sur son véhicule. Calomnies anticommunistes, paranoïa, représailles? L'affaire a sombré dans le brouillard de la guerre froide... ■


Une synagogue de Cologne, en Allemagne, couverte de croix gammées et de slogans antisémites après une opération du KGB, en 1959. DPA/ABACA

(1) *«Le KGB contre l'Ouest : 1917-1991», Christopher Andrew, Vassili Mitrokhine, Fayard, 2000.*
(2) *«Russia Today. Un média d'influence au service de l'État russe», INA Éditions, 2021.*
(3) *«Le renseignement russe et la décision d'attaquer l'Ukraine», Revue Défense nationale, 2024.*
(4) *«La DST sur le front de la guerre froide», Jean-François Clair, Michel Guérin, Raymond Nart, Mareuil Éditions, 2022.*

Une bactérie pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'agriculture

Anne-Laure Frémont

Des chercheurs ont réussi à cultiver un micro-organisme capable de consommer le protoxyde d'azote, dont les émissions proviennent principalement de l'utilisation d'engrais.



Le secteur agricole représente trois quarts des émissions de protoxyde d'azote. DUSAN KOSTIC - STOCK.ADOBE.COM

Moins souvent pointé du doigt que le dioxyde de carbone, le protoxyde d'azote – plus connu sous le nom de « gaz hilarant » – est un autre puissant gaz à effet de serre, dont le pouvoir de réchauffement est 300 fois supérieur à celui du CO_2 sur 100 ans. Même émis en bien plus faibles quantités, il était ainsi responsable de 4 % du réchauffement climatique en 2021. En plus de piéger la chaleur dans l'atmosphère, le N_2O appauvrit en outre la couche d'ozone et contribue fortement, en surface, à la pollution des sols et des eaux.

Au cours des 40 dernières années, les émissions mondiales de protoxyde d'azote dues à l'activité humaine ont bondi de 40 %, selon un tout récent rapport du Global Carbon Project. Le secteur agricole représente trois quarts de ces émissions, attribuées à l'utilisation d'engrais chimiques ou de fumier animal sur les terres cultivées. Car si l'azote est indispensable à la croissance des cultures, les émissions de N_2O sont principalement liées aux processus biologiques de transformation de l'azote par les microbes présents dans le sol.

Il n'existe à ce jour aucune technologie capable d'éliminer le protoxyde d'azote de l'atmosphère. Réduire les émissions est donc essentiel, et des solutions existent, assurent des chercheurs de l'université norvégienne des sciences de la vie (NMBU) dans une étude parue dans la revue *Nature*. Ces derniers ont en effet mis au point des engrais contenant des bactéries qui consomment justement cet oxyde nitreux.

L'existence de tels micro-organismes capables d'absorber le N_2O pour le convertir en diazote – inoffensif pour l'environnement – est déjà connue. Mais exploiter leur potentiel semblait jusque-là hors de portée, la difficulté étant de trouver des microbes pouvant à la fois consommer ce gaz et survivre dans un environnement réel tel qu'un sol agricole, et non pas seulement en laboratoire.

Les écosystèmes préservés

Les chercheurs de la NMBU ont voulu relever le défi. *« Nous voulions trouver une bactérie présentant plusieurs caractéristiques »*, développe Lars Bakken, principal auteur de l'étude. Elle devait être *« capable de respirer (et donc réduire) le N_2O mais pas d'en produire »*, *« de croître jusqu'à des densités cellulaires élevées dans les déchets organiques utilisés »*, et de *« ne pas mourir trop vite une fois dans le sol »*. Pour trouver cette bactérie, ils ont eu recours à la *« culture d'enrichissement »*, en alternant deux substrats : de la terre agricole et des déchets issus de la production de biogaz, dans des conditions favorisant les bactéries qui respirent le N_2O.

Ces travaux, longs et complexes, leur ont permis d'identifier et de cultiver la souche CB-01, dont ils ont testé l'efficacité en fertilisant plusieurs parcelles avec le mélange dans lequel elle s'était développée. Leur technique a permis *« de réduire les émissions de N_2O de 50 à 95 %, en fonction du type de sol »*, assurent les auteurs. Selon eux, cette méthode pourrait à elle seule permettre de diminuer d'un tiers les émissions européennes d'oxyde nitreux provenant de l'agriculture.

Pour Dave Reay, climatologue à l'université d'Édimbourg (qui n'a pas participé aux travaux), cette nouvelle approche qui *« utilise les microbes comme alliés pour réduire les émissions d'oxyde nitreux »* est prometteuse : *« Jusqu'à présent, la plupart des efforts portaient sur l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation de l'azote dans les systèmes alimentaires, en faisant par exemple mieux correspondre la demande d'azote des cultures à la quantité épandue. »*

Lars Bakken assure que cette solution, qui tire parti de micro-organismes d'origine naturelle, ne présente pas de risque pour les écosystèmes, *« sauf si la souche est pathogène ou porte des gènes de résistance aux antibiotiques, ce qui peut être évalué en séquençant le génome de l'organisme »*. On pourrait également s'inquiéter de son effet sur d'autres microbes présents dans le sol, *« mais nous n'avons trouvé aucune preuve de tels effets »*, ajoute-t-il. Dans ce genre de travaux, *« nous savons ce qu'il faut rechercher, nous savons comment minimiser les risques et la technologie décrite peut être appliquée en toute sécurité*, estiment pour leur part Frank Löffler et Guang He, chercheurs à l'université du Tennessee qui publient un article de commentaire dans *Nature*. *Bien entendu, les scientifiques doivent expliquer la technologie aux agriculteurs, aux autorités de réglementation et au public pour qu'elle soit largement acceptée et adoptée. »*

Reste que développer cette solution massivement est un *« challenge »*, reconnaît Lars Bakken. *« Il faudra assurer la croissance de notre bactérie dans de très grands volumes »*, ce qui demande une ingénierie poussée. *« L'utilisation répétée d'une souche risque aussi d'augmenter la présence de virus bactériophages dans le sol, ce qui réduira l'efficacité de cette bactérie, qui mourra plus rapidement. »* Il faudra donc pouvoir alterner entre différentes souches de bactéries mangeuses de N_2O d'une année sur l'autre, par exemple.

Pas de solution universelle

« La mise à l'échelle constitue un défi majeur » pour fournir à tous les agriculteurs les types de produits enrichis en microbes spécialement sélectionnés et utilisés dans cette étude, *« et pour le faire de manière rentable »*, abonde Dave Reay. *« Cette culture ne constituera pas une solution universelle »*, résument les chercheurs du Tennessee, mais les travaux publiés dans *Nature* servent *« de modèle »* au développement de tels projets, *« de sorte qu'à terme, des cultures adaptées aux différents sites et aux différentes conditions de sol et de climat seront disponibles »*. ■

Sur la piste des insaisissables trous noirs intermédiaires

Tristan Vey

Une équipe de chercheurs japonais a réussi à reproduire sur ordinateur les conditions pouvant donner naissance à des accumulations très locales de plus d'un millier de masses solaire.

Longtemps considérés comme un « chaînon manquant » de l'astronomie, les trous noirs « intermédiaires » sont des objets mal identifiés. Leur définition est nébuleuse. Elle rassemble en fait tous les trous noirs dont la masse fait plus d'une centaine de fois la masse de notre Soleil, mais moins de 1 million. Autrement dit, tous ceux qui sont coincés entre les trous noirs stellaires, qui résultent de l'effondrement d'étoiles massives sur elles-mêmes, et les trous noirs supermassifs (quelques millions à quelques milliards de masses solaires) qui se nichent au cœur des galaxies, et dont les trous noirs intermédiaires pourraient justement constituer les graines originelles.

L'existence même de trous noirs intermédiaires a longtemps été débattue. En 2019, les détecteurs d'ondes gravitationnelles ont néanmoins observé la fusion de deux trous noirs de 85 et 65 masses solaires, formant alors un trou noir de 142 masses solaires, qui ne pourrait jamais se former par l'effondrement d'une étoile massive. Cela démontrait du même coup qu'il était tout à fait envisageable que des trous noirs encore plus gros puissent se former par fusions successives, jusqu'à un millier de masses solaires environ.

Mais les astronomes ont aussi des indices de l'existence de trous noirs plus gros encore. Dans certains amas globulaires par exemple (des groupements sphériques de centaines de milliers d'étoiles que l'on retrouve en grappe dans le centre des grosses galaxies et qui constituent les structures les plus anciennes et les plus denses de l'univers), les mouvements des étoiles semblent parfois trahir la possible présence d'un trou noir de quelques milliers à quelques dizaines de milliers de masses solaires.

Jusque-là, les simulations informatiques peinaient néanmoins à former de tels objets. Si, dans leur enfance, le cœur des amas globulaires est suffisamment dense et chaotique pour former des étoiles supermassives de plus d'un millier de masses solaires par collisions successives, les vents stellaires avaient tendance à souffler les couches extérieures de ces méga-étoiles, les empêchant de s'effondrer pour former des trous noirs intermédiaires.

> **« Notre objectif final est de simuler des galaxies entières en résolvant des étoiles individuelles »**
>
> **Michiko Fujii**
> Coauteur de l'étude

Dans une étude parue dans *Science*, une équipe japonaise de l'université de Tokyo vient néanmoins d'annoncer récemment qu'une modélisation plus fine d'un jeune amas globulaire, intégrant notamment la dynamique du gaz, la physique de la formation stellaire et modélisant des millions d'étoiles individuelles, parvenait à former des étoiles supermassives s'effondrant sur elles-mêmes pour donner des trous noirs très rapidement, sur 1 million d'années seulement. *« Il y a un écart final très important entre les modèles qui n'incorporaient pas le gaz et considéraient un système à l'équilibre et ces nouvelles modélisations »*, constate Julien Lavalle, directeur de recherche CNRS et théoricien de la matière noire au laboratoire univers et particules de Montpellier. *« C'est la démonstration que des mécanismes astrophysiques avec des paramètres d'entrée raisonnables permettent de former assez naturellement des trous noirs de masse intermédiaire. »*

« C'est un travail énorme qui demande un temps de calcul considérable », félicite Marta Volonteri, spécialiste de l'évolution des trous noirs massifs à l'Institut d'astrophysique de Paris. *« On peut discuter certains points techniques, mais ce qui serait aussi intéressant maintenant, c'est qu'ils poursuivent le calcul pour voir s'ils observent ensuite la fusion de ces trous noirs. Dans un contexte légèrement différent, cela pourrait tout à fait donner des graines de trous noirs supermassifs. »*

Les scientifiques japonais ont évidemment cela en tête. *« Notre objectif final est de simuler des galaxies entières en résolvant des étoiles individuelles »*, explique Michiko Fujii, première auteur de ces travaux. *« Mais il est encore difficile de simuler des galaxies de la taille de la Voie lactée en résolvant des étoiles individuelles avec les superordinateurs actuels. En revanche, il devrait être possible de simuler des galaxies plus petites, telles que des galaxies naines. Nous souhaitons également cibler les premiers amas d'étoiles formés dans l'univers primitif, dans lesquels des trous noirs intermédiaires pourraient s'être formés. »* ■



Kylian Mbappé, blessé au visage lundi soir, lors de la rencontre des Bleus contre l'Autriche, quitte la pelouse de la Düsseldorf Arena. BERNADETT SZABO/REUTERS

Les questions autour de Mbappé et de son nez cassé

Baptiste Desprez
et **Christophe Remise**
Envoyés spéciaux à Paderborn

Victime d'une fracture du nez lundi contre l'Autriche, le capitaine des Bleus va sûrement manquer les deux prochains matchs à l'Euro.

Le XV de France a connu le feuilleton Antoine Dupont et sa fracture au visage lors de la dernière Coupe du monde de rugby, l'équipe de France avait eu le sien en 2002 avec Zinédine Zidane et sa déchirure du quadriceps lors du Mondial, c'est au tour des Bleus de Deschamps de s'y coller avec la fracture du nez de Kylian Mbappé dès le premier match de l'Euro. Décryptage.

Que s'est-il passé depuis lundi soir ?

Quand les Bleus sont rentrés dans le vestiaire de la Düsseldorf Arena après leur victoire contre l'Autriche (0-1), ils ont aperçu Kylian Mbappé allongé sur la table de massage, le nez amoché après son choc contre Kevin Danso en fin de match, qui l'a obligé à quitter le terrain, remplacé par Olivier Giroud (90e). Une séquence qui a freiné les effusions de joie collectives malgré l'entrée en matière consistante de l'équipe de France. Juste avant, le capitaine de 25 ans venait de s'être fait redresser la cloison nasale par un des membres du staff médical, avant de quitter le groupe pour des examens à l'hôpital non loin du stade.

Ces derniers révéleront une fracture du nez, qui ne *« nécessite pas dans l'immédiat une opération »*. Selon nos informations, Mbappé ne devrait pas rejouer avant le possible huitième de finale (30 juin, 1er ou 2 juillet), et manquer les rencontres face aux Pays-Bas vendredi et à la Pologne mardi prochain. Dans l'entourage du joueur et des Bleus, l'optimisme était de rigueur pour la suite. Si le car de la sélection a quitté le stade à 0 h 40, pour effectuer les 2 heures de trajet entre Düsseldorf et Paderborn, l'attaquant des Bleus est, lui, rentré en van, accompagné d'un agent de la sécurité et d'un ostéopathe, sur les coups de 3 h 30 du matin. Mardi, Kylian Mbappé a effectué des soins, surveillé de près par Franck Le Gall, médecin des Bleus, et son équipe.

Que dit le corps médical ?

« Kylian Mbappé suivra des soins dans les prochains jours sans subir d'intervention chirurgicale dans l'immédiat. Un masque va être confectionné de façon à pouvoir permettre au numéro 10 de l'équipe de France d'envisager une reprise de la compétition après une période consacrée aux soins. » Le communiqué de l'équipe de France, qui confirme la fracture du nez, prend bien soin de ne pas fixer une date de reprise précise pour sa star. Les prochains jours seront déterminants. Selon nos informations, la FFF et la cellule médicale des A ont reçu de nombreux appels d'entreprises désireuses de fournir… un masque au futur joueur du Real Madrid. La rançon de la gloire.

« Il va avoir deux ou trois jours minimum où il devra se reposer et sans entraînement, avance au *Figaro* Alain Simon, ancien médecin du Paris Saint-Germain (1982-1992 puis 2001-2007) et des Bleus (2008-2010). *Il va recevoir des soins, on va l'immobiliser avec du froid, on met une mèche pour que cela ne sèche pas et que cela cautérise. Si c'est tout simple, cela peut aller vite et il peut rejouer dans une semaine. Pour moi, il ne peut pas jouer les autres matchs du premier tour, si tout se passe bien. »* Quid de l'Euro de Mbappé s'il y avait eu opération ? *« Sa compétition serait terminée car il faut laisser cicatriser. J'espère qu'ils ne le font pas pour gagner du temps. Si c'est justifié, c'est mieux d'opérer. C'est une indisponibilité plus longue, au moins trois semaines. »*

Le vestiaire français a-t-il accusé le coup ?

Oui. En premier lieu, Didier Deschamps, qui s'est présenté tardivement lundi soir le visage fermé face aux médias, sans diffuser l'impression d'avoir remporté la rencontre quelques minutes plus tôt. *« C'est le point noir de la soirée*, a-t-il soufflé après avoir enchaîné les rendez-vous médiatiques d'après-match. *Il n'est pas bien, en mauvais état, son nez est amoché. »* Un discours plutôt inquiétant qui tranchait avec celui de Philippe Diallo, le président de la FFF, croisé dans les coursives du stade quelques minutes après et qui affirmait, rassurant, devant certains journalistes : *« Ça va le faire »*. Dans le car ramenant les Bleus à leur camp de base, l'état de santé du capitaine occupait les discussions. Idem au sein du staff, en lien direct avec le joueur au moment de passer ses examens radiologiques.

Interrogés après le match, la plupart des joueurs (Giroud, Koundé, Saliba, Rabiot) bottaient en touche, faute d'informations précises. *« Non, ce n'est pas grand-chose, c'est un guerrier, ça ira »*, soufflait même le milieu de la Juventus et des Bleus au sujet de la star. Dans les discussions du staff, l'heure n'était pas à la sinistrose, avec une volonté assumée de ne prendre aucun risque avec Mbappé. La victoire contre l'Autriche offre un peu de latitude en vue de la rencontre contre les Pays-Bas vendredi où la qualification est possible en cas de victoire ou match nul. Et dans ce cas, aucun intérêt de tenter le diable avec son capitaine.

Comment remplacer Mbappé?

« C'est un joueur différent, un joueur qu'on ne pourra pas remplacer, pas la peine de chercher. C'est l'équipe qui permettra de le remplacer. » Signée Luis Enrique, dans l'optique de l'après-Mbappé au PSG, cette déclaration peut s'appliquer à l'équipe de France. Chacun devra faire un peu plus, un peu mieux, pour faire oublier l'absence du natif de Paris. Et marquer des buts. Deschamps devra néanmoins choisir un homme pour le remplacer numériquement, à gauche ou dans l'axe. Plusieurs options s'offrent à lui, à commencer par l'insubmersible Olivier Giroud, souvent annoncé remplaçant au départ, régulièrement titulaire à la fin des compétitions. Le désormais ex-Milanais de 37 ans sera-t-il le premier bénéficiaire de ce coup dur ? *« Je ne pense pas à moi à ce moment-là. Je pense à lui, à l'équipe »*, promet-il.

Giroud pour Mbappé, le grand écart sur le plan tactique. Si le sélectionneur veut continuer à miser sur la vitesse dans l'axe, il se tournera peut-être vers Randal Kolo Muani. Sauf que le Parisien sort d'une saison catastrophique. Confiance brisée. Pari risqué ? Titulaire mais peu en vue lundi, majoritairement à gauche, Marcus Thuram postule au poste d'avant-centre même s'il évolue davantage en soutien de Lautaro Martinez à l'Inter Milan. En termes de mouvement, de replis et de profondeur, il remplit le cahier des charges. Plutôt en concurrence avec Ousmane Dembélé à droite, Kingsley Coman peut évoluer à gauche. Reste la possibilité Bradley Barcola : l'ailier de 21 ans est un néophyte à ce niveau, mais il a montré à Paris que les hauts sommets ne lui font pas peur. Talentueux balle aux pieds, discipliné défensivement et percutant, des qualités qui, malgré son inexpérience, pourraient séduire Deschamps, comme Luis Enrique.

Les Bleus peuvent-ils gagner sans lui ?

Tout dépend de la définition de « gagner ». Imaginer l'équipe de France sacrée le 14 juillet prochain, à Berlin, sans son capitaine, relève de la folie douce. Après avoir pris les trois points contre l'Autriche et sachant qu'outre les deux premiers de chaque groupe, quatre des meilleurs troisièmes verront les 8es de finale, les Bleus sont sur les bons rails en vue de la qualification. Vendredi, ils ont rendez-vous avec les Pays-Bas pour *« la grosse confrontation du groupe »*, comme le résume Giroud. *« Le vainqueur serait en bonne posture pour la suite. On peut envisager ce match plus sereinement parce que c'est important de prendre trois points dès le départ »*, ajoute-t-il. Une chose est sûre : l'équipe de France devra hausser le curseur en termes d'efficacité face aux Oranje. Et ce sans son meilleur atout offensif.

« On se serait simplifié la fin de match en marquant au moins un deuxième but mais l'important est d'avoir généré ces occasions. On espère qu'elles finiront au fond lors du prochain match », note Jules Koundé. Il vaudrait mieux, car les Néerlandais ne seront pas aussi inoffensifs que les Autrichiens… À noter que l'équipe de France n'a gagné aucun des sept derniers matches quand Mbappé a manqué à l'appel ou qu'il n'a pas joué plus d'une mi-temps (4 nuls et 3 défaites). Un seul être vous manque… ■

PROGRAMME EURO

GR. F	TURQUIE	lundi	GÉORGIE
GR. F	PORTUGAL	-	REP. TCHÈQUE
GR. B	CROATIE	mardi 15h beIN	ALBANIE
GR. A	ALLEMAGNE	18h beIN	HONGRIE
GR. A	ÉCOSSE	21h beIN	SUISSE

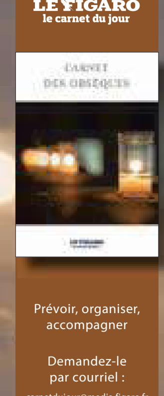
Zidane, Parker, Dupont… Ces précédents fâcheux qui ont conduit à des éliminations précoces

L'équipe de France au-dessus de tout et de tous ? Oui, mais certaines individualités font exception à la règle. En leur temps et dans leur discipline respective, Tony Parker, Zinédine Zidane et Antoine Dupont sont de cette caste, celle des superstars, des indispensables. Trois joueurs qui ont en commun d'avoir été freinés par les blessures avant ou pendant une compétition internationale majeure en sélection nationale. Et ça ne s'est pas bien fini pour les Bleus…

La cuisse pour « Zizou » juste avant le Mondial 2002, l'œil pour Parker dans les semaines qui ont précédé les JO 2012 et la pommette pour Dupont, en plein cœur de la Coupe du monde 2023 en France. Trois feuilletons qui ont rythmé le quotidien des Tricolores dans les trois disciplines, pollué l'actualité de leur sélection dans les médias mais aussi au sein du groupe. Forfait pour les deux premiers matchs en Corée du Sud (Sénégal, Uruguay), Zinédine Zidane n'avait pas totalement récupéré face aux Danois (0-2). Pas de miracle pour des Bleus en bout de course, en fin de cycle et éliminés dès le premier tour après avoir remporté la Coupe du monde 1998 et l'Euro 2000. Pas de triplé. Fiasco aux multiples raisons. La saga Zidane en est une.

Pour ce qui est de la sortie de piste des Bleus du basket - vice-champions d'Europe en 2011 - face à l'Espagne, en quarts de finale des Jeux de Londres, on soulignera que Tony Parker a globalement tenu son rang malgré une préparation tronquée. Le meneur des Spurs, lunettes de protection sur le museau, était monté en puissance au fil des matchs. On n'a pas oublié les magouilles espagnoles, perdant sciemment contre le Brésil pour éviter les Américains et affronter la France… De leur point de vue, le calcul était le bon. Les faits leur ont donné raison. Allez savoir si, avec un « TP » à 100 % de ses moyens, l'équipe de Vincent Collet n'aurait pas fait payer ce calcul d'épicier ? Ça n'était pas passé loin…

Touché face à la Namibie en début de tournoi, Antoine Dupont avait retrouvé le XV de France à temps pour défier l'Afrique du Sud, en quarts de finale. Le tout avec un masque de protection sur le visage. *« Des idées de masques »*, s'amusait Mbappé lundi. *« MP (message privé) pour un code promo, Mbappé, j'ai des plans »*, a plaisanté la star du XV de France. Ce dernier a beaucoup moins rigolé face aux Springboks, lui qui avait tout de même produit une prestation honorable. Mais pas au niveau de celles qui avaient fait de lui le meilleur joueur du monde… ■ **C. R.**



deuils

Marie-Chantal et Jean-Jacques Carré,
Jean-François et Sylvie Agabriel,
Jacques et Claire Agabriel,
Pierre et Chantal Agabriel,
Jean-Marc et Hélène Agabriel,
ses enfants,

ses 14 petits-enfants
et 22 arrière-petits-enfants

ont la douleur
de vous faire part du décès de

Nicole AGABRIEL
née Isnard,

le 17 juin 2024,
dans sa 100e année.

La cérémonie religieuse
aura lieu le vendredi 21 juin,
à 11 h 15, en l'église
Saint-Pierre-du-Gros-Caillou,
Paris (7e).

Tina Bernachon-Irisarri,
son épouse,
Justine, Augustin et Eugénie
Bernachon,
ses enfants,
et leurs conjoints,

Catherine et Pierre Baillet,
sa sœur et son beau-frère,
Ignacio et Katy Irisarri,
Txen Irisarri,
Pilar de la Béraudière,
Miguel et Alma Irisarri,
ses beaux-frères
et belles-sœurs,
ses neveux et nièces

ont l'immense tristesse
de faire part du décès du

docteur Patrice BERNACHON

survenu le 14 juin 2024, à Paris.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-François-Xavier,
à Urrugne
(Pyrénées-Atlantiques),
par le père Mikel Epalza,
aumônier des marins,
le vendredi 21 juin 2024,
à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

tina.bernachon@free.fr

Aline et Henri Decombe,
Claire et Guillaume Bolot,
Bénédicte Chauvet
et Xavier Lagarin,
ses enfants,

Martin, Eloïse, Cécile
et Simon,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de faire part du décès de

Christiane CHAUVET
née Bernet,

survenu le 16 juin 2024,
dans sa 95e année,
à Romanèche-Thorins.

La cérémonie religieuse sera
célébrée le vendredi 21 juin,
à 15 heures, en l'église
de Romanèche-Thorins.

96, rue de la Sambinerie,
71570 Romanèche-Thorins.

Le Touquet-Paris-Plage.

Dorothée Colrat
et Nicolas Deffayes (†),
Charlotte Lacroux
et Grégory Bret,
ses filles et ses gendres,
Emma, sa petite-fille,

Martine et Claude (†) Lamotte,
sa sœur et son beau-frère,
Constance Catry (†),
Audrey et Florent Gaignault,
ses nièces, son neveu,
et leurs familles,

toute la famille,

le personnel médical
qui l'a accompagnée

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Mme Marie-Christine COLRAT
née Normand,

le dimanche 16 juin 2024,
à l'âge de 79 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 21 juin, à 14 h 30,
en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc
du Touquet-Paris-Plage.

L'inhumation aura lieu
au cimetière
du Touquet-Paris-Plage
dans la sépulture familiale.

« Les Treize Vents »,
349, avenue François-Godin,
62520 Le Touquet-Paris-Plage.

Emmanuel et Rodolphe
Chevallier,
ses fils,
Sébastien, Thibault et Gabriel
Chevallier,
ses petits-fils,
Juliette et Maxime
Chevallier Giantsios,
ses arrière-petits-enfants,

Patricia Lisette,
sa nièce, et ses enfants,
Axel et Ambre,

parents et alliés

ont l'immense douleur
de vous faire part
du décès accidentel de

M. Bernard CHEVALLIER
commandeur
des Arts et des Lettres,
conservateur général
honoraire du patrimoine,

survenu à Paris (19e), fauché
brutalement par une voiture,
dans sa 81e année.

Le service religieux
sera célébré le lundi
24 juin 2024, à 17 heures,
en la chapelle de la Fondation
Eugène-Napoléon, 254, rue
du Faubourg-Saint-Antoine,
Paris (12e).
Un registre sera mis
à disposition.

L'inhumation aura lieu
dans la plus stricte intimité,
le mercredi 26 juin 2024,
dans le village familial
en vallée Bance (Eure).

À la place des fleurs
et des couronnes, **Bernard**
aurait souhaité des dons à
la Société des amis
de Malmaison.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Elisabeth Caude,
directrice des
musées nationaux
des châteaux de Malmaison
et de Bois-Préau,
de la maison Bonaparte
à Ajaccio
et des musées de l'Île d'Aix
et l'ensemble du personnel,

le général d'armée (2S)
Bernard Thorette,
président de la
Société des amis
de Malmaison
et l'ensemble des membres

ont la profonde tristesse
de vous faire part du décès de

Bernard CHEVALLIER
conservateur général
honoraire du patrimoine,
commandeur
des Arts et des Lettres,

ancien conservateur
puis directeur
des musées nationaux
de Malmaison, de Bois-Préau,
d'Ajaccio et de l'Île d'Aix
de 1980 à 2008,

et vous prient d'assister
ou de vous unir d'intention
à la cérémonie d'obsèques
qui sera célébrée le lundi
24 juin 2024, à 17 heures,
en la chapelle de la Fondation
Eugène-Napoléon, 254, rue
du Faubourg-Saint-Antoine,
Paris (12e).

Rennes.

Isabelle et Bertrand Schwerer,
Françoise Danrigal
et Claude Huyghens (†),
Yvonne et Philippe Delaval,
Anne-Laurence et Marc
Felissent,
Marie-Bénédicte
Danrigal Noyer,
Sylvie Danrigal Jaloux,
ses enfants,
ses 17 petits-enfants
et 43 arrière-petits-enfants,
Agnès et Denis (†) Guy,
Françoise et Marc Chatel

vous font part
du rappel à Dieu de

Yvonne DANRIGAL
née Monnier,

le mardi 18 juin 2024,
dans sa 104e année.

La messe d'À-Dieu
sera célébrée
le samedi 22 juin 2024,
à 14 h 30, en l'église
Saint-Hélier de Rennes.

Ni fleurs ni couronnes.

Isabelle, son épouse,
Lavinia, sa fille,
et toute sa famille

ont la douleur
de vous faire part du décès de

Dominique JAILLARD
professeur
d'histoire des religions
à l'université de Genève,

survenu le 14 juin 2024,
à Genève.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le samedi 22 juin, à 10 h 30,
en l'église de Ceyzérieu (Ain).

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue de la Charrière,
01350 Culoz-Béon.

Mme Katharine Denis,
son épouse,

Michaële Denis,
sa sœur,

Alexandra Pouliquen,
Lucie Jérôme,
ses filles,
Édouard Denis (†),
Charles Denis,
ses fils,

Mathilde, François, Sybile,
Alice et James,
ses petits-enfants,

ont le chagrin
de vous faire part du décès de

M. Jean-Marcel DENIS

survenu paisiblement
à son domicile,
le lundi 17 juin 2024.

Une cérémonie religieuse
aura lieu le vendredi 21 juin,
à 10 heures, en l'église
Notre-Dame-de-Nazareth,
351, rue Lecourbe, Paris (15e).

Jean-Pierre et Mireille Flouzat,
Me Marie-Dominique
Flouzat-Auba
et M. Pierre Auba,
ses enfants,
Julien, Matthieu, Amandine,
Julie et Caroline,
ses petits-enfants,
Adrian, son arrière-petit-fils,

Henri et Anne Osmont d'Amilly,
Jean-Gabriel Osmont d'Amilly,
ses beaux-enfants,
et leurs enfants,
Augustin, Juvénal, Antoine,
Charlotte, Marguerite,

ont la douleur
de faire part du décès de

Denise
FLOUZAT-OSMONT d'AMILLY
ancien recteur de
l'académie d'Orléans-Tours,
commandeur
de la Légion d'honneur,

survenu le 12 juin 2024,
dans sa 96e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Lambert-de-Vaugirard,
à Paris (15e),
le vendredi 21 juin, à 10 h 30.

Paris (16e).

En union avec
Jacqueline Jeanteur,
née Cavroy, son épouse,

Olivier, Pascale,
Claire, François-Xavier,
Denis et Khamphoukh,
ses enfants, et leurs conjoints,
ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants,
ses frères,
Robert, Philippe et Jacques,

ont la douleur
de faire part du décès de

Bernard JEANTEUR

survenu le 17 juin 2024,
à l'âge de 95 ans, à Paris.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Notre-Dame-de-Grâce-
de-Passy, à Paris (16e),
le lundi 24 juin, à 10 h 30.

Son épouse Jeanine,

ses enfants,
Éric et Aurore,

et ses petits-enfants,
Philippe, Juliette, Lucille,
Adam, Amélie et Richard,

ont la profonde douleur
de vous faire part du décès de

Jacques LECLERCQ
1942-2024,

survenu le 17 juin 2024.

L'inhumation, précédée
d'une courte cérémonie,
aura lieu
le jeudi 20 juin, à 15 h 15,
au cimetière du Montparnasse,
3, boulevard Edgar-Quinet,
Paris (14e).

M. et Mme Jean de Montard,
M. Emmanuel de Montard,
M. Pierre de Montard,
M. et Mme
François-Xavier de Montard,
ses neveux et nièces,
et leurs enfants

ont la tristesse d'annoncer
le rappel à Dieu de

Thérèse de MONTARD

le 14 juin 2024, dans
sa quatre-vingt-quatorzième
année.

La messe sera célébrée
ce mercredi 19 juin, à 10 h 30,
en l'église Saint-Roch, 296, rue
Saint-Honoré, à Paris (1er).

L'inhumation aura lieu
dans l'intimité, au cimetière
de Saint-Martin-de-Seignanx.

Ses neveux,
Laurent et Sylvain Coenca,
leurs épouses,
Brigitte et Marie Coenca,
leurs enfants,
David, Jonathan et Mickaël,

et toute sa famille

ont la tristesse
de faire part du décès de

Mme Cécile PETITGRAND
née Hermalin,

le 15 juin 2024,
à l'âge de 101 ans.

Les obsèques auront lieu
le jeudi 20 juin, à 15 h 15,
au cimetière parisien
de Bagneux (Hauts-de-Seine).

Neuilly-sur-Seine
(Hauts-de-Seine).

Le docteur Jean-Pierre
Roulaud,
son époux,
Jean-Paul, Claudine, Florence,
Jean-Bernard, Julien, Olivier,
Aurélie,
ses neveux et nièces,
Martine, Chantal,
ses belles-sœurs,

ont la tristesse
de faire part du décès de

Mme Christiane ROULAUD
née Gravas,

survenu le 14 juin 2024,
à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en la chapelle haute
de l'église Saint-Pierre
de Neuilly-sur-Seine,
1, boulevard Jean-Mermoz,
dans l'intimité familiale,
le vendredi 21 juin, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Je ne meurs pas,
j'entre dans la Vie. »
Sainte Thérèse
de l'Enfant-Jésus.

Tours.

Bénédicte et Michel Oblin,
Marie-Thérèse Rouxel,
Henri-François et Catherine
Rouxel,
Bruno et Annaig Rouxel,
Anne et Joël Malardel,
ses enfants,
avec ses petits-enfants,
leurs conjoints
et ses arrière-petits-enfants

vous font part
du rappel à Dieu de

Mme Xavier ROUXEL
née Odile Gauvin,

le 15 juin 2024, à l'âge de 98 ans.

La messe d'À-Dieu
sera célébrée
le vendredi 21 juin 2024,
à 14 heures, en la cathédrale
Saint-Gatien, à Tours.

M. et Mme Sébastien
Thollot-Wertheimer,
M. et Mme Pierre Wertheimer,
ses enfants,

ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Mme Jacques WERTHEIMER
née Danielle Louyot.

La cérémonie religieuse aura
lieu le vendredi 21 juin 2024,
à 10 heures,
en l'église Saint-Pierre
de Charenton-le-Pont
(Val-de-Marne).

souvenirs

Il y a cinq ans,
le 19 juin 2019,

Régis BÉZIAT

nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu et
aimé aient une pensée pour lui.

Il y a vingt-deux ans,
le 19 juin 2002,

Jacques GAUDIN

nous quittait.

« Il faut compenser
l'absence par le souvenir.
La mémoire est le miroir où
nous regardons les absents. »
Joseph Joubert.

Sylvie Doré,
Philippe Levy,
l'agence Florence Doré.

---

disparition

Paul Chemetov, architecte engagé



Paul Chemetov, le 24 août 2005. PASCAL PAVANI/AFP

Béatrice de Rochebouët

Son engagement d'architecte dans la cause sociale est ce qui restera de Paul Chemetov, figure majeure de l'architecture et de l'urbanisme en France, dernier géant d'une époque où la reconstruction allait de pair avec l'innovation de l'après-guerre.

Il s'est éteint le 16 juin, à 95 ans, rue de l'Épée-de-Bois (Paris 5). Sa maison au toit terrasse donnant sur le Panthéon, il l'avait fait naître d'un immeuble de 1904 inachevé, «*n recomposant, en bricolant parfois*» car «*conserver, c'est transformer*», disait-il, dans le livre d'entretien de Frédéric Lenne, *Paul Chemetov. Être architecte* (2019). Il avait la culture du réemploi, question aujourd'hui au cœur des enjeux écologiques. Une démarche à l'opposé de celle des architectes stars privilégiant l'audace et la performance. «*Ce qui ne l'a pas rendu célèbre*», conclut l'auteur.

L'architecture dépassant le fait de construire, tel fut le combat de la longue vie de Paul Chemetov, crinière blanche ne craignant pas les vifs débats. «*Il ne s'était pas préparé à être un vieil homme usé par l'existence. Lui qui était toujours allé de l'avant, avec une incroyable énergie vitale*», confie Alexandre Chemetoff, son fils, 74 ans, devenu lui aussi architecte, urbaniste et paysagiste. «*On peut être critique sur sa production et je l'ai été parfois. Mais on ne peut qu'admirer ses convictions même si on ne les partage pas*», ajoute celui qui évoque son père, un temps militant du Parti communiste, dès les années 1940. Le virtuose du béton armé qualifié de «*pape du logement social*» avait été amené à débattre sur la question des HLM, dont l'une de ses premières réalisations fut à Vigneux-sur-Seine, en 1964-1965. Il était contre l'urbanisation pavillonnaire. Dès 1970-1980, son terrain de jeu fut alors cette banlieue rouge communiste, avec sa résidence Les Coursives, à Pantin, décriée pour tant ressembler à une grande muraille rouge. Il l'a construite en 1981 et la rénova quarante ans plus tard.

Fils d'un couple d'émigrés russes, Paul Chemetov (avec un v, selon l'alphabet cyrillique), surnommé amicalement «Chem», a grandi à Paris, où il est né en 1928, dans le 16e arrondissement. «*Choisis un métier que tu pourras faire dans tous les pays du monde*», avait dit le père à son fils. En 1946, Paul Chemetov, qui rêvait d'être philosophe mais était déjà inspiré par Le Corbusier, entre à l'École nationale supérieure des beaux-arts de Paris. Il en sort diplômé en 1959, après avoir travaillé auprès d'André Lurçat, Jean Badovici et Guillaume Gillet. En 1961, il intègre l'Atelier d'urbanisme et d'architecte (AUA), fondé par Jacques Allégret. Frondeur, Paul Chemetov fut une figure majeure de cet atelier novateur prônant l'esprit collaboratif et les concours plus révélateurs de talents.

«Une conscience de l'architecture»

En 1998, Paul Chemetov remporte, avec Boria Huidobro, celui pour le ministère de l'Économie et des Finances, un bâtiment paquebot, à Bercy-Paris. Ensemble, ils réalisent l'ambassade de France à Delhi (1982-1985), la réhabilitation de la Grande Galerie de l'évolution du Muséum d'histoire naturelle à Paris (1987-1994), les bibliothèques d'Évreux (1994) et de Montpellier (2000) ou le Palais omnisports de Metz (2001). En solitaire, il s'attaque à la place Carrée du Forum des Halles. Parmi ses derniers projets : la Méridienne verte pour célébrer l'an 2000 avec une plantation de milliers d'arbres retraçant la ligne invisible du méridien de Paris, du nord au sud de la France. «*Mon père a eu un parcours tout à fait singulier, par sa longueur - 75 ans !- ce qui lui a fait traverser les époques. Il prenait position, écrivait, intervenait dans le débat public. Il est ainsi devenu une sorte de conscience de l'architecture*», explique son fils, Alexandre.

Paul Chemetov, professeur à l'École nationale des Ponts et Chaussées, a écrit seul ou en collaboration plus de quinze ouvrages de référence dont *La Fabrique des villes* (1992). «*Tout en les repoussant, il aimait les honneurs, comme son titre de commandeur de la Légion d'honneur. Il avait ce désir de plaire tout en voulant rester un penseur libre*», résume-t-il. En témoigne ce livre de conversation *Le Beau, le Brut et les Truands*, avec Rudy Ricciotti, architecte pamphlétaire. Le dialogue réunit deux monstres sacrés en rien semblables mais réunis par la même conscience du devoir de l'architecte. Qui sont les truands ? Comme le dit son fils : «*On ne sait pas mais chacun s'y reconnaîtra ou y reconnaîtra... les auteurs.*»

Âge, sexe, profession, ancrage territorial : comment a évolué l'électorat du Rassemblement national ?

Le RN a désormais l'électorat le plus proche de l'ensemble de la population française. Sur le plan géographique aussi, grâce à une progression en dehors de ses zones de force initiales.

PAR
Mathieu Gallard, en partenariat avec la Fondation Jean Jaurès*

Dès son irruption sur la scène politique aux élections européennes de 1984, les spécialistes du vote mettaient en avant les spécificités de l'électorat du Front national : ancré au sein des catégories populaires, marqué par un fort tropisme masculin et s'appuyant territorialement sur des bastions bien définis. Le scrutin européen du 9 juin montre que l'électorat du Rassemblement national, en s'élargissant, a aussi vu certaines de ses caractéristiques sociales et géographiques se diluer.

LA FIN DU « GENDER GAP »

Dès 1984, le Front national a été marqué par un vote s'appuyant sur les hommes : Nonna Mayer y voyait la conséquence de l'articulation de dimensions sociologiques comme l'influence du catholicisme chez les femmes, du mouvement d'émancipation féminin qui les aurait conduites à rejeter un certain conservatisme social et d'un rejet d'une forme de violence politique incarnée par Jean-Marie Le Pen. Ainsi, lors des européennes de 1984, 14 % des hommes avaient fait le choix de la liste de Jean-Marie Le Pen, contre 8 % des femmes – une tendance qui s'est poursuivie plusieurs décennies. L'accession de Marine Le Pen à la tête du parti en 2011 a toutefois changé la donne : sa stratégie de dédiabolisation du parti s'est appuyée sur la promotion d'un message de protection des femmes vis-à-vis des dangers que feraient peser sur leurs droits l'immigration ou l'islam. De plus, certaines évolutions sociales ont peu à peu affaibli les barrières traditionnelles au vote en faveur de l'extrême droite (le recul de la pratique religieuse catholique), tandis que les difficultés sociales spécifiques touchant les femmes des milieux populaires les ont rendues plus sensibles aux thématiques du parti. L'impact est visible : l'écart entre le vote des femmes et des hommes en faveur du RN s'est réduit lors des élections présidentielles de 2012 puis de 2017, notamment chez les jeunes générations, avant de totalement disparaître depuis 2022. Il n'y a désormais plus de spécificité de genre dans le vote RN.

UN ÉLECTORAT PROCHE DE L'ENSEMBLE DE LA POPULATION

Les élections européennes ont été marquées par une nette progression du RN au sein de toutes les tranches d'âge par rapport au scrutin de 2019 : + 6 points chez les 70 ans et plus, + 10 points chez les moins de 35 ans et jusqu'à + 11 points chez les 60-69 ans. Le parti atteint des niveaux historiques dans toutes les classes d'âge, tout en conservant une structure marquée par une présence plus forte au sein des catégories intermédiaires (des trentenaires jusqu'aux sexagénaires) et des niveaux sensiblement inférieurs à la moyenne chez les plus jeunes et les seniors.

Reste que la forte participation électorale des seniors (68 % des 60 ans et plus ont voté, contre 37 % des moins de 35 ans) fait qu'ils pèsent d'un poids inédit : pour la première fois, quatre électeurs RN sur dix ont 60 ans ou plus, contre 21 % lors de l'élection présidentielle de 2017. En revanche, du fait d'une mobilisation limitée, les jeunes restent en proportion très minoritaires : 19 % de l'électorat RN a moins de 35 ans, un niveau stable dans le temps. On constate par ailleurs que l'élargissement progressif de l'électorat RN lui permet d'être implanté dans toutes les catégories d'âge, là où ses concurrents s'appuient généralement sur certaines générations précises.

Les européennes ont été marquées par une poussée du RN dans toutes les catégories socioprofessionnelles, mais le renforcement au sein du socle ouvrier (+ 13 pts, à 53 %) et employé (+ 11 pts, à 39 %) semble avoir été encore plus marqué que la percée chez les cadres, auparavant totalement hostiles (+ 7 pts, à 20 %). On constate aussi que l'augmentation est nettement plus forte chez les personnes ayant un niveau de diplôme inférieur au baccalauréat (+ 14 pts, à 47 %) ou de niveau baccalauréat (+ 14 pts, à 38 %) que chez ceux ayant un diplôme de niveau bac + 3 ou plus (+ 4 pts, à 16 %). Pour autant, le RN bénéficie là aussi d'une structure de son électorat très diversifiée, et donc beaucoup plus proche de l'ensemble de la population que les autres grandes formations politiques.

UNE FORTE PROGRESSION EN DEHORS DE SES BASTIONS

On constate un même phénomène en termes géographiques. Des élections européennes de 2014 à celles de 2024, le RN a avant tout progressé hors de ses fiefs historiques, se développant dans des zones rurales, de tradition catholique (Bretagne intérieure, Vendée, Cantal, Lozère…) ou « laïque » (Champagne, Bourgogne, Eure-et-Loir…).

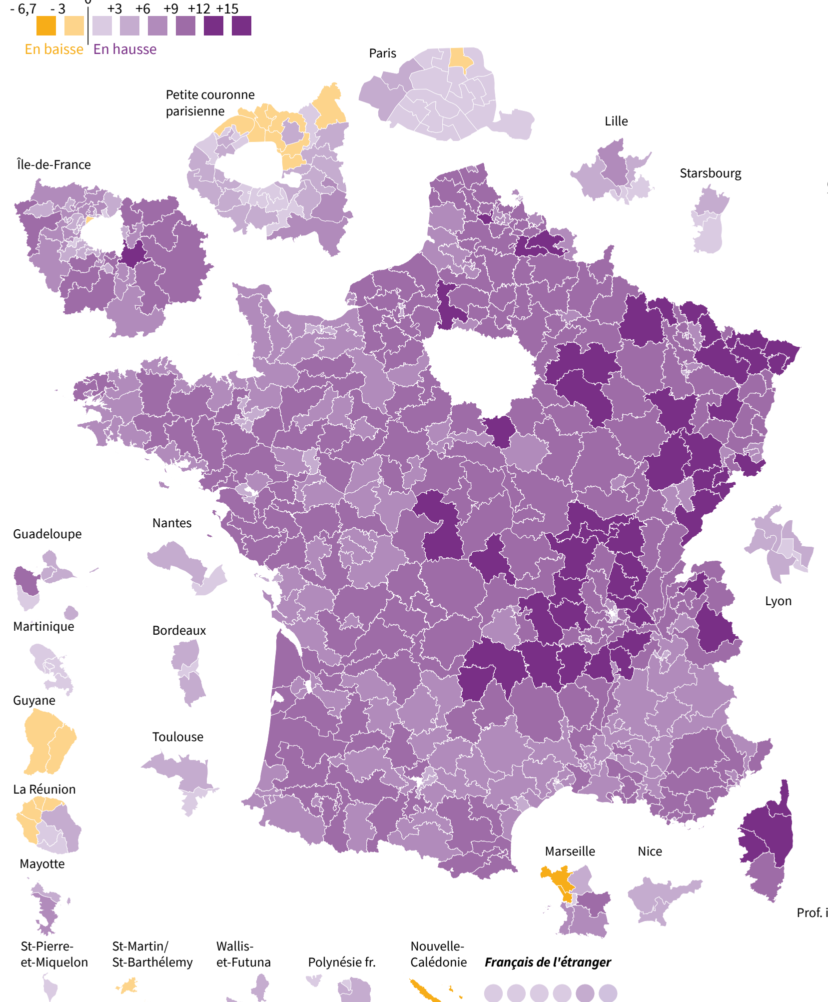
De fait, le RN progresse très fortement par rapport à 2019 dans les communes de petite taille (+ 10,7 pts, à 38 %, dans les communes de moins de 5 000 habitants) et rurales (+ 9,6 pts, à 37,7 %, dans les « communes hors attraction des villes », selon la catégorisation de l'Insee), alors qu'il stagne dans les pôles urbains : + 2,9 points, à 17 %, dans les communes de plus de 100 000 habitants et + 3,1 points, à 18 %, dans les « communes-centres des aires urbaines de 200 000 habitants et plus ». L'écart entre le vote des zones rurales et des centres des grandes agglomérations est plus fort que jamais, même si, pour l'économiste Olivier Bouba-Olga, ces écarts sont liés à des sociologies différentes (les territoires ruraux ont une population nettement plus âgée et populaire que les grandes agglomérations) plus qu'à l'effet propre du lieu de résidence.

S'élargir aux seniors, aux cadres ou aux diplômés du supérieur est un atout évident, lui permettant d'être moins dépendant des logiques de participation électorale « intermittente » des catégories populaires. Mais face à un électorat de plus en plus hétérogène, on peut faire l'hypothèse qu'au-delà des grands marqueurs communs (pessimisme sur l'avenir du pays, rejet des élites, hostilité à l'immigration et à la diversité culturelle…) les attentes des électeurs RN en matière économique, sociale et sociétale sont plus hétérogènes que dans le passé. S'il parvient au pouvoir, la question de sa capacité à concilier des clientèles électorales aux aspirations disparates se posera plus que jamais. ■

** Mathieu Gallard est directeur d'études à Ipsos France.*

L'évolution du vote RN

Circonscription par circonscription, la variation du score de la liste Bardella des européennes de 2019 à celles de 2024



Une progression plus forte dans les petites communes

Progression du score du RN entre 2019 et 2014, dans les villes …

Taille de commune	Progression
… de plus de 100 000 habitants	2,86 %
… de 50 000 à 100 000 habitants	4,07 %
… de 20 000 à 50 000 habitants	6 %
… de 10 000 à 20 000 habitants	8,17 %
… de 5 000 à 10 000 habitants	9,56 %
… de 2 000 à 5 000 habitants	10,53 %
… de 1 000 à 2 000 habitants	**11,3 %**
… de 0 à 1 000 habitants	10,53 %

Composition de l'électorat du RN aux européennes

Par âge

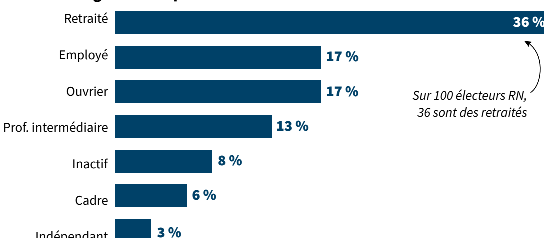
Sur 100 électeurs RN, 21 ont plus de 70 ans, contre 46 électeurs Renaissance sur 100

Âge	RN 2017	RN 2019	RN 2022	RN 2024	Renaissance 2024	LFI 2024
70 ans et plus	8 %	18 %	12 %	21 %	46 %	9 %
60-69 ans	13 %	21 %	18 %	19 %	20 %	10 %
50-59 ans	21 %	23 %	23 %	20 %	13 %	11 %
35-49 ans	34 %	24 %	27 %	21 %	13 %	21 %
25-34 ans	15 %	9 %	11 %	10 %	4 %	20 %
18-24 ans	9 %	5 %	9 %	9 %	4 %	29 %

Par sexe

Hommes : 14, 18, 14, 13, 19, 8, 21, 14, 9, 21, 26, 24, 26, 23, 32 %
Femmes : 8, 11, 10, 8, 12, 5, 13, 7, 3, 15, 24, 19, 20, 23, 30 %
1984 1988 1992 1996 2000 2004 2008 2012 2016 2020 2024

Par catégorie socioprofessionnelle



« L'extrême gauche menace l'unité nationale »



FRANÇOIS FILLON

La crise politique ouverte par la dissolution de l'Assemblée nationale constitue l'épilogue de l'élection présidentielle de 2017, estime l'ancien premier ministre, pour qui l'hypercentre d'Emmanuel Macron a produit une montée aux extrêmes.

La crise politique ouverte par le résultat des élections européennes et la dissolution de l'Assemblée nationale constitue l'épilogue de l'élection présidentielle de 2017. L'élection d'Emmanuel Macron, dans un contexte faussé par la mise en œuvre d'une procédure judiciaire sans précédent, a privé la France du débat démocratique équitable qu'elle méritait. Élu, le président a cru pouvoir dynamiter les vieux clivages qui garantissaient l'essentiel du fait démocratique : l'alternance. « Ni droite ni gauche » : le slogan est apparu sympathique à de nombreux Français lassés par des débats souvent stériles qui dissimulaient mal l'impuissance des gouvernants. En créant un hypercentre dont beaucoup de dirigeants avant lui avaient rêvé, Emmanuel Macron a rejeté les oppositions dans l'impasse des extrêmes. Cette stratégie lui a permis d'être réélu en 2022 mais l'a déjà privé d'une majorité à l'Assemblée nationale.

Sans alternative à droite comme à gauche, les Français opposés à la politique du président se sont progressivement réfugiés aux extrémités du spectre politique. Les anathèmes souvent anachroniques jetés à la face du Rassemblement national comme les comportements violents et parfois antisémites de La France insoumise n'y ont rien fait : ces deux partis sont désormais les principales forces politiques en France.

Cette situation est dangereuse, car elle porte en elle les germes d'une crise de régime doublée d'une crise économique et financière et d'une crise sociale. D'autant plus qu'elle survient dans un contexte international explosif avec les guerres en Ukraine, à Gaza, au Yémen et au Soudan et la confrontation chaque jour plus dangereuse entre la Chine et les États-Unis. Peut-on encore éviter cette quasi-guerre civile qui risque à tout moment de déboucher sur une violence dont la France est hélas coutumière ?

Il faudra beaucoup d'efforts au chef de l'État pour éteindre le feu électoral qu'il a sciemment allumé. Pour commencer, puis-je lui conseiller d'avoir l'humilité de se poser une question : à qui la faute ?

Pas aux Français furieux de voir l'État impuissant face à la montée de l'insécurité et d'une immigration incontrôlée qui déstabilise les mœurs françaises et les valeurs de la République. Pas aux électeurs des territoires désindustrialisés et des campagnes oubliées. Pas aux usagers des services publics, hôpitaux et écoles au bord de la rupture. Et enfin pas aux classes moyennes dont les espoirs d'ascension sont asphyxiés.

Dans mon département de la Sarthe, je vois la précarisation rampante d'une commune autrefois paisible et prospère. Je rencontre mes concitoyens de droite comme de gauche, parfois des amis proches, qui sont prêts à donner une chance au parti de Mme Le Pen. Tous ces Français ne sont ni des « fascistes » ni ces « idiots » que certaines élites responsables de leur souffrance clouent au pilori.

J'ai toujours combattu l'extrême droite comme l'extrême gauche, mais je n'ai jamais méprisé leurs électeurs. Il faut les entendre et agir d'une main ferme sur les racines de leur colère. Il faut leur proposer une vision de la France insufflant une volonté et la fierté d'avancer ensemble afin de restaurer l'ordre, la justice et la puissance du pays. Ce projet, je l'ai proposé en 2017. Il était radical, on me l'a suffisamment reproché. Mais ma conviction était et reste que seule une transformation nationale est en mesure d'éviter une conflagration nationale. J'ai échoué, mais j'ai la faiblesse de penser que ce projet aurait pu changer la situation et nous éviter les drames qui se profilent.

L'extrême droite, malgré sa mue, n'est pas en mesure de redresser notre pays

Aujourd'hui, je ne donne pas de leçons de vote à mes compatriotes. Le temps des prescripteurs d'opinion est révolu. Mais, pour autant, je les invite à ne pas perdre de vue l'intérêt national.

Le nouveau programme commun de la gauche fait apparaître celui de 1981 comme une bluette sociale-démocrate. Le comportement de La France insoumise depuis son irruption à l'Assemblée nationale en 2022 est incompatible avec notre pacte républicain. L'accord passé par le Parti socialiste, dans un effort désespéré pour sauver quelques circonscriptions, est une faute grave qu'il tente de dissimuler derrière la menace grotesque de l'arrivée des « fascistes » au pouvoir.

Mais le programme du Rassemblement national n'est pas en mesure de répondre aux défis français. Sur l'insécurité, beaucoup doit être encore fait pour que la peur change de camp. Mais sur l'immigration, les postures martiales ne suffiront pas. Une révision constitutionnelle, que j'avais proposée, est nécessaire pour lever les obstacles de droit interne et de droit européen qui paralysent la lutte contre l'immigration illégale. Mais voilà, pas de référendum possible sans le feu vert du président de la République. Concernant le pouvoir d'achat et notre modèle de solidarité, ils ne seront pas sauvés par ceux qui sont prêts à s'élancer droit dans le mur de la dette. La course folle à la dépense publique continue, mais les réalités économiques sont plus fortes que les promesses électorales. Plus la France sera endettée, plus la hausse des taux d'intérêt étranglera les Français en imposant ses hausses d'impôts et sa rigueur sociale aux plus modestes.

Combien de temps encore faudra-t-il pour accepter la vérité sur les conditions de la prospérité ? Combien de réformes repoussées aux calendes grecques pour enfin mesurer les dégâts de l'immobilisme ? Combien de déficits et de ressources englouties dans le remboursement de notre dette faudra-t-il pour comprendre qu'un pays qui sacrifie sa productivité, qui dépense plus qu'il ne gagne, est un pays économiquement vulnérable et socialement suicidaire ?

« *Le triomphe des démagogies est passager, mais les ruines sont éternelles.* » Puissions-nous, avant de voter, méditer une bonne fois pour toutes l'avertissement de Charles Péguy.

Fidèle à une certaine idée de la France et en mémoire des combats livrés avec Philippe Séguin, je persiste à penser que l'extrême droite, malgré sa mue, n'est pas en mesure de redresser notre pays. Mais, pire qu'elle encore, l'extrême gauche qui menace l'unité nationale doit être implacablement sanctionnée par les urnes. Je reste convaincu que notre pays a besoin d'une droite républicaine, forte et libre. Faisant entendre sa différence et bataillant pour l'unité nationale. J'en conviens, cette droite-là, la mienne, est en salle d'urgence. Je soutiens le combat difficile que vont conduire ses candidats dans le champ de ruine démocratique laissé par la majorité sortante. Mais 2024 ne doit être qu'un épisode tragique d'une longue histoire écrite par des hommes et des femmes admirables qui avaient profondément ancré en eux l'intérêt national. La seule façon de leur être fidèle sera de refonder totalement du sous-sol au plafond la droite française, libérale, nationale et humaniste pour rendre l'espoir à une nation condamnée aujourd'hui à de mauvais choix, sans perspective et sans avenir. ■

Des solutions pour baisser les dépenses publiques



DESSINS FABIEN CLAIREFOND

XAVIER FONTANET

Alors que la note financière de la France poursuit sa dégradation et que les candidats aux législatives rivalisent de propositions démagogiques, il faudrait imposer un régime de sportif à l'État-providence en s'inspirant des enseignements de l'économiste libéral Frédéric Bastiat, plaide l'ex-PDG du groupe Essilor

En cette période de campagne électorale, les discussions sur le pouvoir d'achat vont aller bon train. On va suggérer ici des baisses de la TVA, là des hausses de salaires, là encore des indemnités plus élevées pour rendre le chômage moins douloureux. Ces mesures soulageront les peines, mais seulement à très court terme. À moyen terme, c'est une tout autre affaire, elles vont provoquer une série de réactions en chaîne.

Il est un principe qu'il faudrait absolument enseigner dans nos écoles, il est simple et change votre vie quand vous l'avez compris : c'est le principe de l'action et de la réaction. On ne peut juger de la qualité d'une action qu'une fois pris en compte l'effet des réactions qu'elle a produites.

Les mesures citées ci-dessus vont créer des surcoûts sociaux et fiscaux qui finiront par se loger dans les prix de revient des entreprises. Les premières qui vont souffrir sont celles qui sont exposées à une concurrence étrangère de pays dont la sphère publique et sociale est plus légère que la nôtre. Nos exportations vont chuter et la désindustrialisation continuera. Notre balance commerciale se dégradera encore plus, cela freinera l'économie et les rentrées fiscales, avec, au bout du bout, une montée de la dette.

À ne s'occuper que des conséquences sans remonter à la source des problèmes, on renforce les causes qui les ont produits. Ce petit jeu dure depuis des décennies. Jugeons donc sur cinquante ans le PIB par tête des pays avec lesquels nous sommes en relation. Le résultat que chacun peut constater en allant sur les sites de la Banque mondiale est édifiant. Nous dégringolons régulièrement dans les classements de PIB par tête : le PIB par tête de la Suisse, qui était le même que le nôtre à la mort du regretté Pompidou en 1974, est deux fois et demie plus élevé aujourd'hui. Le smic en Suisse est à 5 000 euros, les problèmes de pouvoir d'achat ne sont évidemment pas les mêmes à Lausanne et à Paris. On va vous dire : petit pays ! Très bien, regardons les États-Unis : l'écart est pratiquement de 1 à 2. On va vous dire : oui, mais ce ne sont pas des Européens… Prenez les Pays-Bas ou le Danemark : on parle de 50 %.

La mort de Pompidou provoqua l'arrivée d'une nouvelle génération d'hommes politiques qui, voulant marquer leur différence, se sont appuyés sur des visions différentes du rôle de l'État dans l'économie. Pour Jacques Rueff, l'inspirateur de la vision de De Gaulle et de Pompidou, l'État devait rester sous les 30 % du PIB. La nouvelle génération a été séduite par la pensée de Keynes, qui prônait la dépense publique comme accélérateur de l'économie. C'est en 1974 qu'a eu lieu la rupture. Elle coïncidait avec la crise du pétrole, il n'était pas illégitime de doper l'économie pendant cette période troublée. Tout le monde l'a fait, mais seulement pendant deux ou trois ans. Ici, en France, ce fut différent, nos hommes politiques, de droite et de gauche, ont vu dans ces théories séduisantes un blanc-seing à leur politique de déficit, et les économistes prônant cette nouvelle approche se sont vu donner le micro. Le résultat est simple : la dépense publique est passée en cinquante ans de 30 % du PIB à 58 %, ce qui fait que le poids relatif de la sphère publique à la sphère privée a plus que… triplé !

Quand on compare les taux de croissance sur cinquante ans des économies avec les parts de dépenses publiques dans le PIB, on trouve une relation très exactement inverse. Les dépenses publiques qui devaient stimuler les économies les ont, de façon évidente, complètement freinées.

Historiquement, l'ajustement de la compétitivité se faisait par des dévaluations. L'entrée dans l'Europe et l'adoption de l'euro supposait que la France cale ses politiques financières sur celles de nos voisins. Ce ne fut pas le cas. Cerise sur le gâteau, Jacques Chirac a lancé l'idée séduisante (mais funeste !) de l'État-providence qui laisse penser que l'argent tombe du ciel. L'idée que l'État n'est pas comme un ménage ni comme une entreprise est rentrée dans les mœurs.

Tout un chacun sait que quelque chose ne va pas. On peut taxer les riches, mais l'expérience récente a montré que les gens vendent leurs entreprises et partent. Les 2 millions d'emplois récemment créés sont en grande partie le fruit de la suppression de l'ISF et de la baisse de fiscalité sur les dividendes. La note financière du pays est en train de se casser la figure, nos hommes politiques, de gauche et de droite, doivent reconnaître qu'il faut bouger.

Le fait nouveau, c'est qu'il y a eu dans le monde des cas exemplaires de pays qui ont réduit de façon significative les dépenses publiques, et que cela a dopé leur économie : Canada, Nouvelle-Zélande et, plus près de nous, Allemagne. Ces pays ont fait des réformes profondes, le Canada sur les dépenses régaliennes, la Nouvelle-Zélande sur la santé et la retraite, l'Allemagne sur le droit du travail et les relations entre l'État et la sphère sociale. Dans ces trois cas, les dépenses publiques ont été baissées de l'ordre de 12 points de PIB sur huit-dix ans. Les faits ont montré que cette baisse a en réalité fait croître l'économie du pays.

Le moment est propice pour populariser la pensée de Bastiat, génie français, respecté dans le monde entier à l'insu de nos compatriotes, et son fameux *Ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas*. Il faut comprendre qu'une dépense publique - un rond-point, par exemple -, ça se voit. Ce qu'on ne voit pas, c'est la dépense privée qui a été empêchée. Un rond-point, c'est effectivement une dépense qui va permettre de booster l'économie locale. Ce qu'on ne voit pas, c'est que c'est le résultat d'un impôt imposé à un particulier. Prenons un exemple qui fait comprendre les choses. Ça a pu être pris à un entrepreneur qui aurait acheté quelques machines-outils de plus ; elles auraient permis de produire des engrenages exportés, ce qui aurait créé des emplois durables, arrangé la balance commerciale et réduit la dette.

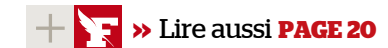
L'autre parabole de Bastiat, celle du bras gauche et du bras droit, complète l'explication. L'État, quand il vous redonne du sang dans le bras droit pour vous mettre en bonne santé, il est obligé de le prélever dans le bras gauche, mais il doit garder une partie pour gérer son périmètre, qui s'étend. Croyant nous renforcer, sur la durée, il monte les coûts de gestion de la société. Le jockey (l'État français) est devenu au fil du temps plus lourd que son cheval ; il lui prend son avoine et empêche ses pas.

Il est temps de revenir, en ce qui concerne la dépense publique et sociale, dans la moyenne européenne. Les solutions pour baisser intelligemment les dépenses publiques sont nombreuses, il suffit de copier ce qui a marché ailleurs : des contrats seniors pour permettre à ceux qui veulent travailler plus longtemps, ce qui soulagera les caisses de retraite ; un puissant développement de l'actionnariat salarié qui donne un fort complément aux retraites ; la sortie du paritarisme, qui permettra aux partenaires sociaux de mieux mesurer le coût de leurs décisions ; la suppression d'une couche régionale et la fusion des communes qui sont trop petites ; l'arrêt de certains ministères ; la mise en Bourse de La Poste ; la vente de France Télévisions ou son apport à un grand groupe de médias coté ; le recours à des concessions et à la sphère bénévole pour reprendre des activités de la sphère publique ; l'organisation d'une saine concurrence entre éducation privée et publique, puisqu'il est évident que le coût de cette dernière est moins élevé… Sans aller jusqu'à vendre *La Joconde*, il y a beaucoup de choses à faire.

Notre pouvoir d'achat n'est en fait que l'envers de notre compétitivité globale. Il faut adopter à partir de maintenant un régime de sportif pour que notre sphère publique redevienne svelte et permette à nos entreprises de donner enfin toute leur mesure. ■

L'alternative inacceptable entre deux programmes insensés


CHRONIQUE
Bertille Bayart


» Lire aussi PAGE 20

Bien fait, hein ? C'est au tour de l'électorat centriste, du centre gauche, du centre droit ou du centre du « en même temps » de se trouver marginalisé. D'éprouver cette impression que le débat politique, capturé par la confrontation de deux extrêmes, n'est pas, n'est plus, pour lui. Le 7 juillet, il faudra peut-être choisir entre le Nouveau Front populaire et le Rassemblement national. Vertige. *« J'avoue n'avoir jamais beaucoup réfléchi au sujet, mais tout à coup, je regrette que le vote blanc ne soit pas comptabilisé »*, confesse une élue de droite dite de gouvernement.

On en croise beaucoup, depuis le 9 juin, 21 heures, de ces électeurs désemparés. Au sein du cercle des derniers macronistes, le désarroi s'est mué en une rage, tout entière dirigée contre le président de la République. Plus largement, le camp – ou plutôt les camps – des modérés désespère du spectacle d'une classe politique qui semble avoir perdu le sens commun, et surtout devant l'alternative inacceptable de deux programmes insensés. Campagne éclair, débat-misère.

À gauche, le Nouveau Front populaire verse dans une surenchère démagogique inédite. Il dessine un pays qui produira moins, travaillera moins, mais dépensera plus et redistribuera encore davantage, aux seuls frais des plus riches et des multinationales, et à la faveur de la croissance censée résulter d'un « choc de demande ». C'est un programme qui promet la ruine, la ruine juste mais la ruine tout de même. Faut-il s'y attarder ? Ceux qui seront tentés par défaut par cet attelage existent, bien sûr, mais, reconnaissons-le, ils ne sont probablement pas la majorité de l'espèce dans ces colonnes.

Le Nouveau Front populaire, hanté par la figure de Jean-Luc Mélenchon, est un épouvantail qui pousse les électeurs dans les bras du Rassemblement national. La dynamique est de son côté. Chaque jour qui passe acclimate un peu plus les esprits avec ce qui, le 9 juin au matin, leur semblait impensable : que le Rassemblement national gouverne la France. Le ralliement d'Éric Ciotti a achevé de respectabiliser la proposition. C'est « l'union des droites » qui serait en marche. Faux. Et c'est Marine Le Pen qui en parle le mieux, quand elle affirme, dans *Le Figaro*, lundi 17 juin, que *« l'alliance avec une partie de LR ne fait pas du RN un parti de droite »*. C'est ainsi un autre « en même temps », en version radicale populiste, qui est proposé avec un programme social et souverainiste aux antipodes de ce qui faisait les convictions de la droite de gouvernement. Autrement dit, il est de gauche. Ainsi le RN veut-il revenir sur la réforme des retraites de 2023 et vend-il la retraite à 60 ans au moins pour les carrières longues. Ainsi compte-t-il revenir aussi sur la réforme de l'assurance-chômage. Ainsi entend-il encore taxer lourdement le capital (rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes, alignement de la fiscalité du capital sur celle du travail au-delà d'un certain seuil, envisagé à 40 000 euros de dividendes).

« L'économie tout entière risque de glisser sur une pente aboulique et de se mettre en croix »

Le rapport du RN à l'Europe, à laquelle les Français réaffirment systématiquement leur attachement dans les enquêtes d'opinion, reste un grand mystère. Il n'est plus question de quitter l'Union européenne ni l'euro, mais de multiplier les entorses à tous les contrats qui lient la France à ses partenaires : baisse unilatérale de la contribution française au budget européen, dérogation imposée aux règles d'application de la TVA (sur les carburants en particulier), sortie du marché européen de l'électricité et retour au monopole d'EDF, protectionnisme et préférence nationale dans les achats publics…

À l'échelle nationale, la mise en œuvre du programme économique du RN implique aussi de tordre le bras du droit, avec par exemple la volonté d'imposer une taxation rétroactive des surprofits sur l'énergie que la contribution sur les rentes inframarginales (Crim) décidée par l'exécutif actuel n'a pas été capable d'aller capter. Autre exemple : la nationalisation des autoroutes à prix cassé et non au prix de marché, au motif de contrats de concessions soi-disant léonins.

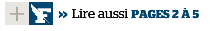
Le Rassemblement national promet à la France de devenir un pays de producteurs plutôt que de consommateurs mais affirme que l'urgence est à la baisse de la TVA sur l'énergie – dont les entreprises ne profitent par définition pas – puis sur les produits de première nécessité.

Malgré ce programme, les milieux économiques seraient, dit-on, en train de se résigner. Allons, que voulez-vous qu'il se produise de si grave ?, répondent les fatalistes, qui font le compte des renoncements récents de Marine Le Pen et de Jordan Bardella pour mieux se convaincre. Gouverner un pays qui doit lever plus de 280 milliards d'euros sur les marchés et payer plus de 50 milliards d'euros de charge d'intérêt sur la dette suffirait à rendre raisonnable le plus inconséquent des politiciens. Le programme dénaturé, désormais annoncé en deux temps et après audit des comptes de la nation, serait la preuve que le RN accomplit son tournant de la rigueur avant même son premier jour au pouvoir. Et ce ne sont pas les marchés qui lui dicteraient cette conduite mais la politique, avec la perspective de la présidentielle de 2027 en ligne de mire.

Mais quand bien même un futur gouvernement RN, mené par un premier ministre de 28 ans, éviterait la sortie de route financière en rabotant encore tout ce qui dans son programme n'est pas financé, quand bien même il donnerait des gages à la façon d'une Giorgia Meloni, les lendemains de l'économie française ne chanteront pas. Déjà, les investisseurs, français et étrangers, lèvent le stylo. Déjà, les ménages fortunés interrogent leur banquier et envisagent de déménager leurs actifs, sinon leur foyer. L'économie tout entière risque de glisser sur une pente aboulique et de se mettre en croix. On peut faire beaucoup de dégâts en peu de temps. Faut-il s'y résigner ? ■

Mélenchon, Hollande, Bayrou, Sarkozy, Le Pen… Après la parenthèse Macron, le grand retour de 2012 ?


ANALYSE
Arthur Berdah


» Lire aussi PAGES 2 À 5

La mosaïque est apparue progressivement. Elle a pris forme par petites touches impressionnistes. Ici, un clin d'œil l'air de rien. Là, un appel du pied plus grossier. Entre les deux, une discrète carte postale. À la fin, une sorte d'image subliminale qui s'impose dans la rétine. Comme un flash. La campagne présidentielle de 2027 a beau être en train de se dessiner avant l'heure, c'est pourtant l'affiche de 2012 qui ressurgit. Même contesté, Jean-Luc Mélenchon reste le leader de la gauche radicale. Par ses outrances, il libère un trou de souris social-démocrate dans lequel François Hollande rêve de s'engouffrer. Non aligné, le centriste François Bayrou continue de croire en ses chances. Orpheline, la droite songe à voix basse à un retour du recours Nicolas Sarkozy. Ce, pour espérer barrer la route au rouleau compresseur nationaliste Marine Le Pen. Douze ans ont passé mais rien n'y a fait : l'équation est restée là où les électeurs l'ont laissée.

Les détracteurs d'Emmanuel Macron se sont certes trompés lorsqu'ils ont tenté de l'assimiler à une « bulle », en 2017, prophétisant à l'époque son explosion avant son élection. Mais ils n'avaient peut-être pas tort de se demander si son aventure ne serait pas éphémère. Car depuis la dissolution surprise de l'Assemblée nationale, et la convocation de législatives anticipées incertaines, le président de la République est menacé. Il risque d'être à la politique ce que la parenthèse est à la ponctuation : une incise dans un ensemble, que l'on ne peut ouvrir qu'à condition de la refermer ensuite. Après avoir manifestement sous-estimé l'ampleur du rejet dont il fait l'objet, voilà le chef de l'État contraint de s'en remettre à un miracle des urnes pour espérer déjouer le revers qui s'annonce les 30 juin et 7 juillet prochains. Une mission impossible qu'il a acceptée pour l'avoir lui-même provoquée.

S'il n'y parvient pas, il se sait alors condamné à assister, impuissant, à la guerre de succession qui s'ouvrira inévitablement cet été. Avec des participants qui partagent tous un point commun : ce sont les échecs du macronisme qui les ont maintenus en vie, les ont ressuscités, voire leur ont carrément donné naissance. Dans cette ultime catégorie se trouvent deux des quatre derniers locataires de Matignon, Édouard Philippe et Gabriel Attal, qui trépignent de troquer l'émancipation sage contre la rupture franche. Quant au reste du casting, les éléphants qui se disputent la place sont ceux que le « dégagisme » bon teint du « nouveau monde » promettait hier de renvoyer définitivement au passé. Sans succès.

Il en va ainsi des deux anciens chefs de l'État, François Hollande et Nicolas Sarkozy, qui sont bruyamment réapparus sur le devant de la scène ce week-end. C'était en une du *JDD* pour l'ancien champion de la droite, qui a accordé un entretien fleuve à l'hebdomadaire dominical. L'occasion de glisser un message à ses successeurs chez Les Républicains : *« Je rappelle que, sur les vingt-cinq dernières années, les seuls cas de figure où les Le Pen, père et fille, n'ont pas été qualifiés pour le second tour de la présidentielle, c'est lorsque j'ai été candidat, en refusant tout accord avec eux. »* Manière de laisser entendre que l'on peut, pourquoi pas, être après avoir été.

Son meilleur ennemi socialiste a, lui, annoncé samedi sa candidature dans son fief de Tulle en Corrèze. Amer d'avoir été empêché de se représenter à l'Élysée en 2017, l'ancien président n'a pas résisté à l'appel du Nouveau Front populaire. Un cartel des gauches bâti sur les ruines de la Nupes. Avec en prime la bénédiction de Raphaël Glucksmann, troisième homme des européennes dont la dynamique a ouvert tout un champ de possibles. À commencer par les prémices, sinon les bases, d'une hypothétique reconstitution de clivage dissout, entre la droite et la gauche dites « de gouvernement ». Un tel scénario aurait le mérite de délivrer le peuple social-démocrate, prisonnier d'un tribunitien capable du meilleur comme du pire selon ses humeurs : Jean-Luc Mélenchon.

Celui-là même qui, contrairement à la réforme qu'il défend, n'en finit pas de repousser son départ en retraite. Celui-là même qui, après avoir raté de peu la marche du second tour en 2022, avait pourtant lancé à ses troupes un audacieux : *« Faites mieux ! »* Sans préciser que, dans son esprit, le *« mieux »* en question était l'ennemi du bien. Autrement dit le sien. Que ses amis et adversaires le tiennent pour dit, y compris à l'autre bout de l'échiquier politique. Car Marine Le Pen, qui avait elle aussi juré qu'on ne l'y reprendrait plus, va finalement elle aussi se laisser enivrer une nouvelle fois par cette potion magique dans laquelle elle est tombée étant petite. *« Rien ne m'empêchera de me présenter à l'élection présidentielle »*, a-t-elle tranché dans *Le Figaro*, lundi.

Dans ce contexte, seule une personnalité feint de rejeter l'idée d'un retour au monde d'avant pour mieux s'accrocher à la perspective du jour d'après : François Bayrou. Le centriste, qui a vécu par procuration à travers la présidence d'Emmanuel Macron, n'a pas renoncé à reprendre le flambeau. En dépit des poids lourds qui se mettront en travers de son chemin, et tenteront de lui barrer la route. Il les connaît bien, pour en avoir déjà combattu la plupart. Et même pour les avoir tous affrontés en même temps. C'était en 2012. François Hollande avait alors pris le meilleur sur Nicolas Sarkozy, devant Marine Le Pen puis Jean-Luc Mélenchon. François Bayrou était arrivé cinquième. Peut-être s'étaient-ils dit rendez-vous dans quinze ans. ■

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président
Charles Edelstenne
Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie), Laurence de Charette (pôle audiovisuel), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, F), Philippe Gélie (International), Anne Huet-Wuillème (Édition, Photo, Révision, DA), Jacques-Olivier Martin (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Télévision), Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
ARPP autorité de régulation professionnelle de la publicité
Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy 93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7 h à 18h ; sam. de 8 h à 13 h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11 .
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.
LE TRI FACILE
Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. **Taux de fibres recyclées :** 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen sous le numéro FI/011/001. **Eutrophisation :** Ptot 0.002 kg/tonne de papier.

Ce journal se compose de : Édition nationale
1er cahier 18 pages
Cahier 2 Économie 8 pages
Cahier 3 Le Figaro et vous 10 pages
Cahier 4 Le Figaro Plus Vin 8 pages

Roger Federer : « J'ai l'impression d'avoir pris ma retraite il y a deux jours »



PAR **Cédric Callier**



« À un moment donné, disons quand j'ai remporté mon 10e titre en Grand Chelem, j'ai eu ce sentiment de me dire que ma carrière était tellement plus belle que celle à laquelle j'avais pu rêver », **explique le champion (ici dans une scène des *Douze Derniers Jours de Federer*).** COURTESY OF PRIME

À l'occasion de la sortie du documentaire « Les Douze Derniers Jours de Federer », le Suisse revient pour « Le Figaro » sur sa fin de carrière et évoque sa passion des Jeux.

Jeudi dernier, dans un hôtel londonien situé près de la Tamise. Détendu, souriant, Roger Federer nous accueille pour évoquer un documentaire cher à ses yeux, *Les Douze Derniers jours de Federer*, dont la sortie est prévue ce jeudi 20 juin sur Amazon Prime Video. Retraité des courts depuis le 23 septembre 2022 et sa défaite en double aux côtés de Rafael Nadal lors de la Laver Cup, le Suisse, désormais âgé de 42 ans, revient avec émotion, mais aussi joie, sur ces quasi deux semaines qui ont séparé l'annonce de sa retraite et le moment où celle-ci est devenue réalité. Sans oublier d'évoquer les Jeux de Paris 2024 et ce que l'olympisme a représenté dans son immense carrière.

LE FIGARO. - **Durant toute votre carrière, vous avez essayé au maximum de préserver votre vie privée. Pourquoi, pour ce documentaire, avez-vous accepté de lever le voile ?**

ROGER FEDERER. - Pour moi, c'était un moment très particulier. C'est vrai que, durant ma carrière, j'ai toujours essayé de protéger ma vie privée, ma famille… Quand j'ai décidé de prendre ma retraite, certains de mes proches, notamment mon agent, m'ont incité à filmer un peu tout cela pour garder des souvenirs. Ma femme regrettait d'ailleurs qu'on ne l'ait pas plus fait avant, mais pour un usage privé uniquement. De mon côté, au départ, je ne voulais pas, car je n'aimais pas l'idée que quelqu'un tourne autour de nous alors qu'il y a déjà tellement de gens… Ce n'était déjà pas évident de gérer mes émotions avec cette fin de carrière, mais j'ai fini par me laisser convaincre, à condition que ce ne soit qu'une toute petite équipe. Et puis, au fil des jours et des films qui s'accumulaient, Joe *(Sabia, l'un des réalisateurs, NDLR)* a senti qu'on avait des contenus complètement fous, qui méritaient plus qu'une exposition sur les réseaux sociaux comme cela était mon idée de base. Il a alors fait un film d'une cinquantaine de minutes, que j'ai regardé avec Mirka *(sa femme)* et qui m'a convaincu, même si, pour moi, si je rendais cela public, il fallait que ce soit top. C'est là qu'Amazon Prime Video est arrivé, avec Asif *(Kapadia)*, qui a ajouté sa touche magique sur ce film, et je suis heureux d'avoir mis de côté mes réticences initiales.

« J'espère que ce film peut éclairer les fans, mais peut-être aussi d'autres sportifs, sur ce que représente la fin de carrière d'un athlète. C'est un moment très spécial. Et je me demande aujourd'hui comment d'autres l'ont géré, dans d'autres sports. Il n'y a pas de script, c'est tellement un pur moment d'émotion »

Cela a-t-il été compliqué pour vous de vous livrer à un tel moment ?

Ce film est très vrai, je ne suis pas là à faire l'acteur, je suis juste moi qui vis ma vie et qui essaie de gérer mes émotions du mieux que je peux. J'étais vraiment à un moment très vulnérable. J'espère que ce film peut éclairer les fans, mais peut-être aussi d'autres sportifs, sur ce que représente la fin de carrière d'un athlète. C'est un moment très spécial. Et je me demande aujourd'hui comment d'autres l'ont géré, dans d'autres sports. Il n'y a pas de script, c'est tellement un pur moment d'émotion.

Faire ce documentaire a-t-il eu des vertus thérapeutiques pour vous ?

Quand je revois des images, oui, cela agit un peu comme une thérapie. Ma carrière est finie, mais, au fond de moi, j'ai sans doute encore une petite machinerie encore en cours, car j'ai fait cela durant tellement longtemps… Tu essaies chaque jour d'être le meilleur joueur que tu puisses être, et, d'un seul coup, tu débranches la prise, et tac ! Mais il reste un mode stand-by, et, d'en parler, cela me remet dans cette situation, qui est belle. Je ne voulais pas d'un documentaire sur toute ma carrière, car j'ai encore l'impression d'avoir pris ma retraite il y a deux jours, mais je voulais me focaliser sur ces douze derniers jours, et j'ai hâte de voir comment les gens vont réagir en découvrant le film.

Votre décision de vous retirer a été prise en famille. Expliquez-nous…

À un moment donné, disons quand j'ai remporté mon 10e titre en Grand Chelem, j'ai eu ce sentiment de me dire que ma carrière était tellement plus belle que celle à laquelle j'avais pu rêver. Je n'aurais jamais pensé réussir tout cela, et je me suis dit qu'il fallait que je savoure. Je ne voulais pas entrer dans une réflexion du type : « Tiens, encore un titre du Grand Chelem », ou « Encore une semaine en tant que numéro 1 mondial »… Et idem au moment d'annoncer ma retraite. Je ne pouvais pas envoyer un petit message vite fait sur les réseaux et puis, bim, fini, j'amène mes garçons au foot et je rentre faire les devoirs avec mes filles. Il fallait que ce soit une fête partagée avec mes proches, que je réunisse tout le monde, car ils ont été une partie intégrante de ma réussite. C'est beau, d'avoir vécu cela ensemble.

Qu'est-ce qui prédomine aujourd'hui lors de ces douze derniers jours ? La joie ? La tristesse ?

Avec le recul, ces douze jours étaient très beaux. Sur le moment, j'étais passé par tous les états d'âme, et c'était un moment infiniment complexe. Mais quand je regarde le film, je vois quelqu'un d'ultra-content. Même au micro à la fin, quand je parle dans le stade, c'était hyper difficile, mais je me sentais tellement heureux de pouvoir le faire là, à cet instant, dans cet environnement. Mes plus grands rivaux étaient là, certains des meilleurs joueurs du monde, mes proches, des fans… Presque tout le monde a pu être là, et, quand je regarde en arrière, je ne vois que ce bonheur partagé.

Cela doit être un sentiment très étrange de voir à quel point votre retraite a bouleversé des gens que vous ne connaissez même pas…

Oui, c'est étrange, et cela me touche beaucoup, de voir ce que je signifie pour les fans. Peut-être que certains se sont rencontrés lors d'un tournoi et qu'aujourd'hui ils sont mariés, et ils ont eu un fils qu'ils ont appelé Roger *(rires)*… J'ai tellement de petites anecdotes sur le sujet. Comme cette fan qui me demande de ne jamais arrêter de jouer, et, aujourd'hui, c'est ce que je souhaite avec Rafa *(Nadal)*, Novak *(Djokovic)* ou Andy *(Murray)*. J'aimerais qu'ils jouent pour toujours, mais, forcément, tout a une fin.

En France, nombreux sont ceux à vouloir partir à la retraite le plus tôt possible. Vous, vous avez tout fait pour y partir le plus tard possible…

(Rires.) Ma femme était aussi joueuse professionnelle, et elle a dû prendre sa retraite à 23 ans en raison d'un problème à un pied. C'était un moment terrible pour elle, et moi, je ne comprenais pas pourquoi elle ne prenait pas tout simplement sa retraite pour préserver son corps. Cela me semblait si logique et naturel, vu les circonstances. Et puis moi, presque vingt ans plus tard, je me retrouve dans sa situation et je ne voulais pas arrêter, je m'acharnais à vouloir continuer. Je voulais presser jusqu'à la dernière goutte du citron pour rester sur le circuit.

« J'ai hâte de voir comment les gens vont réagir en découvrant le film », **explique Roger Federer.**

Dans le film ressort beaucoup votre propre sensibilité. Comment êtes-vous parvenu à la gérer durant votre carrière ?

Sensible est un joli mot. Je le suis dans des moments forts, et je suis heureux de l'être. Mais, après, je pense que j'ai toujours eu cette capacité de pouvoir switcher très rapidement. Cela m'a permis de savourer certains moments, mais aussi de tenir sur le circuit. Quelques minutes avant une finale, je pouvais faire le clown dans les vestiaires et être quelques instants plus tard sur le Central à jouer très sérieusement. Pareil après un match, en quelques minutes, je pouvais redevenir décontracté, relax, en mode mari ou papa, et non plus joueur. C'est parce que j'ai pu faire ça que j'ai pu durer. Même si sur le moment j'étais gêné de montrer une telle fragilité, je me rends compte qu'en fait cela a été une force.

« J'étais content, à la fin, que ce soit fini, de ne plus être au centre de l'attention avec tous les médias. À un moment donné, tu sens que tu dois toujours te tenir d'une certaine façon, être sur le qui-vive, car une petite phrase peut vite être sortie de son contexte, une attitude aussi. Surtout à la fin de ma carrière, où tout le monde filmait tout autour de moi »

On parle beaucoup de santé mentale et de préparation dans ce domaine. Pour vous, cela semble n'avoir jamais été un sujet…

Au début de ma carrière, si. Il fallait que j'apprenne à calmer mon caractère, à ne plus jeter mes raquettes partout *(sourire)*. Mais je n'en ai pas eu besoin pour gérer la pression, le stress. Même si, aujourd'hui, tout est accentué par les réseaux sociaux où chacun y va de son commentaire. Tu peux en avoir dix très sympas, et puis tu tombes sur un qui va te critiquer gratuitement, te dire que tu as un gros nez. Derrière, tu vas te regarder dans le miroir *(rires)*. Alors qu'en fait, on s'en moque, de ce que disent ces gens. Et j'ai toujours réussi à écouter mes proches et à être hermétique à ce que disent ceux que je ne connais pas.

Vous avez toujours conservé une magnifique image auprès du grand public avec très peu de « haters »…

Oui, c'est vrai. *(Il cherche ses mots.)* J'étais content, à la fin, que ce soit fini, de ne plus être au centre de l'attention avec tous les médias. À un moment donné, tu sens que tu dois toujours te tenir d'une certaine façon, être sur le qui-vive, car une petite phrase peut vite être sortie de son contexte, une attitude aussi. Surtout à la fin de ma carrière, où tout le monde filmait tout autour de moi. Je voulais être authentique, ne pas jouer un rôle, mais, bon, quand tu es au restaurant et que quelqu'un te filme ou te demande une photo, tu es quand même pris par cela. Donc j'étais soulagé que cela se termine, et que cela se termine bien.

Le seul regret de votre carrière est-il de ne pas avoir été champion olympique en simple ?

C'est une bonne question… Bizarrement, pas du tout, car j'ai vraiment le sentiment d'avoir gagné les JO, même si c'était en double et non en simple. Ce n'était pas une médaille d'or différente, parce qu'en double, au contraire même, ce succès avec Stan *(Wawrinka)* venait tellement de nulle part, c'était dingue. Je ne me souviens pas de m'être dit à un moment qu'il fallait absolument que je gagne aux Jeux en simple. Et heureusement, car, à cause de blessures, je n'ai pas pu prendre part aux JO de Rio ni de Tokyo. J'ai eu ma chance, surtout à Athènes, et je ne l'ai pas fait. Sans regret. Même l'argent à Londres en 2012 et cette défaite contre Andy *(Murray)* en finale reste un souvenir extraordinaire.

Les Jeux ont-ils occupé une grande place dans votre carrière ?

Oui, très clairement. J'ai été deux fois porte-drapeau, à Athènes et à Pékin. C'était un méga-moment dans ma carrière. Et puis, sur le plan personnel, j'ai rencontré Mirka en 2000 aux JO à Sydney. Sans oublier les Jeux à Londres à Wimbledon, dans un endroit si spécial pour moi. D'ailleurs, vous me pardonnerez, mais, à l'époque, je sais que cela s'était joué entre Londres et Paris, et j'espérais tellement que cela soit à Wimbledon et pas à Roland *(rires)*. Plus sérieusement, j'ai toujours adoré les Jeux, car ils me permettaient d'apprendre énormément auprès des autres athlètes. Ce sont beaucoup de souvenirs.

Cet été, où serez-vous ?

Pas à Paris, malheureusement. Mais je vais beaucoup suivre les Jeux devant ma télé. D'ailleurs, entre l'Euro de foot qui a commencé, Wimbledon et les JO, quel été pour le fan de sport que je suis… ■

LE FIGARO économie



ITALIE
COMMENT GIORGIA MELONI A VITE REMISÉ SES PROMESSES DÉPENSIÈRES PAGE 21

SALAIRES
LA « SMICARDISATION » ET LE POUVOIR D'ACHAT AU CŒUR DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE PAGE 20





C. J. RATCLIFFE/GETTY IMAGES VIA AFP; S. CAMBON/LE MIDI LIBRE/MAXPPP; A. DELLA VALLE/AFP; D. ANGELINI/STOCK ADOBE

Bourse : Londres reprend sa couronne à Paris

La capitalisation de la place financière parisienne avait dépassé celle de la City en 2023. La crise politique hexagonale a affaibli en une semaine le marché tricolore. PAGE 23

Les restaurants asiatiques font saliver les consommateurs

Ramens, sushis et gyozas sont de plus en plus plébiscités. L'année dernière, la palme de la croissance dans la restauration rapide est revenue aux enseignes de cuisine asiatique. Portées par l'engouement d'une partie de la jeunesse pour les mangas, elles ont enregistré un bond de 16 % de leur chiffre d'affaires, à 1,3 milliard d'euros. Elles restent néanmoins loin des tacos et kebabs, plus anciens dans le paysage, dont le chiffre d'affaires annuel a atteint 2,3 milliards, en croissance de 5 %, selon une étude publiée par Food Service Vision.
Au global, la restauration indépendante - deux fois plus importante que les chaînes sur le territoire national en matière de ventes - a réalisé 42,4 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2023, en restauration rapide et à table. Soit une augmentation de 6 % en un an, portée par la hausse des prix et les ouvertures d'enseignes qui compensent une baisse de fréquentation par établissement. L'étude recense 117 000 restaurants indépendants, contre 15 540 restaurants de chaîne.
Dans la restauration à table, le secteur de la gastronomie progresse de 9 % à 2,7 milliards d'euros et les brasseries de 14 % à 4,3 milliards d'euros. « *Ce sont des types de restaurants (...) qui ont bénéficié à plein de la reprise du tourisme d'affaires et du retour des touristes étrangers* », explique François Blouin, PDG de Food Service Vision. À l'inverse, la restauration traditionnelle a vu son chiffre d'affaires reculer d'environ 1 % à 13,6 milliards d'euros. **E. B.**

> FOCUS

NAF NAF À NOUVEAU REPRIS PAR UNE SOCIÉTÉ TURQUE

La marque de prêt-à-porter féminin Naf Naf est entre les bras d'un nouveau repreneur turc. L'enseigne rachetée en mai 2020 par l'un de ses sous-traitants, le groupe franco-turc SY International, a été à nouveau placée en redressement judiciaire en septembre 2023. C'est cette fois une entreprise de fabrication de tissu, la société Migiboy Tekstil, qui reprend l'enseigne à la barre du tribunal, pour 1,5 million d'euros.
L'offre de Migiboy Tekstil sauve près de 90 % des emplois de Naf Naf, selon une décision de justice consultée par l'AFP. La société s'est engagée à garder 521 personnes et à conserver 100 boutiques en propre. En octobre 2023, Naf Naf employait 682 salariés en France, possédait 125 boutiques en France et 69 boutiques affiliées, selon la décision de justice.
Naf Naf était lourdement endetté, un héritage des loyers impayés durant la pandémie de Covid. Le tribunal de commerce de Bobigny (Seine-Saint-Denis) rappelle par ailleurs que Naf Naf a aussi souffert d'*« une baisse de fréquentation des zones de chalandises »* et de l'effet *« de l'inflation et de l'augmentation du coût des matières premières ».*
Naf Naf est loin d'être la seule enseigne d'habillement à souffrir. Camaïeu, Kookaï, Don't Call Me Jennyfer, André, Minelli, Pimkie, DPAM, Sergent Major, Princesse Tam Tam, IKKS... : ces enseignes ont toutes été en difficulté ces dernières années. La crise du prêt-à-porter a même été fatale pour certaines marques, qui ont été liquidées, comme San Marina et surtout Camaïeu dont la faillite en septembre 2022 s'était soldée par le licenciement de 2 100 salariés.
LE FIGARO AVEC AFP

le PLUS du FIGARO ÉCO

ÉLECTIONS
Télés et radios : le casse-tête du temps de parole
PAGE 25

LA SÉANCE
DU MARDI 18 JUIN 2024

CAC 40
7628,80 +0,76%


DOW JONES
38790,71 +0,03%


ONCE D'OR
2320,00 (2320,00)


PÉTROLE (Brent)
85,150 (84,360)


EUROSTOXX 50
4912,29 +0,65%


FOOTSIE
8191,29 +0,60%


NASDAQ
19895,76 -0,04%

NIKKEI
38482,11 +1,00%

L'HISTOIRE

Moins fidèle, moins investie... la génération Z déroute les patrons

La génération Z rend les patrons perplexes. Selon une enquête menée par Ipsos pour l'école d'ingénieurs Cesi, 70 % des chefs d'entreprise interrogés n'arrivent pas à identifier les aspirations des jeunes de moins de 30 ans. En conséquence, près de la moitié trouvent difficile de les faire évoluer dans le monde de l'entreprise. Qui plus est, les dirigeants portent un jugement quelque peu sévère sur cette génération. 57 % la trouvent moins investie au travail que ses aînés, 72 % moins fidèle et 53 % moins respectueuse de la hiérarchie. À tel point que 32 % des sondés craignent que l'arrivée de la génération Z dans le monde du travail risque d'en dégrader l'organisation. Ce portrait peu reluisant s'accompagne de difficultés toujours importantes à recruter pour les patrons, et à proposer des salaires suffisamment attirants aux yeux des jeunes, pour 58 % des patrons. En regard, les jeunes de moins de 30 ans paraissent pourtant attachés au monde de l'entreprise, 84 % des interrogés déclarant ainsi avoir le goût du travail. 85 % font de la réussite professionnelle un objectif essentiel de leur vie. Et, en conséquence, 40 % se disent prêts à quitter un emploi s'il ne les épanouit pas. Car la génération des 18-28 ans a aussi ses exigences, alors que 80 % estiment que l'équilibre vie professionnelle-vie personnelle est primordial. Tout comme les valeurs de l'entreprise, 74 % souhaitant qu'elles soient en adéquation avec les leurs, notamment s'agissant de l'écologie. Manifestement, les entreprises ont du mal à répondre à ces attentes puisque plus d'un jeune sur deux estime que les entreprises ne donnent pas envie de les rejoindre. ■
LOUISE DARBON



L'américain Fisker débranche ses SUV électriques

Fisker s'enfonce un peu plus dans la crise. Le fabricant américain de SUV électriques a fait une demande de placement sous la protection de la loi sur les faillites américaines (« chapitre 11 »). Il a annoncé être « *en discussion avancée avec des investisseurs* » concernant notamment la vente de ses actifs. « *Comme d'autres entreprises du secteur des véhicules électriques, nous avons été confrontés à divers vents contraires, à la fois sur ce marché mais aussi d'ordre macroéconomique, avec un impact sur notre capacité à fonctionner efficacement* ».
La société a fait son entrée en Bourse courant 2020, via une fusion avec une filiale de la société d'investissement Apollo, la valorisant à l'époque à 2,9 milliards de dollars. Pour se différencier, Fisker mettait en avant le recours à des matériaux écologiques ou recyclés pour certaines parties de son véhicule. L'an dernier, le fabricant automobile a engrangé environ 273 millions de dollars de chiffre d'affaires et produit 10 193 SUV de son modèle Ocean. Son PDG, Henrik Fisker, avait évoqué à l'occasion de la présentation des résultats annuels, fin février, une année 2023 difficile en raison de retards d'approvisionnement pour certaines pièces, de problèmes de main-d'œuvre et des conséquences de l'inflation sur la demande.
En difficulté depuis des mois, Fisker avait déjà décidé d'interrompre la fabrication de l'Ocean, son 4×4 électrique, dont la production avait été lancée en 2022. L'entreprise était alors en discussion avec un autre constructeur susceptible de la renflouer, mais les négociations ont été rompues en mars.
Le secteur des véhicules électriques fait face à une forte concurrence de constructeurs en Chine.
LE FIGARO AVEC AFP

Thomas Engrand

Chaque camp avance ses propositions mais aucune ne fait l'unanimité parmi les économistes.



La France connaît depuis trois ans un tassement historique des salaires.
HARDY-PHOTOALTO/ ONLYFRANCE

La stagnation des salaires s'invite au cœur de la campagne

Une fois encore, l'enjeu des salaires s'impose comme le thème majeur de la nouvelle campagne législative. Ces derniers jours, les trois blocs en lice ont commencé à présenter leurs mesures phares censées redonner des marges financières aux Français. Leader de la campagne centriste, Gabriel Attal, qui depuis des mois dénonce une *« smicardisation »* de la société, a ainsi promis le triplement et l'élargissement de la prime de partage de la valeur, renommée pour l'occasion *« prime de pouvoir d'achat »*. Jordan Bardella, qui pourrait être nommé premier ministre en cas de victoire du RN, veut quant à lui voir *« les entreprises augmenter les salaires de 10 % en échange d'une exonération de charges »*. Enfin, le rassemblement des gauches a promis qu'il indexerait les salaires sur les prix et ferait passer le smic de 1 400 à 1 600 euros net par mois.

Le sujet est porteur, alors que la France connaît depuis trois ans un tassement historique des salaires. Sous l'effet de l'inflation, le smic a progressé nettement plus rapidement que le reste des rémunérations. Résultat, beaucoup de salariés hier légèrement au-dessus du minimum légal ont aujourd'hui été rattrapés. Au 1er janvier 2023, 17,3 % des travailleurs du privé étaient payés à ce niveau, contre seulement 12 % deux ans plus tôt. De quoi provoquer chez beaucoup l'impression d'un déclassement. Pire, malgré les promotions et les changements de poste, certains n'arrivent pas à décoller de ce plancher.

L'idée s'est progressivement installée, parmi les observateurs du marché du travail, que les nombreuses exonérations de charges autour du smic auraient généré un phénomène de *« trappe à bas salaires »*. Résultat, une augmentation de salaire génère côté patronal un bond des cotisations, et côté employé la perte d'allocations voire une hausse de la fiscalité. *« Pour augmenter de 100 euros par mois le revenu net disponible d'un salarié célibataire à temps plein au smic, son employeur doit débourser 483 euros de plus »*, alerte régulièrement l'économiste Gilbert Cette.

Une nouvelle étude de l'institut Rexecode, publiée ce mercredi, apporte un regard neuf sur la compréhension des freins à la progression salariale. Plutôt que de chercher les raisons théoriques, l'organisme, avec l'aide des organisations patronales – le Medef, l'U2P et la CPME Paris Île-de-France –, est allé interroger de nombreux chefs d'entreprise pour comprendre leur perception du phénomène. Bilan, *« 15 % des TPE et PME répondantes déclarent faire régulièrement face à des freins à la progression salariale »*. Et la moitié *« identifie comme raison principale l'augmentation du coût du travail liée à la diminution d'allégements de cotisations patronales »*, indique l'étude. Un résultat qui accrédite l'existence d'une trappe à bas salaires. *« Ce nombre représente une minorité significative »*, confirme Olivier Redoules, directeur des études de Rexecode, *« suffisante pour s'en préoccuper »*.

Dans un second questionnaire, l'organisme a cherché plus précisément à analyser les différents freins à l'œuvre. La problématique de la hausse du coût du travail se retrouve reléguée en troisième position juste après le manque de marge financière et la difficulté à répercuter la hausse des coûts salariaux sur les prix. *« Le premier point montre que nombre d'entreprises doivent choisir entre emplois et salaires. Si elles sont contraintes d'augmenter les seconds, elles devront licencier en parallèle »*, prévient Oliver Redoules. Une mise en garde claire face à la proposition du Nouveau Front populaire de passer le smic à 1 600 euros net. Pire, *« la hausse des coûts serait répercutée dans les prix et serait donc payée par tous »*, ajoute l'économiste.

En plus de ces effets indésirables, un relèvement du smic à 1 600 euros pousserait encore davantage de salariés au niveau du minimum légal. Et ce à un moment où l'objectif spécifique est de faire redécoller la grille salariale. Gilbert Cette, longtemps à la tête du groupe d'experts du smic, estime également que cette réponse n'est pas adaptée. Dans son ouvrage, *Travailleur (mais) pauvre*, publié en début d'année, il rappelle ainsi que *« la quantité de travail et la situation familiale sont les facteurs premiers de la pauvreté laborieuse, avant le salaire horaire »*.

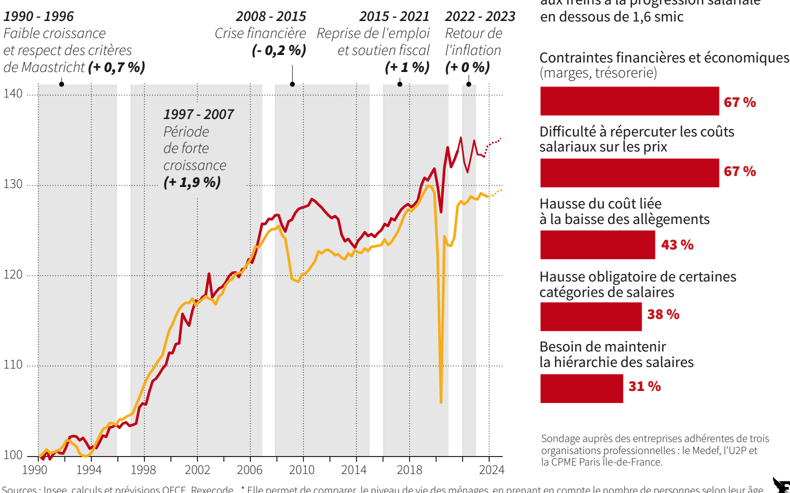
L'idée de demander une hausse de tous les salaires de 10 % en échange d'une exonération de charge, comme l'a proposé Jordan Bardella, ne parvient pas non plus à remporter les suffrages des économistes. *« Il est impossible de mettre en place une mesure de soutien aux salaires qui touche les classes moyennes et qui ne soit pas du saupoudrage, sans que la facture soit exorbitante »*, pointe l'un d'eux, qui préfère resté anonyme. Enfin, la multiplication par trois du plafond d'une prime complètement exonérée, comme le propose Gabriel Attal, comporte elle aussi des effets pervers. *« C'est certes un moyen peu engageant et peu coûteux de donner du pouvoir d'achat aux employés. Mais étant exemptée de prélèvements, elle ne contribue pas aux finances publiques et laisse au salarié le soin de s'assurer lui-même »*, averti Olivier Redoules, de Rexecode.

« Il est impossible de mettre en place une mesure de soutien aux salaires qui touche les classes moyennes et qui ne soit pas du saupoudrage, sans que la facture soit exorbitante »
Un économiste

À rebours des annonces des candidats, de nombreux experts, jugeant le montant du smic trop élevé, préconisent de le revoir, ou a minima de réviser ses règles d'évolution. La France est en effet le pays de l'OCDE où le niveau du seuil minimal est le plus proche du salaire médian. Cette proximité serait l'une des raisons principales à la faible progression des salaires, estiment-ils. Peu probable toutefois que l'un des partis ose évoquer cette piste. ■

Le pouvoir d'achat progresse plus que le PIB

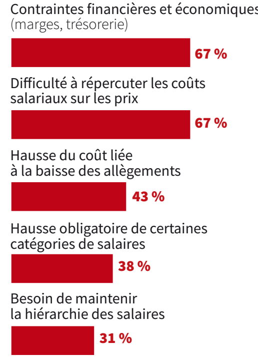
Évolution du revenu disponible brut réel et du PIB, par unité de consommation*, en base 100 en 1990 *(XX %)* : variation annuelle



Sources : Insee, calculs et prévisions OFCE, Rexecode * Elle permet de comparer le niveau de vie des ménages en prenant en compte le nombre de personnes selon leur âge.

Les freins aux hausses de salaires

Motifs indiqués par les répondants aux freins à la progression salariale en dessous de 1,6 smic



Sondage auprès des entreprises adhérentes de trois organisations professionnelles : le Medef, l'U2P et la CPME Paris Île-de-France.

Malgré le ressenti des Français, le pouvoir d'achat a bel et bien augmenté

Anne de Guigné

Baisse des prix, hausse des rémunérations… Les programmes de tous les grands blocs aux législatives ne jurent que par le redressement du pouvoir d'achat. Ce consensus politique épouse le ressenti des Français. Malgré l'atterrissage progressif de l'inflation, les ménages restent en effet extrêmement préoccupés par leurs fins de mois. Selon un sondage de l'institut Elabe pour BFM, le 10 juin 2024, ils sont 45 % à citer le pouvoir d'achat comme une des trois causes ayant motivé leur vote aux dernières élections européennes, devant l'immigration ou l'écologie. Pourtant, à écouter les économistes, les chiffres sur ce volet paraissent plutôt bons.

Ainsi, selon la Banque de France, en 2023, le pouvoir d'achat a connu une hausse légèrement inférieure à 1 % pour le revenu disponible de l'ensemble des ménages, après une quasi-stagnation (+ 0,2 % en 2022). L'institution prend toutefois soin de préciser que cette évolution est *« une moyenne qui comprend l'ensemble des revenus (y compris ceux résultant des créations d'emplois, les prestations sociales et ceux de la propriété) ; elle peut donc différer de la perception qu'en ont individuellement les ménages »*. À politique inchangée, la Banque de France table sur une progression du pouvoir d'achat en 2024 de 1,2 %.

Des réalités différentes

Des estimations qui recouvrent celle des économistes de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Ces derniers ont calculé que le pouvoir d'achat des ménages avait crû pendant la période du Covid de 1,8 % par unité de consommation entre 2019 et 2021, soit 350 euros en moyenne par an, soutenu par les transferts publics. En revanche, il s'était ensuite stabilisé entre 2021 et 2023, avec un gain de dix euros par an *« durant l'épisode inflationniste, grâce notamment aux mesures d'urgence mises en place pour limiter le choc énergétique »*.

La moyenne macroéconomique cache toutefois des réalités différentes. *« Les ménages ont été d'abord confrontés de manière hétérogène au choc de l'inflation*, précise Mathieu Plane du département analyse et prévisions de l'OFCE. *Les habitants des zones périurbaines et rurales ont ainsi plus souffert du choc énergétique que les urbains. De même, les tensions sur l'alimentation ont surtout touché les moins aisés. »* Concentrées sur les dépenses contraintes, les hausses de prix ont alors pu rogner le reste à vivre d'une partie des Français. Du côté des revenus, le brutal retour de l'inflation n'a pas non plus été bien lissé. Les retraités, tout comme les salariés au smic ont profité de l'indexation de leurs revenus. Ce qui n'était pas le cas des autres salariés.

Le fossé entre le ressenti des Français et les statistiques peut encore s'expliquer par les mesures spécifiques, notamment les boucliers, mises en place par les gouvernements hexagonaux. *« En France, on a cherché à lisser le choc inflationniste. Conséquence : il a été moins violent mais il dure plus longtemps*, explique Charles-Henri Colombier, directeur de la conjoncture chez Rexecode. *Aujourd'hui les prix de l'énergie sont, en France, supérieurs de 57 % à 2019, en Allemagne de 31 %, et en Italie de 43 %. »*

Depuis trente ans, tous les exécutifs veillent ainsi à amortir les chocs économiques. *« Au risque de surprendre par rapport à la perception de nos concitoyens, le pouvoir d'achat du revenu disponible par habitant a significativement progressé en France, de 26 % en cumul depuis 1999, contre 17 % seulement dans l'ensemble de la zone euro*, écrit ainsi François Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France, dans sa dernière lettre au président de la République. *Cette croissance du pouvoir d'achat a été portée par des transferts sociaux – et donc des déficits publics – qui restent plus importants que chez nos voisins, et par des salaires réels dynamiques. »*

Cette dichotomie française entre pouvoir d'achat et croissance explique les déséquilibres de nos comptes publics. Pendant la même période, entre 1999 à 2023, le PIB rapporté au nombre d'habitants a en effet progressé plus lentement en France, de 19 % en cumul, que dans l'ensemble de la zone euro (25 %). Les programmes du RN ou du Nouveau Front populaire, voire de la majorité actuelle, inquiètent car ils semblent toujours miser sur la dette pour continuer à soutenir le pouvoir d'achat. Un levier pourtant bien usé.

Le seul véritable moteur du pouvoir d'achat, c'est la productivité, or elle est en berne en France depuis quelques années. La productivité *« dans une économie moderne, cela veut dire formation, choix de carrières et opportunités pour tout le monde, ainsi qu'un management intelligent »*, relève l'économiste Thomas Philippon, professeur à l'université de New York. ■

Meloni s'est vite ralliée à la réalité budgétaire

Valérie Segond Rome

Sous la pression des marchés, la populiste italienne a repris l'essentiel des engagements de Mario Draghi.



Giorgia Meloni, lors du sommet annuel du G7, samedi, à Borgo Egnazia, dans les Pouilles. GUGLIELMO MANGIAPANE/REUTERS

Chacun sait que les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent. Ainsi en est-il de Giorgia Meloni qui, lors de sa campagne éclair de 2022, avait pris des engagements chiffrés par certains économistes à 160 milliards d'euros, sans compter les 50 milliards de mesures non chiffrées. Soit l'équivalent de 10 % du PIB italien. Avec au programme des réductions d'impôts pour tout le monde, des incitations fiscales à l'embauche, une politique nataliste volontariste, des aides pour contrer l'envolée de la facture énergétique ou encore le retour de la retraite à 60 ans.

Mais, alors que le *spread* - l'écart du taux d'emprunt de l'Italie avec celui de l'Allemagne - était monté à 242 points au lendemain des élections, reflétant l'inquiétude des marchés pour ce pays déjà surendetté, il n'aura fallu que quelques heures pour que la nouvelle présidente du Conseil rassure la communauté internationale. « *Ce pays ayant assez de dettes pour en rajouter* », déclare-t-elle alors. Aussi, quand Meloni forme son gouvernement, elle prend grand soin de nommer des ministres compatibles avec Bruxelles à des postes clés, dont Giancarlo Giorgetti, numéro deux de la Ligue déjà présent dans le gouvernement Draghi, pour tenir les finances de l'État. Bref, elle a tout de suite donné des gages, et s'y est tenue.

Ayant appartenu très jeune au gouvernement Berlusconi tombé sous la pression des marchés en 2011, « *elle a très vite compris qu'elle ne tiendrait pas si elle prenait l'Europe de front*, explique Francesco Giavazzi, professeur à la Bocconi. *Donc elle reprend intégralement le budget 2023 préparé par les équipes de Mario Draghi, et relève seulement le plafond de la flat tax de 15 % pour les travailleurs autonomes, à 60 000 euros.* » « *Sur la fiscalité qu'elle avait promis de baisser, faute de marges de manœuvre, elle a dû renoncer à la flat tax pour tous les revenus demandée par ses alliés et a dû concentrer ses cadeaux fiscaux sur les revenus les plus bas, se contentant de mesures très symboliques* », détaille l'économiste Pietro Reichlin, à la Luiss.

« *Giorgia Meloni a choisi la prudence*, commente Valentina Meliciani professeur d'économie appliquée à la Luiss et directrice de la LEAP. *Si par la suite, elle aurait pu tenter de revenir à ses promesses, elle a vite affirmé que les déficits étaient si élevés par la faute des gouvernements précédents qu'elle était contrainte de les renvoyer à plus tard. Son discours est passé comme une lettre à la poste.* » Même sa politique nataliste, qu'elle promettait ambitieuse, a été au mieux symbolique, se résumant à renforcer un peu l'allocation unique, créée par Matteo Renzi.

Ayant promis de faire une « *paix fiscale* » entre le fisc et les contribuables, elle a passé l'éponge, moyennant un paiement forfaitaire, sur des millions de contentieux de plus de dix ans. Mario Draghi avait lui-même proposé cette forme d'amnistie tant ils encombraient les services fiscaux.

Toujours en campagne électorale, dès qu'il s'agit de finance, elle ne peut s'empêcher de prodiguer quelques saillies populistes : en mai 2023, en visite en Sicile, elle oppose « *l'évasion fiscale des grands groupes et des banques* » à l'impôt payé par le petit commerçant, ce « *pizzo de l'État* », en référence au racket opéré par Cosa Nostra, la mafia italienne, dans l'île. Et à l'été 2023, elle promet de « *taxer les superprofits* » des banques liés à la hausse des taux. Devant le tollé suscité, elle a vite fait marche arrière, les incitant à les capitaliser en fonds propres. En fait, Meloni la populiste ne tient pas face au « grand capital ».

> **« Concentrée sur des mesures de court terme à fort impact électoral, Giorgia Meloni n'a rien fait pour le long terme, à savoir pour relever le potentiel de croissance de l'Italie par la mise en œuvre des réformes demandées par l'Europe »**
>
> **Francesco Giavazzi**
> Professeur à la Bocconi

De facto, son nationalisme n'est guère plus marqué que celui de Mario Draghi. Comme lui, elle bloque le rachat par des investisseurs étrangers de certaines entreprises italiennes jugées stratégiques. Et elle sollicite largement l'épargnant italien pour financer ses déficits. En 2023, l'Italie avait deux fois moins de dettes publiques détenues par des étrangers que la France.

Tout en reprenant pour l'essentiel la politique de son prédécesseur, trois mesures importantes marquent néanmoins son mandat, mesures que Mario Draghi, très contraint par sa large majorité, n'avait pas pu prendre. Avec tout d'abord la suppression pour les personnes jugées employables du revenu citoyen, un revenu universel créé par le Mouvement 5 étoiles en 2019, tandis que les personnes non employables continuent de le percevoir. « *Cette mesure qui n'était pas typique de la droite sociale dont vient Giorgia Meloni a été très bien perçue par les entreprises à la recherche de main-d'œuvre* », explique Valentina Meliciani. Ce qui, de fait, a favorisé le retour à l'emploi et fait sortir des dizaines de milliers de personnes du travail au noir, l'Italie ayant en 2024 un niveau record d'emplois.

Ensuite, elle a mis fin au Super Bonus à 110 % créé par le M5S et les démocrates en 2020 visant à stimuler la rénovation des bâtiments. Ce dispositif d'aide fiscale qui s'élevait à 110% du coût des travaux, que les bénéficiaires pouvaient revendre à des banques, était critiqué pour avoir favorisé l'inflation et la fraude dans le secteur du bâtiment. Selon Bankitalia, ces aides au ravalement auront coûté pas moins de 170 milliards d'euros au budget italien entre 2021 et 2023.

Enfin, après avoir changé l'équipe d'experts constituée par Draghi pour gérer le plan de relance de 200 milliards d'euros, elle a renégocié le plan avec l'Europe pour redimensionner certains investissements, et mettre l'accent sur certaines priorités comme l'approvisionnement en énergie de l'Italie. « *Même si Draghi l'aurait fait lui aussi, ce faisant, elle a fait prendre un an de retard à un plan que l'Italie avait déjà du mal à mettre en œuvre* », dit Giavazzi de la Bocconi. Les délais sont tels que le plan de relance italien finance beaucoup de petits projets fort peu productifs.

« *Concentrée sur des mesures de court terme à fort impact électoral*, estime encore Francesco Giavazzi de la Bocconi, *Giorgia Meloni n'a rien fait pour le long terme, à savoir pour relever le potentiel de croissance de l'Italie par la mise en œuvre des réformes demandées par l'Europe* ». Elle a en particulier suspendu les réformes d'ouverture de certains marchés à la concurrence, privilégiant systématiquement les acteurs en place, comme dans les concessions balnéaires, où elle fait de la résistance. Si l'Italie n'était pas en train de dépenser les milliards du plan de relance et du Super-Bonus, sa croissance, de 1 % cette année, serait encore plus faible. ■

L'écart est au plus bas depuis deux ans

Écart entre les taux (« spread ») des obligations d'État allemand et italien, en points de base (100 points de base équivalent à 1 point de pourcentage)

Axe : 0, 50, 100, 150, 200, 250

208,37 — 10 août 2022

147,70 — 18 juin 2024

1er oct. 2022 · 1er janv. 2023 · 1er avril 2023 · 1er juillet 2023 · 1er oct. 2023 · 1er janv. 2024 · 1er avril 2024

Source : Bloomberg

Suez gagne des contrats en Chine et à Taïwan

Emmanuel Egloff

Le groupe français, encore très hexagonal il y a deux ans, multiplie les signatures en Asie du Sud-Est.

C'est un contrat d'importance pour le groupe Suez, signé dans un pays à fort potentiel : Taïwan. Il va générer un chiffre d'affaires de 508 millions d'euros sur 15 ans. Et permet au groupe de montrer son savoir-faire en matière de dessalement. L'usine qui sera construite par Suez apportera de l'eau potable au 1,6 million d'habitants de la ville de Hsinchu. *« Taïwan a de grandes ambitions dans le domaine du dessalement*, se réjouit Sabrina Soussan, la PDG de Suez. *Le pays compte traiter 1 million de mètres cubes par jour à terme, via dix usines. Et nous venons de gagner la première et la plus importante, en partenariat avec un acteur local, CTCI. Nous allons construire et exploiter pendant 15 ans une unité capable de produire 100 000 m³ d'eau potable par jour. »*

Le groupe français se félicite de ce contrat, malgré la montée des incertitudes géopolitiques dans la région. Le détroit de Taïwan, qui sépare l'île de la Chine continentale, est aujourd'hui source de tensions fréquentes. Le gouvernement de Pékin multiplie les manœuvres d'intimidation. Et le nouveau président taïwanais, Lai Ching-te, a prévenu cette semaine qu'il craignait une *« annexion »* pure et simple de la part de son voisin.

Ce contexte tendu ne freine pas l'engouement de Suez pour la région. Au contraire, le groupe français est capable d'engranger des contrats des deux côtés du détroit. L'an dernier, il s'est engagé pour construire une usine de dessalement dans un parc industriel chimique, à côté de la ville de Yantai, en Chine populaire. Et il vient d'annoncer le gain d'un autre contrat pour une usine de traitement des eaux usées industrielles dans le parc industriel dans la province de Shandong.

Sabrina Soussan avance deux explications à cette facilité à opérer sur les deux rives du détroit de Formose. *« Les solutions et les technologies que nous apportons permettent d'améliorer la qualité de vie des citoyens de ces pays, et c'est cela qui est important pour les autorités locales, au-delà des considérations géopolitiques, »* analyse-t-elle. L'autre raison tient à la manière dont le groupe mène ses opérations. *« Nous avons pour habitude de travailler avec des partenaires locaux*, détaille Sabrina Soussan. *À Taïwan, nous avons créé une coentreprise avec CTCI. En Chine continentale, nous opérons également dans le cadre de coentreprises où nous sommes généralement à 49 % avec un acteur chinois à 51 %. »* Suez apporte des technologies et de l'expertise, ce qui permet de *« développer des partenariats gagnant-gagnant »*, selon la dirigeante.



Une usine de dessalement développée, construite et opérée par Suez, située à Melbourne, en Australie.
GEORGE APOSTOLIDIS/SUEZ

Alors que les industriels occidentaux se montrent de plus en plus prudents lorsqu'il s'agit de réaliser des investissements en Chine, Suez se distingue en continuant à miser sur le pays. Son intérêt va toutefois au-delà et vise toute la zone : Chine et Taïwan donc, mais également l'Indonésie, les Philippines, le Vietnam et Singapour. L'urbanisation galopante augmente les contraintes dans la gestion de l'eau et des déchets. Ce qui ouvre des possibilités nouvelles pour le groupe.

D'autant qu'il connaît bien la région. *« Suez est présent depuis 70 ans en Chine et en Asie du Sud-Est*, précise la dirigeante. *Nous y avons construit 600 usines d'eau potable et d'assainissement. Et, aujourd'hui, nous y employons 6 500 personnes »*. En consolidé, le groupe affiche un chiffre d'affaires de 350 millions d'euros dans la région. Mais l'activité globale du groupe est bien plus importante. *« En prenant en compte les contrats qui ne sont pas consolidés, car réalisés via des coentreprises où nous ne sommes pas majoritaires, nous engrangeons un chiffre d'affaires d'environ 1,3 milliard d'euros »*, se félicite Sabrina Soussan. Ces opérations non consolidées, qui n'entrent donc pas dans le chiffre d'affaires, mais contribuent aux résultats, sont généralement situées en Chine.

Et la dynamique est très bonne. La dirigeante se trouve actuellement à Singapour, afin d'assister à la Singapore International Water Week. Des participants de toute l'Asie du Sud-Est se trouvent sur place. La patronne de Suez va y voir pas moins de 18 délégations et rencontrer 8 dirigeants en petit comité. *« C'est une région en plein développement et nous y avons signé beaucoup de nouveaux contrats récemment »*, précise-t-elle. Outre les contrats à Taïwan et en Chine, le groupe va faire plusieurs annonces à Singapour. Suez va ainsi apporter son savoir-faire numérique pour optimiser le réseau d'eau à Singapour même. Il va annoncer la construction d'une unité de dessalinisation, encore, aux Philippines cette fois, afin de gérer le stress hydrique de la baie de Manille. Et d'autres annonces pourraient avoir lieu prochainement.

> **« Suez est présent depuis 70 ans en Chine et en Asie du Sud-Est, précise la dirigeante. Nous y avons construit 600 usines d'eau potable et d'assainissement. Et, aujourd'hui, nous y employons 6 500 personnes »**
>
> **Sabrina Soussan**
> Présidente et directrice générale de Suez

Ce développement à marche forcée à l'international est l'une des pierres angulaires de la stratégie du groupe. Le « nouveau » Suez, issu de la vente à un consortium de fonds d'investissement, de certaines activités après l'OPA réussie de son rival Veolia en 2022, était très hexagonal. La France représentait alors 85 % de l'activité. Il s'agit aujourd'hui de profiter des technologies et du savoir-faire français pour gagner des parts de marché à l'international. Et ça fonctionne. *« L'an dernier, plus de 50 % de notre croissance provenait de l'international*, précise Sabrina Soussan. *Cette année, ce sera sans doute plus encore »*. De quoi atteindre bien plus rapidement que prévu l'objectif de 40 % de l'activité réalisée hors de France. Il était fixé à 40 % *« L'an dernier, nous étions déjà à 41 %, »* se félicite la patronne de Suez. Et l'Asie du Sud-Est et la Chine représenteront une part très significative du chiffre d'affaires réalisé en dehors des limites de l'Hexagone. ■

Le modèle en franchise de Carrefour dénoncé par Bercy

Manon Malhère

Le ministère de l'Économie recommande une amende de 200 millions d'euros. Le tribunal tranchera.

Coup dur pour Carrefour, empêtré depuis fin 2023 dans une affaire qui l'oppose à l'association réunissant près de 170 de ses franchisés devant le tribunal de commerce de Rennes. La direction régionale pour la répression des fraudes de Normandie (la Dreets), qui dépend du ministère de l'Économie, a décidé d'appuyer les griefs de l'association, dénonçant des contrats aux conditions *« manifestement déséquilibrées au détriment des franchisés »*, ces entrepreneurs qui exploitent leurs magasins sous le nom de l'enseigne. Dans un document révélé par *La Lettre* et daté du 11 juin, Bercy demande au tribunal, comme la procédure le permet, une modification des contrats de franchise et une condamnation du groupe à une amende record de 200 millions d'euros. *« Seule une sanction exemplaire paraît à même d'assurer le respect par Carrefour des dispositions du code du commerce et l'arrêt de pratiques pour lesquelles l'enseigne a déjà fait l'objet de nombreuses condamnations depuis plus de dix ans »*, justifient les services de Bercy. Sachant que la décision finale revient au tribunal.

La nouvelle tombe mal pour le groupe et, plus largement, le secteur de la grande distribution, qui redoute de devenir une cible facile dans cette campagne électorale aux accents populistes. *« Cette intervention s'inscrit dans la procédure introduite par près de 170 franchisés fin 2023 »* et les services avaient *« initié une enquête administrative depuis plusieurs années »*, se borne à répondre la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), en charge du dossier à Bercy.

La direction de Carrefour n'a pas attendu longtemps pour réagir : le groupe *« conteste vigoureusement les griefs du ministère de l'Économie relatifs à la gestion de son réseau de franchise ainsi que le caractère totalement disproportionné de l'amende qui ne pourra être décidée que par la juridiction saisie »* dans les douze à dix-huit mois. Pour le deuxième distributeur de France, qui représente près de 20 % de part de marché, *« le ministère intervient dans un contentieux lancé il y a plusieurs mois sans apporter aucun élément nouveau sur le fond »*. Avec ce communiqué, l'enseigne a surtout cherché à rassurer les marchés financiers, son action ayant chuté de plus de 9 % à l'ouverture de la Bourse, mardi, tombant à 13,14 euros, avant de se redresser timidement.

> **« Le ministère intervient dans un contentieux lancé il y a plusieurs mois sans apporter aucun élément nouveau sur le fond »**
>
> **La direction de Carrefour**

En réalité, c'est moins le montant de l'amende préconisé par Bercy que la possible remise en cause des contrats avec les franchisés qui suscite des craintes. Et pour cause. Le développement du modèle de franchise, de plus en plus utilisé dans la distribution, est l'un des axes clés du plan stratégique pour 2026 du PDG du groupe, Alexandre Bompard. Celui-ci y voit un moyen de gagner en compétitivité en diminuant les coûts fixes des magasins. Et ce, à l'heure où la concurrence fait rage dans le secteur de la distribution. Aujourd'hui, Carrefour France compte environ 2 600 magasins franchisés sur près de 6 000 et la moitié du chiffre d'affaires de l'enseigne en France est réalisée par franchise.

Dans le document de 160 pages, les services du ministère de l'Économie se montrent particulièrement sévères et demandent au tribunal de commerce de Rennes l'annulation d'une dizaine de clauses contractuelles. Dont l'imposition de *« prix de revente conseillés excessifs et non compétitifs »* (les franchisés sont incités à afficher des prix de vente en magasin élevés par rapport à la concurrence), ainsi que l'obligation de s'approvisionner de 45 % à 50 % via les centrales d'achat de Carrefour. Les conditions très strictes imposées aux franchisés pour changer d'enseigne sont également pointées.

« Le groupe a une totale confiance dans sa capacité à démontrer la parfaite validité de ses contrats comme l'équilibre de sa relation avec ses partenaires », rétorque Carrefour, qui rappelle que seule une *« minorité de franchisés »* - qui représenterait environ 1 % des magasins sous franchise - est en désaccord avec ces contrats.

En conflit depuis plusieurs années avec une partie de ses franchisés, la direction doit également faire face à de vives critiques du côté des salariés. En mars dernier, la CFDT a décidé d'attaquer le distributeur devant le tribunal judiciaire d'Évry concernant le recours par l'enseigne à la location-gérance, une forme de franchise spécifique selon laquelle Carrefour reste propriétaire du fonds de commerce. Depuis 2018, quelque 300 magasins en difficulté - des super et des hypermarchés - ont basculé sous la location-gérance pour éviter leur fermeture, se défend la direction. Le syndicat dénonce une bascule qui entraîne une perte de certains avantages sociaux pour les salariés. ■

Danièle Guinot

Paris vient de perdre sa couronne de première place boursière européenne. Son attractivité pourrait pâtir de l'instabilité politique.



En cinq séances, la place financière parisienne a perdu plus de 240 milliards d'euros de capitalisation boursière. Le CAC 40 a décroché la semaine dernière de plus de 6 %, enregistrant sa pire performance hebdomadaire depuis mars 2022, au tout début de l'invasion russe de l'Ukraine. FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO

La Bourse de Paris détrônée par celle de Londres

C'est l'une des conséquences de l'instabilité politique qui secoue la France depuis l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin. Paris vient de perdre sa couronne de première place boursière européenne. Elle est détrônée par Londres, qu'elle avait doublé début 2023, après avoir temporairement pris une première fois la tête en novembre 2022.

Le coup de tabac de la semaine dernière à la Bourse de Paris a rebattu les cartes. En cinq séances, la place a perdu plus de 240 milliards d'euros de capitalisation boursière. Le CAC40 a décroché de plus de 6 %, enregistrant sa pire performance hebdomadaire depuis mars 2022 au tout début de l'invasion russe de l'Ukraine. L'indice, qui était au plus haut de son histoire il y a un mois à peine, a effacé en une semaine ses gains depuis le début de l'année. Les petites valeurs n'ont pas été épargnées (le CAC Mid & Small a perdu 25 milliards d'euros). *« Les petites entreprises ont souvent une activité basée en France, elles sont donc plus vulnérables à l'évolution de l'économie ou de la fiscalité française*, explique Emmanuel Cau, analyste chez Barclays. *Dans l'ensemble, la semaine dernière, les investisseurs ont vendu les actions françaises de façon indéterminée craignant que les programmes des partis donnés en tête des sondages leur soient moins favorables. Mais on n'a pas vu de mouvement de panique. »*

Résultat, lundi à la clôture, le total de la valeur des entreprises cotées dans la capitale française est tombé à 3136 milliards de dollars, contre 3178 milliards de dollars pour Londres, dont les cours ont peu bougé ces derniers jours, calcule l'agence Bloomberg. *« Après une période considérable d'investissements dans les limbes, il y a des signes croissants que le Royaume-Uni regagne les faveurs d'investisseurs étrangers »*, pointe Richard Hunter, analyste chez Interactive Investors. Si la Bourse de Paris a quelque peu retrouvé des couleurs depuis le début de la semaine (+ 0,76 % mardi), il ne s'agit que d'une *« faible reprise »*, souligne Susannah Streeter, analyste chez Hargreaves Lansdown. Et elle pourrait ne pas durer. Car la place tricolore a perdu de son attrait aux yeux des investisseurs internationaux. *« La France est devenue le marché d'actions européen le plus mal-aimé des investisseurs »*, relèvent les stratèges de Bank of America (BofA) après avoir sondé les gestionnaires d'actifs la semaine dernière. Ce qui tranche singulièrement avec l'enquête réalisée en mai, lorsque la France était le premier choix de ces mêmes investisseurs.

L'issue incertaine des élections

Les élections législatives pourraient mener à l'arrivée au gouvernement du Rassemblement national, en tête dans les sondages, ou bien de membres de l'alliance de gauche Nouveau Front populaire. Mais les programmes politiques des deux camps effraient les investisseurs, qui craignent notamment un creusement des déficits publics, à cause de la baisse de la TVA proposée par le RN et de l'abrogation de la réforme des retraites voulue par la gauche (et par le RN à l'automne). L'issue incertaine des élections et la possibilité d'une absence de majorité absolue à l'issue du scrutin du 7 juillet, qui rendrait le pays difficilement gouvernable, risquent de porter un coup à l'attractivité de la place financière tricolore dans son ensemble. Jusqu'à présent, Paris est l'une des grandes gagnantes du Brexit.

Depuis 2021 et l'entrée en vigueur du divorce entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne, un grand nombre de banquiers d'affaires et de traders, dont les activités ne peuvent plus être réalisées depuis Londres faute de passeport européen, s'y sont installés. Les grandes banques américaines (JP Morgan, Morgan Stanley, Bank of America, Goldman Sachs…) ont été les premières à transférer leurs troupes dans la capitale. Elles ont été suivies par les grands hedge funds, des fonds de capital-investissement et des gestionnaires d'actifs. En quelques années, 7000 emplois directs et indirects ont ainsi été créés en France, principalement en Île-de-France. Soit bien plus que dans les autres grandes places du Vieux Continent également sur les rangs pour attirer les financiers de la City.

La France avait su trouver les arguments pour renforcer son attractivité. *« Un cap a été franchi avec l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir et la mise en place de réformes du travail et fiscales »*, assurait il y a quelques mois un banquier. Les impôts des entreprises ont été globalement allégés, tandis que le régime fiscal avantageux pour les salariés impatriés a été rallongé. Le gouvernement est depuis allé plus loin. Le 5 juin, le Parlement a adopté la loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France. Elle a été promulguée dans l'urgence le 13 juin par le président de la République. Son objectif est notamment de faciliter le financement des entreprises européennes en rendant la Bourse de Paris plus compétitive (plafonnement des indemnités de licenciement des traders, facilitation des introductions en Bourse…). Mais est-ce que cela sera suffisant pour retenir les financiers en cas changement de majorité à l'Assemblée ? *« À court terme, il ne devrait pas y avoir de changement, car les forces de la place de Paris n'ont pas subitement disparu et les décisions de relocalisation d'activités sont lourdes à prendre*, avance un banquier d'affaires. *Mais, on va entrer dans une période d'attentisme. »*

À plus long terme, des nuages apparaissent. *« L'effet Macron, c'est-à-dire le président pro business, avait joué en faveur de Paris et séduit les grands patrons de banques américaines*, avance un analyste. *L'effort de séduction des financiers risque d'être remis en question. »*

« Il est possible que la France ne soit plus aussi attractive après les élections, en particulier si le pays reste instable sur le plan politique, abonde Emmanuel Cau. *En fonction des résultats, beaucoup de questions vont se poser. Il pourrait y avoir des changements d'ordre fiscal ou sur la politique migratoire. Les banques anglo-saxonnes voudront être sûres de pouvoir continuer à attirer des talents du monde entier. »*

D'autres villes du Vieux Continent sont déjà sur les rangs pour accueillir les financiers : Milan et Madrid, par exemple se sont récemment dotées d'avantages fiscaux alléchants. Francfort, siège de la BCE, pourrait aussi avoir une carte à jouer même si jusqu'à présent, les banquiers et traders ont montré peu d'appétence pour la capitale régionale allemande. Et Londres n'a pas dit son dernier mot pour retenir les activités pouvant être réalisées depuis la Grande-Bretagne. ■

LES DÉCIDEURS

nominations@lefigaro.fr

FRANCK PONCET
Biocoop

Ex-président du directoire d'Emova, propriétaire entre autres de Monceau Fleurs ou d'Au Nom de la rose, Franck Poncet endosse désormais la direction générale de Biocoop. Il s'agit d'un retour aux sources pour l'ancien cadre de Monoprix qui a également exercé comme directeur général puis président de Naturalia.

ISABELLE LONGEAT
Brico Dépôt

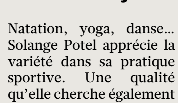


Brico Dépôt, enseigne filiale de Kingfisher, confie la direction supply chain et logistique à Isabelle Longeat, qui a assumé des responsabilités similaires chez Valeo Service, Sperian Protection, Brico Dépôt une première fois et, dernièrement, Leroy Merlin. Elle rejoint le comité de direction France.

CLAIRE RÉNIER
Happn

L'application de rencontre happn recrute Claire Rénier comme directrice de la communication. Elle devra nouer des collaborations stratégiques ainsi que créer et animer des communautés. Auparavant, elle a travaillé en tant que consultante en relations presse et influence dans des agences telles Hopscotch et Weber Shandwick. Elle conseillait happn depuis 2020.

Intersport France recrute sa DG adjointe chez Carrefour



Natation, yoga, danse… Solange Potel apprécie la variété dans sa pratique sportive. Une qualité qu'elle cherche également dans son parcours professionnel. Trader, consultante, dirigeante de PME, cadre chez Carrefour, elle a multiplié les expériences et accepte une nouvelle mission, celle de directrice générale adjointe d'Intersport.

Adolescente, elle éprouvait une soif de liberté. Un séjour d'un an aux États-Unis lui a donné simultanément l'amour des langues et des envies d'ailleurs, la conduisant dans les rangs de HEC. En parallèle de l'école de commerce, elle a réalisé un stage en finance à Londres.

Contre toute attente, elle a adoré cet univers souvent jugé aride, sinon hostile. Elle a logiquement débuté en tant qu'analyste dans la banque d'investissement Merrill Lynch. *Cela a constitué un formidable amusement intellectuel et j'ai bénéficié d'un accompagnement incroyable de la part de mes supérieurs qui y voyaient un passage de flambeau*, rapporte-t-elle.

Aussi n'ont-ils pas caché leur déception en apprenant son départ en 2009. *« Je ressentais le besoin de me rapprocher du monde de l'entreprise »*, justifie-t-elle. Elle a rallié Accuracy, société de conseil fraîchement créée qui lui offrait davantage de latitude. Sept ans plus tard, elle s'est rendue à l'évidence, ne pouvant retarder encore l'échéance. Son père avait fondé une start-up d'informatique qu'il considérait comme son troisième enfant, elle se savait destinée à lui succéder. Seulement, quelques mois après son arrivée, le décès de son mentor l'a menée à l'impasse, la propulsant patronne avant l'heure.

Perspectives inédites

Confrontée à des résultats en baisse, elle a finalement cédé l'affaire en 2018, estimant qu'il s'agissait du *« meilleur choix pour tous »*, y compris pour les salariés. Souffrant de la solitude imposée par sa tâche, elle n'a pas été convaincue par ce bref essai d'entrepreneuriat.

Elle a préféré rejoindre Carrefour, qui lui soumettait des perspectives inédites. Pendant cinq ans, elle a gravi les échelons, s'attelant à des challenges différents. Son évolution semblait tracée, elle a pourtant privilégié un autre chemin avec Intersport. *« Le groupe a connu une forte croissance, qu'il faut désormais structurer : cela ne ressemblait à aucun des défis que j'avais relevé précédemment »*, expose-t-elle.

MAUD KENIGSWALD
MKENIGSWALD@LEFIGARO.FR

CÉCILE PAILLARD
Generali

Précédemment directrice générale de la branche Méditerranée, Moyen-Orient & Afrique de Coface après avoir évolué chez Axa, Cécile Paillard ralliera Generali en tant que directrice de la transformation, le 2 septembre. Parmi ses priorités figureront la digitalisation et l'innovation au service de l'expérience clients.

GUILLAUME CLÉMENT
Dailymotion

Chef des opérations de Dailymotion depuis mai 2020, Guillaume Clément est promu directeur général de l'entreprise. Le PDG, Maxime Saada, conserve seulement la présidence. Bichoï Bastha devient quant à lui directeur général adjoint de Dailymotion et directeur général de Dailymotion Advertising, tout en gardant ses fonctions actuelles, à la tête du business et des revenus.

KAREN LEVY
Corsair

Dernièrement directrice de la communication et de la marque de SNCF Gares & Connexions, Karen Levy arrive auprès de Corsair en tant que directrice du marketing, de la communication et des affaires publiques de la compagnie aérienne, membre du comité exécutif. Elle connaît bien le secteur pour avoir gravi les échelons chez ADP.

Amazon met les bouchées doubles dans l'IA générative

Ingrid Vergara

Sa filiale cloud AWS investit tous azimuts pour étendre ses infrastructures dans le monde et développer son écosystème.

AWS est en bonne voie pour franchir les 100 milliards de dollars de revenus cette année. Si elle était indépendante, la filiale cloud d'Amazon figurerait parmi les 100 plus grandes entreprises mondiales. Mais elle voit encore plus grand. Depuis plusieurs mois, la société multiplie les annonces d'investissements à coups de dizaines de milliards de dollars pour pousser ses pions dans l'intelligence artificielle partout dans le monde.

D'une part, AWS étend son infrastructure de centres de données et de serveurs capables de gérer les calculs complexes nécessaires au développement de l'IA générative, qui sont très gourmands en puissance de calcul. États-Unis, Inde, Arabie saoudite, Émirats, Mexique, Espagne (15 milliards de dollars sur dix ans), Singapour (8 milliards), Allemagne (7,8 milliards d'euros)… Au total, la société prévoit d'investir au moins 150 milliards de dollars au cours des quinze prochaines années, car partout dans le monde les entreprises ont plus que jamais besoin de capacités de stockage et de puissance de calcul pour utiliser les pleines capacités de ces nouvelles technologies.

« Nous assistons actuellement à une activité incroyable dans le domaine de l'IA, en particulier parmi les start-up en Europe avec par exemple Hugging Face, *qui s'est donné pour mission de démocratiser les modèles d'IA open source*, ou Mistral AI, *qui construit aussi des modèles de fondation étonnants »*, explique Swami Sivasubramanian, vice président IA et data chez AWS, lors de son passage à Paris. *« L'IA générative fascine le public, mais cette technologie va bien au-delà d'un simple robot conversationnel, comme ChatGPT. Elle a le potentiel de bouleverser tous les secteurs d'activité de manière significative »*, ajoute-t-il.

Investir davantage dans des start-up d'IA spécialisées fait aussi partie intégrante de la stratégie d'AWS. Outre ses 4 milliards de dollars injectés dans Anthropic, une société concurrente d'OpenAI, Amazon a participé à la levée de fonds de 220 millions d'euros de la jeune start-up française H, qui développe aussi des modèles de fondation. Le géant américain vient également d'annoncer 230 millions de dollars supplémentaires, sous forme de crédits pour utiliser ses infrastructures, à destination de jeunes sociétés qui utilisent l'IA générative pour résoudre des défis complexes dans différents secteurs.

Si AWS met les bouchées doubles, c'est que le retour sur investissement est déjà là. Au premier trimestre, son bénéfice opérationnel s'est affiché à 9,4 milliards de dollars, contribuant à plus de 60 % à celui de l'ensemble du groupe Amazon. L'IA générative est déjà un relais de croissance de *« plusieurs milliards de dollars »*, affirmait au premier trimestre Adam Selipsky, le PDG d'AWS remplacé en mai dernier par Matt Garman (jusque-là responsable des ventes et du marketing). Et ce, grâce à l'accélération des dépenses sur son offre professionnelle des entreprises, dont plusieurs sont en train de passer de la phase d'expérimentation à la production.

> **« L'IA générative fascine le public mais cette technologie va bien au delà d'un simple robot conversationnel comme ChatGPT. Elle a le potentiel de bouleverser tous les secteurs d'activité de manière significative »**
>
> **Swami Sivasubramanian**
> Vice-président IA et data chez AWS

Aux entreprises qui construisent des modèles, AWS fournit une infrastructure *« à l'état de l'art »*, avec les meilleurs composants Nvidia, ses puces IA maison (Trainium et Inferentia) et son logiciel Sagemaker pour construire, entraîner et déployer ces modèles. Aux sociétés qui souhaitent développer des applications d'IA sur des modèles déjà entraînés, le géant propose sa plateforme de modèles et d'outils Bedrock. *« Nous avons été les premiers à dire qu'aucun modèle ne régnera seul sur le monde, qu'il y aurait différents modèles utiles pour différents cas d'usage. Aujourd'hui, vous pouvez constater que presque tous les fournisseurs de cloud imitent notre stratégie »*, souligne Swami Sivasubramanian. Pour développer son propre assistant d'IA générative pour les entreprises, baptisé Amazon Q, le groupe a d'ailleurs lui-même utilisé plusieurs modèles pour répondre aux différents cas d'usage (écrire ou debugger du code informatique, aider à l'analyse de données commerciales…) . *« Il y aura peut-être une certaine consolidation sur les très grands modèles à usage général, mais les modèles spécifiques à un domaine vont exploser de manière importante »*, ajoute-t-il.



RICCARDO MILANI / HANS LUCAS VIA REUTERS

AWS prévoit d'investir 150 milliards au cours des quinze prochaines années afin d'utiliser les pleines capacités des nouvelles technologies d'IA.

Plus discret sur ses annonces stratégiques en matière d'IA générative que d'autres grands acteurs technologiques américains, Amazon a pu être perçu un temps comme en retard. *« La grande différence est que nous ne nous concentrons pas sur un chatbot grand public, mais sur la manière de faire de chaque société une entreprise d'IA, et d'augmenter la productivité de chaque salarié au sein des entreprises. Nous avons donc tendance à montrer que nous livrons d'abord des résultats, et nous laissons les clients parler pour nous plutôt que l'inverse »* souligne-t-il.

Amazon n'oublie pas pour autant l'intégration de l'IA générative pour le grand public. L'entreprise teste un assistant virtuel nommé Rufus qui fournit des conseils d'achat aux clients américains naviguant sur son site d'e-commerce. Le PDG, Andy Jassy, a promis, dans sa lettre aux actionnaires en avril, *« un Alexa encore plus intelligent »* grâce à l'IA. Une nouvelle version pourrait notamment lui permettre de tenir des conversations, de fournir des réponses plus pertinentes ou encore d'effectuer des tâches nécessitant l'utilisation de plusieurs applications. *« Nous innovons constamment. Et vous verrez de plus en plus d'innovations alimentées par l'IA générative dans une grande variété d'activités d'Amazon, comme la publicité. Presque tous les aspects d'Amazon sont en train d'être réinventés grâce à l'IA générative »*, confirme Swami Sivasubramanian.

La généralisation annoncée de l'usage de ces technologies pose inévitablement la question de la hausse de la consommation énergétique qui l'accompagnera. *« Nous investissons énormément pour rendre le processus d'entraînement des modèles extrêmement efficace sur le plan énergétique. Et, avec BedRock, nous offrons à nos clients de choisir le modèle le plus efficient au lieu du plus grand modèle. Cela signifie qu'au moment de l'exécution, vous n'économisez pas seulement de l'argent, mais aussi de l'énergie »*, explique le dirigeant.

En mars, Amazon a racheté pour 650 millions de dollars un data center en Pennsylvanie, aux États-Unis, directement alimenté par une centrale électrique adjacente. Les centres de données sont au cœur de la croissance de la demande en électricité à travers le monde. Selon une étude publiée par Goldman Sachs Research en mai dernier, la demande en énergie des centres de données augmentera de 160 % dans le monde d'ici à 2030, principalement à cause de l'IA. D'après les calculs de l'agence internationale de l'énergie, une seule requête faite sur ChatGPT exige 2,9 wattheures d'électricité contre 0,3 wattheure pour une recherche Google. *« Pour chaque couche de la pile technologique, il faut trouver les bonnes techniques d'optimisation de l'énergie et de durabilité, de sorte que nous puissions faire face à ce problème de manière efficace. Et c'est exactement ce que nous sommes en train de faire »*, assure Swami Sivasubramanian. ■

Antitrust : Adobe attaqué pour ses conditions de désabonnement

Keren Lentschner

La FTC reproche au propriétaire de Photoshop un parcours client trompeur.

Adobe subit à son tour les foudres du gouvernement américain. La maison mère de Photoshop et Acrobat est accusée par la FTC (Federal Trade Commission), le gendarme local de la concurrence, d'avoir trompé ses utilisateurs sur les conditions de résiliation à ses logiciels. *« La FTC est passée à l'acte contre Adobe et deux de ses dirigeants pour avoir poussé leurs clients à souscrire des abonnements puis les avoir rendus incroyablement difficiles à résilier »*, a tweeté Lina Kahn, la patronne de la FTC, nommée en 2021 par Joe Biden.

Dans la plainte, portée par le Département de la Justice, l'entreprise est accusée *« d'avoir fait du tort aux consommateurs en les embarquant contre leur gré dans ses abonnements les plus chers »*, annuels, sans avoir été transparente sur les conditions. Les tarifs étaient dissimulés au travers de cases optionnelles à cocher et de liens hypertextes, avec des frais de résiliation *« pouvant s'élever à plusieurs centaines de dollars »*, selon la plainte.

Tenter de résilier son abonnement supposait ainsi de parcourir de nombreuses pages web et pop-up avant d'être *« piégé »* par des frais de résiliation anticipés qui pouvaient dissuader l'utilisateur d'aller jusqu'au bout. Même parcours du combattant pour ceux qui essayaient de mettre un terme à leur abonnement par téléphone ou via le chat. Les appels et échanges étaient *« abandonnés ou déconnectés et les abonnés devaient alors réexpliquer la raison de leur appel »*.

La FTC enquêtait sur Adobe depuis fin 2023. En ligne de mire, le modèle économique de l'entreprise qui a évolué ces dernières années vers l'abonnement au détriment de l'achat de licences. Une activité qui lui a rapporté l'an passé 14,2 milliards de dollars de chiffre d'affaires, deux fois plus qu'en 2019.

Adobe n'est pas la première entreprise ciblée par Lina Khan, la patronne de la FTC. L'an passé, elle avait poursuivi en justice Amazon, accusé d'empêcher ses utilisateurs de résilier leurs abonnements à son service Prime. *« Les Américains en ont assez des entreprises qui dissimulent leurs conditions d'abonnement au moment de la souscription et mettent ensuite des bâtons dans les roues lorsque leurs clients essaient de les annuler »*, a déclaré Samuel Levine, l'un des dirigeants de la FTC.

La surveillance monte d'un cran avec l'arrivée de l'IA

Plus généralement, la FTC a durci le ton depuis plusieurs années à l'égard des géants de la tech. Elle vient même de s'allier au Département américain de la Justice pour attaquer Nvidia, Microsoft et OpenAI, accusés de position dominante dans le secteur de l'intelligence artificielle.

En 2019, les deux autorités avaient déjà « pactisé » une première fois et lancé une enquête contre Google, Apple, Amazon et Meta. Depuis, chacun d'entre eux a été poursuivi par le gouvernement pour avoir enfreint les règles de l'antitrust. La surveillance n'a fait que monter d'un cran avec la montée en puissance de l'IA générative. ■

LA SÉANCE DU MARDI 18 JUIN

LE CAC

LE CAC	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12
ACCOR	37,89	+1,61	37,99	37,53	0,326	+9,51
AIR LIQUIDE	162,26	+1,17	162,74	160,02	0,122	-7,87
AIRBUS	148,12	+1,59	148,4	146,26	0,141	+5,97
ARCELORMITTAL SA	22,09	+1,19	22,19	21,69	0,315	-13,96
AXA	30,53	+1,83	30,65	30,06	0,25	+3,53
BNP PARIBAS ACT.A	59,46	+0,54	60,12	58,71	0,237	-5
BOUYGUES	31,4	+0,9	31,6	31,03	0,18	-7,97
CAPGEMINI	183,75	+0,52	185,95	182,6	0,187	-2,65
CARREFOUR	13,92	-4,26	13,985	13,14	1,636	-15,97
CREDIT AGRICOLE	13,045	+0,46	13,19	12,89	0,168	+1,5
DANONE	59,26	+0,3	59,38	59,02	0,137	+0,99
DASSAULT SYSTEMES	35,86	+1,39	35,99	35,5	0,085	-18,93
EDENRED	40,62	+1,83	40,71	39,86	0,254	-24,97
ENGIE	13,3	+0,72	13,335	13,105	0,23	-16,45
ESSILORLUXOTTICA	206,8	+0,29	207,9	205,9	0,067	+13,88
EUROFINS SCIENT.	53,32	+1,33	53,32	52,52	0,215	-9,6
HERMES INTL	2119	-0,28	2148	2105	0,039	+10,43
KERING	310,7	+1,99	315,55	306,55	0,225	-22,13
L'OREAL	441,55	-1,2	446,8	438,05	0,06	-2,02
LEGRAND	94,02	+1,31	94,06	93,16	0,134	-0,09
LVMH	710,1	-1,02	726,7	707,9	0,064	-3,2
MICHELIN	37,44	+1,19	37,45	36,93	0,184	+15,34
ORANGE	9,362	+0,19	9,43	9,326	0,276	-9,14
PERNOD RICARD	131,05	-0,19	132,55	130,4	0,181	-17,97
PUBLICIS GROUPE SA	99,6	+0,75	99,96	98,82	0,131	+18,57
RENAULT	49,36	+1,44	49,96	48,98	0,315	+33,75
SAFRAN	202,7	+1,4	204,3	200,8	0,133	+27,12
SAINT GOBAIN	74,68	+1,94	74,74	73,32	0,208	+12,03
SANOFI	88,51	+0,96	88,69	87,35	0,113	-1,39
SCHNEIDER ELECTRIC	227,6	+2,02	229,1	224,75	0,117	+25,21
SOCIETE GENERALE	22,43	+0,09	22,87	22,25	0,43	-6,64
STELLANTIS NV	19,012	+0,19	19,246	18,946	0,079	-10,09
STMICROELECTRONICS	40,06	+0,82	40,615	39,72	0,158	-11,46
TELEPERFORMANCE	100,1	+3,47	100,4	97,78	0,321	-24,2
THALES	153,05	+0,66	154,8	152,2	0,106	+14,26
TOTALENERGIES	62,86	+1,39	63,04	61,69	0,153	+2,05
UNIBAIL-RODAMCO-WE	72,36	+2,55	72,62	70,84	0,294	+8,13
VEOLIA ENVIRON.	28,38	+2,45	28,62	27,93	0,373	-0,63
VINCI	100,5	+2,24	100,8	98,64	0,218	-11,61
VIVENDI SE	9,752	+2,46	9,786	9,588	0,26	+0,79

LES DEVISES

LES DEVISES	MONNAIE	1 EURO=	
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6207	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,4731	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8454	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	8,3664	HKD
JAPON	YEN	169,41	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9512	CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,0715	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,366	TND
MAROC	DIHRAM	11,103	MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	34,9773	TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	51,1215	EGP
CHINE	YUAN	7,7748	CNY
INDE	ROUPIE	89,3885	INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	144,0891	DZD

L'OR

L'OR	VEILLE	31/12
Lingot 1KG	69 606,3€	+15,79 %
Lingot 100g	6 972,63€	+15,76 %
Lingot 50g	3 492,82€	+15,73 %
Lingot ONCE (31,10g)	2 176,1€	+15,69 %
Lingot 10g	706,26€	+15,52 %
Lingot 2,5g	184,74€	+14,82 %
20Fr NAPOLÉON	433,34€	+15,79 %
20Fr SUISSE	428,49€	+15,79 %
SOUVERAIN	542,07€	+15,79 %
KRUGGERAND	2 315,29€	+15,79 %
50 PESOS	2 766,66€	+15,79 %
10 DOLLARS	1 131,89€	+15,79 %
20 DOLLARS	2 262,79€	+15,79 %

La recomposition du paysage politique renforce le casse-tête des temps de parole

Caroline Sallé

La campagne électorale expresse et plusieurs situations inédites compliquent la tâche des télés et des radios.

Des calculs qui risquent de s'apparenter à un *« supplice chinois »*. La semaine dernière, en marge d'une présentation du dispositif pour les Jeux olympiques, le directeur de l'information de France Télévisions, Alexandre Kara, annonçait la couleur pour les élections législatives anticipées. *« On s'est déjà arraché les cheveux durant les européennes et le calcul des temps de parole sera à nouveau très compliqué »*, pronostiquait-il.

Ses concurrents acquiescent en chœur. *« Un casse-tête à chaque fois*, se lamente l'un d'eux. *Nous avons un service composé de plusieurs juristes, auquel s'ajoute une société externe, pour gérer et mesurer seconde par seconde les temps de parole des uns et des autres. C'est la règle, nous l'acceptons et il n'est pas question de se retrouver en délicatesse avec l'Arcom. Mais c'est terriblement complexe. »* Les élections *« réclament beaucoup d'organisation et de méthode »*, reconnaît Adrien Gindre, le chef du service politique TF1-LCI.

Pour ces législatives anticipées, l'Arcom, le régulateur de l'audiovisuel, a fixé la même règle que pour les européennes. S'agissant du temps de parole des candidats, de leurs partis et de leurs soutiens à la télévision et à la radio, le principe qui s'applique est celui de l'équité et non l'égalité stricte. Cette équité s'évalue à l'aune de leur représentativité qui s'apprécie en fonction de leurs résultats aux précédentes élections – les législatives de 2022 et les européennes du 9 juin –, des sondages et de la capacité des partis à animer la campagne, lors de meetings ou encore sur les réseaux sociaux, indique l'Arcom.

Depuis le mardi 11 juin, date du début du décompte des temps de parole, radios et télévisions sont dans les starting-blocks. Les chaînes et les radios doivent effectuer leurs calculs en fonction de deux décomptes. L'un au niveau local, par circonscription, en respectant une équité entre les candidats. Et l'autre, au niveau national, en respectant une équité entre les partis. *« C'est dans ce décompte que l'on intègre par exemple tout ce qui relève du programme d'un parti »*, explique Adrien Gindre. Dans ce décompte sont également comptabilisées les interventions des ministres, comme Rachida Dati à la Culture ou Dupond-Moretti à la Justice, en soutien de la liste Renaissance, même s'ils ne sont pas candidats. Pour le premier ministre, Gabriel Attal, en campagne dans les Hauts-de-Seine, le décompte peut être local ou national dans le cadre des législatives. Quant à la longue conférence de presse d'Emmanuel Macron mardi dernier, elle sera intégralement imputée au parti de la majorité présidentielle sortante. Les radios et les télévisions doivent redoubler de vigilance. Première difficulté, le tempo allegro de la campagne électorale. Les européennes s'étaient étirées sur huit semaines.

Cette fois, *la campagne n'excède pas deux grosses semaines et demie. Dans ces conditions, respecter l'équité des temps de parole s'avère plus difficile. Surtout pour une chaîne généraliste. France 3, par exemple, n'a qu'un magazine d'information par semaine, "Dimanche en politique"*, observe Cyril Guinet directeur réglementation de la déontologie et du pluralisme à France Télévisions. En cas de dérapage, la marge de manœuvre pour rectifier le tir est étroite.

Le rythme des décomptes s'est aussi accéléré. *« Compte tenu du calendrier extrêmement serré, nous demandons aux éditeurs de nous communiquer les résultats deux fois par semaine »* au lieu d'une, a expliqué la semaine dernière le président de l'Arcom, Roch-Olivier Maistre. Les groupes audiovisuels ont déjà remis une première copie lundi. La prochaine est attendue ce jeudi, puis les 24 et 26 juin, avant le premier tour du scrutin fixé au 30 juin.

> **« Compte tenu du calendrier extrêmement serré, nous demandons aux éditeurs de nous communiquer les résultats deux fois par semaine »**
>
> **Roch-Olivier Maistre** Président de l'Arcom

Surtout, alors que le paysage politique est en pleine recomposition, les relevés des temps de parole se corsent. *« Pour le parti LR, c'est un peu compliqué »*, relève Cyril Guinet. Sur quelle liste affecter les déclarations d'Éric Ciotti, dont l'exclusion à la présidence des Républicains, après son pacte avec le RN, a été invalidée par la justice ? *« Nous nous fondons sur le référentiel de l'Arcom, une liste de milliers de noms de personnalités politiques, mise à jour régulièrement »*, explique Cyril Guinet. *« À ce stade, le régulateur considère que le temps de parole d'Éric Ciotti est imputable au parti des LR. Une première décision de justice l'a maintenu dans ses fonctions de président LR. Mais des évolutions sont toujours possibles. Et il faut aussi faire preuve de bon sens »*, indique prudemment Adrien Gindre. *« En période électorale, intervient la notion de soutien*, précise de son côté Cyril Guinet. *Si Éric Ciotti dit lors d'une interview qu'il soutiendra tous les candidats RN, alors ce bout de phrase sera décompté de la liste RN. »*

La logique est valable pour tout le monde. Dans le cas où Olivier Faure, le premier secrétaire du Parti socialiste, soutiendrait un candidat du nouveau Front populaire avec une étiquette de La France insoumise, ces propos abonderaient la liste LFI. Député sortant de Seine-Saint-Denis, Alexis Corbière, n'a pas été réinvesti par LFI dans sa circonscription où il est élu depuis 2017. Mais il reste membre du parti LFI. À ce titre, ces propos seront imputés à la liste LFI. En revanche, le cas Marion Maréchal, écartée de Reconquête par Éric Zemmour, est différent. *« En tant que députée soutien du RN, ces déclarations seront décomptées sur le compte RN »*, indique le régulateur.

Les récentes alliances ont fait émerger trois grands blocs : *« L'un autour de la majorité présidentielle sortante, l'autre autour du Rassemblement national et le dernier autour du Nouveau Front Populaire*, rappelle Adrien Gindre. *Et chaque parti, au sein de ces blocs, a droit à son crédit de temps de parole en fonction de sa représentativité. »* Officiellement, seuls les partis comptent aux yeux de l'Arcom, pas les alliances. *« J'imagine que le régulateur se livrera quand même à une appréciation par bloc, afin d'évaluer si leur temps de parole correspond à leur représentativité »*, glisse un diffuseur. ■



Pour les législatives, le temps de parole des candidats à la télévision et à la radio est calculé sur le principe de l'équité et non sur l'égalité stricte.
VICTOR JOLY/ABACA/LOUISBEAUCHET/STOCK ADOBE

Havas va investir 400 millions d'euros dans la data et l'IA

Chloé Woitier

Le groupe de communication a dévoilé son plan stratégique en vue de sa probable entrée en Bourse d'ici à 2025.

« Havas est à un beau moment de son histoire avec des résultats très positifs et il faut en profiter pour accélérer », confie au *Figaro* Yannick Bolloré, PDG du groupe de communication. C'est pourquoi ce dernier a présenté mardi matin un nouveau plan stratégique en marge des Cannes Lions, le grand rendez-vous annuel des professionnels de la publicité. Nommé Converged, *« il ouvre un nouveau chapitre pour Havas en préparation de notre probable entrée en Bourse entre la fin 2024 et le début 2025 »*, poursuit-il.

La maison mère d'Havas, Vivendi, est en effet en train d'étudier un projet de scission en quatre entités, où le groupe de communication, Canal+ et un pôle regroupant Lagardère (Hachette, Europe 1, *Le JDD*, Lagardère Travel Retail...) et Prisma Media (*Femme Actuelle*, *Télé Loisirs*...) seraient cotés individuellement en Bourse afin de renforcer leur valorisation. En 2023, Havas avait réalisé un chiffre d'affaires de 2,87 milliards d'euros (+ 4,3 %), un record historique pour le groupe français.

La principale annonce du plan Converged est le lancement à l'échelle du groupe (23 000 collaborateurs) et de ses différents métiers (création publicitaire, conseil, relations publiques, achats programmatiques...) d'un *« système d'exploitation »* unique et compatible avec les systèmes informatiques des clients d'Havas. Grâce à l'appui de la donnée et de l'intelligence artificielle, cette plateforme, qui sera déployée dans les prochains mois, va permettre de piloter les étapes clés d'une campagne publicitaire : analyse fine de la donnée et des signaux faibles *« afin de bâtir des campagnes efficaces »*, création publicitaire en tant que telle, production des contenus personnalisés, et mesure de la performance afin d'optimiser en temps réel le message et les achats média.

Ce système d'exploitation a déjà été testé auprès d'une poignée de clients. Sanofi s'en est ainsi servi en Amérique du Nord et en Amérique latine afin de mieux sensibiliser les familles noires et hispaniques sur la vaccination des nourrissons contre la bronchiolite. La marque d'enceintes et de casques audio JBL a renforcé sa notoriété en ciblant des niches de consommateurs, tandis que KFC a déployé une campagne pour corriger son image négative chez les amateurs de fast-food. *« Nous l'avons aussi testé pour la communication autour de la série* Terminal *de Canal+ »*, ce qui a permis de créer des visuels et des messages adaptés à chaque type de public ciblé, indique Yannick Bolloré. Cette plateforme a été développée en interne durant neuf mois *« avec l'appui de partenaires data et tech, comme Adobe »*, poursuit le PDG. Havas a en effet étendu à l'automne dernier son partenariat avec le groupe américain afin que ses agences aient notamment accès à une palette de solutions pour accélérer la création publicitaire (Adobe GenStudio), et à l'IA générative de visuels Adobe Firefly.

> **« Si nous nous appuyons sur l'IA et la donnée, la créativité humaine reste au cœur de nos métiers et elle fera toujours la différence. Mais ceux qui n'utilisent pas ces technologies vont se faire remplacer par ceux qui savent les manier »**
>
> **Yannick Bolloré** PDG d'Havas

« Si nous nous appuyons sur l'IA et la donnée, la créativité humaine reste au cœur de nos métiers et elle fera toujours la différence », insiste Yannick Bolloré. *« Mais ceux qui n'utilisent pas ces technologies vont se faire remplacer par ceux qui savent les manier. Il est donc important de former nos équipes à ces outils »*, poursuit-il en prenant l'exemple du logiciel d'édition et de retouche d'images Photoshop, créé au début des années 1990. S'il a pu à l'époque faire polémique, son usage trente ans plus tard ne pose plus question.

La création de ce *« système d'exploitation »* fait partie d'une nouvelle enveloppe d'investissement de 400 millions d'euros répartis sur les quatre prochaines années et dédiés à la data, l'IA générative et les technologies marketing. Une accélération alors qu'Havas avait investi un total de 600 millions d'euros ces dix dernières années sur ces mêmes sujets.

De tels investissements sont communs aux grands groupes de communication. En janvier, le français Publicis avait dévoilé un plan IA de 300 millions d'euros sur trois ans, dont 100 millions sur la seule année 2024. Cette somme est dévolue à 50 % à *« la formation et au recrutement des équipes, et 50 % à la technologie, via l'achat de licences, de logiciels informatiques et d'infrastructures cloud »*, avait précisé Publicis.

Par ailleurs, Havas va poursuivre sa politique offensive d'acquisitions. Après avoir racheté dix agences à travers le monde l'an passé, *« nous avons déjà réalisé quatre acquisitions de toutes tailles cette année en France, au Royaume-Uni et au Moyen-Orient, et nous allons continuer »*, conclut Yannick Bolloré. ■



LE FIGARO et vous

HORLOGERIE

CHEZ AUDEMARS PIGUET, ON A RÉTRÉCI LA ROYAL OAK! PAGES 32 ET 33



TÉLÉVISION

« TOP CHEF » : DANS LES COULISSES D'UNE FINALE À SUSPENSE

PAGE 34



AUDEMARS PIGUET ; JULIEN THEUIL/M6 ; COURTESY OF FOCUS FEATURES/UNIVERSAL PICTURES INTERNATIONAL FRANCE

« The Bikeriders » à tombeau ouvert

Jeff Nichols dépeint avec mélancolie un gang de motards ivres de vitesse et de liberté dans les années 1970. PAGE 28

L'aventure musicale selon Yara Lapidus

Olivier Nuc

En concert à l'Institut du monde arabe ce soir, la chanteuse revisite une chanson de David Bowie avec des accents orientaux. À découvrir d'urgence.

On connaissait la déchirante version acoustique donnée en 1994 par Nirvana de *The Man Who Sold the World*. Celle-ci a largement contribué à faire connaître l'originale, enregistrée par David Bowie vingt-quatre ans plus tôt. Aujourd'hui, il faut apprendre à conjuguer ce morceau unique dans la langue arabe. La chanteuse franco-libanaise Yara Lapidus l'a reprise avec le concours de Gail Ann Dorsey, complice de longue date du chanteur anglais. L'artiste l'interprétera ce 19 juin, à l'Institut du monde arabe (IMA), parmi d'autres compositions de son cru. *« J'en ai profité pour recruter des musiciens aux couleurs orientales, cette fois*, explique Yara Lapidus. *J'avais pris l'habitude d'arrangements plutôt pop, mais cette fois je propose un vrai mélange entre les deux approches. »* Un écrin idéal pour le chant à la fois délicat et habité de cette femme aventurière de la musique depuis son premier album, en 2010, après une vie de mannequin, activité qu'elle a pratiquée en arrivant à Paris à 18 ans.

Son dernier essai, l'EP *Orientée*, pourrait bien être un tournant dans l'affirmation de sa double appartenance culturelle, entre le Liban, où elle est née, et la France, où elle vit depuis de longues années. *« J'aime bien renverser la table sur chaque disque »*, confie-t-elle avec gourmandise. Dès la fin du mois, la jeune femme sera déjà au travail sur un nouvel album. *« Cette remise en question permanente est importante pour moi. Je sais exactement où je vais. Le plus important est d'être fidèle à soi-même, sans chercher à produire un son qui marche. Ce n'est pas comme si je courais après les charts »*, s'amuse-t-elle. Après avoir collaboré avec le grand Gabriel Yared - ancien complice de Françoise Hardy, entre autres - et le fidèle d'Étienne Daho Jean-Louis Piérot, Yara Lapidus a travaillé avec l'Américaine Gail Ann Dorsey, qui vit à Paris après avoir accompagné Bowie dans les années 1990 et 2000. *« J'ai toujours été curieuse des autres et avide de rencontres. C'est ainsi que j'avance, sans œillère. »*

Comme un retour aux sources

Pour Yara Lapidus, se produire aujourd'hui à l'IMA est comme un retour aux sources. *« Le projet* Orientée *est né là-bas. Il y a deux ans, j'avais visité l'exposition sur les divas orientales. J'étais en larmes en sortant. J'avais appelé mon père pour lui demander où était passé cet Orient libre et majestueux. Ces filles en bikini qui profitaient de la vie. J'en ai fait des chansons. »*

Avec sa haute stature, Yara Lapidus est une diva des temps modernes, qui avance sur deux continents à la fois. *« Je considère le Liban comme mon papa et la France comme ma maman. Je sens toujours que la France me protège. Même si la situation actuelle n'est pas rassurante du tout, bien sûr. »* ■

«The Bikeriders» appuie sur le starter

Éric Neuhoff

En s'inspirant des photos de Danny Lyon, Jeff Nichols orchestre le tumulte d'un gang de bikers dans les années 1970.

Moteur ! Plus que jamais, la formule technique est appropriée. Les pots d'échappement grondent, les grosses cylindrées vrombissent. Inspiré des photos (en noir et blanc) de Danny Lyon, le film (en couleurs) s'intéresse à un gang de bikers basé à Chicago. *The Bikeriders*, divisé en deux parties, se compose d'interviews réalisées en 1969 et en 1973. La méthode – voix off, flash-back, arrêts sur image – rappelle *Les Affranchis*. Kathy (Jodie Comer) raconte sa passion tumultueuse pour Benny (Austin Butler, frais émoulu d'*Elvis*). Elle le rencontre dans un bar. Il est appuyé sur le billard, avec ses airs penchés à la James Dean. Son blouson de cuir signale qu'il appartient aux «Vandales». Refuser de l'enlever dans un territoire ennemi lui vaudra une solide raclée. Le chef de la bande (Tom Hardy) adopte des postures comme Brando dans *L'Équipée sauvage*. On ne la lui fait pas. Laconique, il règne sur ses troupes.

La jeune brune et lui vont se disputer l'affection du brave Benny, capable de griller sept feux rouges d'affilée. Les coups de tête ne lui font pas peur. La preuve : cinq semaines plus tard, il épouse Kathy. Ce qui lui plaît chez lui : sa liberté. Ce qui l'affole : cette même liberté. L'avenir vibre d'incertitude. Le risque n'est pas mince de périr dans un accident. Autre option : une bagarre qui tourne mal. La demoiselle se ronge les ongles. Le rebelle se plie aux lois de son camp. Son tabassage lui a laissé une cheville en bouillie. Il doit dire adieu pour un temps à ses chevauchées pétaradantes. Cela ne l'empêche pas de participer aux pique-niques, de fréquenter l'établissement qui sert de QG à cette troupe d'intrépides, de désaxés.

Classicisme nostalgique et revigorant

Vétérans du Vietnam, ces rescapés de la contre-culture californienne aux dents pourries se saoulent à l'alcool de houblon, défient leurs adversaires, se taillent une réputation d'envergure nationale. Des prétendants déboulent de tout le pays dans l'espoir d'être adoubés. Un gandin arrogant n'oubliera pas qu'il a été recalé. Le journaliste tend son micro à l'héroïne qui oscille entre stupeur et désolation. Il faut l'écouter quand elle évoque cette tentative de viol au cours d'une soirée (tout cela sur un malentendu, en plus : mauvaise idée d'avoir essayé cette robe rouge). Il y aura des morts. Les illusions finiront en cendres. Comme dit l'un des protagonistes, on est passé des buveurs de bière aux fumeurs de joints. Une époque se pare des atours de la légende. Le couple s'oppose au groupe. Et s'ils étaient devenus des bons à rien ? Certains entreront même dans la police. Quelle déception ! À l'enterrement de l'un d'eux, une mère leur crache au visage.

Une intense mélancolie flotte sur cette pellicule au grain très seventies. Une lumière de plomb baigne ces existences marginales, entre Hunter Thompson et *Easy Rider*. Sur des tubes de Cream et des Stones, Jeff Nichols déroule cette chronique d'un classicisme nostalgique et revigorant, qui rappelle Robert Mulligan. Le final adresse un clin d'œil à *American Graffiti*. Rouler plein gaz et sans casque, telle est peut-être la définition du romantisme moderne. Cependant, quelque chose a foiré. Mais quoi ? ■



KYLE KAPLAN/FOCUS FEATURES/UNIVERSAL PICTURES INTERNATIONAL FRANCE; OLIVIER BORDE/UNIVERSAL PICTURES INTERNATIONAL FRANCE

Dans ce film empreint d'une intense mélancolie, Austin Butler incarne un jeune rebelle épris d'une liberté irréductible.

«The Bikeriders»
Policier de Jeff Nichols
Avec Austin Butler, Jodie Comer, Tom Hardy, Michael Shannon, Mike Faist
Durée : 1h56
Notre avis : ●●●◐

Jeff Nichols : «Je suis un réalisateur nostalgique»

Shotgun Stories, *Take Shelter*, *Mud*, *Midnight Special*, *Loving*... En quelques films, Jeff Nichols s'est imposé comme un auteur américain singulier et sensible. À 45 ans, il revient avec *The Bikeriders*, portrait élégiaque d'un club de motards au tournant des années 1970. Rencontre à Paris avec un cinéaste hors mode.

LE FIGARO. – Sept ans se sont écoulés entre *Loving* et *The Bikeriders*. Pourquoi un tel écart ?

JEFF NICHOLS. – Après *Loving*, en 2016, j'ai eu une offre de la Fox pour tourner un film de science-fiction à gros budget. J'ai écrit un scénario original qui m'a pris trois ans. Mais la Fox a été rachetée par Disney et la firme m'a dit : *«Pourquoi ferait-on votre film de SF, on a déjà* Star Wars *?»* Je n'avais rien à leur répondre sinon : *«Parce qu'il est bon.»* Je n'avais pas d'autres projets, comme à mon habitude d'ailleurs. J'ai toujours écrit mes films les uns après les autres, ce qui fait de moi un mauvais producteur... Cela dit, j'avais réussi à les enchaîner. J'ai repensé alors au livre de Danny Lyon, que mon frère m'avait offert vingt ans auparavant. J'étais obsédé par ces photos de motards du début des années 1970.

En quoi les photos de Danny Lyon vous ont-elles marqué ?

Ces photos dégagent quelque chose de très romantique. Elles forment le portrait d'une sous-culture. Et les entretiens qui les accompagnent sont un matériau très riche pour un raconteur d'histoire. 70 % des dialogues viennent du livre. Il ne me restait plus qu'à imaginer une intrigue.

Pourquoi raconter cet univers masculin à travers les yeux d'une femme, Kathy ?

Kathy est le personnage le plus intéressant du livre de Danny Lyon. Si vous la retirez de l'histoire, vous n'avez que le point de vue d'une bande de gars. Et aucun ne voudra dire la vérité. Kathy se demande comment elle a atterri dans ce club. Elle ne se cache pas derrière un masque. J'adore ce personnage et la façon dont Jodie Comer l'interprète.

Pour le personnage de Johnny, joué par Tom Hardy, aviez-vous le Marlon Brando de *L'Équipée sauvage* à l'esprit ?

La référence est dans le livre de Danny. Une photo montre même Brando en couverture d'un magazine télé. *L'Équipée sauvage* est un film très risqué pour un studio dans les années 1950. Il met en scène un viol. Mais Tom Hardy ne s'est pas contenté de l'imiter, il a vraiment composé son personnage. Johnny n'est pas le chef d'un club de hors-la-loi. Ces hommes sont issus de la classe ouvrière. Certains ont un boulot, une femme et une maison mais ils ne se sentent pas à leur place dans la société. Le club leur permet d'inventer leurs règles mais il n'a rien à voir avec les gangs de bikers d'aujourd'hui.

Vous montrez d'ailleurs la dérive du club vers une organisation criminelle...

Les membres originels aiment la violence. Ils se battent avec leur poing ou une lame. Mais, au fil des ans, les nouveaux membres, dont certains de retour de la guerre du Vietnam, sous l'effet des drogues dures, possèdent des armes à feu et font dériver le club vers la criminalité organisée.

Il y a un clin d'œil à *Easy Rider*, à travers le biker Funny Sonny...

Elle n'est pas dans le livre de Danny mais c'est une anecdote que j'ai trouvée ailleurs. Un biker était payé 5 dollars pour chevaucher sa moto devant un cinéma et inciter les gens à venir voir *Easy Rider*. C'est symbolique de ce que devient le club. Sans aller jusqu'à dire qu'ils sont devenus des clowns, ils ne sont plus qu'une imitation d'eux-mêmes. Cela n'enlève rien à *Easy Rider*, peut-être le film ultime sur la contre-culture américaine des années 1960.



« Je voulais réaliser des films très simples, sans beaucoup de mouvement de caméra ni beaucoup de bruit. Cela tient peut-être à mon tempérament mais aussi à mon goût pour le cinéma des années 1960 »

Jeff Nichols

Votre regard sur ce club de motards est empreint de nostalgie, non ?

Oui, même si la nostalgie est quelque chose de difficile à définir. Dans *The Bikeriders*, on ne retrouvera pas cette liberté, cette innocence... Il y a aussi de la beauté dans ce sentiment de perte. La nostalgie ne se confond pas avec la tristesse. J'espère que le dernier sourire de Benny, joué par Austin Butler, exprime cette ambiguïté. Benny est un verre sans fond. Kathy et Johnny veulent le remplir chacun à sa façon. Mais il n'en a rien à faire de rien. Il incarne une liberté absolue, irréductible.

Tout votre cinéma est nostalgique...

Sans doute. Je suis quelqu'un de nostalgique. Le style de mes films est classique. J'ai grandi dans les années 1990, où le cinéma indépendant américain était spectaculaire, incarné par Quentin Tarantino, Wes Anderson ou Paul Thomas Anderson. Moi, je voulais réaliser des films très simples, sans beaucoup de mouvement de caméra ni beaucoup de bruit. Cela tient peut-être à mon tempérament mais aussi à mon goût pour le cinéma des années 1960. Je lis parfois certaines critiques sur mes films et un commentaire revient souvent : *«Ils ressemblent au cinéma qui se faisait avant.»* Je ne sais pas très bien ce que cela signifie mais ça ne me dérange pas. Je le prends comme un compliment. Cela vaut pour mon esthétique mais aussi pour ma façon de raconter les histoires. Je ne suis pas un vrai cinéphile. Je préfère de loin la littérature.

Que lisez-vous ?

Je suis plongé dans Cormac McCarthy, *Le Passager* et *Stella Maris*. J'essaie de les adapter en un film. Je lisais beaucoup quand j'étais en école de cinéma. Je découvrais *L'Arnaqueur* de Robert Rossen et *La Balade sauvage* de Terrence Malick en même temps que je lisais Mark Twain et Flannery O'Connor. J'aimais les romans de Larry Brown et Harry Crews. Mes films doivent plus à ces écrivains qu'à des cinéastes.

La palme d'or à *Anora* de Sean Baker, est-ce une bonne nouvelle pour le cinéma indépendant américain ?

Je ne connais pas personnellement Sean Baker mais j'aime ses films. Je suis très excité pour lui et j'ai hâte de voir *Anora*. Tout ce qui peut attirer l'attention sur le cinéma américain indépendant est bon à prendre. Faire des films a toujours été difficile mais j'ai le sentiment de pouvoir encore tourner les films dont j'ai envie, jusqu'à un certain niveau de budget tout du moins. Le plus gros défi à l'heure actuelle est la distribution. Et de parvenir à exister au milieu du bruit. On n'a jamais autant produit, notamment pour les plateformes. Sauf qu'elles dévaluent notre travail. Elles se soucient avant tout de fournir des contenus plus vite à leurs abonnés, en sabordant la salle. J'ai grandi à une époque où les choses étaient simples pour un cinéaste indépendant. Il fallait réussir à amener son film au Festival de Sundance *(la Mecque du cinéma indépendant américain, NDLR)* et essayer de le vendre à un distributeur. Ce chemin est désormais brouillé. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR **ÉTIENNE SORIN**

Exposition
13 juin
— 1er sept. 2024



Avec le soutien
de Van Cleef & Arpels



Bijoux de scène
DE LA COMÉDIE-FRANÇAISE

Diadème de Rachel dans *Phèdre* aux perles et camées, 1843
© Coll. Comédie-Française – Photo : L'École des Arts Joailliers – Benjamin Chelly

16 bis bd Montmartre
75009 Paris

Entrée gratuite
sur réservation,
du mardi au dimanche
de 11h à 19h,
Nocturne le jeudi



Anamaria Vartolomei, la métamorphose permanente

Étienne Sorin

À l'affiche de «Maria» cette semaine et du «Comte de Monte-Cristo» le 28 juin, l'actrice qui a fait ses débuts à 10 ans et remporté le César du meilleur espoir féminin pour «L'Événement» a des convictions féministes.



Anamaria Vartolomei incarne Maria Schneider dans *Maria*, de Jessica Palud.

HAUT ET COURT

Anamaria Vartolomei a 25 ans, le tutoiement facile et déjà de la bouteille. Rencontrer des journalistes fait partie du métier. Début juin, à Paris, l'actrice poursuit sur sa lancée puisqu'elle revient tout juste de Cannes, où elle accompagnait *Maria*, de Jessica Palud, et *Le Comte de Monte-Cristo*, d'Alexandre de la Patellière et de Matthieu Delaporte (sortie le 28 juin). Deux salles, deux ambiances. Entre le destin brisé de Maria Schneider et l'adaptation à grand spectacle du roman de Dumas, le grand écart exige de la souplesse.

Dans *Maria*, en salle ce mercredi, Anamaria Vartolomei est de tous les plans. Elle se métamorphose, de la Maria Schneider juvénile au début des années 1970 à l'actrice abîmée par la drogue, traumatisée par le tournage du *Dernier Tango à Paris*. En pleine vague #MeToo, Jessica Palud filme le contre-champ du film sulfureux de Bernardo Bertolucci, scandale retentissant à sa sortie en 1972. Maria Schneider, fille illégitime de Daniel Gélin, a 19 ans, et donne la réplique à Marlon Brando, interprété dans *Maria* par Matt Dillon. La passion charnelle entre un veuf américain et une jeune femme dans un appartement vide atteint son paroxysme dans une scène de sodomie avec une motte de beurre en guise de lubrifiant. Le viol est simulé mais non consenti. Brando, sous la direction de Bertolucci, prend par surprise l'actrice, sous le regard médusé de l'équipe technique. Les larmes à l'écran sont bien celles de Maria Schneider et non celle de son personnage.

« On raconte l'histoire de Maria Schneider, évidemment, mais ce n'est pas seulement un film sur un trauma ou sur le combat d'une femme contre les violences faites aux actrices sur les plateaux, explique Anamaria Vartolomei. *Ça va au-delà de ça. Ça questionne le système en lui-même, l'industrie. Moi, je n'ai jamais eu peur de dire non sur un plateau. J'ai été très protégée par mes parents, ils m'ont toujours soutenue. Mais je sais que ce n'est pas le cas de tout le monde. »*

L'actrice franco-roumaine décroche son premier rôle alors qu'elle n'est qu'une enfant de 10 ans. Elle a pour partenaire Isabelle Huppert dans *My Little Princess*, d'Eva Ionesco. La réalisatrice s'inspire alors de sa propre mère, photographe, qui n'hésite pas à érotiser sa fille dans des clichés où elle est nue. Dix ans plus tard, ses parents ne sont plus à ses côtés sur le plateau quand elle tourne *L'Événement*, d'Audrey Diwan, d'après le récit d'Annie Ernaux, lion d'or à la Mostra de Venise. Dans le rôle d'une étudiante décidée à avorter dans les années 1960, la jeune comédienne impressionne. Et remporte le César du meilleur espoir féminin. Anamaria Vartolomei a des convictions féministes. Elle a su dire non à un réalisateur dont elle préfère taire le nom. *« J'ai refusé de faire quelque chose qui me faisait un peu peur. L'assistante à la mise en scène a dit à l'équipe : "Anamaria n'est pas à l'aise avec ça, on va envisager les choses d'une autre manière." J'ai eu honte d'avoir dit non. Je me suis demandé si je n'étais pas assez passionnée, si je n'osais pas aller assez loin pour mon métier. J'ai eu peur de passer pour quelqu'un de non-professionnel. Alors que non, c'est normal. »*

> **« Je me suis sentie moi-même un peu humiliée à travers Maria »**
> **Anamaria Vartolomei** Actrice

Anamaria Vartolomei doit les rôles les plus marquants de sa jeune carrière à des femmes réalisatrices. Mais elle a aussi tourné avec des hommes, comme récemment Bruno Dumont dans *L'Empire*. Et elle reconnaît être un peu « paumée » face aux fameux concepts de male gaze (regard masculin) et female gaze (regard féminin). *« Je n'ai pas encore lu le livre d'Iris Brey (*Le Regard féminin, une révolution à l'écran*, NDLR), mais je ne sais pas si on peut réduire le regard féminin à son sexe. Un regard est conditionné par un vécu, une culture, une expérience… On m'a beaucoup parlé du female gaze à propos de* L'Événement*, mais je ne sais pas très bien ce que ça signifie. C'est un regard plus pudique ? Qui sexualise moins le corps de la femme ? Annie Ernaux se posait les mêmes questions quand on parlait d'une écriture masculine à propos de ses livres. Qu'est-ce que ça veut dire ? Qu'elle est plus crue ? Plus abrupte ? Dans mon travail, même si j'ai attiré plus de femmes réalisatrices, je ne fais pas la différence. »*

Au Festival de Cannes, la présidente du jury Greta Gerwig a affirmé que la présence des coordinatrices d'intimité sur les plateaux représente le progrès le plus concret depuis l'émergence du mouvement #MeToo. Justement, Anamaria Vartolomei, tout comme son partenaire Matt Dillon, a travaillé pour la première fois avec ce type de coach, chargé d'aider les acteurs à jouer les scènes de sexe. *« Matt était un peu moqueur et méfiant à son égard. Je pense qu'il avait peur qu'elle intervienne trop et qu'il n'y ait plus de place pour le jeu. Avec la coordinatrice d'intimité, on a passé énormément de temps au téléphone pour passer en revue les scènes délicates, même les dialogues un peu crus, pour savoir si je me sentais à l'aise. C'est plutôt une bonne chose pour anticiper ce qui peut déranger une fois sur le plateau. On a beaucoup chorégraphié la scène. Il y avait même un cascadeur avec nous. Je suis quand même piégée et plaquée au sol par un homme de 90 kilos. »* Malgré ces précautions, la séquence de la sodomie a été éprouvante. *« J'ai subi la violence de la scène. Il fallait être au plus proche de ce qu'on voit dans le film. Je ne joue pas. On voit la réaction d'une femme et pas d'une actrice. Je ne m'arrêtais pas de pleurer de toute la journée. Je me suis sentie moi-même un peu humiliée à travers Maria. »*

Après *Le Dernier Tango à Paris*, Maria Schneider fera tout pour échapper à l'hypersexualisation qui lui colle à la peau. Elle refusera catégoriquement les scènes de nu. Anamaria Vartolomei, elle, n'a pas de problème avec la nudité à l'écran. *« Je m'y oppose quand je sens que le regard est un peu malsain, que c'est un réalisateur qui veut se faire un petit kiff. Ça se sent à l'écriture. La scène de sexe dans* L'Empire *est complètement loufoque. Bruno Dumont n'impose rien. Il te demande ce que tu as envie de montrer et il s'adapte. »*

Cela n'a pas empêché Bruno Dumont d'essuyer des critiques quant à un regard libidineux posé sur Anamaria Vartolomei et Lyna Khoudri, elle aussi vêtue de peu dans *L'Empire*. *« Je ne suis pas du tout d'accord. Je connais l'homme et le réalisateur et je sais comment j'ai vécu le tournage. Il fallait montrer le côté macho et sexiste qu'un homme peut avoir. J'ai l'impression que les gens sont un peu passés à côté. On n'a pas envie de lire que nous, les actrices, montrons notre cul toutes les deux minutes pour le plaisir d'un vieux réalisateur. Cela n'avait rien de dégradant pour nous. »* ■

NOTRE AVIS

Il y a dans son regard un océan de volonté tandis que sa voix trahit ses fragilités. Maria Schneider (Anamaria Vartolomei), jeune femme de 19 ans abandonnée par son père et éduquée durement par sa mère, veut être actrice. Elle se retrouve en haut de l'affiche dans *Le Dernier Tango à Paris*, de Bernardo Bertolucci, aux côtés de Marlon Brando (Matt Dillon). La réalisatrice Jessica Palud raconte d'abord le tournage de ce film, qui fit scandale à sa sortie pour une scène de viol, puis la descente aux enfers de l'actrice, brisée par la violence qu'elle a subie. La vraie Maria Schneider a beaucoup raconté le traumatisme vécu devant la caméra du cinéaste italien, mais n'a pas été beaucoup entendue. Est-ce pour cela que Jessica Palud a choisi le point de vue de l'actrice ? Centre de toutes les attentions sur le plateau, force d'attraction dans sa vie festive, membre indésirable dans une famille recomposée, elle est transpercée par toutes les émotions. Et nous avec. Car la force de *Maria*, c'est de nous embarquer dans une odyssée humaine où le sublime le dispute au dégoût, où les désirs masculins méprisent les corps féminins, où la famille reste impuissante face au pouvoir de la drogue, où la guérison passe par la rencontre amoureuse. Hommes et femmes ne le regarderont certainement pas avec les mêmes filtres. Mais après le livre de Vanessa Schneider, petite cousine de Maria, ce film « réhabilite » encore plus une actrice trop tôt blessée.

Florence Vierron

«Maria»
Biopic de Jessica Palud
Avec Anamaria Vartolomei, Matt Dillon, Yvan Attal, Marie Gillain, Stanislas Merhar
Durée : 1h40
Notre avis : ●●●○

« Vice-Versa 2 » : attention, ado tourmentée !

Olivier Delcroix

Neuf ans après le premier film d'animation, Kelsey Mann réalise une suite centrée sur la puberté. Intelligent et sensible.

En 2015, chez Pixar, le réalisateur Pete Docter avait imaginé une allégorie graphique représentant ce qu'il y avait dans la tête d'une fillette de 11 ans. *Vice-Versa* mettait en scène Riley et ses parents plongés dans les bouleversements d'un déménagement familial à San Francisco, loin du Minnesota. Cet émouvant cartoon freudien centré autour de cinq émotions dans une tour de contrôle mentale avait été un immense succès critique et public, engrangeant près de 1 milliard de dollars au box-office mondial.

Neuf ans plus tard, voici *Vice-Versa 2*. Très attendu, ce film d'animation signé Kelsey Mann a récolté plus de 155 millions de dollars au box-office américain pour son premier week-end de sortie, s'adjugeant le trophée du meilleur démarrage de l'année après *Barbie*. Présenté en grande pompe au 48e Festival international du film d'animation d'Annecy, il y a été ovationné. L'histoire reprend exactement là où se terminait le premier volet. Un nouveau bouton apparaît sur le tableau de commande de l'esprit de Riley, sous lequel est inscrit « Puberté ». De nouvelles émotions surgissent dans la tête de notre héroïne, tout juste 13 ans, en stage de hockey pour clore l'année scolaire.

Le passage soudain à la puberté va bouleverser ce beau programme. Quelles sont donc les nouvelles émotions qui s'ajoutent aux cinq premières : Joie, Colère, Peur, Dégoût et Tristesse ? *« Au début du projet, en 2020, juste avant la pandémie, j'ai été très excité à l'idée de mettre en scène ces nouvelles émotions traitées comme des personnages*, confie Kelsey Mann, rencontré à Annecy. *Comme je suis du genre anxieux, j'ai fait des listes. J'ai vite compris qu'en tête se trouvait "Anxiété" ! J'ai senti qu'il y avait une histoire à raconter en la mettant en valeur. C'est d'ailleurs comme ça que j'ai "vendu" le projet à Pixar. Vous vous souvenez de* All About Eve*, de Mankiewicz ? J'ai dit aux studios : "Je veux faire* All About Eve *dans la tête de Riley avec Anxiété qui prend progressivement la place de Joie à la tête du tableau de commande !" »*

> **« Je voulais filmer le passage où l'héroïne quitte le monde de l'enfance pour devenir consciente d'elle-même. Je voulais montrer la bataille intérieure d'un ado pour finir par s'accepter soi-même »**
>
> **Kelsey Mann**
> Réalisateur de « Vice-Versa 2 »

Quatre années de travail auront été nécessaires. Dont une pour retrouver le « look » scintillant des personnages, qu'il était impossible de reproduire tant les nouvelles technologies ont évolué. Au départ, Kelsey Mann et le producteur Mark Nielsen se retrouvent avec neuf nouvelles émotions ! Aidés par des experts en psychologie, dont le professeur Keltner de l'université de Berkeley, ils élaguent le scénario. *« C'était beaucoup trop*, avoue le réalisateur. *Nous perdions notre focus sur Anxiété. »* Des choix drastiques sont effectués pour rendre compte du tsunami émotionnel vécu par l'héroïne. *« En discutant avec le professeur Keltner m'est venue l'idée de la boule de démolition qui massacre le centre de commande*, se souvient l'intéressé. *Il tentait de m'expliquer les bouleversements observés scientifiquement dans le cerveau des jeunes ados, dont les voies neuronales se créent tandis que d'autres disparaissent… »*



Peur, Tristesse, Colère, Joie et Dégoût voient leur quotidien bouleversé quand ils doivent faire face aux quatre nouvelles émotions qui apparaissent dans la tête de Riley, une adolescente de 13 ans. PIXAR

Un personnage baptisé le Schadenfreude, expression allemande signifiant « se réjouir du malheur d'autrui », passe donc à la trappe. Ainsi que la culpabilité et la honte. *« Honte était un sentiment trop sombre, qui finissait par ralentir le récit*, analyse Kelsey Mann, *alors que j'essayais de faire un voyage initiatique drôle et plein de sens. Il en demeure tout de même des bribes. »*

Enfin, quand on se demande pourquoi le film n'évoque pas les premiers émois sexuels de l'héroïne, apanage du passage à la puberté, Kelsey Mann répond : *« Oui, l'éveil sexuel fait partie de la vie adolescente*, conclut-il. *Mais nous réalisons un film sur l'esprit, pas sur le corps. Cela a été une règle d'or fixée par Pete Docter dès le départ. Qui plus est, les béguins adolescents sont devenus un genre en soi, presque une industrie. Moi, je voulais filmer le passage où l'héroïne quitte le monde de l'enfance pour devenir consciente d'elle-même. Je voulais montrer la bataille intérieure d'un ado pour finir par s'accepter soi-même. Et ça, on le voit plus rarement au cinéma… »* ■

« Vice-versa 2 »
Animation de Kelsey Mann
Avec les voix de Charlotte Le Bon, Amy Poehler, Jaynelia Coadou
Durée : 1 h 36
Notre avis : ●●●○

« Hors du temps » : confinés comme la Lune

Éric Neuhoff

Olivier Assayas met en scène deux couples qui se réfugient à la campagne pendant le Covid. Un film où le vide le dispute à la suffisance.

Le confinement, vous vous souvenez ? Ces quelques mois de claustration forcée constituèrent pour certains une épreuve de douloureuse mémoire. Ça n'était rien comparé aux cent cinq minutes que nous inflige Olivier Assayas, nous enfermant dans le noir comme ses héros sont prisonniers de leur maison familiale de l'Essonne.

Deux frères et leurs fiancées respectives se sont réfugiés dans la vallée de Chevreuse pour cause de pandémie. On sent que pour eux quitter Paris tient du crève-cœur. Paul (Vincent Macaigne) est cinéaste (tiens, tiens), Étienne (Micha Lescot) journaliste musical. Toute ressemblance avec des personnages existants serait la bienvenue. Évidemment, leurs compagnes semblent être plus ou moins artistes. On s'occupe donc comme on peut, à la campagne. Le Covid complique la vie quotidienne. Combien de temps faut-il attendre avant de toucher aux livraisons ? D'ailleurs, il ne serait pas déconseillé de cesser toutes ces commandes sur Amazon. On voit par là que l'épidémie n'empêche pas d'avoir de solides états d'âme.

Il y a ces masques. Comme il est difficile de s'y habituer ! Et puis la situation oblige à avoir des rendez-vous sur Zoom avec son psy. Idem pour parler avec sa fille et son ex-femme. Dans la région, le réseau n'est pas fiable. Ah, là là ! Il y a le jogging, le tennis de la propriété voisine, le parc qui évoque tant de promenades d'antan. Derrière le mur de séparation, quelqu'un écoute de la salsa à plein volume pendant le déjeuner. Ces chansons ne sont pas du goût de nos raffinés. À propos, qui va sortir les poubelles ?

L'un des frères est inquiet. La contamination menace. L'autre passe ses journées à faire des crêpes. Les filles se contentent de figuration intelligente (ce qui est vite dit). La demeure a son cachet, avec le bureau du papa gardé intact et la chambre de la maman qu'on ose enfin habiter. Elle représente le seul intérêt d'une entreprise où le vide le dispute à la suffisance. Ces gens se croient donc passionnants à ce point ? Leurs menus faits et gestes coulent comme de l'eau tiède d'un robinet qui fuit.

En réanimation

Aucun humour ne vient secouer ce journal intime ânonné d'une voix off lugubre et monocorde - celle du réalisateur lui-même - qui réussirait à endormir une horde de black blocs durant une manifestation. Nine d'Urso et Nora Hamzawi apparaissent et disparaissent. On les plaint. Quelle punition de partager les conversations de ces deux raseurs qui se disputent à propos des tubes de leur adolescence !

Avec eux, pas besoin d'attraper le virus pour avoir l'impression d'être en réanimation. Vincent Macaigne écrase sans peine son partenaire qui mérite la médaille de la pire prestation récente sur un écran. L'acteur courageux n'arrête pas de récurer une casserole brûlée. *Hors du temps* est plutôt comme une poêle Tefal : il n'attache pas. ■

« Hors du temps »
Comédie dramatique
d'Olivier Assayas
Avec Vincent Macaigne, Micha Lescot, Nora Hamzawi, Nine d'Urso
Durée : 1 h 45
Notre avis : ◐○○○

La Royal Oak à l'heure des femmes

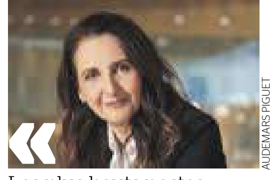
Marie-Gabrielle Graffin

Dans l'histoire de cette montre mythique d'Audemars Piguet, il y eut bien sûr Gérald Genta, mais aussi une designer de l'ombre, Jacqueline Dimier, qui savait parler à ses pairs. Ce qui inspire encore aujourd'hui la manufacture horlogère.

Il y a quinze jours, lorsque Audemars Piguet annonçait la sortie d'une nouvelle Royal Oak au féminin, la manufacture horlogère manifestait sa volonté de rendre hommage aux femmes qui ont marqué son histoire, et en premier lieu Jacqueline Dimier. Son nom ne vous dit probablement rien, et avouons-le, pas plus à nous. Pourtant, c'est grâce à elle que les femmes aiment et portent des montres en acier. La Genevoise s'impose dans les années 1960 dans un milieu horloger alors exclusivement masculin. Elle qui se destinait au graphisme dans la publicité bifurque vers la joaillerie après qu'une connaissance lui demande de lui imaginer une bague. Dans la foulée, elle propose, avec succès, ses talents à Patek Philippe et à Vacheron Constantin. Le monde de l'horlogerie, surtout en Suisse, étant un village, Rolex la repère et l'embauche en 1968 pour développer sa ligne Cellini. Pendant sept ans, la talentueuse créatrice apprend à dessiner en intégrant les contraintes horlogères, en conciliant beauté et technique, créativité et faisabilité. En 1975, elle rejoint Audemars Piguet, la manufacture qui, dès ses origines, en 1875, crée des garde-temps sertis de pierres précieuses destinés aux femmes. Mais ce qui l'attire avant tout, c'est le succès d'une montre masculine ovni, lancée trois ans auparavant et déjà iconique : la Royal Oak. Un modèle de sport - croqué, paraît-il, en 24 heures par un autre ovni, Gérald Genta - dont la lunette octogonale scellée par huit vis s'inspire d'un casque de scaphandrier. Son cadran est guilloché d'un motif « tapisserie » et le bracelet, entièrement intégré au boîtier. Le tout en acier, du jamais-vu.

La trentenaire est engagée comme styliste, aux côtés de Jean-Fred Meylan, avec la mission de développer les collections féminines. Sortie en 1976, sa Royal Oak II (8638), interprétation réduite à 29 mm (soit 10 mm de moins que l'originale) sans que la forme ne soit dénaturée, a l'allure d'un bijou. D'ailleurs, elle est présentée cette année-là, du 7 au 15 avril, chez le joaillier Fred à Paris, alors que les nouveautés masculines sont habituellement exposées à la foire de Bâle. *« Contrairement à ce qu'on pourrait croire, réinterpréter une création aussi forte, et en particulier de Genta, est encore plus difficile que de partir de zéro »*, admire Ilaria Resta, directrice générale d'Audemars Piguet, nommée en janvier dernier. *« Si, dès sa première monture, la Royal Oak n'avait pas de genre, portant en elle une dimension joaillière par son bracelet reflétant la lumière, le modèle de Dimier avait les dimensions parfaites pour s'adresser aux femmes,* rappelle Sébastian Vivas, le directeur du musée et du patrimoine chez Audemars Piguet. *Et contrairement à l'originale de 1972, qui a longtemps désarçonné avant de devenir une, si ce n'est "la", référence du design horloger, elle rencontre un succès immédiat, auprès des femmes comme des hommes. »*

Après ce coup d'éclat, Jacqueline Dimier est nommée responsable du bureau de création. Elle est la première femme à accéder à cette responsabilité et restera chez Audemars Piguet pendant vingt-cinq ans. Dans les années 1990, période de reconquête après la crise dévastatrice du quartz, son studio proposera des montres aux designs improbables, en forme de lion ou de sirène, explorant de nouveaux matériaux et de nouvelles fonctionnalités. *« C'est le renouveau de la montre classique avec des complications toujours plus extrêmes,* reprend Sébastian Vivas. *Chaque semaine, Jacqueline Dimier arrivait de Genève dans les ateliers, au Brassus, avec un nouveau croquis. »* En 1997, sous son impulsion, Emmanuel Gueit, un jeune membre de son équipe, réduit au maximum la Royal Oak II, sur demande des clientes japonaises, qui raffolent de montres minuscules et fantaisie. Le diamètre de la Mini Royal Oak ne dépasse pas les 20 mm, soit la plus petite variation de son histoire ! *« Cette Mini ravive les belles heures des montres joaillières d'Audemars Piguet qui, dès 1875, se distingue par des modèles miniaturisés à l'extrême, ornementés de pierres précieuses et dont le design était hors norme. »* C'est un nouveau raz-de-marée.



AUDEMARS PIGUET

« Les plus hauts postes dans l'horlogerie sont trop rarement occupés par des femmes. Pourtant ce secteur les captive plus que jamais »

Ilaria Resta
Directrice générale d'Audemars Piguet

« Avec son studio, Jacqueline Dimier a marqué l'histoire de l'horlogerie. Au fil de sa longue carrière chez AP et de ses montres, elle a accompagné les femmes dans leur évolution professionnelle et sociétale, je regrette qu'elle ne soit pas plus connue, c'était une hyperactive de la création et la preuve que l'on peut s'imposer et percer dans ce milieu sans être du sérail, reprend Ilaria Resta, fière de diriger cette maison indépendante les héritiers actuels sont Jasmine Audemars (branche Audemars) et Olivier Audemars (branche Piguet). *Les plus hauts postes dans l'horlogerie sont trop rarement occupés par des femmes. Pourtant ce secteur les captive plus que jamais ! Je remarque qu'elles aiment collectionner des montres, qu'elles s'intéressent aux complications, à la micromécanique et non plus seulement au design. Elles nous demandent un double fuseau horaire pour leurs voyages, un quantième perpétuel pour avoir un calendrier des plus précis… Il existe un grand fossé entre leur intérêt général et l'offre sur le marché. Les femmes aiment l'image et la technicité d'Audemars Piguet, mais nous avons trop peu de diamètres adaptés à leurs poignets à leur proposer, dans les complications qu'elles exigent. »*

Pour y remédier, la maison décide donc de relancer sa Royal Oak Mini en 23 mm, un diamètre légèrement plus grand que la version de 1997 mais nécessaire pour renfermer un calibre à quartz *« qui sort de son sommeil toutes les 20 secondes afin de faire légèrement avancer les aiguilles puis se rendormir,* explique-t-on dans la maison. *De cette manière, la complication permet d'économiser de l'énergie et d'offrir plus de sept ans d'autonomie. »* Un petit bijou, décliné en trois ors, jaune, gris et rose, et martelé selon la technique florentine du « Frosted Gold », inventée par la créatrice de bijoux Carolina Bucci - *« encore une femme ingénieuse »*, ajoute la directrice générale. Ce procédé consiste à poinçonner l'or d'un demi-million d'entailles avec un diamant pour refléter la lumière et la rendre plus haut de gamme (34 300 €, en édition très limitée). Ironie de l'histoire, si la Mini de 1997 était plutôt destinée aux clientes, en 2024, la question de genre ne se pose plus, puisque ces messieurs seraient nombreux à vouloir l'acheter. *« Aujourd'hui, une femme peut apprécier un gros cadran, un homme une montre en or rose sertie de diamants »*, fait remarquer Ilaria Resta. ■



1



2

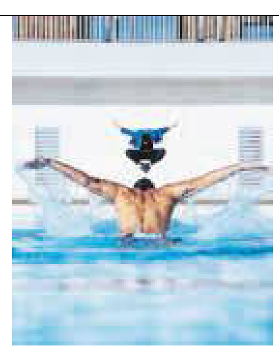
3

Le sport et le style dans le viseur des photographes

Valérie Guédon et **Hélène Guillaume**

À Paris, deux expositions gratuites consacrées aux images de Mathieu Forget et de William Klein mettent en scène l'élégance des athlètes.

Mathieu Forget n'est pas que le fils de Guy, le champion de tennis. Ce Français de 35 ans est aussi un danseur de break dance, un chorégraphe et un photographe de talent suivi par plus de 350 000 personnes sur Instagram. *« Cela fait vingt ans que je danse,* explique-t-il. *La photographie est venue ensuite. J'ai commencé par capter mon corps en mouvement dans des images que je postais sur les réseaux sociaux. »* Des autoportraits en lévitation qui ont tapé dans l'œil de Paris 2024 et Berluti, habilleur officiel de la délégation française pour la cérémonie d'ouverture des JO. *« Les deux ont aimé mon univers alliant sport et photographie et m'ont donné carte blanche pour sublimer nos champions au sein des sites olympiques. Je suis vraiment très fier du résultat et de cette collaboration avec Berluti qui n'a pas hésité à m'ouvrir ses archives. Enfant, j'ai vu mon père chaussé de Berluti. Quelle fierté pour moi aujourd'hui de porter leurs costumes. »* Jusqu'au 9 septembre, à deux pas de la Concorde où se dérouleront les épreuves de break dance, de BMX et de skateboard, sont visibles, au sein de la boutique de la marque au 9 de la rue du Faubourg Saint-Honoré, seize clichés du danseur en miroir avec plusieurs de nos champions dont ses circonvolutions dans l'eau avec Florent Manaudou, ses passes d'arme avec le fleurettiste Enzo Lefort autour du bar à patine rhabillé aux couleurs olympiques et, en majesté dans le grand escalier, les échanges défiant les lois de l'apesanteur avec la championne de tennis fauteuil Pauline Déroulède. Des images hautes en couleurs qui s'animent en temps réel grâce à un QR Code.





***À gauche*, Florent Manaudou dans l'eau et Mathieu Forget en costume Berluti. *À droite*, en 2001, William Klein immortalisait la jeune Serena Williams à Roland-Garros.**
MATHIEU FORGET / WILLIAM KLEIN ESTATE

À la tour Saint-Jacques

Dès le 1er juillet, sur les grilles du square de la tour Saint-Jacques, ce sont 32 œuvres de William Klein qui seront exposées dans le cadre Paris Fête les Jeux ! Pour le plus Parisien des photographes américains, disparu en 2022, *« le sport fut d'abord une pratique et une passion mais, en*





4

1. La Royal Oak Mini d'Audemars Piguet, lancée ce mois de juin, existe en or jaune, en or rose et en or gris 18 carats. Son boîtier de 23 mm et son bracelet sont martelés « Frosted Gold » pour un effet diamanté.
2. En juin 1997, le journal interne de l'horloger présente la Royal Oak Mini de 20 mm aux employés et aux distributeurs de la marque.
3. Jacqueline Dimier ici vers 1985, a dessiné des centaines de modèles pour la marque durant plus de vingt ans, parmi lesquels la première Royal Oak féminine (8638).
4. Publicité pour la Royal Oak et la Royal Oak II publiée dans le magazine allemand *Der Spiegel* en octobre 1976. AUDEMARS PIGUET





De gauche à droite, **Silvia Venturini Fendi et Delfina Delettrez Fendi, en 2016 ; Adele Fendi et ses filles, en 1967.** DANIELE LA MALFA/FENDI

Dans le sillage de la famille Fendi

Pauline Castellani

La maison italienne se dévoile à travers une collection de sept parfums qui retracent la saga familiale, portée pendant près d'un siècle par plusieurs générations de femmes.

Et si c'était ça, le parfum de la dolce vita ? L'odeur des pierres et des marbres romains chauffés par le soleil, celle résineuse des pins parasols, la fraîcheur des jardins et de leurs lauriers, le sillage fort du cuir qui s'échappe des ateliers de maroquinerie de la Città eterna… *« Rome est une ville de contrastes, c'est très difficile de la saisir en une seule odeur*, prévient Silvia Venturini Fendi, directrice artistique des accessoires et du prêt-à-porter homme, qui présentait, au début du mois et sous les arches néoclassiques du Palazzo della Civilta Italiana (QG de Fendi), les sept parfums incarnant autant de lieux emblématiques que de personnalités de la famille. *Alors que nous allons célébrer notre centenaire l'année prochaine, c'était aussi l'occasion de raconter l'histoire de la maison d'un autre point de vue et d'ajouter un sens à la perception de Fendi. »*

Quoi de mieux, en effet, que de dresser le portrait olfactif de cinq générations pour saisir l'esprit de la maison fondée à Rome en 1925 ? Le récit parfumé débute donc dans l'atelier de fourrure et de maroquinerie qu'Adele Casagrande ouvre avec son époux, Edoardo Fendi. Pour lui rendre hommage, le nez Quentin Bisch a composé un « parfum de fourrure », comme on appelait les ambrés et chyprés d'alors. *« J'ai pris l'expression au pied de la lettre, en imaginant d'un côté un atelier de cuir du Bosphore, d'où était originaire Edoardo, et, de l'autre, ce fantasme de grande bourgeoise italienne qui s'est imposée dans un monde d'hommes,* confie le parfumeur. *Lorsque j'ai visité les archives, j'ai été aussi très impressionné par la palette des fourrures, allant du rose bonbon au vert pomme. Il faut se souvenir de leur traitement presque pop par Karl Lagerfeld* (directeur artistique de la maison de 1965 à son décès en 2019, NDLR)*! C'est aussi ce savoir-faire, ces innovations que j'ai voulu exprimer olfactivement en colorant les matières – myrrhe, ambre, vanille et fève tonka – d'une cerise liquoreuse. »* Et ce parfum, baptisé Casa Grande, de convoquer l'absente. *« Je n'ai pas connu mon arrière-grand-mère, et pourtant je peux ajouter un sillage à son visage, comme si j'en avais une impression olfactive*, reconnaît avec une certaine émotion Delfina Delettrez Fendi, quatrième génération et actuelle directrice artistique de la joaillerie. *Cette collection me ramène d'ailleurs à des odeurs de l'enfance, il y a dans chacun de ses parfums une esthétique qui m'est plutôt familière. »*

Une mémoire qui se respire

« En mettant en scène des émotions, des souvenirs, des sensations, le parfum n'est finalement qu'une histoire de transmission, continue Quentin Bisch. *Les compositions ont beau être ici très différentes et cultiver chacune sa singularité, elles partagent toutefois un univers et des racines, presque un ADN. »* Leur point commun ? *« Simplicité et fraîcheur »*, selon Silvia Venturini Fendi. Mieux : une certaine *sprezzatura*, cette nonchalance à l'italienne, sorte d'élégance naturelle, à la fois poétique et décalée, traduite en senteurs. Les sillages faisant surgir immédiatement des images, une atmosphère, des couleurs, une lumière… Il y a là le souvenir de la douceur d'un baiser, persistant comme une trace de rouge à lèvres et un bouquet de roses puissantes et veloutées pour le Dolce Baccio d'Anna Fendi, fille d'Adele et l'une des cinq sœurs Fendi. *« C'est la fragrance qu'incarne ma mère. Une femme à la fois très forte et très douce, un trait commun à toutes celles de la famille. Ma mère travaillait beaucoup, et, lorsqu'elle s'absentait, j'ouvrais souvent ses placards pour la sentir plus près de moi, son odeur avait imprégné ses vêtements, les tissus, les fourrures »*, se rappelle aujourd'hui Silvia Venturini Fendi.



Il y a aussi ces vacances passées sur l'île de Ponza, entre Naples et Rome, et les impressions de peau chauffée au soleil voulues par Leonetta Luciano Fendi (seconde fille de Silvia Venturini Fendi) pour son Ciao Amore – avec une fleur d'oranger extraordinairement fraîche et méditerranéenne par la parfumeuse Fanny Bal. Quand le Sempre Mio de Delfina en explore une autre facette plus intense dans un dialogue avec les bois de cèdre et de vétiver comme une réminiscence des paysages de l'Atlas et de la vallée de l'Ourika, les terres de sa grand-mère paternelle. Ses enfants, les jumeaux Tazio et Dardo, ont, eux, inspiré un parfum doux et sucré à la vanille de Madagascar, malicieusement baptisé La Baguette – en référence au sac best-seller dessiné par Silvia Venturini Fendi en 1997.

Et puisque la famille est aussi celle que l'on se choisit, Kim Jones (le Britannique est depuis 2020 le directeur artistique haute couture et prêt-à-porter femme) raconte sa terre d'enfance, l'Afrique australe, dans une Cologne entre mandarine et romarin réchauffés par la mousse de chêne. *« Nous avons tous puisé dans notre intimité pour créer des parfums très personnels mais qui ne soient pas trop imposants*, continue Silvia Venturini Fendi. *De mon côté, j'ai d'abord pensé au pin parasol, l'arbre de Rome, et à son odeur de résine. J'avais également envie de senteurs simples, naturelles et presque holistiques, pour évoquer un drap blanc qui sèche au soleil et au vent romain, le "ponentino". »* Ce Perché No est probablement la composition la plus abstraite de toutes, celle qui exprime le mieux, avec sa fraîcheur épicée, l'idée de réconfort et de cocon familial, de moments partagés quelque part dans la campagne romaine. *« Quand c'est la mémoire qui respire, toutes les odeurs sont bonnes »*, observait Gaston Bachelard. ■

300 € les 100 ml, à partir du 20 juin dans les boutiques Fendi et sur fendi.com.



Gucci, « chi va piano va sano… » Zegna, « bravissimo ! »

Gucci

« ***On reconnaît un défilé milanais au fait qu'il y a toujours un slip*** **», persiflait un jour un de nos confrères. Au regard de ce mannequin vêtu d'un seul caleçon en cuir porté avec une paire de bottines, qui passe en 23e position, la deuxième collection masculine de De Sarno pour Gucci est incontestablement lombarde ! Pourtant, après le règne d'Alessandro Michele et de sa mode maximaliste, l'idée d'épurer et de simplifier l'allure était bonne. Mais là, le résultat est pour le moins drastique… Sommé de redorer le blason de la maison qui traverse une zone de fortes turbulences, le designer napolitain de 41 ans a choisi pour son vestiaire de l'été 2025, le décor de la Triennale, le musée du design de la ville, et la musique de The Kills,** ***Future Starts Slow*** **- un message caché ? Le nouveau Gucci selon De Sarno met en effet du temps à se mettre en route, et certains looks (les polos en résille qui n'iront qu'aux accros à la musculation, les combishorts ultracourts et les bottines à zip et à mors) ne nous incitent pas franchement à faire chauffer la Carte bleue… En revanche, les pardessus sont bien coupés, les vestes de travail revisitées en cuir couleur pastel font envie, les chemises hawaïennes, imprimées de surfeurs ou de dauphins dans des couleurs acides habilleront sans doute bientôt les ambassadeurs de la marque. De même que les lunettes, les sacs et les baskets de running à semelle épaisse bien dans l'air du temps. Et c'est déjà pas mal.**

Depuis plusieurs saisons, Alessandro Sartori mettait l'incomparable savoir-faire Zegna au profit de ses expérimentations autour du vêtement, qui tendaient à alourdir l'allure. Cette saison, il épure le propos et fait mouche, avec un défilé impressionnant d'élégance. Le lin, matière estivale par excellence, est au centre du sujet. Mais pas de panique pour les angoissés du faux pli, celui-ci est « ***infroissable, une nouvelle technique que nous avons développée, au centre de cette collection*** **», explique-t-il. Un tissu utilisé sur de superbes blazers à boutonnage simple et poches cachées, des vestes de travail parfaites, des pantalons à la jambe généreuse… Le reste du vestiaire (chemises de pyjama et pulls à col polo déclinés dans des marines, des bleus vibrants et des ocres) est d'une justesse remarquable, à l'ère du « quiet luxury ». «** ***Je voulais exprimer une certaine vision de liberté, avec plus d'imprimés, de couleurs. Je veux que les hommes se sentent libres d'être eux-mêmes.*** **» Le casting, où se côtoient des hommes de tous âges (dont l'acteur Mads Mikkelsen en clôture), aide à se projeter. Bravo !**

MATTHIEU MORGE ZUCCONI



Zegna

GUCCI; ZEGNA

photographie, ce n'est pour lui ni un sujet ni un objet, mais un prétexte. (…) En noir et blanc comme en couleurs, il met sur le même plan les sportifs de haut niveau, les amateurs, les spectateurs ou les gamins courant dans les rues après un ballon », explique la Ville de Paris.

Klein disait en effet au *Monde* en 2002 : *« Plus que le sexe, plus que ma nomination comme président du monde, mes fantasmes tournent autour du sport. Un smash impossible et je gagne Roland-Garros. Un crochet terrible et j'étale Mike Tyson. Un dernier sprint désespéré et je devance Carl Lewis de cinq centimètres sur le fil. »* Il aurait pu citer Serena Williams qu'il admirait et qu'en 2001, il capturait quasiment au vol, en tenue rose flashy sur l'ocre de la terre battue, tandis qu'une autre de ses photographies montre des groupies turbulentes présentes cette année-là sur le tournoi parisien… À noter que du 20 au 23 juillet, 40 clichés signés Klein seront également diffusés sur des écrans installés devant l'Hôtel de Ville. ■

« L'Élégance française en mouvement », jusqu'au 9 septembre au 9 rue du Faubourg Saint-Honoré (8e).
« William Klein Sports », exposition en plein air labélisée « Olympiade culturelle », du 1er juillet au 30 août au 39 rue de Rivoli.

« Top Chef » : dans les coulisses de la finale

Emmanuelle Litaud

Clotaire Poirier et Jorick Dorignac, finalistes de la saison 15 du concours culinaire de M6, doivent concocter un menu pour cent convives.

En ce jour de décembre 2023, le calme feutré de l'hôtel George V ne laisse rien transparaître de l'épopée qui se joue dans les cuisines du palace.

Voilà plusieurs heures déjà que Jorick Dorignac et Clotaire Poirier, les deux finalistes de la 15e saison de « Top Chef », s'affairent sous les ors de ce lieu mythique. Après 14 semaines de compétition très relevées, les deux hommes - amis dans la vie - s'affrontent dans un ultime face-à-face. Ils doivent régaler 100 bénévoles de la Croix-Rouge, dont Adriana Karembeu, sa marraine, ainsi que les cinq membres du jury dont les candidats ont été éliminés : Hélène Darroze, Dominique Crenn, Philippe Etchebest, Paul Pairet et Glenn Viel. Leurs deux chefs de brigade, Stéphanie Le Quellec pour Jorick et Pierre Gagnaire pour Clotaire, ne votent pas mais passent régulièrement les voir durant leur marathon pour leur prodiguer des conseils. Les finalistes ont huit heures pour concocter une entrée, un plat et un dessert. *« C'est speed »*, concède Stéphanie Le Quellec après une visite dans les cuisines. La chef doublement étoilée avec son restaurant La Scène connaît bien Jorick, pour l'avoir eu dans sa brigade depuis le début du concours. *« J'ai beaucoup de points communs avec lui. C'est quelqu'un qui a beaucoup de valeurs, un socle familial fort. Il est très gentil et agréable, respectueux des gens, de ses collègues. C'est une belle rencontre pour moi »*, confie-t-elle.

Peaufiner leur menu

Ancienne candidate de l'émission, elle revit à travers lui les sensations de sa finale, vécue en 2011, au terme de laquelle elle avait remporté la saison 2 du concours culinaire de M6. *« Même si c'était loin et enfoui, de le voir là, en cuisine avec sa brigade, tout donner durant cette dernière épreuve, cela a fait remonter en moi beaucoup d'émotions. En emmenant mon candidat en finale, je boucle la boucle »*, poursuit-elle. Pierre Gagnaire, lui, a découvert Clotaire pendant « La Brigade cachée ». Le cuisinier repêché a remporté cette compétition parallèle menée par le chef triplement étoilé et a pu revenir dans le concours en quart de finale avec ce dernier comme mentor. Entre eux deux, le courant est immédiatement passé. *« Ce garçon ressemble à ce que j'étais il y a quarante ans : il prend du plaisir, il est enthousiaste et joyeux*, explique Pierre Gagnaire. *Il correspond bien à ma personnalité, donc je suis très content. Je viens d'aller le voir en cuisine, et c'est un bon meneur d'hommes. Pour son menu, il a fait des choix audacieux en prenant des goûts insolites. Comme il vit au Danemark, il a un univers très marqué. »*



Les finalistes Clotaire Poirier et Jorick Dorignac ont huit heures pour concocter une entrée, un plat et un dessert pour 100 bénévoles de la Croix-Rouge, ainsi que les cinq membres du jury. PIERRE OLIVIER/M6

Après la demi-finale, les deux candidats ont eu une semaine pour revenir chez eux et peaufiner leur menu. Clotaire, dont la femme était enceinte au moment du tournage, a choisi de profiter des siens. *« Je me suis dit que je cuisine depuis quinze ans, donc que je saurais quoi faire*, note-t-il. *J'ai préféré prendre soin de ma tête et de mon corps en déconnectant totalement de "Top Chef". Du coup, je n'ai fait aucun essai de mon menu et j'ai choisi de réaliser des plats que je n'avais encore jamais faits. »* Le sous-chef du restaurant 2 étoiles Kadeau, à Copenhague, promet un menu qui lui ressemble. *« Je n'ai pas fait de compromis, j'ai travaillé des produits que j'affectionne. Je voulais m'éclater et ne pas avoir de regrets »*, poursuit-il. Jorick, chef exécutif du restaurant étoilé Neso, du chef Guillaume Sanchez, ne s'est pas beaucoup plus entraîné que son camarade de promotion mais a abordé son menu de finale avec un état d'esprit différent. *« J'ai repris mon travail donc je n'ai pas vraiment eu le temps de me préparer. J'ai juste testé quelques condiments. Pour mon menu, j'ai choisi de le consensualiser afin de plaire au plus grand nombre mais sans me mentir pour autant »*, explique-t-il. Les deux chefs s'affairent toujours en cuisine lorsque les convives s'installent dans la grande salle cossue du George V. Le show culinaire peut commencer. ■

« Top Chef », la finale.
À 21 h 10, sur M6
Notre avis : ●●●●

Effet de meute et manipulation à Monflanquin

Céline Fontana

« Les Reclus. Une famille sous emprise », série documentaire en quatre épisodes, retrace cet incroyable fait divers des années 2000.

La réalité a, une fois de plus, et de loin, dépassé la fiction. « Les reclus de Monflanquin ». C'est le nom sous lequel on connaît l'affaire de la famille Védrines-Marchand, onze personnes « enfermées psychologiquement », durant dix ans, par un homme, Thierry Tilly, qui les a dépouillées de leur argent. Sous son emprise, au début des années 2000, elles ont d'abord vécu captives dans leur vaste demeure du Lot-et-Garonne puis dans des logements insalubres en Angleterre où, tels des esclaves modernes, elles enchaînaient plusieurs jobs par jour au bénéfice de leur bourreau. Elles auraient pu fuir, elles ne l'ont pas fait, convaincues d'une menace extérieure imaginaire qui pesait sur leur famille…

Cette série documentaire, *Les Reclus. Une famille sous emprise*, tente d'analyser l'inconcevable à l'aide de certains des protagonistes : notamment le père, Jean, journaliste, qui avait eu le recul nécessaire et a vu le piège se refermer sur ses proches ; la mère, Ghislaine, première victime, alors directrice d'une école de secrétariat. Tous deux avaient témoigné dans un livre, *Diabolique* (XO Éditions). Mais aussi leurs enfants, Guillemette et François, jeunes adultes à l'époque, qui ne s'étaient jamais exprimés. On les écoute, fascinés, raconter comment Tilly a tissé sa toile, profitant des failles de cette famille d'aristocrates pas plus dysfonctionnelle qu'une autre…

« J'étais enfin prêt psychologiquement à parler de cette histoire, confie François Marchand. *J'avais même presque le désir, le besoin de partager. Mes parents m'ont suivi car nous nous sommes toujours soutenus. Il faut remettre les choses dans le contexte. J'avais 20 ans, j'étais un peu perdu, je me cherchais. Cet homme m'a trouvé une entreprise pour mon BTS en alternance. Il a proposé de bonnes affaires à mes oncles. Maman, elle, venait de perdre son père, sa sœur… Il s'est attaqué aux personnes une par une, il savait comment nous plaire, nous persuader, profiter de nos défauts. Mais quand je vois le documentaire, je me dis que ce n'est pas possible ! »*

Comment expliquer, surtout, que Thierry Tilly ait réussi à garder sous sa coupe onze personnes ? *« C'est l'effet de meute*, poursuit François Marchand. *À chaque fois que quelqu'un remettait quelque chose en question, les autres le contraient. On ne pouvait pas penser différemment. C'est de la manipulation mentale. Elle prend sa source dans le contexte de départ, il faut y revenir toujours. C'en était fini de notre intelligence, de notre libre arbitre. »*

Capacité de résilience

Si la série, quatre épisodes réalisés par Sandrine Cohen, se révèle un peu trop longue, péchant aussi logiquement par manque d'images (compensé par des dessins façon story-board), elle revient de façon bienvenue sur cette incroyable expérience, montrant la belle capacité de résilience des individus et alertant sur ce processus d'emprise dont chacun est à la merci. *« Nous vivons avec et ça fonctionne*, rappelle Jean Marchand. *Nous avons aussi fait savoir que nous étions prêts à mettre cette expérience, avec beaucoup de guillemets, cet enfer, à la disposition de familles vivant des choses comparables pour les aider. »* Enfin, *Les reclus* raconte également une formidable histoire d'amour. *« J'ai divorcé mais j'aimais encore mon épouse*, poursuit Jean Marchand. *Nous avons ensuite refait notre vie ensemble. Nous nous sommes remariés le même jour que la première fois, en 2010 ! »* ■

« Les Reclus. Une famille sous emprise »
À 21 h 10, sur Canal+
Notre avis : ●●◐○

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

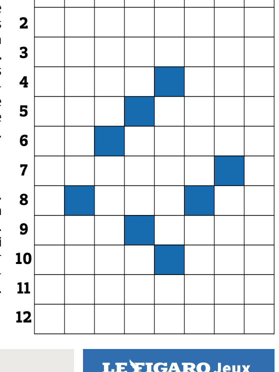
PROBLÈME N° 6635

HORIZONTALEMENT

1. Ne respecte pas la mise en page habituelle. – **2.** Mise à l'écart du pouvoir. – **3.** Effectueras de nombreuses coupures. – **4.** Coule à Betton. Col palindrome de la Côte d'Azur. – **5.** Parcourue. Observe à contre-sens. – **6.** Chemin de traction, avant. Dérive. – **7.** Conventions collectives. – **8.** Facile à entamer. Abréviation footballistique. – **9.** Cette plante est une moitié d'endive. Entoure les Indiennes. – **10.** On y étouffe parfois. Magazine global. – **11.** Elle fait osciller la Terre comme une toupie. – **12.** Points à la ligne.

VERTICALEMENT

1. Douches froides. – **2.** Appréciés par un expert. Manifeste son intention. – **3.** Carton à mouche. Invita à une réunion houleuse. – **4.** Fait de l'ombre aux artistes. Sujet à flatterie. Pleinement suffisant. – **5.** Faisait tipi partout. Sprinters australiens. Particule. – **6.** Vas travailler pour obtenir des résultats brillants. Opération à découvert. – **7.** Oiseau huppé qui se prend pour un ruminant. Fluide glacial. – **8.** Casions la graine.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 6634

HORIZONTALEMENT **1.** Tablette. – **2.** Oblation. – **3.** Présents. – **4.** Oust. Tao. – **5.** GTI. Bell. – **6.** Rital. Ie. – **7.** Ases. Psi. – **8.** PS. Sorel. – **9.** Halète. – **10.** Ino. Esse. – **11.** Être. Tee. – **12.** Seillons.

VERTICALEMENT **1.** Topographies. – **2.** Abrutissante. – **3.** Blésité. Lori. – **4.** Last. Asse. El. – **5.** Été. Bl. Ôte. – **6.** Tinte. Presto. – **7.** Totalise. Sen. – **8.** Ensoleillées.

MOTS À CASER

RCI-JEUX.com

Placez les mots de la liste dans la grille ci-dessous.

2 LETTRES AC, HT, II, MA, RÉ, RI, RN, SI

3 LETTRES BAN, CAR, EUX, LCD, NÉE, ÔTÉ, RÉA, RIA

4 LETTRES ABRI, ACNÉ, ACUL, ALÉA, BÉBÉ, CÔNE, ÉTAL, NUÉE, PÊNE, RIFT

5 LETTRES ACÉRÉ, LEXIE, OBÉIR, UNION

6 LETTRES ACUITÉ, CABALE, CANTAL, CARTON, ÉVASIF, NANTIR

7 LETTRES CAUTÈRE, NATUREL, PUBERTÉ, RAMADAN, STATÈRE

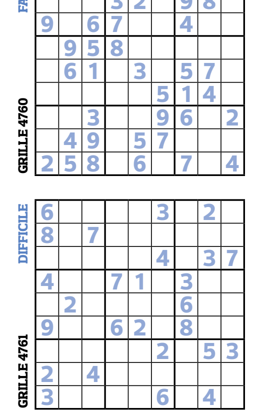
8 LETTRES AÉROCLUB, CRÉATURE, ILLETTRÉ

9 LETTRES ALCOOTEST, ATTENTIVE, RECTITUDE, REHAUSSER

SUDOKU

RCI-JEUX.com

En partant des chiffres déjà placés, remplissez les grilles de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré de 3 x 3 contienne une seule et unique fois tous les chiffres de 1 à 9.



FACILE – GRILLE 4760

8		7		9		3	1	6
			3	2		9	8	
9		6	7			4		
	9	5	8					
	6	1		3		5	7	
					5	1	4	
		3			9	6		2
	4	9		5	7			
2	5	8		6		7		4

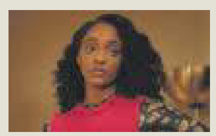
DIFFICILE – GRILLE 4761

6					3		2	
8		7						
					4		3	7
4			7	1		3		
	2					6		
9			6	2		8		
					2		5	3
2		4						
3					6		4	


Tous les programmes
dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag



21.10 Will Trent
Série. Policière

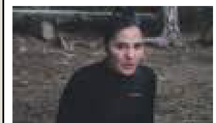


EU. 2023. Saison 1. Avec Ramon Rodriguez, Iantha Richardson, Sonja Sohn. 2 épisodes. Inédit. Will et Faith enquêtent sur des affaires de tueurs en série liées à leur enfance, tandis qu'Amanda et Evelyn travaillent sur des incidents datant des années 80.

22.50 Will Trent. Série. Policière. Mon stupide cerveau de détective.

france•2

21.11 Contre toi
Série. Dramatique

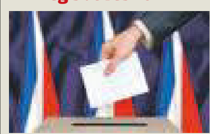


Fra. 2024. Saison 1. Avec Virginie Ledoyen. 2 épisodes. Esther et Fred Cavalieri mènent une vie paisible aux côtés de leurs deux enfants. Leur quotidien est chamboulé du jour au lendemain, lorsque Esther se retrouve en danger de mort.

22.51 Justice en France. Doc. **23.54** Françoise Hardy, une icône. Doc

france•3

21.10 Débats en régions – législatives 2024

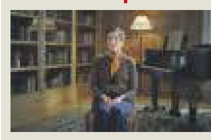


Magazine
2h20. France 3 se mobilise pour couvrir les élections législatives qui ont lieu dans 577 circonscriptions et ouvre le débat. Les 24 rédactions régionales invitent les candidats de différentes circonscriptions pour un focus sur les enjeux locaux.

22.45 Culture dans votre région. Mag.

CANAL+

21.06 Les reclus, une famille sous emprise

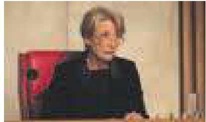


Documentaire
Fra. 2023. Réal. : Sandrine Cohen, Claire Marchal. 1h54. 2 épisodes. En 2001, les Védrines, une famille aristocratique protestante de la région de Bordeaux, tombent sous l'emprise de Thierry Tilly, un escroc manipulateur.

22.40 Shock. Film. Thriller.



20.55 My Lady
Film. Drame



EU/GB. 2017. Réal. : Richard Eyre. 1h45. Avec Emma Thompson. Une juge expérimentée doit statuer sur le cas d'un jeune leucémique qui refuse, au nom de ses convictions religieuses, une transfusion sanguine.

22.41 Lola. Film. Drame. Avec Anouk Aimée, Marc Michel.



21.10 Top chef
Jeu

Prés. : Stéphane Rotenberg. 2h25. Finale – Finale. Inédit. Pour la finale de «Top Chef», les finalistes ont rendez-vous à l'hôtel George V, à Paris. Leur défi : réaliser un menu pour régaler cent bénévoles de la Croix-Rouge.

23.35 La traversée. Documentaire. Réal. : Frédéric Guelaff. Inédit.



19.37 Touche pas à mon poste même l'été. Divertissement. Inédit.

21.19 Mongeville
Série. Policière. Fra. 2014. Saison 1. Avec Francis Perrin. À l'heure de notre mort. Le juge Mongeville aide le lieutenant Axelle Ferrano dans son enquête sur le meurtre d'un abbé.

23.13 Mongeville. Série. Policière. Retour au palais. Avec Francis Perrin.



19.50 Les apprentis champions.

21.10 Bohemian Rhapsody
Film. Biographie. EU/GB. 2018. 2h14. Avec Rami Malek. La vie de Freddie Mercury, l'un des plus grands performers du XXe siècle, de la formation du groupe Queen en 1970 à un concert mémorable dans les années 1980.

23.30 Freddie Mercury : The Great Pretender. Documentaire.



19.15 Quotidien. Divertissement.

21.25 Les docs de Maïa Mazaurette
Doc. Fra. 2024. 1h35. 2 épisodes. Inédit. Du secret des applications de rencontres au stress du premier rendez-vous, Maïa Mazaurette, la sexperte de «Quotidien», propose une radiographie de la drague 2.0.

23.00 Les docs de Maïa Mazaurette.

france•5

20.04 C à vous la suite. Talk-show.

21.04 Musiques en fête
Concert. Prés. : Cyril Féraud et Judith Chaine. 2h20. Cette année, «Musiques en fête», célèbre l'année Puccini depuis les Chorégies d'Orange, et en profite pour mettre à l'honneur les Jeux olympiques.

23.26 La p'tite librairie. Mag.
23.29 C dans l'air. Magazine.



19.30 Vintage Mecanic. Doc. Audi TT.

21.10 100 jours avec les gendarmes du Médoc
Doc. Fra. 2022. 1h25. Alcool, pyromanes, exhibitionnisme : l'été chaud des Girondins. En été, dans le Médoc, les vacanciers affluent dans les villes, avec comme conséquence une hausse des actes délinquants.

22.30 Flic story. Documentaire.

HISTOIRE TV

19.50 Opium en Indochine, une affaire d'État. Documentaire.

20.50 Congo-Océan : un chemin de fer et de sang
Doc. Fra. 2023. 1h06. Entre 1921 et 1934, la construction de la voie ferrée Congo-Océan a coûté la vie à une vingtaine de milliers d'ouvriers.

21.55 Des Antilles au djebel : les Antillais dans la guerre d'Algérie. Doc.

À LA DEMANDE

tv+

Dark Matter

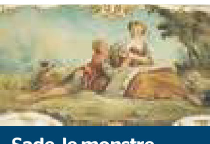
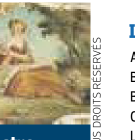



Le romancier américain Blake Crouch est aux commandes scénaristiques de cette série adaptée de son propre roman. Dans « Dark Matter », un homme, Jason Dessen (Joel Edgerton), est un physicien sans histoires, marié et père de famille à Chicago. Un soir, rentrant chez lui, il est kidnappé et drogué. A son réveil, il parvient à échapper à ses ravisseurs et s'enfuit. Mais il s'aperçoit qu'il n'est plus vraiment lui-même, et qu'il est dans une dimension alternative, étant un autre « lui ». Avec également Alice Braga et Jennifer Connelly au casting, cette histoire de thriller de science-fiction parvient très vite à capter l'attention du spectateur, l'entraînant dans un dédale de réalités et d'univers parallèles.

LE FIGARO TV
Île-de-France

13.00 Points de vue.
18.30 Le Buzz TV. Victoria Monfort, comédienne dans la pièce *Moi, je joue !* Interviewée par Sarah Lecœuvre et Cécile Brelot.
19.00 Bienvenue en Île-de-France. Présenté par Victoire Sikora.

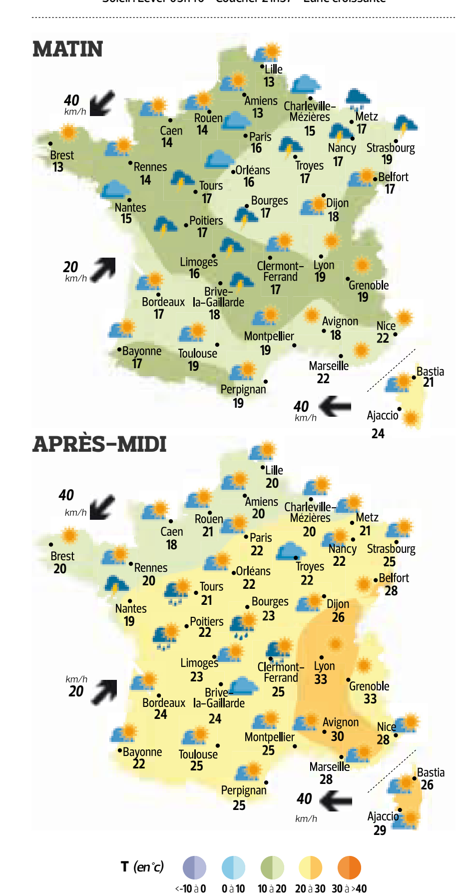
21.00

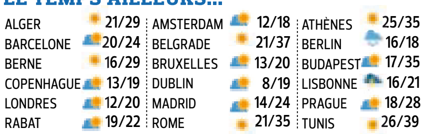
Sade, le monstre des Lumières
Documentaire.
22.00 Le Club Le Figaro Culture. Spécial cinéma. Présenté par Jean-Christophe Buisson. Avec les journalistes du *Figaro* Étienne Sorin, Clara Géliot et Pascaline Potdevin, et le journaliste de *Valeurs actuelles* Laurent Dandrieu.



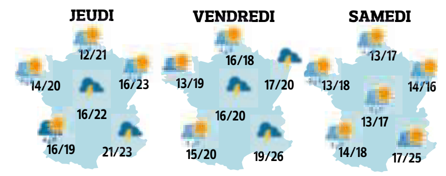
ÉPHÉMÉRIDE St-Romuald
Soleil : Lever 05h46 – Coucher 21h57 – Lune croissante



LE TEMPS AILLEURS...



Ville	T	Ville	T	Ville	T
ALGER	21/29	AMSTERDAM	12/18	ATHÈNES	25/35
BARCELONE	20/24	BELGRADE	21/37	BERLIN	16/18
BERNE	16/29	BRUXELLES	13/20	BUDAPEST	17/35
COPENHAGUE	13/19	DUBLIN	8/19	LISBONNE	16/21
LONDRES	12/20	MADRID	14/24	PRAGUE	18/28
RABAT	19/22	ROME	21/35	TUNIS	26/39





MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°3861

RCI-JEUX.com

Définitions (de gauche à droite, de haut en bas) :

- INVESTISSEMENTS
- MADÈRE ET CORSE
- CERNÉE DE PARTOUT
- C'EST UN SCANDALE
- COUPÉE OU ÉPOUSTOUFLÉE
- QUI TIENT COMPTE DU JOUR
- OPPOSÉS
- MALAXE
- IL COULE DANS LE TYROL
- UN SYMBOLE POUR PASCAL
- ENDUIT
- TRÉSOR PUBLIC
- UN OUI
- PAGES DE TITRES
- EFFACÉS
- ÉCHOUER LAMENTABLEMENT
- FANTAISIE
- COMME UN TAG DES ORIGINES
- PARESSEUX
- TENTE ENCORE
- IL FAIT LE POIDS
- DU DOIGTÉ, DE LA DÉLICATESSE
- ACCORD DE TROUVÈRE
- NON RELIGIEUX
- PROPRETÉ
- PURIFIER
- FORTUIT
- ÉTOILES DE MER
- JOUEUR DE BASE-BALL
- IMITER LA GRENOUILLE
- FORMATION OSSEUSE
- ÉPICE
- IL NOUS EMPÊCHE D'ADMIRER BIG BEN
- COUPURE DE VERS
- MESURER DU BOIS
- CARNIVORE D'AMÉRIQUE
- SAINT RACCOURCI
- OFFRE BOURSIÈRE
- AIDE À GRANDIR
- CLICHÉ
- ARBRE EMPOISONNANT
- DÉVOTION
- CALIBRA
- SAUCE À L'ITALIENNE
- *ID EST*
- ÎLE QUI DONNE AUSSI LE TON
- VILLE LOMBARDE
- EN MARGE
- SAISONNIERS
- RAYMOND, PHILOSOPHE
- EST UTILE
- MISES AU CENTRE DE LA TABLE
- PUNCH À REVENDRE
- CHAÎNE DES INCAS
- VIEUX EUROPÉENS
- PLAISANTE LECTURE
- MÉTIER DU MONTEUR
- LOPIN DE TERRE
- LETTRE GRECQUE
- TRAVERSÉS PAR UN COURANT
- ENVELOPPES DE COUSSIN
- UN APPEL
- NÉGATION SOUVENT DOUBLÉE
- CHEF DE TRAIN
- STÉRILISATION
- COMPLÈTEMENT FOURBUS
- FIRENT DES TOURS ET DES DÉTOURS
- ÔTÉE DE FORCE DES MAINS
- ÉLIMINE CE QUI NE VA PLUS

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

```
#S#I#O#R#O#T#O#K#A#B#P#A#H
JUSTESSE#DEROBAI#CHATAIGNE
#RUISSELLEMENT#RECONCILIER
INENTAMEE#INDUE#COUCHE#TRI
#ADER#EV#INTERPELLE#ANNEES
STERAS#ERNEE#AIGUE#CONE#IS
#U#ANAR#EON#OTEES#SA#E#OSE
CRAN#PAPA#TARE#REE#RP
#EXTRAPOLEE#MUNI#SAGA
CLES#IEPER#FER#EXO#OS
```

LE FIGARO

ANOUK AIMÉE Le cinéma l'avait choisie

Éric Neuhoff

Inoubliable aux côtés de Jean-Louis Trintignant dans « Un homme et une femme », la comédienne fut courtisée par les plus grands réalisateurs. Elle est décédée à 92 ans.

C'était elle. C'était Lola. Dans le film de Jacques Demy (1961), elle chantait en guêpière de dentelle noire, avait un haut-de-forme et un fume-cigarette. Anouk Aimée était hôtesse dans un cabaret. Ses talons claquaient sur les pavés de Nantes. La ville était filmée par Raoul Coutard. Le noir et blanc allait bien au passage Pommeraye. Des marins américains en uniforme sautaient d'un manège au ralenti. L'un d'eux trouvait qu'elle était *« la plus belle fille que je connais »*. On ne saurait lui donner tort. Et Lola, qui ne s'appelait pas Lola, attendait un certain Michel qui était parti pour les États-Unis en lui laissant un fils. Elle croyait au grand amour, au seul, au premier.

« Le temps se comporte avec toi comme un gentleman »
Federico Fellini Cinéaste italien

Elle portait si bien son nom qui n'était pas le sien. Elle s'appelait Nicole Françoise Dreyfus et s'était rebaptisée Anouk Aimée à 14 ans pour le tournage de son premier film, *La Maison sous la mer* (1947), d'Henri Calef. Son personnage portait ce prénom et c'est Prévert qui avait trouvé son nouveau patronyme. Rien que ça. L'avenir était alors à elle. La comédienne est décédée à 92 ans.

Avant son premier film, elle avait été au collège à Morzine avec Roger Vadim. Il lui avait montré comment skier. Elle voulait devenir pharmacienne ou danseuse classique. C'aurait été une erreur. Quoique : on en connaît qui seraient tombés malades rien que pour pouvoir lui acheter des médicaments. Il valait mieux se retrouver devant la caméra d'Alexandre Astruc (*Le Rideau cramoisi*, 1953, *Les Mauvaises Rencontres*, 1955). Dans *La dolce vita* (1960), elle est une riche oisive qui roule en décapotable et fait tourner Mastroianni en bourrique. Il n'y a qu'elle pour ramener une prostituée romaine chez elle sans perdre une once de son élégance. Fellini lui disait : *« Le temps se comporte avec toi comme un gentleman. »* Dans *Huit et demi* (1963), elle fait la tête sans qu'on sache pourquoi. Elle joue l'épouse du réalisateur en pleine crise existentielle. Ses cheveux courts et ses lunettes la font ressembler à une intellectuelle sartrienne. Cette Luisa prend des tranquillisants pour dormir. Le couple se dispute dans des lits jumeaux.

Dans *Un homme et une femme* (1966), Jean-Louis Trintignant traverse la France entière en Ford Mustang pour la rejoindre à Deauville. Anne, qui est scripte et veuve, habite au 14, rue Lamarck. Elle lui a envoyé un télégramme qui se terminait ainsi : *« Je vous aime. »* Le moyen de résister? Lelouch fournit même son numéro de téléphone. Elle souriait en posant les doigts devant sa bouche, s'emmitouflait dans un manteau en peau de mouton. La musique de Francis Lai l'accompagnait sur le quai de la gare Saint-Lazare. Les planches du Calvados menaient à tout : palme d'or à Cannes.

Dans *Model Shop* (1968), sorte de suite en couleurs de *Lola*, elle apparait tout en blanc sur un parking de Los Angeles. Elle conduit une Mercury, arpente Sunset Boulevard avec son sac à main, pose en nuisette rose pour des photos minables (20 dollars la demi-heure). Elle était là, intacte, avec son visage empreint par instants d'une sourde détresse. À l'écran, la gravité ne lui était pas étrangère. En un quart de seconde, son humeur pouvait changer. Sa beauté était si évidente qu'elle intimidait. *« Le métier m'a choisie »*, avouait-elle. Le métier avait du nez. Rien ne l'effrayait. Elle figura au générique de péplums (*Sodome et Gomorrhe*, 1962), fut call-girl dans *Le Rendez-vous* (1969) de Sidney Lumet, prêta ses traits à l'héroïne de *Justine* (1969) d'après *Le Quatuor d'Alexandrie*. Son physique déroutait certains, d'où ces embardées au-delà de nos frontières. *« Je ne dois pas correspondre à la Française type. »* Un unique regret : avoir refusé *L'Affaire Thomas Crown*. Il faut dire que la bourde est de taille. Le rôle avait été pensé pour elle.

Elle voulait rencontrer Groucho Marx. Ce fut chose faite. Un jour, Fred Astaire l'a applaudie. Elle n'en est pas revenue. Tout lui semblait naturel. Jean Genet, qui lui avait écrit le scénario de *Mademoiselle*, fut témoin de son mariage avec Nikos Papatakis. Quand elle épousa Albert Finney (un autre de ses maris a été le chanteur Pierre Barouh), elle cessa de travailler, s'installa à Londres, enfila les habits de maîtresse de maison, se mit aux fourneaux. *« Je crois que je me suis vraiment rendu compte que j'aimais ce métier quand je l'ai arrêté. »* Sept ans d'interruption, quand même.

« Je crois que je me suis vraiment rendu compte que j'aimais ce métier quand je l'ai arrêté »
Anouk Aimée

Le Saut dans le vide lui vaut un prix d'interprétation à Cannes (1980). Ces récompenses ne l'impressionnaient pas tant que ça. *« Pour gagner, il faut pouvoir perdre. »* Elle a été dirigée par Jacques Becker, André Delvaux, Bernardo Bertolucci, Jerzy Skolimowski, Robert Altman. Il y avait de la dilettante en elle. Le trac la tenaillait. Cela ne l'empêcha pas d'interpréter au théâtre *Love Letters* avec des partenaires variés, Cremer, Trintignant, Noiret, Weber, Delon, Depardieu. C'est avant de monter sur scène, un soir de 1990, qu'elle a appris la mort de Jacques Demy. La Alexa de Peter Gurney a dû songer durant toute la représentation à Lola, qui disait *« bientôt, bientôt »* et souriait dans votre dos. Elle fut une muse. Ungaro lui dédia un parfum. Henry Miller lui avait griffonné son adresse sur son agenda. Elle était à part. Elle pleurait à *E.T.*, offrait à tout le monde *L'Ami retrouvé*, se trimbalait avec un volume de Salinger. Elle aimait *« le bordeaux rouge, les fleurs blanches, les films en noir et blanc »*. On l'avait revue dans *Les Plus Belles Années d'une vie* (2019), qui bouclait la boucle d'*Un homme et une femme*. Anouk Aimée vivait à Montmartre avec ses chiens et ses chats, pas loin du fameux 14, rue Lamarck où un Jean-Louis Trintignant exalté réveillait la concierge en déboulant de Monte-Carlo. Anne Gauthier ne marchera plus sur la plage à marée basse. *« J'ai vécu sur un nuage. »* Elle sera partout chez elle. Une Mustang avec le numéro 184 sur la portière va sûrement la rejoindre là-haut. ■



LES FILMS 13/COLLECTION CHRISTOPHEL VIA AFP

Anouk Aimée et Jean-Louis Trintignant dans *Un homme et une femme* de Claude Lelouch.



Anouk Aimée, chez elle, Paris en octobre 1976. GIANCARLO BOTTI/ STILLS-GAMMA-RAPHO

CHRONO

1947 *La Maison sous la mer*, de Henri Calef **1953** *Le Rideau cramoisi*, d'Alexandre Astruc **1955** *Les Mauvaises Rencontres*, d'Alexandre Astruc **1960** *La dolce vita*, de Federico Fellini **1961** *Lola*, de Jacques Demy **1962** *Sodome et Gomorrhe*, de Robert Aldrich et Sergio Leone **1963** *Huit et demi*, de Federico Fellini **1966** Un homme et une femme, de Claude Lelouch **1969** *Model Shop*, de Jacques Demy **1969** *Le Rendez-vous*, de Sidney Lumet **1969** *Justine*, de George Cukor **1980** *Le Saut dans le vide*, de Marco Bellocchio **1990** *Il y a des jours... et des lunes*, de Claude Lelouch **1993** *Les Marmottes*, d'Élie Chouraqui **1996** *Hommes, femmes : mode d'emploi*, de Claude Lelouch **2000** *Une pour toutes*, de Claude Lelouch **2010** *Ces amours-là*, de Claude Lelouch **2019** *Les Plus Belles Années d'une vie*, de Claude Lelouch



UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety

Aimée (è-mé)
Anouk, comme son nom l'indique.

La grande actrice Anouk Aimée vient de mourir.
Son patronyme renvoie évidemment au plus beau verbe de la langue française.
Et l'actrice avait eu l'élégance de le conjuguer au féminin : aimée.
La conjugaison, c'est donc comme au cinéma, c'est toujours « un homme et une femme » : m. é., c'est Césaire. Aimée, c'est Anouk.
Dans l'histoire du cinéma, M sera à jamais maudit, alors qu'Aimée restera chérie par un public qui l'a découverte dans *Lola*.
Avez-vous aimé le film? Oui, comme Brahms... Parce qu'il y avait Anouk.
On se souvient du vers : *« Et vivre sans Aimée n'est pas proprement vivre »* (Molière). Voici le monde du cinéma confronté à ce sinistre présage : elle tournait encore pour Lelouch il y a cinq ans... A-t-elle assez aimé ce métier!
Est-ce à son nom de scène qu'elle devait d'être à l'affiche de films, sinon d'amour, du moins avec un titre qui contenait ce mot : *Mon premier amour*, *Ces amours-là*, *L'amour ne meurt jamais*?
Et jusqu'à la scène, où elle joua longtemps l'inoubliable *Love Letters* : l'amour, toujours.
La beauté énigmatique d'Aimée était un aimant, elle attirait les regards.
Et même si elle s'était éloignée des feux de la rampe, le propos est toujours resté aimable à son endroit pour saluer sa belle carrière.
On peut le dire : l'actrice a pleinement participé aux belles années du cinéma : maintenant, ce participe est passé. Anouk aimait. Qui n'a aimé Anouk ? ■

LE FIGARO plus Vin

Domaine des Roches Neuves.

La Loire
Un temps d'avance

KAZIM KREAZIM.COM ; CAVE COOPÉRATIVE DU VENDÔMOIS

Sommaire



Dossier coordonné **par Stéphane Reynaud** et **Isabelle Spaak** avec **Béatrice Delamotte, Frédéric Durand-Bazin et Jules Dillerin.** Dégustation : **Martin Lemaire** et **Frédéric Durand-Bazin.**


1


2

La Loire, jamais à court d'idées

Cabernet d'Anjou, superstar au féminin

Alors que les ventes de rosés marquent le pas, le succès des vins du Val de Loire a de quoi faire sourire les producteurs : les rosés ligériens occupent la première place des appellations d'origine protégées (AOP) vendues en grande distribution avec 31 % de part de marché en 2023. Avec, en superstar, le cabernet d'Anjou **(1)**, qui demeure l'AOP la plus vendue dans les supermarchés et la troisième après l'indication géographique protégée (IGP) Pays d'Oc et les vins sans indication géographique espagnols d'assemblage. Les rosés d'Anjou viennent ensuite, loin devant les rosés de Loire et les rosés secs. Comment expliquer un tel succès ? Parmi les raisons le plus souvent invoquées, le rôle des femmes, surtout de plus de 50 ans, est largement mis en avant. La couleur intense des vins, loin de la pâleur des rosés provençaux, leur sucrosité résiduelle et leur prix, essentiellement compris entre 3,50 euros et 6,99 euros sur les linéaires, sont autant d'arguments en faveur des rosés de Loire. De retour d'un salon à Nantes, Thierry Spadoni, directeur du Domaine des Trottières, a sa petite idée : *« En faisant déguster nos rosés à des visiteurs qui consomment peu ou pas de vin, on séduit une clientèle plutôt féminine, qui apprécie leur jolie couleur rose fuchsia, le côté très fruité et leur douceur. »* D'ailleurs, la propriété produit 65 % de rosés sur les 130 hectares en production à Bellevigne-en-Layon, au sud d'Angers. Et peu importe si les prix au caveau dépassent un peu ceux généralement constatés en grande surface. ■

BÉATRICE DELAMOTTE


3

5



Le muscadet, cépage de demain

Parti en 2005 avec moins de 2 hectares de vignes hérités de ses parents, Jérôme Bretaudeau a réussi au fil des ans à constituer un domaine d'une vingtaine d'hectares sur l'appellation Muscadet **(4)**. *« Quand j'ai commencé, je n'avais pas de bâtiment technique et peu de matériel »*, se souvient le vigneron, qui a fait construire un nouveau chai en 2012. *« Cela m'a donné un nouvel élan et permis de faire évoluer les vins. »* Pendant longtemps, Jérôme Bretaudeau a tout fait sur le domaine, de la vigne à la cave et au commerce. Même s'il continue à gérer la bonne marche de son entreprise, il est désormais accompagné par sept collaborateurs, tous jeunes et passionnés.

Ami de longue date de Mathieu Roland-Billecart, président du champagne Billecart-Salmon, c'est tout naturellement qu'il a accepté que la maison entre au capital du domaine, en tant qu'actionnaire minoritaire. *« C'est avant tout un pari sur le muscadet, terre d'avenir,* reconnaît Jérôme Bretaudeau. *Je n'ai pas de succession et je me suis dit que c'était le bon moment pour faire confiance à une maison bicentenaire. Ce partenariat me permet d'aller plus loin, plus vite, et de faire vivre des projets qui m'auraient demandé un siècle pour les réaliser sans limiter la qualité de mes vins. Nous allons créer un mythe du vin. »*

Car, il en est persuadé, le muscadet a un bel avenir grâce à la fraîcheur naturelle du melon de Bourgogne, cépage emblématique de l'appellation. *« Avec le changement climatique, on trouve de moins en moins de vins rafraîchissants et désaltérants. Ce cépage est un véritable avantage concurrentiel, d'autant qu'il est un révélateur de nos terroirs exceptionnels,* ajoute Jérôme Bretaudeau. *Aujourd'hui, la singularité de nos vins sont reconnus à leur juste valeur et les consommateurs, particuliers et professionnels, voient qu'il est possible de faire de grands vins dans l'Ouest. »* ■

B. D.


4

Le succès incontestable des **fines bulles**

Avec six appellations qui autorisent la production de fines bulles (Crémant de Loire, Saumur, Touraine, Anjou, Vouvray et Montlouis), la Vallée de la Loire fait partie des acteurs majeurs en France pour ce qui est considéré ici comme la quatrième couleur. Tirés par les crémants et les saumurs, les chiffres ont de quoi faire rêver : 40 millions de bouteilles vendues en 2023, avec un prix moyen compris entre 7 et 15 euros. *« Nous avons enregistré une croissance de l'ordre de 10 % sur les effervescents de Loire, alors que le marché est globalement en décroissance,* se félicite Pierre-Jean Sauvion, président de la commission communication d'InterLoire. *Et, malgré le contexte, on estime avoir encore une marge de progression de 3 % à 5 % dans les cinq ans à venir. »* D'autant que l'export tire les chiffres : 70 % des crémants sont vendus à l'international, essentiellement en Allemagne, gros consommateur de bulles, mais aussi au Royaume-Uni et aux États-Unis, tandis que les autres appellations sont consommées essentiellement en France, voire localement. *« Neuf bouteilles sur 10 de vouvray sont bues dans l'Hexagone, et en majorité à Vouvray. À Saumur et à Tours, on boit du Saumur, à Angers de l'anjou, etc.*, ajoute Pierre-Jean Sauvion. *Les consommateurs sont ambassadeurs de leur région, de leur terroir. »* Surtout, les fines bulles permettent une consommation décomplexée pour toutes les occasions. *« Constat valable aussi pour les marchés internationaux, d'autant plus avec une bulle française »*, reconnaît Laurent Onillon, directeur commercial de Langlois. La maison de Saumur **(3)**, qui produit près de 1 million de bouteilles, ne fait pas partie des plus grands acteurs du marché, mais se positionne sur le haut de gamme. Ce qui lui permet aujourd'hui de concurrencer les champagnes dans la restauration avec une coupe à moins de 10 euros. L'idée ? *« Être la bulle française de référence, hors champagne. »* ■

B. D.

Blancs de niche à Valençay

«Valençay est la seule appellation française qui s'applique aussi bien à nos vins qu'à nos fromages», annonce fièrement Olivier Sinson, président de la petite appellation qui célèbre cette année son vingtième anniversaire, fêté le 17 août au château de Valençay **(5)**. Le monument restera ouvert pour l'occasion aux visiteurs jusqu'à minuit. Installé en 1999 sur la propriété familiale, le vigneron connaît intimement l'histoire de l'appellation puisque c'est son père, Hubert, qui est à l'origine de l'AOC. *« En vingt ans, le bébé a bien grandi »*, reconnaît Olivier Sinson. Les 160 hectares se sont multipliés, pour en atteindre aujourd'hui 225, exploités par 18 vignerons. Mais c'est surtout l'encépagement qui a changé : alors que le rouge dominait dans les années 2000, le blanc est en tête, tandis que les rosés restent stables à 10 % de la production. *« Les vins blancs de Loire ont la cote et les nôtres, avec leur côté fruité, sec et très minéral, séduisent particulièrement »*, explique Olivier Sinson.

D'autant que ces vins de niche se vendent entre 6 et 10 euros pour les plus chers. De quoi attirer une large clientèle particulière dans les caveaux et intéresser les cavistes, toujours à la recherche de pépites abordables. Un succès à double tranchant : *« Le valençay se porte très bien et les stocks sont loin d'être pleins… »*, souligne le président de l'appellation. ■

B. D.

À Chinon, l'agriculture de conservation par l'exemple

On connaît l'agriculture biologique, la permaculture, l'agriculture régénérative. Voici maintenant l'agriculture de conservation. C'est ainsi que l'appelle Jean-Martin Dutour **(2)**, heureux propriétaire de six domaines dans la Loire, dont l'emblématique château de La Grille à Chinon, dont il préside l'appellation. *« On sait que les océans et les sols sont des puits de carbone et qu'une agriculture bien menée compenserait 20 % des émissions de gaz à effet de serre,* explique-t-il. *De plus, on constate que la quantité de CO_2 présente dans le sol témoigne de sa fertilité. »* Partant de ce principe, Jean-Martin Dutour a mis en place des actions simples pour faciliter l'emprisonnement de carbone dans ses terres, tout en favorisant le cycle de l'azote, indispensable à la bonne santé des vignes comme des autres plantes.

« L'agriculture de conservation est avant tout une histoire d'équilibre », précise le vigneron qui ne laboure plus ses sols, sème deux fois par an des couverts végétaux qui apportent du carbone dans les sols sans priver la vigne d'azote, qui sert d'engrais naturel. Après dix ans de pratique à Panzoult, au domaine du Roncée, Jean-Martin Dutour constate que la vigne ne souffre d'aucun problème d'eau, que la biodiversité est bien plus importante avec le retour des lièvres et que les sols fonctionnent de manière autonome. Conscient de l'importance de l'exemplarité, Jean-Martin Dutour s'efforce de promouvoir l'agriculture de conservation, que ce soit via des groupes d'expérimentation Dephy en partenariat avec l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) ou des viticulteurs volontaires réunis au sein de groupes 30 000, collectif comme celui créé à Chinon. *« Aujourd'hui, en France seulement 5 % des terres sont menées en agriculture de conservation. À nous d'essaimer les bonnes pratiques par la démonstration. »* ■

B. D.

Clos Cristal, les pieds au nord, les raisins au sud

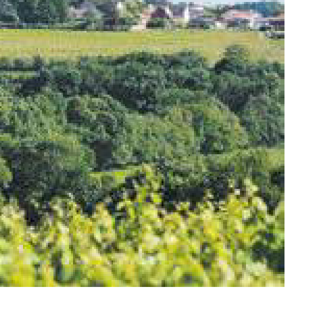
C'est près de Saumur qu'Antoine Cristal, un homme ayant fait fortune dans le textile, décida de réaliser son rêve : produire dans sa région natale un grand vin rouge, à l'image de ceux qu'il put goûter lors de ses multiples voyages dans le reste de la France. Un défi dans une région surtout connue pour ses blancs. En 1890, la cinquantaine bien tassée, il achète une parcelle qu'il plante de pieds américains, résistants au phylloxéra qui a débuté son œuvre mortifère en Europe. Il érige plus de trois kilomètres de murs avec cette idée incroyable de faire passer sa vigne à travers la pierre. Les pieds au nord, bien au frais, bénéficiant d'une très bonne alimentation hydrique, et les raisins au sud, pour qu'ils profitent du meilleur ensoleillement et soient épargnés par les gelées printanières. Le succès de ses vins dépasse les frontières de l'appellation. On rapporte qu'Édouard VII d'Angleterre se serait exclamé : *« Si les alchimistes du grand œuvre avaient connu vos vins, ils n'eussent pas cherché plus loin l'or potable »*. Antoine Cristal se vante de faire apprécier son vin à Georges Clemenceau, son ami.

En 1928, il lègue les 10 hectares de son Clos Cristal **(6)** aux Hospices de Saumur, qui le firent exploiter avec des fortunes diverses. Jusqu'à cette année 2016 où le lieu, dont les murs avaient été classés entre-temps aux monuments historiques, est confié à la cave Robert & Marcel, la cave coopérative de Saumur fondée par les architectes de l'appellation Saumur-Champigny. La coopérative investit près de trois millions d'euros pour remettre en état le vignoble comme la cave, conduire la vigne en bio, introduire des principes biodynamiques, et faire patienter le vin le temps nécessaire : 18 mois en cave et un an en bouteille. En quelques millésimes, le vin est ainsi revenu sur le devant de la scène pour affirmer son caractère unique. Produit en toute petite quantité (moins de 4 700 flacons), le 2017 esquisse le chemin avec ses notes élégantes de tabac, de fruits rouges et de groseille, tandis que le 2019 se montre éclatant, juteux et particulièrement équilibré. À découvrir de toute urgence. ■

FRÉDÉRIC DURAND-BAZIN

6


7

8

9

Le domaine Paon Perché mise sur l'insertion

À quelques kilomètres du Futuroscope et de Poitiers, le domaine Paon Perché conjugue projet viticole et œnotouristique, écologie et insertion sociale. À la tête des 70 hectares de la propriété, dont 20 hectares de vignes certifiées en bio, deux jeunes vignerons, German Mulet et Valentin Ramel **(8)**. Le premier, issu d'une famille de vignerons en Argentine, a travaillé à Bordeaux et en Belgique et s'occupe plus de la partie viticulture. Son acolyte a bourlingué aux quatre coins du monde pour découvrir de nombreux modèles économiques et commerciaux. C'est pourtant dans le Poitou qu'ils se sont retrouvés autour de ce projet qui associe production viticole et insertion professionnelle dans ce vaste domaine piloté par l'association Vignes d'avenir.

Reconnu chantier d'insertion pour le vignoble et entreprise d'insertion pour l'hébergement et l'événementiel, le domaine Paon Perché permet à des personnes éloignées de l'emploi de trouver un travail avec une formation qualifiante. *« Nous avons toujours eu envie de transmettre et de former des personnes qui n'ont pas eu le privilège de faire des études ou d'avoir un emploi stable,* explique Valentin Ramel, qui reconnaît que ce n'est pas tous les jours facile. *L'objectif est qu'elles restent le moins longtemps possible au domaine et soient réinsérées dans un parcours classique. Mais, en même temps, on fait tout pour qu'elles ne nous quittent pas trop vite, le temps qu'elles soient formées. »*

Pour accompagner le duo, un encadrant technique d'insertion et une conseillère professionnelle permettent aux deux jeunes hommes de se concentrer sur les vignes et la production de vin. Avec déjà deux cuvées en blanc, en vin de France. Assemblage de sauvignons blanc et gris, la jeune gamme se compose de deux cuvées : Verticale et Sauvage. En attendant les vins rouges qui seront mis en bouteille cet hiver. ■ **B. D.**

Amélie Neau, l'aventurière de Saumur

10


Après dix ans dans la banque, Amélie Neau **(10)** a retrouvé ses racines et le domaine familial de Nerleux (« loups noirs », en vieux français) sur l'AOC Saumur-Champigny. La représentante de la neuvième génération à la tête de la propriété de 28 hectares est la première femme de la lignée à reprendre les vignes. C'est aussi la première femme à avoir présidé le Syndicat des producteurs de Saumur-Champigny. Élue en mars 2020, elle a occupé cette fonction jusqu'à la fin 2023 et en demeure la vice-présidente. *« C'est loin d'être la parité, en Loire. J'étais la seule en 2013 quand je suis revenue… »,* reconnaît Amélie Neau.

Pas de quoi lui faire peur. Dès son arrivée, elle se plonge à bras-le-corps dans cette aventure et la conversion du vignoble en agriculture biologique, avec une certification en 2022. Curieuse, amatrice d'expérimentations, la vigneronne développe ses cuvées pour proposer aujourd'hui une vaste gamme, essentiellement en saumur-champigny, mais qui comprend aussi des crémants-de-loire, un « pet'nat' », des saumurs et des coteaux-de-saumur.

Infatigable, elle continue à suivre de près l'évolution de l'appellation. *« La Loire attire avec un prix du foncier encore abordable et des climats moins secs que dans le Sud,* reconnaît cette passionnée. *Et puis, avec son côté convivial et sympathique, la Loire ouvre davantage ses portes qu'ailleurs. »* Même si quelques investisseurs ont acquis des terres, comme Martin Bouygues avec le Clos Rougeard, le dynamisme de saumur-champigny se ressent : il y a peu de domaines où les générations ne se suivent pas et le nombre d'hectares en exploitation reste stable. Son vœu pour l'appellation : *« garder ce dynamisme, avoir toujours autant d'envie et de repreneurs. Nous avons la chance, par rapport à d'autres régions, de produire des vins frais grâce au calcaire, fruités et légers, mais complexes. Et j'insiste sur la convivialité, l'un de nos points forts. Nous sommes plus collègues que concurrents, de quoi assurer la pérennité des domaines. »* ■ **B.D.**

« Coup de folie » à la **Maison Ackerman**

En 1811, un millésime exceptionnel. En créant sa maison de négoce à Saumur cette année-là, le jeune négociant Jean-Baptiste Ackerman né à Bruxelles vingt et un ans plus tôt, n'imaginait certainement pas débuter une dynastie familiale. En 2024, ses descendants sont propriétaires d'un vignoble de plus de 2000 hectares dans le Val de Loire et ne cessent d'innover avec l'audace de leur aïeul. En effet, dès 1831, Jean-Baptiste Ackerman s'intéresse à la capacité des vins de Saumur à devenir effervescents. Dès 1838, il présente ses premiers échantillons à l'Exposition industrielle et commerciale d'Angers. Le succès est là. La maison s'impose comme la pionnière des fines bulles de Loire avec ses vins pétillants, lumineux et gourmands à la fois. Autre atout du domaine, ses caves troglodytes.

Ces lieux magnifiques (inscrits sur la liste du Patrimoine mondial de l'humanité de l'Unesco) servent autant à l'élaboration des vins Ackerman qu'à la promotion de la maison, qui décide de lancer en 2009 une démarche de soutien à la création contemporaine **(7)** en partenariat avec l'Abbaye royale de Fontevraud. Depuis dix ans, la fondation Résidence Ackerman-Fontevraud permet chaque année à un artiste d'investir les lieux. Pour sa 10e édition, le jury a retenu le projet des designers nantais Barreau et Charbonnet, qui s'inspire de l'ancien kiosque de musique du domaine pour imaginer un pavillon contemplatif dans le parc. Avec sa charpente en bois et sa toiture en flacons, leur *Coup de folie* s'inscrit dans la démarche tout aussi intrépide des Ackerman en matière d'œnotourisme. ■ **JULES DILLERIN**

Coteaux du Vendômois, le pineau d'Aunis en majesté

C'est entre les villes de Vendôme et de Montoir, dans le Loir-et-Cher, que se situe l'une des plus petites appellations de la Loire. Les coteaux du Vendômois **(9)** s'étendent sur à peine 105 hectares de vignes en appellation d'origine. Ici, on y fait du rouge, du blanc, mais, en guise de rosé, on préfère le gris, un vin à macération très courte. Ce qui caractérise cette petite appellation, c'est le pineau d'Aunis, son cépage emblématique, présent dans le Vendômois depuis 1920. Pour le rouge, il doit représenter au moins 40 % de l'encépagement et peut être complété par le cabernet franc, le pinot noir et le gamay (les vins peuvent toutefois être produits à 100 % en pineau d'Aunis). C'est, en revanche, le seul cépage autorisé pour le vin gris. Le blanc, sans surprise, est élaboré à partir de chenin complété par du chardonnay. Ce n'est qu'en 2001 que les vignerons obtinrent l'appellation d'origine contrôlée, mais le vignoble s'y est implanté depuis longtemps. On en trouve des traces dans un document du Xe siècle, tandis que Ronsard et Rabelais en vantaient les mérites. Créée en 1929, la cave coopérative vinifie à elle seule 75 % des volumes de l'appellation. Mais ne vous y trompez pas. Cette petite structure est animée essentiellement par trois producteurs-apporteurs qui détiennent à eux seuls 80 % des surfaces dont peut disposer la cave. Le reste est entre les mains d'une petite poignée de vignerons, tout le monde œuvrant dans le même sens pour mieux faire connaître l'appellation. ■ **F. D. B.**

FÉDÉRATION VITICOLE ANJOU-SAUMUR ; J.M.DUTOUR ; CONSTANT FORME BECHERAT ; EMELINE BOILEAU ; COLLECTION PARTICULIÈRE ; CHRISTOPHE GAGNEUX ; MATHIEU BOUCHARD ; CÉDRIC GRUMIAU ; DOMAINE DE COLIN ; COLLECTION PERSONNELLE


KAZIM KREAZIM

Le chenin, un révélateur de terroir

Frédéric Durand-Bazin

Ce cépage produit des vins qui sont aujourd'hui capables de rivaliser avec les plus grands crus blancs du monde. Son secret : une adaptabilité sans égale.

Connaissez-vous le point commun entre les grands vins secs de Thierry Germain à Saumur, ceux de Patrick Baudouin en Anjou, les moelleux du domaine Huet à Vouvray ou encore les effervescents de François Chidaine? Le cépage, bien sûr! Ils sont tous issus du chenin, qui prospère en France essentiellement dans le Maine-et-Loire et l'Indre-et-Loire. *« Avec ses 8 800 hectares plantés dans notre région, c'est le troisième cépage du Val de Loire, mais uniquement le seizième en France »*, explique Camille Masson, président d'Interloire, le syndicat qui regroupe 34 appellations et l'IGP Val de Loire. Il ne représente même qu'un peu plus de 1 % de l'encépagement national.

La présence du chenin dans la région est attestée depuis longtemps. Son nom est, par exemple, cité par François Rabelais dans *Gargantua*, au XVIe siècle. *« Et, avec gros raisins chenins, estuverent les jambes de Forgier mignonnement, si bien qu'il fut tantost guery »*, peut-on y lire. *« Attention, cela ne signifie pas pour autant que Rabelais désignait réellement le chenin tel qu'on le connaît aujourd'hui*, tempère Patrick Baudouin, vigneron dans l'Anjou et grand spécialiste de ce cépage. *Il est attesté que la vigne était présente dans nos régions depuis longtemps, déjà sans doute au VIe siècle. Mais les vignes qui produisaient les grands vins blancs étaient, à cette époque, désignées sous différents noms, que ce soit chenin, franc pineau ou pineau de Loire. Ce n'est qu'en 1870 que l'appellation chenin a été adoptée pour unifier les différents noms existants. »* Jean-Michel Boursiquot, le grand expert et ancien professeur d'ampélographie à l'Institut Agro Montpellier, a, pour sa part, réussi à remonter la parenté du chenin. Dans son article intitulé « Le chenin : origines, caractéristiques et variations », le spécialiste explique que le cépage est un descendant du savagnin, le grand cépage jurassien. *« Son autre géniteur est désormais connu*, s'enthousiasme Patrick Baudouin. *Il s'agit de la sauvignonasse, également dénommée friulano dans le Frioul. »*

Si 92 % du chenin planté en France se trouve en Loire, c'est en Afrique du Sud qu'on le retrouve en force, avec un peu plus de 17 000 hectares cultivés. *« Ce n'est qu'en 1963 qu'on s'est rendu compte que le cépage africain steen et le chenin n'étaient qu'un seul et même individu »*, relate Patrick Baudouin. Pour autant, c'est bien en Anjou qu'il a trouvé ses lettres de noblesse. *« Il s'est implanté dans la Loire depuis des siècles pour sa capacité de symbiose avec le botrytis, un champignon qui, dans certaines conditions, permet aux raisins de concentrer leurs sucres et d'offrir aux amateurs des nectars exceptionnels »*, poursuit notre expert. Il suffit de goûter les grands moelleux ou liquoreux des Coteaux du Layon, de Vouvray, de Bonnezeaux, de Quart de Chaumes ou des Coteaux de l'Aubance pour s'en convaincre.


***« C'est un cépage magique »*, affirme Thierry Germain *(ici avec son fils Louis)*, à la tête du domaine des Roches Neuves, à Varrains, près de Saumur.** KAZIM KREAZIM.COM

Le botrytis, allié du chenin

L'émergence des grands blancs secs est beaucoup plus récente. *« Lorsque je me suis installé à Saumur au début des années 1990, peu de vignerons avaient une culture des vins secs*, confirme Thierry Germain, du domaine des Roches Neuves. *Venant de Bordeaux, j'ai appréhendé ce cépage à travers les moelleux, notamment ceux de Jo Pithon. »* Parmi les premiers à donner ses lettres de noblesse aux blancs secs, on trouve justement Patrick Baudouin. Lorsque ce dernier reprend les vignes familiales au début des années 1990, il constate que les liquoreux sont le plus souvent produits grâce à une chaptalisation plus ou moins importante lorsque le botrytis n'arrive pas à se développer correctement du fait des aléas climatiques. *« L'économie du Layon reposait en grande partie sur la culture de la betterave »*, ironise-t-il.

Il décide alors de se passer totalement de cette pratique, quitte à produire certaines années des vins totalement secs lorsque le botrytis ne fait pas son œuvre. *« Cette voie était à cette époque également empruntée par quelques vignerons précurseurs comme Claude Papin au château Pierre Bise, Vincent Ogereau, Jo Pithon ou encore Olivier Lecomte »*, précise Patrick Baudouin. Le chenin peut enfin s'exprimer autrement que dans des vins moelleux. *« Le chenin est un cépage particulier, protéiforme, qui s'exprime dans une très grande variété de vins, qu'ils soient secs, demi-sec, moelleux, liquoreux, tranquilles ou effervescents »*, confirme Camille Masson.

Lorsque Thierry Germain s'installe à Varrains, près de Saumur, au domaine des Roches Neuves, il tombe en adoration devant le chenin et prend le parti radical de ne vinifier que des blancs secs. *« C'est un cépage magique, quel que soit le terroir sur lequel il est cultivé*, détaille-t-il. *Il est capable de s'adapter et offre des expressions différentes suivant qu'il se situe sur un sol calcaire ou de schiste. Sur le premier, il va s'exprimer sur la délicatesse, avec des notes salivantes et croquantes, tandis qu'il se montre puissant sur les schistes. »* Une analyse que partage Patrick Baudouin. *« Les schistes produisent des vins avec plus de largeur, alors que, sur un sol argilo-calcaire, les vins proposent des notes plus citronnées que le coing, plus tendues. »*

Les vignerons louent aussi sa grande adaptabilité en cave. *« Vous pouvez décider de récolter à grande maturité, comme le fait Antoine Foucault, au domaine du Collier* (Antoine est le fils du regretté Charly Foucault, du Clos Rougeard, NDLR), *ou de manière beaucoup plus précoce*, précise Thierry Germain, *vous produirez toujours de très grands blancs secs. Mais notre grand défi est avant tout de maîtriser, voire limiter son rendement, qui peut être élevé. »* Le chenin est également un cépage fragile qui, comme on l'a vu plus haut, est très sensible au botrytis.

Une indéniable montée en gamme

Le pépiniériste Lilian Berillon est, lui aussi, un fan du chenin. *« C'est un cépage remarquable, pas assez médiatisé, alors qu'il possède un potentiel important*, explique-t-il. *Il se délocalise aisément non seulement dans le sud de la France, mais également en Bretagne. Il arrive à s'exprimer facilement, y compris dans des terroirs moins qualitatifs. »* Il a d'ailleurs créé avec Thierry Germain un conservatoire pour lequel les deux compères sont allés sélectionner chez de grands vignerons ligériens, comme le domaine Huet, de vieux ceps pour développer et améliorer sa diversité génétique. *« Depuis une dizaine d'années, le chenin est capable de rivaliser avec les grands blancs d'Alsace ou de Bourgogne. Les vignerons ligériens sont en train d'écrire l'histoire de ce cépage »*, s'enthousiasme Thierry Germain. Ce dernier aime d'ailleurs pousser le chenin dans ses retranchements. Il produit ainsi un vin orange (la cuvée Terre) et expérimente même un vin oxydatif non ouillé, à la façon des vins jaunes du Jura. *« Le chenin montre ici sa filiation directe avec le savagnin, mais le voile* (cette pellicule qui recouvre le vin jaune lorsqu'il est en fût) *se fait ici plus difficilement. Le vin n'est pas encore prêt, il patiente dans les fûts depuis 2018 »*, explique le vigneron de Varrains, qui est en train de progressivement passer la main à son fils Louis. *« Le chenin est indéniablement en train de monter en gamme*, confirme Camille Masson. *Il suscite un intérêt grandissant de la part des grands amateurs. »* Sous l'impulsion de Patrick Baudouin, notamment, le premier congrès du chenin s'est d'ailleurs tenu à Angers en 2019, une seconde édition ayant eu lieu en 2022 à Stellenbosch, en Afrique du Sud. *« Pour moi, il n'y a aucun doute, le chenin est le plus grand cépage du monde »*, conclut Thierry Germain. ■


PATRICK BAUDOUIN
Patrick Baudouin, vigneron en Anjou et spécialiste du chenin.

Clos Cristal, près de Saumur.

CHRISTOPHE GAGNEUX

Clos de la Loire : **les 30 coups de cœur** de l'équipe de dégustation du Figaro Vin

Martin Lemaire

Tantôt vifs, tantôt opulents... Notre sélection éclectique des plus jolis domaines de la région.

Les vins de la vallée de la Loire n'en finissent plus de nous enchanter et cela fait bien longtemps que les amateurs ont identifié le potentiel d'une région viticole qui progresse à vue d'œil. Son immense diversité, en blanc comme en rouge, impose naturellement des choix qui ont amené le « Figaro Vin » à se concentrer sur des cuvées issues de clos, soit des vins qui expriment la quintessence d'un lieu unique, à travers un terroir toujours singulier.

Cette merveilleuse promenade le long du plus grand fleuve de France nous emmène sur les coteaux de schistes et de grès de Savennières, les terroirs d'argile de Montlouis ou encore le tuffeau de Chinon. On en profite également pour redécouvrir Jasnières, une appellation sous les radars qui mérite toute l'attention des vinophiles, mais aussi pour confirmer que l'Anjou reste un vivier inestimable de vignerons talentueux. Une sélection volontairement éclectique, bâtie pour mettre en lumière des vins ayant déjà acquis une belle notoriété, tout autant que d'authentiques pépites plus méconnues, qu'il s'agisse de cuvées en agriculture conventionnelle, en bio ou biodynamie… et même en nature.

La pluralité des profils aromatiques est à saluer, car toutes les régions viticoles du monde ne peuvent se targuer de produire des vins tantôt vifs, frais et tendus, tantôt opulents, amples et généreux. Et que dire du rapport qualité-prix ? Si certaines têtes d'affiche ne se cachent plus et présentent des tarifs que l'on pourrait qualifier de bourguignons, la Loire offre encore de véritables affaires au regard du niveau actuel des vins. C'est le moment d'en profiter. ■



Maison Langlois, le haut de gamme des fines bulles, à Saumur.





Martin Lemaire et Frédéric Durand-Bazin

Blancs

Domaine des Roches Neuves Thierry Germain Clos Romans 2021

Saumur

Au nez, on est invité à méditer, devant une telle complexité, avant de rêver de ces fruits jaunes, ce pain d'épices teinté de cire d'abeille qui se dégagent. La bouche est une autre aventure, tout en tension et en énergie qui vous saisit, avec des agrumes frais et un bal amer de zeste de citron en finale. Majestueux.

PRIX : 57 €

NOTE DU FIGARO : 95,5/100

Domaine Belargus Ruchères 2019

Savennières

De la pêche blanche, un peu de fruits exotiques, du fumé et du poivré pour un nez très expressif et précis. La bouche est tendue et complexe. C'est rond, minéral, l'amertume est belle : un vin très umami, en plus d'un toucher de bouche d'exception. Finale sur le safran et les épices douces, qui vous emmène sur un beau coucher de soleil d'été.

PRIX : 126 €

NOTE DU FIGARO : 95/100

Domaine Thibaut Boudignon Clos de la Hutte 2021

Savennières

Une belle énergie et un charme fou au nez, dans lequel on décèle de l'infusion de thym et du floral. Beaucoup de complexité, c'est parfois impénétrable. En bouche, on vibre et on se délecte de cette fraîcheur, de ces zestes de citron vert et de cette trame saline incomparable. On retrouve les agrumes dans une finale magnifique qui nous invite à la méditation.

PRIX : 85 €

NOTE DU FIGARO : 94,5/100

Domaine de la Bergerie Clos Le Grand Beaupréau 2019

Savennières

Un nez comme une balade en sous-bois au printemps : on sent les plantes aromatiques, les fougères… Mais aussi de l'écorce d'orange confite et de la confiture d'abricot à la vanille. La bouche est tendue comme un piquet. C'est vif, long et transperçant. On retrouve les caractéristiques du nez, avec une finale magnifique et pleine d'énergie, avec du salin, du fumé et des amers.

PRIX : 22 €

NOTE DU FIGARO : 93,5/100

Château Soucherie Clos des Perrières 2022

Savennières

Nez presque séveux, enrobant, qui garde sa part de mystère malgré de légères notes d'abricot et d'agrumes. Bouche sur la minéralité, franche, avec un prolongement agrumé, comme des petits pickles de citron. Une longue finale sur le salin.

PRIX : 35 €

NOTE DU FIGARO : 93,5/100

Domaine de la Taille aux Loups Clos de Mosny 2022

Montlouis sur Loire

Un nez magnifique, dans lequel le fumé se substitue au citronné, au poivré, au toasté et à l'iode. La bouche enchaîne sur de superbes amers, avec des arômes de coing, de poire juste mûre. Un vin charismatique.

PRIX : 35 €

NOTE DU FIGARO : 93,5/100

Domaine Thibaut Boudignon Franc de Pied 2021

Savennières

Un bouquet infiniment complexe au nez : de la fleur de lys, de la violette… Du fruit, jaune notamment, mais aussi exotique. Du vrai velours. Une bouche sur la minéralité, sur la tension et la vivacité. On se régale des écorces de citron confit, de cette acidité presque mordante et de cette finale très longue empreinte de salinité.

PRIX : 238 €

NOTE DU FIGARO : 93,5/100

Domaine de la Roche Bleue Clos des Molières 2021-2022

Jasnières

Un beau nez boisé mais équilibré, comme l'a souhaité le vigneron en assemblant les millésimes 2021 et 2022 dans une démarche originale, mais autorisée par l'appellation. Ce nez laisse apparaître du fruit (mandarine fraîche et confite) et une pointe d'exotisme. Superbe. En bouche, c'est juteux, vibrant et sensuel, avec des arômes d'abricot et d'amande. Le tout accompagné d'un très beau touché de bouche pour un vin racé.

PRIX : 31 €

NOTE DU FIGARO : 93/100

Clos de l'Écotard Les Pentes 2021

Saumur

Nez complexe et aromatique, entre le miel, la touche mentholée et l'exotisme. La bouche se distingue par beaucoup de complexité également. C'est plein, ample, avec un très beau toucher de bouche. Des arômes délicats de pêche et de fleurs blanches précèdent une finale salivante délicieuse.

PRIX : 54 €

NOTE DU FIGARO : 93/100

Domaine de Haute Perche Clos des Constants 2021

Anjou

Nez miellé, toasté et assez charmeur. La fraîcheur est là, avec le pamplemousse rose et une pointe de pierre à fusil. Un bouquet très désirable. Attaque en bouche sur l'intensité citronnée, comme l'impression de se désaltérer d'une bonne citronnade. Puis des arômes floraux et une finale salivante et une pointe de salinité.

PRIX : 19 €

NOTE DU FIGARO : 93/100

Domaine Bonnigal Bodet Clos de Beauce 2022

Touraine Amboise

De l'exubérance au nez, mais avec de la complexité : fleur d'acacia, orange confite et pointe d'exotisme. Bouche plus tendue accompagnée par une douce sensation agrumée pour un ensemble plein de peps et une belle structure et une salinité qui dure en finale.

PRIX : 21,50 €

NOTE DU FIGARO : 92/100

Langlois Clos Saint-Florent 2020

Saumur

Il est charmeur, ce nez, avec ses notes de pierre à fusil, de fumée douce, mais aussi d'agrumes et même une pointe miellée. En bouche, c'est ample, racé, nous sommes sur le zeste de citron, la tension, avec une longueur très appréciable. Complexe et tonique.

PRIX : 137,70 €

NOTE DU FIGARO : 92/100

Domaine Vincent Carême Clos de la Roche 2022

Vouvray

De beaux fruits blancs, mais aussi de la floralité au nez. La bouche est joliment évanescente, elle est dotée d'une belle harmonie et d'une grande digestibilité. La finale est longue et belle, sur la poire williams et l'amande.

PRIX : 27,50 €

NOTE DU FIGARO : 92/100

Domaine des Baumard Clos du Papillon 2019

Savennières

Beaucoup de minéralité au nez, un côté abricoté et floral. Une expression tout en douceur du terroir. En bouche, on attaque sur les fruits secs (amandes et noix), puis on se délecte d'arômes de champignons comme les shiitakés. La finale est longue et tendue.

PRIX : 33 €

NOTE DU FIGARO : 92/100

Clos de l'Écotard 2021

Saumur

Au nez, un kaléidoscope d'effluves enchanteurs : de la pomme verte, du citron confit, de la poire Conférence et quelques fleurs en bouquet. En bouche, c'est frais, tendu et salivant, avec une belle énergie qui évolue sur une trame fumée très élégante.

PRIX : 29,50 €

NOTE DU FIGARO : 92/100

Domaine Nicolas Reau Clos des Treilles 2020

Anjou

Un exercice d'équilibriste réussi au nez, entre le floral (aubépine), les agrumes (zeste de citron vert) et la richesse miellée. La bouche est gracile, délicate et en même temps nerveuse et primesautière. Tout cela a de l'allant et du chien, avant une finale saline remarquable.

PRIX : 20 €

NOTE DU FIGARO : 92/100

Domaine des Hauts Baigneux Clos des Brancs 2022

Touraine Azay-le-Rideau

Un nez assez riche et varié, du vétiver au chèvrefeuille en passant par l'agrume doucement confit. La bouche est réjouissante, avec cette vivacité et cette sapidité. Les fruits jaunes se confondent avec quelques arômes de fruits exotiques, dans un équilibre remarquable.

PRIX : 28 €

NOTE DU FIGARO : 92/100

Les Terres Blanches Clos Bel Air 2022

Anjou

Citron, fruits du verger, pollen, poivre blanc : un nez résolument équilibré et très agréable. La bouche est tout en douceur et en délicatesse, même si elle ne manque pas de tension et de vivacité. La pointe d'exotisme rend le tout très savoureux.

PRIX : 30,90 €

NOTE DU FIGARO : 91/10

Domaine Luneau-Papin Clos de l'Allée 2022

Muscadet Sèvre et Maine

Nez plein de dualité, entre l'iode d'une algue marine et des notes plus fruitées de pêches jaunes et de mirabelles. La noisette fraîche est également présente. En bouche, on note une belle allonge et une jutosité pleine de vie. Amande amère en finale.

PRIX : 21 €

NOTE DU FIGARO : 91/100

Domaine Melaric Clos de la Cerisaie 2020

Saumur

Nez sur l'exotisme, avec de l'ananas, du cynorhodons floral et du miel d'acacia. Une petite pointe de réduction qui donne du charme à l'ensemble. Bouche crémeuse, un peu évoluée, assez généreuse sur les fruits blancs, voire exotiques. Belle finale sur l'amande pour un vin résolument sapide.

PRIX : 28 €

NOTE DU FIGARO : 91/100

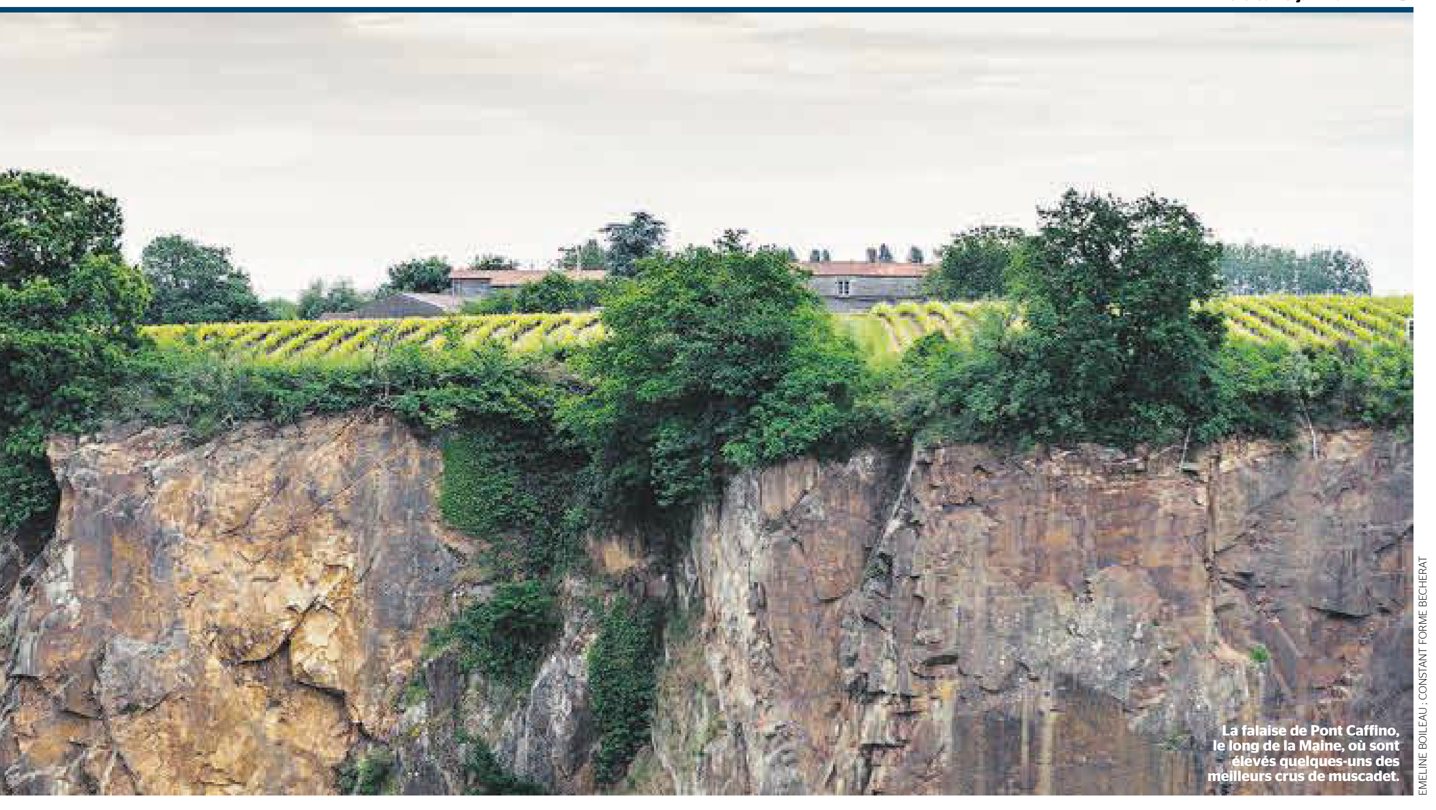
Domaine Vigneau-Chevreau Clos de Rougemont de l'Abbaye de Marmoutier 2023

Vouvray

Nez tout en délicatesse, sans tapage, exprimant des notes de coing et de poivre blanc. C'est plus généreux en bouche, on apprécie les agrumes confits et la poire. Encore un peu plus de rondeur en finale pour un ensemble confortable et gastronomique.

PRIX : 16,90 €

NOTE DU FIGARO : 91/100



La falaise de Pont Caffino, le long de la Maine, où sont élevés quelques-uns des meilleurs crus de muscadet.

EMELINE BOILEAU ; CONSTANT FORME BECHERAT

Rouges

Domaine des Roches Neuves Thierry Germain Clos de l'Echelier 2021

Saumur-Champigny

Un nez qui libère de beaux effluves de rose, de pivoine, puis de fruits frais en salade et de fraises écrasées au sucre. Une bouche énergique, qui ne manque pas de fraîcheur végétale et d'élégance grâce à un toucher de bouche soyeux. Les notes épicées et les tanins raffinés, avant la finale très longue sur le cassis, rendent l'ensemble assez majestueux.

PRIX : 37 €

NOTE DU FIGARO : 94,5/100

Domaine Emmanuel Haget Clos Messemé 2021

Saumur Puy-Notre-Dame

On se régale de ce nez complexe aux notes fumées, de petites baies et de fruits rouges mûrs. Il y a aussi du floral avec la pivoine et une pointe de réglisse. En bouche, le vin se distingue par une belle mâche, c'est suave, les tanins sont fondus, pour un ensemble délicieux. Finale épicée d'une jolie longueur.

PRIX : 18,90 €

NOTE DU FIGARO : 93/100

Langlois Clos Saint-Florent 2020

Saumur

Au nez, on distingue les fruits rouges légèrement confits avec une feuille de laurier, mais aussi de la mûre. Ce très beau nez flirte aussi avec des notes plus profondes de cacao. En attaque, la bouche est riche, séveuse, on se délecte de ces fruits rouges frais avant une finale où les tanins et leur amertume s'expriment et libèrent de la fraîcheur.

PRIX : 137,70 €

NOTE DU FIGARO : 93/100

Domaine Grosbois Clos du Noyer 2020

Chinon

Des fruits rouges mûrs au nez, de la compote de fraise et une trame doucement réglissée pour un nez véritablement élégant. La bouche laisse entrevoir des fruits rouges compotés, c'est racé et toujours dans l'élégance. Les tanins sont superbement soutenus et intégrés.

PRIX : 32,50 €

NOTE DU FIGARO : 93/100

Alliance Loire Clos Cristal 2019

Saumur

Un nez délicat de petits fruits acidulé comme la groseille. On a ensuite les plantes aromatiques, voire la mine de crayon. Une bouche riche et structurée, assez intense et solaire, franchement éclatante.

PRIX : 72 €

NOTE DU FIGARO : 92,5/100

Christian Venier Clos des Carteries 2022

Cheverny

Les petits fruits rouges au nez sont délicieux, accompagnés de quelques notes fermentaires qui apportent complexité, profondeur et personnalité tranchée. Une bouche ample et complexe, mais fraîche, et surtout une belle finale sur le noyau de cerise qui donne un goût de reviens-y immédiat.

PRIX : 18,50 €

NOTE DU FIGARO : 92/100

Domaine Couly-Dutheil Clos de l'Écho 2018

Chinon

Un nez réglissé, sur la prune noire et la mûre, teintées d'épices assez intenses. Bouche dense, pulpeuse, qui évolue vers des arômes de sous-bois. Les tanins, structurés, sont tout en volume pour un vin ambitieux.

PRIX : 24,95 €

NOTE DU FIGARO : 91,5/100

Domaine Wilfrid Rousse Clos de la Roche 2019

Chinon

Un joli kaléidoscope au nez, tantôt sur le poivron rouge, sur les petits fruits rouges, puis du menthol et finalement de la boîte à cigares. La fluidité et la tension dominent en bouche, qui garde des aspérités et du caractère. C'est friand et gourmand (fruits noirs confits) avec plus de fraîcheur en finale.

PRIX : 22 €

NOTE DU FIGARO : 91/100

Domaine Breton Clos Sénéchal 2020

Bourgueil

Le nez exprime des notes de fruits rouges confits dans de la vanille et du poivre. Une pointe végétale également. La bouche, quant à elle, est lumineuse, avec la sensation de déguster une salade de fruits rouges laqués. Les tanins sont peu marqués.

PRIX : 24,50 €

NOTE DU FIGARO : 91/100